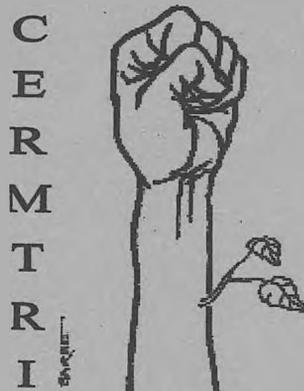


# Cahiers du mouvement ouvrier

- **Déclaration d'Edmund Baluka  
devant ses "juges" (1983)**
- **Loïc Le Bars : le pacifisme des instituteurs  
et institutrices syndicalistes  
durant la Première Guerre mondiale**
- **Lettres de Marie Guillot à Pierre Monatte  
(octobre 1914-janvier 1916)**
- ***Cahier du Cermtri* : l'année 1917  
dans quelques pays d'Europe**



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Liliane Fraysse,  
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : [www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)

E-mail : [cermtri@wanadoo.fr](mailto:cermtri@wanadoo.fr).



# Sommaire

- **Présentation ..... p. 7**

Ce numéro est le premier de la « nouvelle formule ».

Il comporte donc une première partie avec des articles, des inédits et les rubriques habituelles des *Cahiers du mouvement ouvrier*, et une seconde partie : un dossier, qui prend la succession des *Cahiers du Cermtri*.

- **Présentation d'Edmund Baluka (1933-2015) ..... p. 9**
- **Déclaration d'Edmund Baluka  
devant ses « juges » (16-17 mai 1983) ..... p. 12**
- **Loïc Le Bars : le pacifisme des instituteurs  
et institutrices syndicalistes  
durant la Première Guerre mondiale ..... p. 27**
- **Lettres de Marie Guillot à Pierre Monatte  
(octobre 1914-janvier 1916) ..... p. 37**
- **Liliane Fraysse : qui fut Victor Griffuelhes ? ..... p. 45**
- **Christian Coudène : 1915 – le réquisitoire  
de Rosa Luxemburg contre la trahison  
de la social-démocratie ..... p. 51**
- **Présentation de Natalia Sedova (1882-1962) ..... p. 55**
- **Hommage d'André Breton à Natalia Sedova ..... p. 57**
- **Petit fragment d'histoire contemporaine ..... p. 61**
- **Notes de lecture ..... p. 64**
- **Chronique des falsifications ..... p. 75**
- **Perles ..... p. 84**

## *Cahier du Cermtri : l'année 1917 dans quelques pays d'Europe*

Travail collectif de Roland Corominas, Franck La Brasca, Michel Lefebvre, François de Massot, Evelyne Morel, Maurice Stobnicer

**Présentation ..... p. 89**

### **LA FRANCE :**

- **L'année 1917 en France ..... p. 91**
- ***Les Carnets de guerre de Louis Barthas* ..... p. 95**
- **Jean-Jacques Becker : les mutineries ..... p. 96**
- ***L'Humanité* du 19 janvier 1917 ..... p. 97**
- **L'Union des Métaux (février-mai 1917) ..... p. 98**
- **Rapport du Comité de défense syndicaliste ..... p. 101**
- ***L'Humanité* du 15 janvier 1917 ..... p. 102**
- ***L'Humanité* du 31 mai 1917 ..... p. 103**
- **Jean-Louis Robert : les grèves de mai-juin 1917 ..... p. 107**

### **L'ALLEMAGNE :**

- **L'année 1917 en Allemagne ..... p. 113**
- **Richard Müller ..... p. 117**
- **Courrier du préfet de police de Berlin ..... p. 120**
- **Manifeste du congrès de fondation de l'USPD ..... p. 123**

### **LA GRANDE-BRETAGNE :**

- L'année 1917 en Grande-Bretagne ..... p. 127**
- La conférence de Leeds ..... p. 131**
- Lettre ouverte à Lénine de Dora B. Montefiore ..... p. 137**
- Le mouvement des shop stewards de la Clyde ..... p. 138**
- Le mouvement des shop stewards à Sheffield ..... p. 141**

### **L'ITALIE :**

- **L'année 1917 en Italie ..... p. 147**
- **Mario Montagnana : les échos  
des événements de Russie ..... p. 151**
- **Diego Novelli : le pain et la guerre ..... p. 153**
- **Bruno Fortichiari : la résistance ouvrière  
dans la gauche et chez les jeunes du PS ..... p. 157**

### **L'ESPAGNE :**

- Les journées révolutionnaires  
du mois d'août 1917 en Espagne..... p. 161**

## ***Cahiers du mouvement ouvrier***

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros** ;
- Etranger : **40 euros**.
- Abonnement de soutien donnant droit à la consultation des archives du CERMTRI et de sa bibliothèque : **50 euros (ou plus)**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Courriel : .....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI**

**[www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)  
<<http://www.trotsky.com.fr>>**



# Présentation

La *Lettre d'information* n° 49 du *Cermtri* informait les abonnés que le n° 64 des *Cahiers du mouvement ouvrier* et le n° 155 des *Cahiers du Cermtri* étaient les derniers qu'ils recevraient sous leur forme antérieure.

Il apparaissait en effet de plus en plus difficile de maintenir ces deux revues sous leur forme antérieure.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont été fondés en 1998 avec le concours de Vadim Rogovine — hélas ! décédé un an plus tard —, avec comme objectif premier de porter à la connaissance de militants ouvriers des documents sur l'histoire du bolchevisme, de l'Opposition de gauche, du trotskysme, de l'Internationale communiste, voire plus largement de l'URSS, que l'ouverture partielle des archives rendait accessibles. Depuis 1991, de nombreux documents ont été publiés ici et là, et très souvent interprétés bien entendu avec de nombreuses distorsions de la réalité historique.

Mais quelles que soient leurs interprétations, voire leurs distorsions, ils ont été rendus publics dans des revues et des ouvrages, et sont donc consultables et utilisables.

Certes, les archives contiennent toujours des kilomètres de documents inexploités, mais l'intérêt qu'ils peuvent représenter pour nous a sensiblement diminué, et cela se traduit par l'évolution du contenu de la revue au cours des dernières années, à l'exception des documents sur les trotskystes en URSS publiés dans les n°s 62 et 63. La *Lettre d'information* n° 49 poursuivait : « *Les Cahiers du Cermtri n'ont certes pas connu, eux, un affaiblissement*

*de leur nature initiale : grâce à l'importance de notre fonds d'archives, nous pouvons publier des documents inédits ou peu connus indispensables aux militants et à ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire, mais leur aspect trop artisanal est un frein manifeste à leur diffusion et à leur développement. »*

Il était de plus évident qu'il fallait développer dans les *Cahiers du Cermtri* la présentation des documents et les informations et explications nécessaires à leur compréhension, et donc à leur utilisation. La manière dont les médias racontent l'histoire rend tout à fait indispensable de rétablir des vérités trop souvent occultées, voire déformées.

La lettre concluait : *« Nous proposons donc une revue "nouvelle formule", qui s'appellera toujours Cahiers du mouvement ouvrier, mais qui comportera davantage de pages parce qu'elle intégrera les Dossiers du Cermtri, c'est-à-dire les anciens Cahiers du Cermtri, ensemble de documents avec une présentation historique beaucoup plus développée afin de rendre la lecture des documents plus accessible. »*

Nous sommes persuadés que le couplage ainsi effectué constitue une amélioration, car il fournit un matériel plus ample et présenté de façon plus détaillée pour un prix resté quasiment identique.

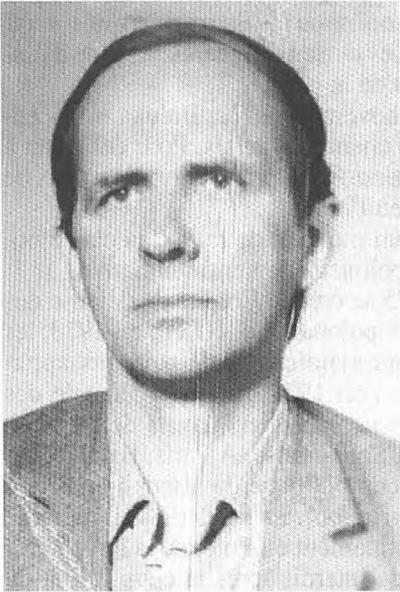
La *Lettre d'information* ajoutait à ces explications quelques éléments relevant de la gestion, soulignant les économies d'efforts et de dépenses que cette fusion allait permettre, arguments non négligeables pour ceux qui doivent assumer ces efforts et maintenir l'équilibre financier de la publication.

Nous espérons que la lecture de ce numéro confirmera la justesse de la décision prise.

Que ceux qui veulent nous donner leur avis après l'avoir lu ne se gênent surtout pas pour le faire, quel qu'il soit...

# Edmund Baluka

## (1933-2015)



Edmund Baluka est mort le 8 janvier 2015, quarante-quatre ans après les grèves des ouvriers polonais des chantiers navals de la Baltique, Szczecin, Gdansk, Gdynia, Sopot... Au début de décembre 1970, le gouvernement de Wladyslaw Gomulka, secrétaire général du parti de la bureaucratie, le POUP, ce même Gomulka qu'en 1956 de nombreuses publications de « gauche » nous présentaient comme le héraut des masses soulevées contre le stalinisme, décrète une hausse brutale du prix des denrées alimentaires de 10 à 20 %. Les ouvriers se dressent par la grève contre cette mesure. A Gdansk, la milice (police) tire à tout-va sur les grévistes.

### La grève...

A Szczecin, le 17 décembre, se forme le comité de grève des chantiers navals Adolf Warski. L'indignation suscitée par la répression, qui a fait des centaines de morts, balaie Gomulka, son Premier ministre, l'ancien social-démocrate Cyrankiewicz, et le président du syndicat unique bureaucratique, Loga-Sowinski. Edward Gierek, successeur de Gomulka, descend à Gdansk et passe un accord avec le comité de grève local, dans lequel figure un certain Lech Walesa, alors inconnu.

Le 23 décembre, les ouvriers des chantiers navals Adolf Warski réélisent le comité de grève pour en écarter ceux qui veulent passer un compromis avec le nouveau gouvernement, et portent à leur tête Edmund Baluka, licencié peu de temps auparavant pour avoir, comme chef de la section peinture des chantiers, défendu les revendications des ouvriers de cette section.

Le même jour, ils suspendent pourtant leur grève pour cause de Noël...

Le 11 janvier 1971, la presse locale publie une annonce de propagande mensongère affirmant que l'atelier de tuyauterie des chantiers Adolf Warski aurait décidé de prendre des objectifs de production « pour exprimer leur appui à la nouvelle direction du parti ». La grève redémarre partout dans la ville ; les ouvriers des chantiers navals élisent un comité de grève, puis prennent contact avec les ouvriers des usines de la ville et constituent un comité central de grève de Szczecin, à la tête duquel ils élisent Baluka.

Ils élaborent un cahier de revendications et exigent la venue de Gierek lui-même. Ils contraignent la bureaucratie à discuter. Le 24 janvier, Gierek arrive dans l'usine, flanqué, entre autres, d'un certain Jaruzelski, promis à un bel avenir. Baluka lit la liste des revendications. Gierek promet de les satisfaire toutes, sauf l'annulation des hausses de prix ! Les délégués votent la levée de la grève. La grève repart ailleurs, en particulier chez les ouvrières du textile de Lodz, qui arrachent enfin l'annulation de la hausse des prix...

## Quinze ans de prison...

Baluka n'était pas un nouveau venu. Diplômé de l'école de marine, il commence à naviguer en 1951. Un jour de 1953, lors d'une escale dans un port étranger, il rencontre un vieux Polonais en exil avec lequel il discute. Dénoncé, il est arrêté dès que son bateau mouille dans un port polonais, et est condamné à quinze ans de prison ! La bureaucratie ne fait pas de cadeau. Heureusement, le mouvement révolutionnaire avorté qui soulève les masses polonaises au cours de l'été 1956 le libère.

En 1962, après avoir passé une nouvelle année en prison pour tentative de fuite en Autriche, il est embauché aux chantiers navals Warski. Il est bientôt promu chef de la section peinture, dont les ouvriers apprennent, en août 1970, que leur salaire va baisser de 50 %. Les ouvriers refusent d'accepter, mandatent Baluka pour présenter leurs revendications à la direction, qui recule... mais licencie l'obstiné Baluka, qui, sans travail, continue à venir sur le chantier.

## Seul à voter contre au congrès

Les ouvriers de Szczecin le propulsent à la tête du syndicat de la métallurgie de la ville puis à la tête de sa section régionale. En 1972, il représente l'Union syndicale de la métallurgie de Szczecin au VII<sup>e</sup> Congrès de la centrale syndicale officielle, où Gierek en personne soumet au vote un projet de statuts reconnaissant le « rôle dirigeant » du parti de la bureaucratie, le POUP. Baluka, seul dans le congrès, vote contre cette réaffir-

mation de la subordination du syndicat au parti unique.

La bureaucratie ne peut tolérer la moindre indépendance des syndicats ; elle ne saurait, en plus, accepter que des votes unanimes ; elle veut étouffer sa voix et parvient à le faire démettre, peu après son retour à Szczecin, après avoir écarté les autres dirigeants les plus dynamiques de la grève.

Le 28 novembre 1972, Baluka est licencié des chantiers navals. Pour échapper à la répression, il prend alors la route de l'exil, en France.

Après un moment de reflux, la classe ouvrière polonaise reprend l'initiative.

En 1975 se crée le Comité de défense des ouvriers polonais (le KOR) ; en 1978, les premiers syndicats indépendants apparaissent ; en 1979, la grève générale des ouvriers des chantiers navals donne naissance à Solidarnosc. A Paris, Baluka crée un bulletin politique de discussion, *Szerszen (Le Frelon)*. En avril 1981, il retourne clandestinement en Pologne, adhère à Solidarnosc interdit après le coup d'Etat de Jaruzelski en décembre 1981. Il participe à la création du Parti socialiste ouvrier polonais (PSPP). Il est jugé, condamné à la prison.

En 1984, une amnistie générale le libère. Il repart en France où il participe aux nombreuses actions de solidarité avec Solidarnosc. Après l'effondrement du régime policier de Jaruzelski, il retourne en Pologne.

Nous reproduisons ci-dessous le discours très politique qu'il a prononcé à son procès, en mai 1983, et qui donne une idée de l'envergure politique de son combat.

**Jean-Jacques Marie**

# BIULETYN INFORMACYJNY

**La lutte pour le pouvoir de la classe  
ouvrière ne peut être menée que  
par la classe ouvrière elle-même**



**Déclaration inédite  
d'Edmund Baluka  
devant ses juges**

**Supplément au n° 1  
Octobre 1983**

# Déclaration d'Edmund Baluka devant ses juges, le 16 mai 1983

Messieurs du tribunal,

Monsieur le Président,

Je suis en train d'écrire cette déclaration finale, avant que soient lus les cinq-sept documents du dossier de pièces à conviction, lecture que Monsieur le Procureur réclame dans l'acte d'accusation. J'écris aussi cette déclaration avant le réquisitoire final de Monsieur le Procureur.

Je connais la teneur du dossier des pièces à conviction, quant au réquisitoire de Monsieur le Procureur, indépendamment du poids et du contenu qu'il prendra, il ne saurait modifier mes opinions et mes propres positions.

Monsieur le Président, je maintiens dans leur totalité mes déclarations devant le vice-procureur de voïvodie de Szczecin Mieczyslaw Krupka. Je maintiens les déclarations que j'ai faites au cours de ce procès dans leur totalité (1).

## L'aliénation de l'appareil du pouvoir

Monsieur le Président,

Je suis innocent des délits qui me sont reprochés dans l'acte d'accusation (n° PO SPII 6/1982). Je sais que cela sonne un peu stupidement dans cette sphère géographique en l'année 1983, mais je le répète, je suis innocent.

Monsieur le Président, le point 3 de l'article 56 de la Constitution de la République populaire de Pologne prévoit, je cite : « *Le système, les particularités et procédures judiciaires des tribunaux pénaux et de simple police sont définis par les lois.* » Et c'est une loi qui définit

le domaine et les compétences du parquet général, comme le prévoit le point 3 de l'article 64 de la Constitution de la République populaire de Pologne. Enfin, des organes du parquet dépendent du parquet général... comme le prévoit l'article 66 de la Constitution de la République populaire de Pologne.

C'est en prenant en considération ces règlements fondamentaux des droits constitutionnels que le vice-procureur du district militaire de Poméranie de Bydgoszcz, le lieutenant colonel Andrzej Kamiński, a dressé l'acte d'accusation, et va maintenant, pour la gloire de ces lois, requérir la condamnation de l'accusé.

Messieurs du tribunal, la cour va rendre un jugement, elle aussi sur la base de ces lois, qui réglementent le système, la spécificité et la procédure des tribunaux. Mais, la promulgation des lois et leur application n'éveillent aucune objection tant qu'elles sont conformes à l'esprit du droit et à la lettre. Elles font alors naître la conviction qu'elles servent les intérêts de la société, de l'Etat, de l'individu. Enfin, les journalistes et publicistes vont écrire leur reportage sur ce procès, également en référence à une loi directive et répressive dont ils dépendent, eux.

Dans cette salle, une seule et même question revient toujours : de quelles lois dépendent la conscience de chaque homme, l'honnêteté de chacun à exercer son métier, la volonté d'avoir des opinions et conceptions propres ?

(1) Il s'agit des déclarations faites entre le retour en Pologne d'Edmund Baluka et son arrestation le 13 décembre 1981, au cours de l'instruction menée contre lui. Dossier repris par le procureur militaire pour l'inculper sur la base de nouveaux articles du Code pénal, notamment l'article 123.

Messieurs du tribunal,

J'ai le sentiment personnel que « l'accumulation », ou pour être plus précis la floraison, de lois dans notre système d'exercice du pouvoir d'Etat, a fait de nous d'excellents esclaves. De plus, ce système nous émancipe très souvent de penser nous-mêmes et de prendre nos responsabilités personnelles sur la plupart des problèmes les plus importants de notre vie. Avant d'en arriver à l'appréciation que j'ai de l'acte d'accusation et des audiences du tribunal, je vais dire quelle est ma position sur le jugement qui va être prononcé dans cette salle.

Messieurs du tribunal,

Je n'ai pas supplié, je ne peux pas exiger. Le jugement sera celui que la Cour prendra. Je ne suis pas un fakir, ni un candidat moine pour souhaiter un lit bien dur ou l'isolement : les murs d'une cellule. Je n'ai pas non plus l'intention de me parer de la couronne du martyr, c'est pourquoi ma ligne de défense, tout au long du déroulement du procès a été de nier l'acte d'accusation dans sa totalité. Cependant, je suis réaliste et je ferai face à tout jugement avec dignité, tout en soulignant en même temps que je suis innocent du crime qui m'est reproché et autres délits contenus dans l'acte d'accusation.

## L'état de guerre une dernière carte

Messieurs du tribunal,

Le jour où s'est ouvert ce procès j'ai appelé l'acte d'accusation « *horreur spirite* », et il ne relève pas du cadre d'une déclaration finale de revenir sur les différentes articulations de l'acte d'accusation. Les pensées et les convictions que je vais formuler ont pour but de démontrer que l'acte d'accusation et la mesure préventive décidée (2) constituent une erreur du système judiciaire de notre pays. Et il ne s'agit pas d'une erreur isolée. C'est en fait la goutte d'eau proverbiale dans l'océan des faits qui ont actuellement cours entre les rives du Boug et de l'Oder.

Dans tous les pays, dans tous les systèmes sociaux et politiques, les procès politiques mettent à nu le mécontentement de la société vis-à-vis de l'appareil du pouvoir, ou le système lui-même. Dans notre pays, l'appareil du pouvoir, dans toutes ses articulations, s'est trouvé complètement aliéné et par là même a suscité dans la société une attitude critique totale à son égard. Dans une telle situation, les « décideurs » au pouvoir, au lieu de se frapper la poitrine et de faire leur mea culpa, ont déchaîné la terreur totale contre la société, allant jusqu'à utiliser « l'artillerie lourde » qu'a été la proclamation de l'état de guerre !

L'état de guerre, instauré le 13 décembre 1981 passera à l'histoire comme la dernière carte sortie de la manche d'un tricheur, car après cela il ne restera probablement plus rien d'autre que brûler la table sur laquelle on jouait.

## La construction du socialisme doit-elle être l'œuvre d'une société bâillonnée ?

Messieurs du tribunal, la vision d'une apocalypse interne ne s'est pas éloignée au fil des flots comme les blocs de glace qui déferlent à la fonte des neiges au printemps. De plus, l'inondation qui peut surgir peut être la cause d'un raz-de-marée d'une plus grande surface.

Bien que je sois aujourd'hui assis sur le banc des accusés, **je suis pour l'instant, ou plutôt je suis encore, en possession des droits civiques de mon pays. Je demande donc à la Cour de me permettre de poser une question fondamentale sur l'appareil d'Etat, et tout particulièrement sur son échelon le plus élevé : est-ce que la construction du socialisme en Pologne doit être l'œuvre d'une société bâillonnée, paralysée par les déci-**

(2) Il s'agit de la détention préventive, décidée par le procureur militaire le 4 juin 1982 et prolongée de trois mois en trois mois jusqu'au procès.

sions draconiennes de l'élite du pouvoir ? Est-ce que les gens qui tiennent actuellement le gouvernail du navire qui s'appelle Pologne ne comprennent donc pas que mettre les menottes aux poignets de centaines de Moczulski, Kuroń, que condamner l'héroïque polonaise Ewa Kubasiewicz à dix ans de prison pour avoir voulu organiser une grève, a fait naître des milliers de leurs successeurs, de leurs disciples ?

On peut enfermer les poignets dans des menottes, mais l'esprit, lui, restera toujours libre, et c'est un grand danger pour les tyrans, quelles que soient les couleurs dans lesquelles ils se drapent, quels que soient les mots d'ordre qu'ils inscrivent sur leurs drapeaux.

Je citerai ici les termes utilisés par Galilée qui correspondent si étroitement à l'histoire de notre pays, de notre peuple ; je cite : « *Malheur au pays sans héros, malheur au pays qui a besoin de héros.* »

## Partout, hypocrisie et veulerie

Messieurs du tribunal,

Le système d'exercice du pouvoir a avili toute une partie de notre société et, tout particulièrement, les couches qui occupent des postes à différents niveaux de l'échelle de l'Etat dans le domaine politique, social ou économique.

Les plus grandes destructions en la matière ont eu lieu dans le domaine de l'histoire et de la culture. Sans parler des mass média, envers lesquels on a tout simplement commis un véritable crime.

Messieurs du tribunal,

Je vais m'adresser en termes très durs aux journalistes et aux publicistes, et je vais leur poser une question. Comment considérez-vous votre œuvre de formation de l'opinion sociale en Pologne ? Dans une Pologne constamment sur la balançoire des déviations, dans une Pologne d'aliénation totale du pouvoir d'Etat, dans une Pologne aux slogans les plus nobles, mais dans un pays d'hypocrisie florissante ?

Comment appréciez-vous vos capacités générales d'écrire des hymnes à la gloire de **chaque nouvelle équipe gouvernementale**, pour transformer à chaque nouveau gouvernement votre plume poétique en un stylet acéré qui portera le coup mortel à vos anciens maîtres et employeurs ?

Je me rappelle qu'au début de l'année 1971, un certain Jurys, journaliste de son état, à longueur de colonnes demandait à M. Kakol et à d'autres de ne pas commencer à embrasser les pieds de Gierek et de son équipe, alors que le « cadavre » de Gomulka n'avait pas encore refroidi, et qu'il pensait que de telles louanges nuisaient à Gierek et son équipe. C'était une prédiction. Une prédiction toujours valable, semble-t-il.

J'ai pu discuter avec des représentants de votre milieu, et me convaincre que vous faisiez un métier fort difficile et fort dangereux. Pour vous permettre le luxe d'entretenir vos enfants et votre famille, vous abandonnez bien souvent votre caractère personnel, votre fierté professionnelle et votre talent. Vous le payez bien cher ce luxe, et les fruits de votre travail sont empoisonnés.

En contrepartie, la caisse est ouverte, pouvez-vous me répondre. **Le maire du village, l'instituteur qui enseigne une histoire mutilée de la Pologne d'après-guerre, le député à la Diète qui vote sur consigne et se tait aussi sur consigne, ce sont les conséquences du puissant rouleau compresseur des doctrines stalinienne qui nous écrase, écrase nos caractères, tout notre peuple, quel que soit le côté où chacun se trouve.**

Monsieur le Président,

Messieurs du tribunal,

Tout procès politique doit être replacé dans un contexte différent et apprécié différemment, mais tous les procès politiques ont un canevas commun du point de vue de leurs causes et de leurs suites.

## Etonnement... et compassion

Je citerai ici un passage de Maxime Gorki, qui ne concerne pas directement la Cour, ni Monsieur le Procureur. Il y a trop eu dans cette salle de marques de savoir-vivre dans la façon de conduire les débats, ou d'honnêteté et de maîtrise dont je me suis même étonné, pour que cette déclaration soit appliquée à ce lieu.

Je l'adresse en fait, Messieurs du tribunal, à un plus large cercle de notre peuple, à tous ceux qui exercent ou ont une influence sur l'exercice du pouvoir d'Etat en Pologne.

J'ai donc repris, dans la cellule de ma prison, une des lectures obligatoires de ma jeunesse à l'école. Ce livre, c'est *La Mère*, de Gorki. Et bien que l'histoire véridique qu'il raconte se passe en 1902 dans la Russie tsariste, à Sormowo, elle se retrouve aujourd'hui dans la situation qui existe en Pologne, et pas seulement en Pologne.

Le dirigeant d'un groupe socialiste qui comparait devant le tribunal pour avoir organisé une manifestation le 1<sup>er</sup> Mai termine ainsi sa déclaration finale. Je cite : « *Je n'avais pas l'intention de vous heurter personnellement. Bien au contraire, en participant malgré vous à cette comédie que vous appelez un tribunal, je ressens une sorte de pitié à votre égard. Malgré tout, vous êtes des hommes, et c'est toujours triste de voir des hommes, même du camp adverse, avilis à ce point par une force de contrainte, au point de perdre tout sentiment de dignité humaine.* »

Messieurs de la Cour,

Dans cette salle : l'aigle — emblème national de la Pologne —, la Cour et Monsieur le Procureur en uniformes de l'armée polonaise. Voilà de quoi provoquer l'étonnement sur le sort qui attend l'accusé, mais en même temps toute notre compassion à la Cour et à Monsieur le Procureur, contraints ainsi à accomplir de telles tâches, dans un procès politique, dans un procès d'opinion.

Toute la compréhension va également aux journalistes qui assistent aux audiences. Ils n'écriront pas la vérité, même s'ils le désirent, car le « petit diable censeur » va diriger leur plume et corriger leur pensée « déformée ».

**C'est le même système de coercition qui a interdit à ma femme et à mon fils de quatre ans d'entendre ma voix et de me voir, dans des instants pourtant aussi graves de ma vie. Comment trouver les termes pour qualifier de tels faits, lorsqu'on sait que les familles des assassins récidivistes voient leurs proches lors des audiences !**

Quelle loi a donc utilisé le général Kiszczak dans l'affaire en question ? Et comment réagit le cœur des mères et des pères qui s'occupent de la presse ? Y font-ils allusion dans leurs articles ? Et sinon, pourquoi gardent-ils le silence ? Est-ce que les accolades familiales, les baisers et les regards nuiraient au socialisme ?

Et quelle autre loi a ouvert les portes de cette salle aux fonctionnaires du service de sécurité (SB) ? Ont-ils pour tâche d'observer l'accusé et ses moments de faiblesse ou de fermeté, permettant d'apprécier le temps nécessaire à l'accusé pour sa « réinsertion sociale » ? Et pourtant, les tribunaux devraient être indépendants !

## Qui est socialiste ou antisocialiste ?

Messieurs du tribunal,

Dans cette déclaration finale, je pourrais aborder des dizaines de problèmes importants concernant la procédure judiciaire en cours, mais cela pourrait prolonger inutilement un échec de déclarations, par ailleurs fort complexes, et concernant diverses opinions et interprétations des termes que j'ai pu utiliser par oral ou par écrit. Je reviens à l'acte d'accusation, non pas pour pratiquer l'autopsie de ce sujet mort, mais je voudrais m'arrêter sur une phrase (page 9, chapitre 3). Je cite : « *Indépendamment de la rédaction du bulletin Szerszen, E. Baluka*

*militait également dans le mouvement syndical dont les principes politiques reposent sur l'hostilité ouverte aux partis communistes de type marxiste-léniniste et aux pays socialistes. »*

Messieurs du tribunal,

Cette citation n'aurait pas très grande importance si je n'avais pas tenu à montrer la vérité sur ceux qui sont les vrais ennemis des partis marxistes-léninistes, ceux qui sont vraiment hostiles à l'idéologie instaurée dans les pays appelés socialistes.

**On ne peut pas exiger de syndicalistes de pays capitalistes qu'ils aiment des partis politiques d'Europe de l'Est qui ont choisi de s'abriter derrière le paravent du marxisme-léninisme. On ne peut pas non plus exiger qu'ils chantent hosannah au système de la République populaire de Pologne. On ne peut pas cependant soupçonner des syndicalistes occidentaux de haine pathologique pour les idées socialistes. Non seulement c'est une grave erreur, mais c'est même un grave tort fait aux travailleurs, exploités par les employeurs, confrontés aux problèmes du chômage, etc.**

C'est tout à fait différent ! Monsieur le Procureur, les yeux du prolétariat des pays capitalistes sont tournés vers l'Est depuis l'année 1905, lorsque s'est produit le premier choc tectonique sous l'empire tsariste. Soixante-dix ans ont passé. Soixante-dix ans d'espoir, de doute, de tentatives. Les nuages des années trente sont venus couvrir l'espoir, et ont amené le doute. Mais le regard du prolétariat, un regard qui jauge, est toujours posé sur l'Est.

## Nouvelle mort de Marx ?

Messieurs du tribunal,

Je ne reviendrai pas sur maints événements importants qui se sont produits lorsque s'est mis en place un nouveau système d'exercice du pouvoir en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, après la Seconde Guerre mondiale.

Ce jour a entraîné la naissance d'un groupe de nouveaux philosophes qui, comme le français Glucksmann, ont crié dans leurs livres ou leurs essais : « *Marx est mort !* »

C'est à cette époque que l'on retrouve mes publications ou mes articles, dans les journaux à l'Ouest, sur la « mort » du fondateur du socialisme scientifique, de la « *nouvelle mort* », comme l'ont écrit les nouveaux philosophes. Dans ces publications, au cours de meetings ou autres déclarations publiques, je n'ai pas découvert de nouvelles conceptions en la matière, car je suis un ouvrier et pas un philosophe. J'ai simplement présenté mon point de vue sur ces théories pour les détruire. Avec une grande réserve pour les idées de M. Glucksmann et de ses semblables, j'ai affirmé que l'œuvre de Marx avait déjà été tuée des milliers de fois, ou bien plutôt qu'on avait tenté de le faire, et que de telles tentatives se reproduiraient certainement.

## Quelques mots sur l'URSS et son histoire...

Messieurs du tribunal,

Monsieur le Procureur,

C'est en marge que je cite les attaques dont fait l'objet l'idéologie socialiste, mais je vais en venir aux problèmes actuels qui se posent dans notre pays. On ne peut éviter de parler de ces faits, car ils sont à l'origine de notre réalité présente.

L'intervention des pays capitalistes contre la jeune République des conseils, et le blocus économique et politique qui s'ensuivit, a certainement été le premier coup porté aux conceptions socialistes. Mais les erreurs des dirigeants de la révolution des bolcheviks, Lénine en tête, ont été le second coup.

La main armée par Staline de la femme — agresseur qui blessa mortellement le chef de cette révolution —, Lénine qui avait alors compris qu'il faisait fausse route, c'est un nouveau coup porté sur la voie des transformations. Les valets des vautours staliniens qui massacrent les

communistes les plus dévoués à la révolution dans les caves de Loubianka à Moscou, c'est l'agonie du noble élan du prolétariat de l'ancien empire tsariste.

Ensuite, c'est la longue nuit, une nuit où se déchaînent les forces de la trahison. Le communiste autrichien Weinsberg Cybulski, que Staline a remis entre les mains de la Gestapo en 1940 avec des centaines d'autres, a écrit plus tard : « *En 1937, s'est éteint le soleil de la révolution bolchevique et à sa place a brillé le soleil du tyran qui a achevé l'œuvre de la grande purge et nettoyé complètement le parti des communistes.* » En 1945, les rayons du soleil du tyran ont commencé à chauffer notre pays, et ce feu glacé est demeuré jusqu'à présent.

## ... et sur la Pologne récente

Cette façon de présenter les origines du système qui règne actuellement dans notre pays — par l'intermédiaire de ces citations et métaphores — ne provient pas d'une volonté de m'exercer à donner cours à des « tentations » littéraires. Je préférerais bien plus citer laconiquement des chiffres. Combien de transports de prisonniers politiques ont atteint les goulags sibériens ? Comment est mort Adolf Warski ? Citer les noms des Polonais condamnés dans les procès de Moscou. Où est mort Puzak ? Quel a été le sort des soldats de l'AK ? Où sont passés tous les militants du PPS, etc. ?

Messieurs du tribunal,

L'histoire exige la vérité sur la forêt de Katyn (3), car l'histoire demande où sont les prisonniers de guerre, les officiers de l'armée polonaise, les camps de Starobielsk ou d'Ostaszow, en tout plus de 8 000 personnes. Tout cela Messieurs, ce sont des pages arrachées du livre de l'histoire moderne de notre peuple. Mais j'en reviens aux questions actuelles. Et je commence par une question. Qui tue l'idéologie de Marx et de Lénine dans notre pays ? Ce sont le plus souvent des gens qui portent à la boutonnière les portraits des fondateurs de cette idéologie. Cette idéologie est détruite par ceux qui ordonnent de construire des monuments

à la gloire des auteurs des luttes révolutionnaires. Dans leurs cabinets et leurs salles de conférence, sont accrochés les portraits et les mots d'ordre des classiques du marxisme, et c'est là que sont prises les décisions qui enfoncent les derniers clous dans le cercueil des théories socialistes.

Cependant, dans ce crime perpétuel, ne sont pas moins coupables ceux qui exécutent ces décisions. De ce banc d'accusé, j'accuse tous les Polonais exerçant de hautes fonctions et appartenant à la « Nomenklatura » du POU, des destructions commises dans mon pays dans les domaines idéologique, politique, social, économique et culturel.

## Anathème moderne

Messieurs du tribunal,

L'Eglise jetait l'anathème sur les mauvais rois ou monarques. Bien qu'athée, j'utiliserai aussi cette arme terrible. Je souhaite à tous ceux qui exercent une responsabilité quelconque en Pologne que leurs enfants et petits-enfants vivent dans le bien-être et les conditions de vie qu'ils ont préparés au prolétariat polonais, aux travailleurs. Pour terminer, je m'adresse à Monsieur le Procureur.

Messieurs du tribunal,

M'accuser de collaborer avec des organisations ou des hommes hostiles aux théories socialistes est porter un grave tort et un tort injuste à ma personne comme à mon engagement. J'aimerais que Monsieur le Procureur sache que Baluka, qu'il se trouve à Las Vegas, dans la toundra sibérienne, à Paris ou à la « pension » de l'établissement pénal de Koronowo, restera toujours fidèle à l'idéologie socialiste et armé de la connaissance des œuvres de Marx, Lénine, mais surtout de l'histoire centenaire des luttes des socialistes polo-

(3) Forêt où l'on retrouva un charnier collectif de centaines et centaines d'officiers de l'armée polonaise, assassinés sur l'ordre de Staline. Jusqu'à nos jours, l'histoire officielle en URSS impute ce crime aux nazis, qui n'occupaient pourtant pas ce territoire au moment du massacre.

nais, et de l'histoire, entre autres, du PPS (Parti socialiste polonais).

## Le modèle communiste de construction du socialisme

Messieurs du tribunal,

Lorsque j'écris ces mots qui ont pour but d'illustrer mes convictions idéologiques, et sont par là une petite partie d'un credo d'engagement politique, j'ai sous la main un exemplaire de *Trybuna Ludu*, n° 113 du 16 mai, qui contient l'article du professeur agrégé M. Czesław Mojsiewicz de l'université Mickiewicz de Poznan. Cet article de la rubrique « Idées et discussions » porte le titre : « *Les buts universels du socialisme et la réalité polonaise* ». Je vais en citer des fragments, car il coïncide avec de nombreuses autres publications des mass média et montre la ligne générale que suit le POUP — c'est une ligne d'un ensemble de processus politiques, sociaux et économiques réalisés continuellement par l'appareil du pouvoir en Pologne. La polémique avec l'article du professeur Mojsiewicz est à mon avis d'autant plus nécessaire que c'est un nouveau clou au cercueil des fondements essentiels du socialisme.

## Ambitions et ennui d'un grand idéologue

Le prologue introduit ainsi l'article : « *L'opinion selon laquelle l'ensemble des événements polonais d'après 1980 a influencé pour longtemps la défaite des opinions avancées sur le socialisme est juste.* »

Puis, le professeur Mojsiewicz écrit, je cite :

« *L'histoire de l'humanité a prouvé le fait que les hommes ont toujours recherché et aspiré à la liberté et à la justice, indépendamment de la façon dont les circonstances concrètes de l'histoire les comprenaient. Actuellement, dans cette*

*estafette historique, ce sont les communistes qui conduisent, eux qui se sont fixé l'objectif de construire la meilleure de toutes les sociétés. Il n'y a aucune illusion à se faire. C'est une tâche ambitieuse d'ampleur historique et particulièrement difficile. Pourquoi ? »*

Messieurs du tribunal,

Avant de lire les explications qu'apporte le professeur sur les raisons pour lesquelles les communistes ont des difficultés à construire le socialisme, je voudrais convaincre la Cour et Monsieur le Procureur, que si cette polémique peut susciter l'ennui des personnes rassemblées dans cette salle, cela représente pour moi une des composantes de ma défense. Mais j'en reviens à l'article. Si l'histoire de l'humanité a prouvé la soif de justice et de liberté, comme le dit l'auteur, se pose alors une question essentielle : est-ce que le socialisme construit par les communistes prive les peuples de liberté et de justice ? Et par là, est-il possible de construire une société acceptant le modèle qu'offrent les communistes ?

Messieurs du tribunal,

Ma thèse de ce point de vue est complètement opposée à la pensée du professeur Mojsiewicz. La société construite (car s'il y a société, c'est qu'elle est construite) devrait élaborer un système qui correspondrait à ses aspirations essentielles de liberté et de justice. Ainsi, le communiste qu'est le professeur Mojsiewicz, président de la Société polonaise des sciences politiques (PTNP), serait libéré de ses soucis pour former la société polonaise selon son modèle.

Trois thèses du professeur Mojsiewicz expliquent pourquoi il est si difficile de construire une telle société. Je cite :

« *Primo, c'est la première fois qu'on construit une telle société, sans expérience, par la voie de la recherche des meilleures voies et méthodes à suivre, qui dans la pratique ne se révèlent pas toujours telles.*

*Secundo, l'objectif du socialisme sera atteint par un combat avec toutes les forces politiques, économiques et idéolo-*

*giques contre lesquelles cette nouvelle société est construite, qui en remet en cause les intérêts et les liquide, et tout ce qui naît de la lutte des classes est complexe et difficile.*

*Tertio, ce sont les hommes qui construisent cette nouvelle société, les hommes avec tous leurs bons, mais aussi leurs mauvais aspects, les handicaps de la nature humaine, avec leur nature et le bagage de leur passé, formé dans le cadre d'autres systèmes et valeurs, et peut-être est-ce l'imbrication des différents éléments qui rend la construction du socialisme si difficile. »*

## **Qui doit monter la garde devant le socialisme, selon le professeur Mojsiewicz ?**

Messieurs du tribunal,  
Monsieur le Président,

Les articles politiques dans les colonnes de la presse du parti font connaître les objectifs, les tâches programmatiques et la politique du parti, dit la thèse 37 des statuts du POUP. Avant de commenter les thèses présentées par le professeur Mojsiewicz, il convient de citer les chapitres suivants de cet article, car ils éclairent de nombreux problèmes.

« *Qui doit monter la garde devant les objectifs du socialisme ?* », demande l'auteur. Et plus loin, je cite : « *Un organe spécialisé ? Non ! Ce sont tous les membres du parti, de la direction à tous les échelons, les postes scientifiques surtout du parti.* » Et plus loin, je cite encore : « *A mon avis, qu'est-ce qui nous empêche actuellement de réaliser efficacement les buts universels du socialisme ? Je considère que ce sont les faiblesses suivantes : l'insuffisante conscience socialiste de bien des membres du parti, l'absence de fermeté théorique, de convictions durables et de positions socialistes, encore de trop grands écarts des fondements et des objectifs du socialisme, des règles de la vie sociale commune qu'enregistrent quotidiennement,*

*entre autres, des cellules de plaintes et des différentes institutions et, entre autres, du POUP, et l'insuffisance des sanctions et de conséquences personnelles envers ceux qui enfreignent les bases socialistes de la vie communautaire, l'offensive insuffisante face aux adversaires politiques et idéologiques, une conception trop lâche, abstraite de la démocratie et de l'étendue des libertés politiques et autres, en même temps qu'une faible connaissance de ses obligations et de leur exécution. Le libéralisme et le mélange des idées constituent l'un des plus gros obstacles au développement de l'offensive du parti, Le combat insuffisant contre l'exploitation des travailleurs par les spéculateurs, les affairistes, par la société elle-même, alors qu'on attend uniquement des organes de répression... »*

Messieurs du tribunal,  
Monsieur le Procureur,

Je reconnais être rentré en Pologne le 21 avril 1981 avec l'envie comme un rapace de m'abattre sur des gens comme l'auteur de l'article cité, pour les déchi- queter et les mettre en pièces.

## **Pétrir des figurines imaginaires**

Messieurs du tribunal,

L'acte d'accusation me reproche d'avoir calomnié le peuple polonais et le système socialiste, mais il n'y a absolument aucune preuve, aucun terme cité dans le dossier des pièces à conviction qui confirme ce reproche.

Le professeur Mojsiewicz ne prend absolument pas en compte le peuple comme un sujet dans l'Etat. Que voit-on dans son article ? Que la société est un prisme secret, ou bien de la glaise dont on pétrit à volonté des figurines imaginaires, sur l'échiquier d'une conception malade d'un système qu'il injurie en l'appelant socialisme.

Qui accusera cet homme d'injures envers les hommes et le socialisme ?

Mais j'en reviens aux thèses du professeur Mojsiewicz. Depuis trente-huit ans, le POUP cherche les voies et moyens pour construire le socialisme, et comme l'explique l'auteur, cela ne se révèle pas toujours exact dans la pratique. Il est fort dommage que la Pologne ne soit pas située sur les rives du bassin méditerranéen, car alors le problème serait réglé grâce aux mirages. Pour consoler le professeur Mojsiewicz, je dirais qu'en URSS, on construit le socialisme depuis bien plus longtemps et qu'ils ont aussi des problèmes à trouver la bonne route. Nous construisons cette société pour la première fois sans aucune expérience, se plaint le professeur. Je ne peux ajouter qu'une seule chose. Heureusement pour notre société que c'est la première fois qu'elle est soumise à une aussi longue et douloureuse expérience. Le compas est cassé, et il est bien difficile de trouver la bonne voie vers le but.

La deuxième thèse parle de la lutte des classes, des forces politiques, économiques, idéologiques réactionnaires. Visiblement, Monsieur le Professeur a oublié d'autres forces réactionnaires encore plus dangereuses pour le système : le printemps, l'été, l'automne et l'hiver.

Messieurs du tribunal,

Je laisserai de côté les autres arguments et révélations de Monsieur le Professeur, car ma main tremble en reproduisant de tels non-sens. Il y a cependant une phrase qu'on ne peut abandonner : « *L'offensive insuffisante face aux adversaires politiques et idéologiques, une conception trop lâche, abstraite de la démocratie, et de l'étendue des libertés politiques* », et autres.

Messieurs du tribunal

C'est vraiment très simple à réaliser : rétablir l'état de guerre suspendu, débrancher le téléphone, entourer les villes et les villages de fil de fer, mettre les tanks dans la rue, et il n'y a plus de problème.

## L'alternative, c'est la société

Messieurs du tribunal,

Monsieur le Président,

Depuis le début de ce procès, j'ai présenté clairement les problèmes, j'ai dit qui j'étais, quelles étaient mes conceptions idéologiques, quel était mon programme, j'ai expliqué ce que j'avais l'intention de réaliser. Je n'y reviendrai pas, car le dossier des pièces à conviction, complété par mes explications, suffit à la Cour pour saisir ce qu'est l'essentiel de mes intentions et de mes actes. J'ai dit précisément que mon action n'était qu'une petite goutte d'eau dans l'océan du processus qui se déroule actuellement en Pologne. Je ressens le besoin personnel de replacer ces actes et intentions dans tout l'ensemble des activités de l'opposition, appelée « antisocialiste » par les autorités. J'exprimerai donc mon opinion personnelle sur le syndicat indépendant et autonome Solidarność (NSZZ), dont je suis adhérent. Je définirai ce que je pense de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante), de l'ex KSS-KOR (comité de défense des ouvriers, comité d'autodéfense sociale), ainsi que sur l'organisation du NZS, du syndicat indépendant des étudiants.

## La KPN

Au procès des dirigeants de la KPN, l'accusé Szeremietiew a déclaré, je cite : « *La KPN est une alternative idéologique et politique au pouvoir actuel et Leszek (Moczulski) une alternative personnelle...* » J'exprime mon respect au combattant qu'est Szeremietiew qui a cette opinion sur son parti et sur son ami et dirigeant de la KPN. Mais ma conception personnelle en la matière est tout autre. L'alternative au pouvoir actuel d'Etat est la société, la grande majorité de la société, aussi bien sur le plan idéologique que politique. Et la KPN est l'une des composantes de ce large éventail des opinions, des convictions et pensées politiques. Et j'ai cité Szeremietiew

pour me donner une base pour évoquer et exprimer sa position sur les organisations de l'opposition ou les organisations syndicales.

## Solidarnosc vit et vivra

Je viens d'écrire que je suis adhérent au syndicat NSZZ Solidarność, ce n'est pas une erreur de ma part. Monsieur le Président, je suis adhérent de ce syndicat, même si pour l'instant je ne paie pas mes cotisations pour des raisons évidentes. Pour moi, individu de cette organisation syndicale de dix millions de membres, l'état de guerre et ses conséquences n'ont pas dissous mon organisation syndicale, mais l'ont simplement poussée dans la clandestinité. Les travailleurs se donnent des syndicats pour eux-mêmes, pour leurs propres intérêts, et non pas pour le pouvoir ou l'administration d'Etat. Ce sont les adhérents qui ont le droit de constituer le syndicat, et ce sont eux qui ont le droit de le dissoudre, et personne d'autre. Je reprends pour la millième fois la Constitution de la République populaire de Pologne et ne peux y trouver un seul principe constitutionnel qui conférerait le droit aux autorités d'Etat de dissoudre un syndicat. Voilà pourquoi, malgré la décision des autorités d'Etat de dissoudre mon syndicat, je m'en sens toujours adhérent. Et par là même j'accuse les autorités d'Etat, en faisant cela, d'avoir violé les droits constitutionnels.

Messieurs du tribunal,

De ce banc d'accusation, je tiens à formuler la protestation la plus vive pour l'emprisonnement de mes dirigeants syndicaux dans la personne de Jurczyk, Rozplochowski, Palki, Rulewski, Modzelewski, Jaworski et Gwiazda. J'élève cette protestation ici, car je n'ai aucun autre moyen de l'exprimer. Ces hommes, comme des milliers d'autres qui suivent leur exemple, sont le sel de cette terre et leur place n'est pas dans les cellules des prisons. Comme l'a dit à Swinoujscie, le 13 août 1982, le prêtre Straczynski dont les paroles concordent avec ce que je pense,

ce dont je suis convaincu, je cite le prêtre Straczynski :

## “L'aigle a pris son vol”

« ... Honte et mépris pour ceux qui se sont détournés de la véritable identité polonaise quel que soit leur but. Honte à eux. Ils arpentent les rues, rôdent partout, épient. Peut-être même se trouvent-ils ici parmi nous. Honte et déshonneur pour eux. Ils ne sont pas polonais. Même si on a voulu élevé l'aigle en poule mouillée, il est demeuré aigle. Même s'ils veulent nous enfermer dans leur poulailler, nous n'avons pas le droit d'accepter, à aucun prix. Malheur à ceux qui gardent ce poulailler (...). L'aigle a pris son vol. Il n'a pas voulu accepter ce sort misérable. Voilà pourquoi aujourd'hui on ne peut éviter d'évoquer aussi l'anniversaire maintenant proche d'août 1980. Du mois d'août qui a transformé notre patrie. C'est Solidarność, notre syndicat commun, qui forgera l'avenir des jours meilleurs. Des difficultés passées, des soifs à venir qui viennent, naîtra la Pologne dont nous rêvons. On ne peut mettre à ce grand cœur les fers d'une nation asservie. »

Messieurs du tribunal,

Il faudrait écrire déjà des tomes entiers sur les documents du NSZZ Solidarność. Ces mêmes tomes déjà écrits dans différentes publications, pour discréditer ce syndicat aux yeux des Polonais et du monde. C'est l'appareil d'Etat et ses organes dirigeants qui sont l'auteur de ce discrédit. Mais aucune répression, aucune force ne détruira le syndicat Solidarność, car le vent de la liberté au cours de ces quinze mois a enivré la société polonaise comme un bon vin peut le faire, et la société n'en oubliera plus jamais le goût.

Prophétique et pourtant bien réel est le discours du prêtre Straczynski, lorsqu'il dit : « Des difficultés passées, des soifs à venir, naîtra la Pologne dont nous rêvons. » Et c'est le peuple qui la construira. Une telle Pologne n'aura pas besoin d'être surveillée par « les directions de tous les ni-

veaux des instituts scientifiques, particulièrement de ceux du parti », et, ce qui est très important, de n'importe quel parti. C'est le peuple qui veillera sur la Pologne et sur le système socialiste, Monsieur le Professeur Mojsiewicz. Et les figurines pétries par vos soins iront au musée.

## Le KSS-KOR et la place de l'intelligentsia

Messieurs du tribunal,

La fondation du KOR a été un événement capital de l'histoire de la Pologne d'après-guerre. L'intelligentsia de la Pologne d'après-guerre, comme l'a écrit le professeur Matejko (de l'université de Harvard) était la faillite de ce groupe social en Pologne. Les raisons en sont largement connues. L'occupant hitlérien s'est attaché à détruire et anéantir en premier ce groupe social. Dans les premières années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, le système stalinien a forcé ceux qui restaient à collaborer, ou alors les a repoussés par les tracasseries et la répression, dans l'ombre de la passivité. La jeune génération intellectuelle était sans cesse soumise à un processus de « remodelage plastique », visant à leur inculquer la soumission, leur faire chanter des prières irréfléchies aux dieux des lois, des interdits, des ordres que produisait à la chaîne l'appareil central politique et étatique. La bureaucratie est née.

Juin 1976 est la date du réveil de l'intelligentsia polonaise de sa léthargie, et en même temps la date de la mort de la doctrine anglo-impérialiste « diviser pour régner », que le système stalinien exploite efficacement. En Pologne, cela appartient au passé. Sous l'impulsion de la naissance du KOR, s'est libérée l'initiative sociale, la peur a été surmontée, et les universités volantes incitaient à penser librement. C'est aussi la fondation de l'officine indépendante d'édition Nowa. Gloire donc aux pionniers de l'intelligentsia polonaise ! Leur travail et leur courage portent ses fruits et porteront leurs fruits.

Ce système d'exercice du pouvoir ne tolère pas la pensée libre. Pour de tels actes, il « récompense » par un séjour gratuit dans certaines pensions. Mais bien heureusement, même là-bas, Kuroń, Michnik, Wujec. Lipski ne chôment pas, et réfléchissent, très certainement.

Messieurs du tribunal,

Ces quelques phrases écrites sur le syndicat indépendant NSZZ Solidarność et sur le KOR constituent à la fois ma déclaration politique et ma position sur ces organisations. J'ai d'ailleurs la même opinion sur le NZS, syndicat indépendant des étudiants dissous. Là encore, en décidant de dissoudre contre le droit ce syndicat, on a violé la Constitution.

(copie de la partie 1)

**Koronowo, 16-17 mai 1983**

**Szerzeń**

## **(LE FRELON)**

### **TRIBUNE LIBRE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION**

#### **Plate-forme provisoire du PSPP**

**Nous donnons les treize points suivants de notre programme pour l'orientation de nos lecteurs. Dans les prochains numéros nous nous proposons de les développer, point par point, plus largement.**

1. La liberté du pays.
2. La destruction du monopole du POUP, qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au PCUS
3. L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais.
4. La dissolution des forces répressives de la milice — MSW — dépendant du ministère de l'Intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et stalinienne du KGB.
5. les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni à aucune autorité administrative ou gouvernementale.
6. Le droit de grève (garanti par la Constitution).
7. La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution).
8. Liberté de la presse, de la radio, de la TV. La suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.
9. La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.
10. Le changement de la procédure des élections au Parlement. Le Parlement d'aujourd'hui est une parodie, car les députés acclament seulement les décisions du comité central du POUP.
11. La garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.
13. L'annulation des accords avec l'URSS, traités nuisibles à la Pologne (entre autres, les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam).



**Le pacifisme  
des instituteurs  
et des institutrices  
syndicalistes pendant  
la Première Guerre  
mondiale**



# Le pacifisme des instituteurs et des institutrices syndicalistes pendant la Première Guerre mondiale

Pierre Monatte a pu écrire de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices (FNSI) qu'elle avait été, au sein de la CGT, la seule fédération « restée fidèle durant la guerre à l'internationalisme ouvrier » (1). Ce ne fut cependant qu'à sa conférence nationale d'août 1915 que la FNSI adopta une orientation résolument pacifiste et internationaliste. Car les « militants épars qui ne voulaient pas se renier » durent « passer un an environ à se rechercher, à se rassembler pour tenter de remonter le courant » (2) et à convaincre du bien-fondé de leur position Hélène Brion et Fernand Loriot, les deux seuls membres du bureau fédéral restés à Paris et partisans, dans un premier temps, de « l'Union sacrée ».

Mais certains syndicats de la Fédération demeurèrent « jusqu'aboutistes » pendant toute la durée du conflit, et le pacifisme des instituteurs et des institutrices syndicalistes n'était pas monolithique. Des divergences apparurent au sein de cette « majorité fédérale », en particulier quand il fallut déterminer si *L'Ecole de la Fédération* devait publier les articles de leurs camarades défendant le ralliement de Jouhaux et de la direction confédérale aux exigences de la « défense nationale ».

Ces divergences n'empêchèrent pas ces militants et ces militantes d'occuper

une place déterminante dans la mouvance pacifiste. Les historiens n'ont pas manqué de relever le « rôle nouveau » tenu pendant la guerre par ces « petits intellectuels » de l'enseignement primaire. Il n'échappa pas non plus aux gouvernements. Au printemps 1917, ils devinrent les cibles privilégiées de la répression qui s'en prit aux pacifistes avant même l'avènement du gouvernement Clemenceau. Les sanctions administratives, les révocations et les condamnations se multiplièrent en 1918, l'année qui, par ailleurs, vit se disloquer la minorité de la CGT. Malgré l'espoir qu'avait fait naître la révolution d'Octobre, la fin de la guerre fut une période particulièrement difficile pour la FNSI, et ses militants firent partie de ces « pacifistes désenchantés » que Jean-Louis Robert a évoqués dans son livre sur les ouvriers parisiens pendant la Grande Guerre (3).

Mais avant de développer ces différents points, il n'est pas inutile d'essayer de comprendre pourquoi ces instituteurs

(1) Pierre Monatte, *Réflexions sur l'avenir syndical*, Paris, éditions de la Librairie du travail, 1921, introduction.

(2) Louis Bouët, *Le Syndicalisme dans l'enseignement. Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à 1935*, tome 1, présentation et notes de Pierre Broué, Grenoble, Institut d'études politiques, 1966, tome 2, p. 18.

(3) Jean-Louis Robert., *Les Ouvriers, la patrie et la révolution. Paris 1914-1919*, Besançon, annales littéraires de l'université de Besançon, 1995, p. 253.

et ces institutrices ont pu jouer un rôle aussi important dans le mouvement pacifiste.

● La FNSI, créée en 1905, à une époque où les fonctionnaires étaient privés du droit syndical, avait toujours dû combattre pour sa survie et ses militants affronter la répression. Son premier secrétaire général, Marius Nègre, avait même été révoqué en 1907 avant d'être réintégré quelques années plus tard. En 1914, la Fédération se remettait à peine du « scandale de Chambéry » qui avait failli provoquer sa disparition. Deux ans auparavant, son congrès, réuni à Chambéry, avait en effet décidé de verser chaque mois un petit pécule, « le sou du soldat », à ses syndiqués appelés sous les drapeaux, comme cela se faisait couramment à la CGT. Cette initiative servit de prétexte à une bonne partie de la presse pour déclencher une violente campagne contre la FNSI, accusée d'antimilitarisme et d'antipatriotisme. Le gouvernement de l'époque profita de l'aubaine et somma ses syndicats de se dissoudre. Certains obtempérèrent, les autres firent souvent l'objet de poursuites judiciaires et leurs responsables de sanctions administratives. La Fédération vacilla, puis la résistance s'organisa. Ses avocats temporisèrent et multiplièrent les demandes de renvois, si bien que le gouvernement Poincaré, à l'approche des élections de 1914, décida de mettre un terme aux poursuites.

La FNSI avait préservé son existence. La plupart de ses militants n'avaient cédé ni aux menaces ni à la répression et avaient su faire face à la vindicte d'une bonne partie de l'opinion publique. Il n'est donc pas surprenant que beaucoup d'entre eux se soient trouvés quelques mois plus tard parmi les rares militants à ne pas se laisser submerger par la vague guerrière et chauvine d'août 1914.

● Dans la CGT, la FNSI avait la particularité de compter d'assez nombreuses adhérentes, environ un tiers de ses effectifs, qui y tenaient une place non négligeable. Certaines, comme Marie Guillot en Saône-et-Loire ou Marie Mayoux en Charente, avaient joué un rôle déterminant dans la création de leurs syndicats. Elles y exerçaient, ou y avaient exercé, des responsabilités importantes.

C'est ainsi qu'Hélène Brion était secrétaire adjointe de la FNSI depuis janvier 1914. Ces institutrices ont pu prendre la relève de leurs camarades mobilisés et contribuer au maintien d'un minimum de vie syndicale dans les départements où elles militaient. Beaucoup d'entre elles adhéraient de surcroît à une ou plusieurs organisations féministes au sein desquelles elles ne se sont pas fait faute d'intervenir pendant la guerre.

● Beaucoup de militants de la FNSI, contrairement à la grande majorité des syndicalistes révolutionnaires, notamment à Paris, étaient aussi membres du Parti socialiste.

● En 1912, ce sont des militants de province, comme Louis Bouët dans le Maine-et-Loire, qui avaient été les premiers à organiser la résistance face à l'offensive gouvernementale. Ils étaient donc prêts à prendre de nouveau leurs responsabilités quand, en septembre-octobre 1914, ils se trouvèrent en désaccord avec l'alignement des « Parisiens » Hélène Brion et Fernand Lorient sur la position jusqu'au-boutiste de la direction de la CGT.

● Enfin, la FNSI avait pour organe, depuis 1910, un hebdomadaire, *L'Ecole émancipée (EE)*. Cette revue avait la particularité de ne pas dépendre directement du bureau fédéral. C'était en effet les militants des Bouches-du-Rhône, à l'origine de sa publication, qui continuaient à en assumer la responsabilité. Ces derniers ne s'étant pas ralliés à l'Union sacrée, *L'EE* put affirmer être restée pendant plus d'un an « *le seul organe de la presse française qui n'ait rien voulu abandonner de l'idéal socialiste* » (4), devenant ainsi un point d'appui et une référence pour tous ceux entendaient lui rester fidèles.

## Le ralliement de la Fédération au pacifisme

« Le cataclysme » de l'été 1914 « *ne fut prévu par personne avec une pareille précision. Il surprit tout le monde* » (5).

(4) *L'Ecole de la Fédération*, n° 40, 24 juin 1916.

(5) François Bernard, *Le Syndicalisme...*, op. cit., tome 1, p. 256.

Et le brusque ralliement des dirigeants de la CGT et du Parti socialiste à l'Union sacrée laissa les militants complètement désarmés, presque prostrés, comme Marie Guillot qui avoua à Pierre Monatte que, pendant trois semaines, elle avait été « *comme à moitié abrutie* » (6) et incapable d'écrire une seule lettre. Puis elle parvint à rédiger un « *Appel aux institutrices, aux instituteurs* » caractérisant la guerre comme un désastre et les appelant « *à conserver aussi net que possible le terrain sur lequel peut germer et se développer le syndicalisme* ». Il parut en octobre dans le numéro de rentrée de *L'EE* avec sa conclusion en partie censurée. Ce qui ne fut pas le cas des articles rédigés par des syndiqués défendant le ralliement à la « *défense nationale* ». Ismaël Audoye et Louis Lafosse, les militants marseillais en charge de la revue, décidèrent alors de ne plus insérer ces articles auxquels la censure interdisait de répondre. Mais ils étaient aussi conscients qu'il aurait été suicidaire de publier immédiatement des contributions ouvertement pacifistes dans un pays dont une partie du territoire venait d'être envahi. Pour que *L'EE* pût continuer à paraître, il leur fallait faire profil bas tout en mettant en garde leurs camarades contre l'Union sacrée.

Cela ne suffit pas à leur éviter les foudres de la commission de censure marseillaise. Le 24 octobre, son secrétaire fit part à Audoye de l'arrêté de suspension « *jusqu'à nouvel ordre* » de l'hebdomadaire fédéral. Mais ses camarades et lui décidèrent de créer sans plus attendre une nouvelle revue, *L'Ecole*. Pratiquant une autocensure préventive, ils parvinrent à éviter une nouvelle suspension, alors que la commission continuait de mutiler même les articles les plus anodins en s'en prenant par exemple à des poèmes de Victor Hugo. Petit à petit, les responsables de la revue apprirent à tirer parti de certaines incohérences de la censure et s'enhardirent. Au fil des mois, *L'Ecole*, rebaptisée *L'Ecole de la Fédération* en juin 1915, redevint un organe de plus en plus ouvertement syndicaliste, pacifiste et internationaliste où purent s'exprimer les militants de province qui déploraient le mutisme des dirigeants de leur fédération

et leur alignement sur les positions des dirigeants confédéraux.

Le conseil fédéral, en dehors de la publication, en janvier 1915, d'un appel appelant les militants à reprendre au plus vite la vie syndicale, resta en effet longtemps silencieux. Mais la parution, le 1<sup>er</sup> mai, du premier numéro de l'organe de la Fédération des métaux depuis le début de la guerre, avec, entre autres documents, une résolution adoptée par sa commission exécutive et se prononçant en faveur d'une paix « *sans conquête ni annexion* », apporta « *un immense réconfort* » (7) aux militants regroupés autour de *L'Ecole* et les incita à agir.

Le 13 juin, une première réunion de syndiqués opposés à l'Union sacrée se tint à Tours à l'initiative de Marie Mayoux. Hélène Brion y fut conviée et réaffirma son hostilité à toute action pacifiste. Cette fin de non-recevoir n'était pas de nature à décourager une militante comme Marie Mayoux, qui rédigea le manifeste dont elle avait évoqué la nécessité à Tours. Elle le fit ensuite adopter par sa section syndicale de la Charente avant de l'envoyer au bureau fédéral ainsi qu'aux responsables des autres syndicats. Ce *Manifeste des instituteurs syndicalistes* voulait exprimer leur pacifisme sans que leur patriotisme pût être mis en doute : « *La France se doit de compléter son geste de défense par l'offre spontanée de mettre fin à la boucherie. Ce sera son honneur éternel devant l'histoire* » (8). Il fut imprimé, sans être soumis préalablement à la censure, à 5 000 exemplaires, dont un grand nombre furent saisis quelques semaines plus tard. Le conseil fédéral condamna cette publication et réitéra son refus d'appeler à une paix « *qui aurait consacré le triomphe de la force et de la brutalité* ».

Constatant qu'il n'y avait plus « *d'unité de vue* » dans la Fédération, plusieurs syndicats demandèrent la tenue d'un congrès avant la conférence nationale de

(6) Lettre du 15 octobre 1914, Institut français d'histoire sociale (IFHS), fonds Monatte.

(7) Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, tome 1, Paris, Librairie du Travail, 1936, p. 257.

(8) François Mayoux, *Instituteurs pacifistes et syndicalistes*, Chamalières, éditions Canope, 1992, pp. 74-76.

la CGT prévue le 15 août. Le conseil fédéral se résolut à convoquer une « réunion officielle » pour le 14 août. Celle-ci rassembla une trentaine de délégués, dont une bonne moitié de militantes, qui décidèrent de la transformer en un véritable congrès. A l'issue d'un long débat, la déclaration pacifiste et internationaliste présentée par le Maine-et-Loire et les Bouches-du-Rhône obtint une large majorité. Les congressistes y donnaient mandat à leurs délégués à la conférence de la CGT « *de réclamer de cette organisation une action pour l'entente immédiate avec les organisations ouvrières des pays belligérants et neutres en vue de mener au rétablissement de la paix, paix qui garantira les droits des prolétariats* ». Hélène Brion se rallia à cette position ainsi que Lorient, qui proposa même de la défendre le lendemain à la conférence confédérale. Sa proposition fut acceptée, « *non sans quelques hésitations* », assez compréhensibles au demeurant, par ceux contre qui il avait ferrailé toute la journée. Mais, ajouta Louis Bouët, il n'y eut « *aucun reproche à faire à Lorient du point de vue internationaliste, ni le lendemain ni plus tard* » (9).

Dès lors, la FNSI se situa au premier rang de la minorité pacifiste de la CGT. Mais les instituteurs syndicalistes n'avaient pas tous la même conception du pacifisme, et ils divergeaient aussi sur les objectifs qu'ils devaient se fixer.

## Le pacifisme des instituteurs et des institutrices syndicalistes

Il exprime d'abord la conviction que la responsabilité de la guerre n'incombe pas uniquement à l'Allemagne et à ses alliés. Que la guerre ait été déclarée par ce pays, que celui-ci ait violé la neutralité de la Belgique, envahi une bonne partie du territoire national ne saurait faire oublier que tous les gouvernements des pays belligérants portent une part de responsabilité dans le déclenchement du conflit. Les instituteurs syndicalistes ne font pas partie de ceux qui « *font semblant de*

*croire que, comme le dira Georges Dumoulin, la guerre date du 4 août 1914* » et qu'« *avant il n'y avait rien, pas de question balkanique, pas de convoitises russes sur les détroits, pas d'impérialisme anglais, pas de revanchisme français, pas de Maroc, pas de Tripolitaine, pas de trois ans, pas de préparation de guerre en Russie, rien. Seulement une Allemagne préparant la conquête du monde, seulement une social-démocratie complice du Kaiser* » (10). Il est donc primordial « *d'établir les responsabilités du conflit, afin de détruire la légende de la guerre du droit, de la guerre civilisatrice, qui empêche beaucoup d'esprits d'adhérer* » (11) au pacifisme. Cette guerre, affirme Marie Guillot, n'est et ne peut être que « *le retour à la brutalité ancestrale* » (12). Tout doit être mis en œuvre pour en finir avec cet « *inutile fléau qui dévaste l'Europe* » (13).

Les éducateurs que sont les syndicalistes enseignants refusent par conséquent de prodiguer à leurs élèves cet « enseignement de la haine » que le gouvernement s'efforce d'intégrer au programme de l'école primaire. Tous partagent l'indignation avec laquelle Marie et François Mayoux s'élèvent dans l'une de leurs brochures contre le rôle que leur hiérarchie voudrait leur voir jouer : « *Mais ce que nous n'avons jamais accepté, ce que nous n'accepterons jamais, ce que nous repoussons du pied avec répugnance méprisante, c'est cette prétention du gouvernement de la République à nous transformer en agents politiques de la plus basse espèce, en propagandistes "anti-boches" qu'on voudrait nous voir jouer, en missionnaires de la haine la plus aveugle, enfin — honte et infamie — en bourreurs de crânes à l'usage de nos propres élèves* » (14).

C'est là l'aspect le plus original et sans doute le plus remarquable, et donc le plus

(9) Louis Bouët, *op. cit.*, p. 19.

(10) Lettre de Georges Dumoulin à Alphonse Merrheim du 23 avril 1916, IFHS, fonds Bouët.

(11) Lettre d'Edmond Bazot (instituteur du Maine-et-Loire) à Louis Bouët, *ibid.*

(12) Lettre à Pierre Monatte, 29 décembre 1914, IFHS.

(13) Résolution du congrès de la FNSI, août 1916, Cahier Hélène Brion, IFHS, Fonds Dommanget.

(14) François Mayoux, *op. cit.*, p. 81.

décrié, de leur pacifisme. L'administration ne saurait admettre qu'ils se dérobent à ce qu'elle estime être leur devoir. Elle les menace et leur inflige des sanctions contre lesquels le conseil fédéral s'élèvera à plusieurs reprises.

Ce que les minoritaires reprochent aux dirigeants de la CGT, c'est essentiellement d'avoir renié leurs convictions et rallié l'Union sacrée. Certes, ils regrettent que rien n'ait été tenté après le 31 juillet pour manifester l'hostilité du mouvement ouvrier à la guerre, mais ils ne croient pas que cela aurait pu empêcher le déclenchement du conflit. Pour Marie Guillot, il ne fait aucun doute qu'un appel à la grève générale aurait été un échec, et pas seulement en France : « *Dans les pays ç'aurait été un mouvement raté : nous ne sommes pas encore la force* » (15) capable de s'opposer à « *la vague de haine* » qui a suivi le déclenchement du conflit. Mais, en revanche, ces dirigeants n'étaient nullement obligés de hurler avec les loups et de participer au gouvernement d'Union nationale.

Beaucoup de militants, comme François et Marie Mayoux, défendent un pacifisme que l'on peut qualifier de patriotique et que résume bien l'amendement à la résolution générale adopté à leur initiative par le congrès de la Fédération de 1916 : « *Il demeure entendu que dans toute action, il [le conseil fédéral] sera guidé par l'intérêt du prolétariat international que le congrès ne sépare pas des intérêts de la patrie française.* »

D'autres militants, comme Louis Bouët ou Fernand Loriot, n'apprécient que modérément ce pacifisme un peu trop « *patriotard* » à leur goût. Ils se réfèrent plus volontiers à l'internationalisme et à la lutte de classe. Mais, comme le reconnaîtra Louis Bouët après la guerre en faisant allusion implicitement au défaitisme révolutionnaire défendu par Lénine, eux aussi estiment qu'ils sont obligés, dans « *un pays belligérant dont le sixième du territoire est envahi, de mettre à la base de la lutte pour la paix, la paix sans annexions ni indemnités, selon la formule de Zimmerwald* », et de bien faire comprendre qu'ils mènent « *une action internationale, une action commune avec*

*les forces des autres pays pour nuire en même temps à toutes les puissances impérialistes* » (16). Tous les militants minoritaires sont donc d'accord sur ce point et rejettent avec force l'accusation de défaitisme.

Mais c'est surtout sur les objectifs que les pacifistes doivent se fixer que les militants de la FNSI s'opposent parfois rudement. Certains, comme là encore François et Marie Mayoux, sont persuadés que la poignée de pacifistes que compte la CGT et le Parti socialiste ne peut avoir aucune influence réelle sur la marche des événements. Il s'agit essentiellement pour eux d'une « *question de conscience* » (17) qui les oblige à proclamer, sans s'embarrasser de considérations tactiques, leur refus de voir les gouvernements faire « *couler le sang en leur nom* ». Il faut préserver ainsi l'avenir en regroupant tous ceux qui ne se sont pas laissés entraîner dans l'Union sacrée et qui, seuls pourront, après la guerre, aider les masses à régler leurs compte avec les fauteurs de guerre. D'autres veulent croire au contraire que les peuples sont, ou seront dans un proche avenir, contre la continuation de la guerre. L'action des organisations pacifistes peut accélérer cette prise de conscience et permettre à ce désir de paix de s'exprimer au grand jour, à condition bien évidemment qu'elles agissent au moment opportun.

Cette divergence fut à l'origine de la polémique qui opposa pendant plus d'un an adversaires et partisans de la « *censure* » exercée par la rédaction de *L'Ecole de la Fédération* à l'encontre des syndiqués jusqu'au-boutistes. Ismaël Audoye et Louis Lafosse refusaient en effet d'insérer dans la revue les prises de position de ces derniers. Ils pensaient ainsi « *choisir le moindre mal* » et aimaient mieux voir l'hebdomadaire fédéral cesser de paraître plutôt que de voir l'une des très rares publications pacifistes être obligée « *de publier des articles majoritaires et guerriers que la censure* » aurait laissé sûrement passer alors qu'elle aurait « *arrêté les articles*

(15) Lettre à Pierre Monatte., 24 octobre 1914, IFHS.

(16) Louis Bouët, *op. cit.*, p. 64.

(17) François Mayoux, *op. cit.*, p. 81.

*pacifistes y répondant* » (18). Les jusqu'au-boutistes ne furent pas les seuls à protester contre l'impossibilité de s'exprimer dans ce qui était aussi leur organe. François Mayoux et d'autres minoritaires, comme Hélène Brion, persuadés que le respect des grands principes devait l'emporter sur toute autre considération, s'élevèrent contre cette « *mesure liberticide* ». Le congrès fédéral de 1916 se prononça en faveur de la position défendue par la rédaction de *L'Ecole de la Fédération*. Mais François Mayoux contesta les conditions dans lesquelles le vote s'était déroulé et réclama l'organisation d'un référendum pour régler définitivement cette question. Le conseil fédéral, soucieux de mettre fin à cette polémique le plus rapidement possible, répondit favorablement à sa demande. Le résultat de la consultation confirma, mais à une faible majorité, le vote du congrès.

## Un rôle déterminant dans le mouvement pacifiste

Ces désaccords n'entravèrent pas l'action de la Fédération en faveur de la paix, en particulier au sein du Comité pour la reprise des relations internationales (CRR) créé à l'automne 1915. Ses militant(e)s furent souvent à l'origine des groupes qui relayèrent en province l'action de celui-ci. Ils intervinrent évidemment dans la CGT. Ismaël Audoye et ses camarades permirent en particulier à la minorité de s'emparer de la direction de l'union départementale des syndicats des Bouches-du-Rhône en 1916 puis, l'année suivante, de celle de la Bourse du travail de Marseille. Mais, quand il devint évident, en particulier après Zimmerwald, que le combat pour la « reprise des relations internationales » se menait essentiellement dans le Parti socialiste, les nombreux militants de la Fédération qui en étaient membres ne tardèrent pas à s'y investir. Non sans réticences parfois, et en ayant souvent le sentiment qu'ils n'étaient pas vraiment à leur place dans un parti où l'on semblait ignorer ce « refus de parvenir » auquel ils étaient si profondément

attachés. Certains, à l'instar de Marie Guillot, y renoncèrent assez vite. Mais la plupart persévèrent, à l'image de François Mayoux dans la Fédération de la Charente, de Louis Bouët et d'André Vaudeschamps dans celle du Maine-et-Loire. Hélène Brion rallia sa section de Pantin au pacifisme zimmerwaldien, dont Lorient devint assez vite le principal porte-parole au niveau national.

Marcelle Brunet, institutrice à Paris et membre du conseil fédéral, était elle aussi adhérente au Parti socialiste. Mais elle militait surtout dans le groupe des femmes socialistes. C'était l'une des facettes de son engagement féministe que partageaient beaucoup de ses camarades syndiquées. Celles-ci étaient fréquemment membres de la Fédération universitaire féministe où elles menèrent une propagande active contre la poursuite de la guerre. Certaines rejoignirent la section française du Comité international des femmes pour une paix permanente issu du Congrès international des femmes pour la paix, qui s'était tenu en avril 1915 à La Haye. A ce comité, intervenaient en particulier Marthe Bigot, institutrice syndiquée enseignant à Paris, et Hélène Brion, qui collabora aussi au Comité intersyndical contre l'exploitation de la femme. Cet organisme entendait promouvoir l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes qui avaient été massivement embauchées dans les usines et les ateliers pour remplacer les salariés mobilisés. Le Comité intersyndical fut à l'origine de la création, au printemps 1916, d'une Ligue féminine d'action syndicale qui se donna pour objectif d'aider à la syndicalisation de cette main-d'œuvre féminine et à la formation des militantes ouvrières, et qui se rangea résolument dans la minorité pacifiste de la CGT.

Les instituteurs et institutrices syndicalistes occupèrent donc « une place déterminante » dans le mouvement pacifiste et dans ce que certains historiens ont appelé « *la culture pacifiste de guerre* », dont *L'Ecole de la Fédération* a été l'un des principaux et même, dans les

(18) Compte rendu du congrès de la FNSI d'août 1916, Cahier Hélène Brion, IFHS, Fonds Dommanget.

premiers temps, le seul vecteur. C'est pourquoi plusieurs jeunes intellectuels pacifistes, comme le poète Marcel Martinet, s'exprimèrent régulièrement dans la revue à partir d'octobre 1916. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que deux des trois « pèlerins de Kienthal », Alexandre Blanc et Raffin-Dugens, étaient membres de la Fédération et que Marie Mayoux aurait dû représenter, avec Alphonse Merrheim, le mouvement ouvrier français à cette conférence.

On comprend dans ces conditions pourquoi la répression s'acharna particulièrement contre ses militants.

## Les cibles privilégiées de la répression

Dans un premier temps, les pouvoirs publics se contentèrent de surveiller leurs faits et gestes, et plus encore leur correspondance, de les menacer et surtout d'empêcher la diffusion des idées pacifistes en recourant systématiquement à la censure et en saisissant les brochures éditées sans autorisation. Seule Julia Bertrand, institutrice dans les Vosges, avait été arrêtée puis révoquée au tout début de la guerre pour avoir répandu des idées « qui étaient la négation même de la patrie » (19). Elle ne fut remise en liberté qu'en février 1915. Mais les grèves et les mutineries du printemps 1917 contraignirent Malvy, le ministre de l'Intérieur, accusé de complaisance à l'égard des « défaitistes », à recourir à la répression qui s'acharna particulièrement sur les syndicalistes enseignants. Il était en effet moins risqué de s'en prendre à eux qu'à Merrheim et aux autres dirigeants de la Fédération des métaux ! La publication d'une nouvelle brochure clandestine de Marie et François Mayoux, *Les Instituteurs syndiqués et la guerre*, lui en fournit le prétexte. Nombre de leurs camarades, tout en rendant hommage à leur courage, estimèrent d'ailleurs qu'il était pour le moins maladroit de prendre une telle initiative dans un contexte politique aussi peu favorable.

Le domicile des Mayoux fut perquisitionné fin juillet. Puis ils furent poursuivis, de même que leur fils, Jean, âgé de douze ans, pour avoir diffusé des

publications de nature « à favoriser l'ennemi » et à « exercer une influence néfaste sur l'armée et la population ». Leur suspension survint quelques jours après. Hélène Brion subit peu après le même sort. Le congrès fédéral, qui, bien qu'interdit, réussit à se tenir au début du mois d'août à Paris, protesta contre ces « mesures de police » (20) et les poursuites engagées. Le 17 novembre, au lendemain même de l'investiture du gouvernement Clemenceau, Hélène Brion fut arrêtée et une campagne de presse d'une extrême violence se déchaîna contre « l'institutrice défaitiste de Pantin ». Cette arrestation suscita de nombreuses protestations et un meeting du Comité de défense syndicaliste réunit à Paris plusieurs milliers de personnes. Fin décembre, Marie et François Mayoux, qui avaient fait appel d'une première condamnation, écopèrent de deux ans de prison sans sursis, mais furent laissés en liberté provisoire.

La répression s'intensifia en 1918. Les perquisitions se succédèrent. De nombreux militants furent déplacés d'office ou censurés. A Grenoble, Lucie Colliard, une institutrice de Savoie, se vit condamnée par un conseil de guerre à deux ans de prison sans sursis. Bénéficiant d'une amnistie, elle fut libérée quelques semaines plus tard. Le procès d'Hélène Brion s'ouvrit à la fin de mars devant le conseil de guerre de Paris. Malgré le soutien de nombreuses personnalités venues témoigner en sa faveur, confirmant ainsi le rôle essentiel qu'elle jouait dans le mouvement pacifiste, elle fut condamnée à deux ans de prison avec sursis. Libérée, elle n'en fut pas moins immédiatement révoquée. En mai, les Mayoux furent arrêtés et commencèrent à purger leur peine. Au total, sept militants de la FNSI, dont cinq institutrices, furent révoqués. Ils ne devaient être réintégrés qu'en 1924, après l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches.

La répression s'accroissait au moment même où Merrheim officialisait son rapprochement avec Jouhaux et ses amis

(19) Louis Bouët, *Le Syndicalisme...*, op. cit., p. 4.

(20) Compte rendu du congrès fédéral d'août 1917, Cahier Hélène Brion, IFHS.

et rompaît avec la minorité dont il avait été longtemps le leader incontesté. La défection du secrétaire de la Fédération des métaux provoqua un réel désarroi dans la FNSI. Les violentes attaques de Constant Bougon (François Mayoux) contre le « *renégat Merrheim* » suscitèrent de nombreuses protestations de la part de lecteurs de *L'Ecole de la Fédération*, qui, dans un premier temps, ne voulurent pas croire à la « trahison » de ce dernier. La Fédération participa au congrès minoritaire de Saint-Etienne de mai 1918. En août, son congrès, une nouvelle fois interdit, réaffirma son « *opposition irréductible à la guerre* » et envoya son « *fraternel salut aux révolutionnaires russes qui avaient fait la paix dans leur pays et s'efforçaient de réaliser le socialisme* ».

La fin de la guerre fut une période difficile pour la FNSI, seule fédération dans la CGT à poursuivre le combat minoritaire. Hélène Brion était en retrait depuis sa condamnation et Loriot de plus en plus accaparé par son action dans le Parti socialiste. Les militants parisiens du conseil fédéral subissaient l'influence des dirigeants de la Fédération des amicales, Louis Roussel et Emile Glay, des syndicalistes de la première heure mais dont l'objectif était la transformation de ces dernières en syndicats et donc leur fusion avec ceux appartenant à la FNSI. La désignation au congrès fédéral d'août 1919 de Louis Bouët, antifusionniste convaincu, à la tête de la Fédération qui, en s'ouvrant à tous les enseignants, devint la Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque (FSMEL), mit un terme à cette période de flottement. Mais ce ne fut qu'avec la scission syndicale de 1922 que la fusion fut définitivement écartée. Le combat pacifiste de la Fédération des syndicats d'instituteurs constitua dès lors l'un des principaux arguments mis en avant par la FSMEL, adhérente à la CGTU, pour justifier son existence et son refus de se fondre dans le Syndicat national des instituteurs, héritier des amicales, qui, pourtant, regroupait la grande majorité des enseignants du premier degré.

Louis Bouët s'est demandé après la guerre si « *l'action pacifiste* » que lui et

ses camarades avait menée envers et contre tout avaient été finalement, comme l'avait toujours affirmé François, « *sans influence sur l'issue de la tourmente* ». N'aurait-il pas suffi « *de se livrer à des gestes ostentateurs pour témoigner devant l'histoire qu'on n'était pas complice* » (21) ? « *Les faits ne nous ont pas départagés* », avouait Louis Bouët, mais, ajoutait-il aussitôt, rien ne prouvait que « *l'action des militants désintéressés pour eux-mêmes n'ait pas été utile au prolétariat dans sa marche douloureuse vers l'émancipation* ». Une conclusion qui, cent ans après, n'a rien perdu de sa pertinence !

Loïc Le Bars

### Bibliographie

**Louis Bouët**, *Le Syndicalisme dans l'enseignement. Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à 1935*, tome II, présentation et notes de Pierre Broué, Grenoble, Institut d'études politiques, 1966.

**Louis Bouët**, *Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste*, Blainville-sur-Mer, L'Amitié par le livre, 1973.

**François Mayoux**, *Instituteurs pacifistes et syndicalistes*, Chamalières, éditions Canope, 1966.

**Christophe Prochasson**, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre*, Paris, Le Seuil, 1993.

**Jean-Michel Rodrigo**, *Recherche sur la revue l'Ecole émancipée (1910-1921)*, mémoire de maîtrise, Paris-I, 1980.

**Alfred Rosmer**, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, tome I : *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Librairie du Travail, 1936, réédition éditions d'Avron, 1993 ; tome II : *De Zimmerwald à la révolution russe*, Mouton & Co, 1959, réédition éditions d'Avron, 1993.

(21) Louis Bouët, *Le Syndicalisme...*, op. cit., pp. 89-90.

**Lettres de Marie Guillot  
à Pierre Monatte  
(octobre 1914-janvier 1916)**



# Lettres de Marie Guillot à Pierre Monatte

## (octobre 1914 - janvier 1916)

**M**arie Guillot appartient à la petite phalange des pionnier(e)s du syndicalisme enseignant dont elle est certainement l'une des figures les plus attachantes. Née en 1880 dans une famille très pauvre de Saône-et-Loire, elle devient institutrice après avoir obtenu son brevet supérieur. Elle ne tarde pas à participer aux activités de la fédération socialiste et de l'amicale laïque de son département.

En 1906, elle met sur pied l'« Association des femmes de Saône-et-Loire pour la propagation des idées laïques », dans le cadre de laquelle elle organise des conférences avec des dirigeants socialistes, ainsi que des campagnes de propagande pour le droit de vote des femmes. C'est le début de son militantisme féministe. Mais pour elle, le combat pour la reconnaissance des droits des femmes est indissociable de celui mené pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Marie Guillot, institutrice à Saint-Martin-d'Auxy, un petit village près de Chalon-sur-Saône, va donc s'efforcer de mener ce qu'elle appelle cette « double lutte » dans le mouvement syndical.

En 1908, elle tente de créer une section départementale de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices (FNSI) fondée trois ans auparavant et qui s'apprête à adhérer à la CGT. Mais les représentants locaux du ministère de l'Instruction publique, arguant du fait que la « capacité syndicale » n'est pas reconnue aux fonctionnaires, menacent leurs subordonnés et font échouer cette première tentative. Cela n'est pas de nature à décourager celle que ses camarades appellent affectueusement « la Grande Marie ». Elle s'abonne à *L'Ecole émancipée*, la revue « pédagogique et sociale » dont la FNSI vient de se doter.

En 1911, elle parvient enfin à fonder avec quelques collègues la section de la Saône-et-Loire de la Fédération. Elle entame aussi sa collaboration à *L'Ecole émancipée* où, à partir de la rentrée 1912, elle tient une rubrique bimensuelle, la « Tribune féministe », dans laquelle elle invite notamment les syndiquées à revendiquer toute la place qui devrait leur revenir dans la CGT. Mais les gouvernements de l'époque n'entendent pas laisser se développer un syndicalisme qu'ils considèrent comme illégal, et Marie Guillot se voit infliger à deux reprises une sanction disciplinaire, « la réprimande ».

Au début de l'année 1913, elle propose sa collaboration à *La Vie ouvrière*, la revue syndicaliste révolutionnaire dirigée par Pierre Monatte, l'un des rares dirigeants syndicaux à s'intéresser à l'organisation et aux revendications des ouvrières. Celui-ci accepte immédiatement, et une correspondance amicale ne tarde pas à s'établir entre ces deux fortes personnalités du mouvement ouvrier français.

Cette correspondance s'intensifie après le déclenchement de la Première Guerre mondiale et le ralliement des dirigeants du Parti socialiste et de la CGT à l'Union sacrée. Marie Guillot, elle, ne s'est pas laissé submerger par « la vague de haine qui se lève » et elle n'entend pas se renier. Aussi veut-elle faire savoir ce qui se passe à Paris, avoir des nouvelles de ses camarades mobilisés et, après « des jours de détresse intense », s'informer des prémisses du combat que les rares opposants à la guerre sont, malgré tout, résolus à entreprendre et dont elle donne le signal avec son « Appel aux institutrices et aux instituteurs », publié, en partie censuré, par *L'Ecole émancipée*, datée du 3 octobre 1914.

Ces lettres ont été publiées pour la première fois en 1934 par *La Révolution*

*prolétarienne*, la revue que Pierre Monatte avait fondée au milieu des années 1920 après son exclusion du Parti communiste. Elles l'ont été pour rendre hommage, peu de temps après sa mort, à cette militante qui, « ferme et tranquille », a su « tenir » et combattre dans une période particulièrement tragique, au milieu des pires difficultés morales et maté-

rielles. Elles sont précédées par une courte introduction à la conclusion de laquelle on ne peut que souscrire : « *Il y a, dans ces lettres, avant tout, une leçon de courage.* »

**Loïc Le Bars**

**Le lecteur trouvera les notes en fin de chapitre.**

## Lettre du 15 octobre 1914

Mon cher ami,

J'ai enfin de vos nouvelles — de deux côtés à la fois : c'est Million (1) qui m'écrit pour me féliciter de mon article de *L'Ecole émancipée* sur la guerre parce que... je n'ai pas changé mon fusil d'épaule... Signe des temps ! Etre félicité pour cette raison qu'on ne se laisse pas affoler par les vents de folie.

C'est Lafosse (2) qui me dit que vous lui demandez mon adresse. Mais... Je demeure ici... Où vouliez-vous que je fusse ?

J'ai bien reçu votre carte à M<sup>me</sup> Monatte et à vous en juillet, et je vous ai répondu à *La Vie* : vous n'aviez pas mis d'adresse. Puis la guerre est venue. J'ai été comme à moitié abruti pendant trois semaines ; je n'ai pas écrit une seule lettre. Ensuite, je me suis demandée où vous trouver. Et puis nous voilà aujourd'hui.

Parlez-moi des camarades parisiens. Dumoulin (3) m'a écrit une lettre d'adieu fin juillet : je l'ai vu partir des premiers, je ne lui jamais répondu. Et les autres ? Que devenez-vous vous-même, et votre aimable compagne — et votre

**autre** vous-même, cette *Vie*, que va-t-elle devenir ?

Ah ! Nous aurons à faire pour nous tenir au-dessus de l'écume et nous retrouver à l'ancre ! Espérons.

Chez nous, notre syndicat allait bien. Notre ombre de petite section passait à 32 membres (plus que doublé) en juillet, nous allions lancer un bulletin qui avait déjà du foin dans les bottes. J'espérais, en voyant avec quel courage mes « élèves » marchaient, pouvoir enfin me décharger sur eux de ce côté. Que restera-t-il après ? Il faudra peut-être que je reprenne le drapeau en main et que je recommence tout le travail. Malheur !

Ce qui m'épouvante plus que tous les carnages, c'est la vague de haine qui se lève, toujours plus haute, et qui détourne de leur but les énergies ouvrières. Pourvu que, après, la masse des nôtres retrouve son bon sens.

Espérons-encore.

Envoyez-moi tout ce que vous savez d'intéressant.

Mes amitiés à vous deux.

**Marie Guillot**

## Lettre du 24 octobre 1914

Mon cher ami,

... Vous me demandez quelles horreurs j'avais pondues : quelle curiosité ! J'osais dire que *L'Ecole émancipée* signalerait les actes de générosité (ils ne sont pas tous à l'actif des alliés ! — oui, j'ai osé dire ça) et de barbarie (pas tous à la charge des Allemands !...), qu'elle donnerait à ses lecteurs des documents pour combattre le chauvinisme montant... le patriotisme exaspéré — ça sentait la lanterne d'une lieue —, toutes exagérations qui s'opposent au développement du syndicalisme.

Reçu le numéro 3 de *L'Ecole émancipée*. Ce brave Maillan (4), son article devait être éloquent. Est-ce que la censure serait capitaliste au lieu d'être militaire ?

Expliquez-moi donc, si vous l'avez compris, le but poursuivi par Jouhaux en publiant son article si exploité contre les syndicalistes allemands (5).

Est-ce que vous ne croyez pas qu'il déraile du point de vue syndicaliste — même si les Allemands avaient un tort réel ? (Je crois, moi, qu'ils n'en ont eu qu'un, celui de ne pas vouloir bluffer — car dans les pays, ç'aurait été un mouvement raté : nous ne sommes pas encore la force).

Il faudrait un homme fin à la tête de la CGT. Jouhaux a manqué de finesse en cette occasion.

Amitiés à vous et à votre compagne.

Marie Guillot

## Lettre du 14 novembre 1914

Cher ami,

Merci de m'avoir fait parvenir cette copie de l'article de Romain Rolland (6). Oui, c'est bien pensé. Mais si ces pensées ne percent pas mieux chez nous, c'est que la censure les retient impitoyablement.

Notre pauvre *Ecole émancipée*, comme vous le dites, a manqué de tenue, et quand je traçais son programme — blanchi par la censure — je lui voyais une autre tenue. Cependant, j'ai eu sous les yeux l'article de Maillan qui a fait suspendre *L'E. E.* C'était une raillerie adressée à dame Censure et où il faisait revenir au jour tout ce qu'on lui avait barré au n° 3 ; ce n'était point trop mal — et c'est bien pourquoi ce fut supprimé. Ils auraient dû se débattre plus habilement : quand on égorge, il faut hurler et ruer, c'est le seul et dernier moyen de se sauver. Ils le feront peut-être.

J'ai bien dit à M<sup>mc</sup> Audoye (7) (une intelligence) que ce n'était pas ça : j'ai quasi hurlé en lisant Rebeyrol (8),

notre pauvre vieux J. Guillaume (9) et Laisant (10). Maillant m'a paru avoir peu d'esprit critique et on a mangé ce qui aurait pu le relever.

Aussi, à un deuxième article que j'envoyais à Lafosse et où j'expliquais ma façon de voir sur les atrocités qu'on attribue aux Allemands, je lui recommandais de faire sauter tout ce qu'on laisserait à côté des trous de dame Censure et qui pourrait dénaturer ma pensée — tant je redoute les coupes *adroites* de ces bons messieurs. Mais il n'y eut pas besoin de veiller au grain.

Pour parler net, on fabrique une pensée « nationale ». Pas bien malin : on coupe la langue à tous ceux qui veulent vous contredire

Mais si on n'écrit pas, on parle. Et je vous assure qu'ici, à côté des imbéciles, il y a bien des gens sensés — oui, beaucoup —, bien que l'intelligence moyenne y soit plutôt très moyenne. J'ai trouvé un bon

vieux qui n'a jamais voulu croire aux atrocités allemandes, même au plus fort de la « chauffe ». Il avait été prisonnier en 1870. Quant aux instituteurs et institutrices, beaucoup manquent d'esprit critique, mais beaucoup aussi sont loin de prendre les vessies pour des lanternes. Croyez que le mal est plus en surface qu'en profondeur. Ce sera déjà assez pour nous fournir bien du travail, dont nous n'avions pas besoin. Attendons aussi que les hommes de 30 à 40 ans qu'on a envoyés sur le front reviennent chez eux : la guerre prendra quelque chose, et le nationalisme aussi. A cet âge, on a une famille, et on réfléchit. Du moins, j'en juge d'après ce que j'entends autour de moi.

En attendant, les nôtres disparaissent. L'autre jour, j'en pleurais dans mon assiette en lisant la lettre d'une pauvre petite femme à qui j'avais demandé des nouvelles de son mari. Nos rangs seront clairs ; et nous pourrons nous réatteler, nous les vieux : il y aura encore de l'ouvrage pour nous.

Lisez-vous *L'Humanité* ? Elle commence à se refaire. Mais, à un moment, je faisais comme en lisant *L'Ecole émancipée*, j'en sautais et j'en grognais tout fort ; ce pauvre Vaillant ! Je me suis demandée, en lisant ensuite Laisant, Guillaume, Jouhaux, quel vent soufflait à Paris.

Croyez-vous à leur dernière invention pour tenir les pauvres en haleine : qu'on supprimera la guerre ! Et que cette guerre est la dernière ! Et l'ours russe et ce pauvre peuple russe, encore plus ignorant que le nôtre ! Et la rivalité anglo-russe ! Et le prolétariat conscient qui manque d'hommes et d'organisation ! — Pauvre *Humanité* ! Elle radote parfois.

Merrheim a bien l'air d'un solide au poste. Et après la guerre, on pourra lui dire merci.

A propos, avez-vous lu *La Revue de l'enseignement* ? Et la ponte de Laurin (11) ? Vous le souteniez. Mais moi, je le voyais « tourner » depuis longtemps. Il nous en a pondu du propre. J'ai envoyé ça à Lapierre (12) qui était à Mâcon et dont je n'ai plus de nouvelles : mort tuberculeux ? Ou envoyé au feu ? Pauvre petit gars.

Elle est fraîche, *La Revue de l'enseignement* ! Si elle déteint sur ses lecteurs, nous aurons du travail, nous autres... Espérons quand même.

Pour vous, voilà. Quand vous aurez passé le conseil — bientôt sans doute — si vous restez, et toujours sans travail, il ne faudrait pas vous forcer à endurer à Paris. Si vous y avez la vie trop étroite, dites-le tout simplement. Vous débarquerez ici, avec votre femme, si vous n'avez pas trop peur d'une solitude qui est à 20 kilomètres de Montceau.

De même, si votre femme reste seule, si elle ne craint pas de s'ennuyer dans mon désert.

Je serai satisfaite de vous rendre ce service en ce dur moment.

Ce ne sera pas une hospitalité de millionnaire, vu que j'ai simplement 150 francs par mois. Mais on peut vivre tout de même ainsi pendant quelques mois. J'ai assez de place pour vous loger.

Vous n'aurez qu'à accepter aussi simplement que c'est offert. Je ne tiens jamais grand discours ; mais, quand je parle, c'est très sérieusement, et si j'offre quelque chose, c'est sans arrière-pensée ; autrement, j'aime mieux me taire. Alors, vous verrez comment ça tournera.

**Marie Guillot**

PS : Donnez-moi des nouvelles, d'ici à cette révision. Maintenant, je réfléchis que vous préférerez peut-être rester à Paris, où vous avez vos habitudes plutôt que de venir vous enterrer là. Alors je pourrais pendant quelques mois vous verser de 75 à 80 francs, sauf début décembre où je ne pourrais que 60 francs. Il faut que je finisse de réunir le prix de la pension de mère, que je dois payer en janvier. Cet argent ne me ferait pas défaut pendant quelques mois : c'est ce que je mets de côté, d'habitude, pour voyages, congrès, caisses du syndicat et du groupe féministe et achat d'habits. Mais j'ai tout ce qu'il me faut pour l'hiver : ça ne me priverait pas. Pendant ce temps, ça pourrait aller mieux.

## Novembre 1914

Copie d'une lettre reçue avant-hier :

Puy-de-Dôme. Issoire,  
4 novembre 1914  
(dépôt des otages)

De votre collègue et camarade révoquée, recevez un salut affectueux.

Arrêtée comme « suspecte » le 21 août, j'ai vu Paray-le-Monial, Clermont-Ferrand et Issoire. J'ai fait appel à mon administration vosgienne le 8 septembre : on m'a répondu par une révocation datée du 11 octobre.

Comme vous le voyez, c'est expéditif ! Après la guerre, je ferai appel du CD vosgien.

Bien fraternellement.

**Julia Bertrand**

Hein ?

J'ai écrit immédiatement à Marthe Bigot pour mettre la Fédération féministe universitaire en chasse. Mais... pourrait-elle quelque chose ?

Une idée : ne croyez-vous pas que Romain Rolland poétise quand il écrit : « *Avec quelle joie prodigue elle verse son sang...* » ? Ici, les paysans sont partis parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Peut-être voit-il seulement la jeunesse des écoles. Elle aurait mieux à faire que s'enthousiasmer pour si piètre cause ; cette « manche » aurait pu se gagner *mieux*, avec du surplus, par une lutte sociale bien menée. Toujours l'aveuglement du taureau qui fonce si on lui présente un foulard rouge, sans voir que le vide est derrière. Vous voyez que je n'ai guère l'âme d'un poète — mais je voyais tant d'autres luttes plus belles que je juge aveugles ceux qui s'enthousiasment pour celle-ci. On viendra nous parler du « sang » des révolutions...

**Marie Guillot**

## Lettre du 22 novembre 1914

Cher ami,

Entendu : si vous êtes mobilisé, j'attendrai votre femme. Vous me préviendrez et je vous donnerai tous les renseignements nécessaires.

Pour Julia Bertrand, j'ai écrit à Marthe Bigot, secrétaire de la Fédération féministe universitaire, à Lorient, trésorier de la Fédération des syndicats. Et Pellat-Finet (13) a écrit à Montjotin, président actuel de la Fédération des amicales à Riom. Si on pouvait coordonner les efforts... Parlez-en toujours à Merrheim...

Un renseignement : un de mes camarades de la section, « frappé » par l'action de la Fédération des amicales (un joli bluff ! Vous en avez connaissance ?), nous a demandé d'affirmer la vie de la section. J'en ai parlé à Lorient pour la Fédération. Paraît que nos groupes sont en sommeil. Mais nous nous cotisons, en Saône-et-Loire, ce qui fera une faible somme. J'ai

suggéré de l'envoyer au Comité de chômage de la CGT. A qui faut-il adresser les fonds ? A Merrheim ? Son adresse, svp.

Oui, je connais tout pour *L'Ecole émancipée*, j'ai demandé ça à Lafosse... Et les recommandations, à lui faites par le bureau de censure (sur la ligne patriotique à suivre). Malgré la tristesse de l'heure, j'en riais, tant on reconnaît bien les caractéristiques de leur mentalité. Un régal des dieux. Si Lafosse m'en croit, on détaillera ça en détail — après le coup de guerre — dans *L'EE*, et on se réglera en chœur — ceux qui resteront, hélas !

Rien de neuf dans mon désert. Pas d'autre bruit, dans mon château de Bel-Air et de Belle-Vue, que celui des canons qu'on essaie au Creusot (on le voit depuis ici, pas très loin).

Amitiés à nous deux.

**Marie Guillot**

## Lettre du 29 décembre 1914

Cher ami,

Je reçois votre manifeste (14).

Je suis bien d'accord avec vous quant aux fautes commises par le comité confédéral. La dernière est peut-être de toutes la plus formidable. Est-ce que des révolutionnaires éclairés ne savent pas que la classe ouvrière, plus que tout autre, paye les frais de la casse ? Est-ce qu'ils ne doivent pas comprendre qu'un pays comme l'Allemagne ne s'anéantit pas et que la guerre ne peut qu'exaspérer les défauts de son esprit public, si tant est que les Allemands soient plus aveugles que nous ? Faire la révolution, *libérer un peuple* de la tyrannie à coups de canon, c'est toute l'idéologie de 1793 qui reparait là. On sait à quoi ça a abouti.

Les Allemands sont bons pour se libérer d'eux-mêmes ; et la paix mettra de meilleures armes en leurs mains que la guerre. Faisons notre travail qui est de développer nos organisations de lutte, et laissons donc nos voisins faire le leur. On dit : « Ne pas abattre l'Allemagne, c'est lui laisser la possibilité de prendre une revanche. »

Admettons l'Allemagne abattue (pourrait-elle l'être plus que la France de 1870, et peut-on empêcher une nation qui a la volonté de vivre de renaître de ses cendres ?) oui, admettons. Les chances de guerre ne seront nullement diminuées, elles seront seulement déplacées : le centre sera à Pétersbourg et Londres, au lieu d'être à Berlin et à Vienne.

Il y a encore de beaux jours pour le désordre capitaliste. Et le meilleur moyen, et le plus rapide, malgré sa lenteur extrême, d'éviter les guerres, c'est de tuer la société capitaliste, c'est d'instaurer un régime de justice sociale, où les rivalités économiques seront remplacées par des calculs économiques internationaux.

Quand je lis ce que *L'Humanité* fait digérer à ses lecteurs — mais, croyez-le,

tous ne le digèrent pas et les comptes se feront —, j'en gémis sur la nouvelle mentalité socialiste. C'est le retour à la brutalité ancestrale : rossons-les et tuons-les tous pour leur porter la liberté. On se demande : est-ce démente, sottise, ou « chauffe » ?

Le devoir des organisations ouvrières était de tout mettre en œuvre pour préparer la paix : on y aura déjà pas assez de mal. Et nous ne devons pas décourager les neutres dans leur effort d'humanité et de clairvoyance ouvrière.

Peut-être, un neutre dont on ne se préoccupe pas assez, le choléra, viendra-t-il mettre tout le monde d'accord. Et, au printemps, peut-être verrons-nous se signer une paix du choléra, comme durent la signer Turcs et Bulgares. Mais voilà, nous pourrions compter nos petits gars.

Quant aux causes de la guerre et aux responsables, il est prématuré d'en parler : elles sont, au fond, d'ordre économique, je le sais, et chaque pays porte son fardeau. Tout sera tiré au clair après quelques années de paix. Et notre devoir sera d'en informer largement la classe ouvrière, pour lui faire comprendre que, comme toujours, c'est elle le dindon de la farce, farce atrocement tragique.

La CGT aura besoin d'une forte purge. Et il ne faut pas que Merrheim et les autres vous imitent ; il faut, à l'intérieur, de bons pilotes pour barrer le mieux possible.

Votre démission, utile pour attirer l'attention des groupes, doit rester unique ; il suffira aux autres camarades d'approuver vos raisons — du moins, c'est mon avis. Ne noyons pas tout, le travail de sauvetage serait impossible.

Mes amitiés à votre femme et à vous-même. A quand ce conseil ? C'est l'épée de Damoclès qui ne se décide pas à tomber...

**Marie Guillot**

## Notes

(1) **Francis Million** : secrétaire de l'union départementale CGT du Rhône et l'un des premiers militants à exprimer son désaccord avec le ralliement de Jouhaux à l'Union sacrée.

(2) **Louis Lafosse** : instituteur à Marseille et secrétaire de rédaction de *L'Ecole émancipée*. Il contribua à faire de la revue fédérale le seul organe pacifiste de la presse française pendant près d'une année.

(3) **Georges Dumoulin** : ancien mineur, secrétaire adjoint de la CGT depuis 1913. Mobilisé dès le 3 août 1914, il se rangea très rapidement dans la minorité pacifiste de la CGT. Il se rallia à Jouhaux en 1918.

(4) Militant de la FNSI.

(5) Dans un article paru le 26 septembre dans *La Bataille syndicaliste* (quotidien officieux de la CGT), Jouhaux relatait une entrevue qu'il avait eue avec Carl Legien, secrétaire de la confédération syndicale allemande, le 25 juillet à Bruxelles. Ce dernier aurait refusé de répondre à la question portant sur ce qu'il comptait entreprendre pour éviter la guerre. Georges Dumoulin, qui avait assisté à cette entrevue, devait par la suite contester la relation qu'en fit Jouhaux.

(6) Il s'agit du premier article paru sous le titre « *Au-dessus de la mêlée* » dans *Le Journal de Genève*, daté du 22 septembre.

(7) Epouse d'Ismaël Audoye, instituteur marseillais à l'origine de la fondation de *L'Ecole émancipée*.

(8) **Raoul Rebeyrol** : instituteur à Bordeaux ; d'abord partisan de l'Union sacrée, il se rallia à l'orientation pacifiste défendue par la majorité de la FNSI.

(9) James Guillaume : anarchiste et pédagogue suisse, ennemi acharné des « autoritaires » et de Marx dans la Première Internationale. La guerre déclarée, il s'en prit violemment à la social-démocratie allemande et appela à défendre la France, « patrie de la liberté universelle ». Il devait mourir en 1916.

(10) **Charles Laisant** : mathématicien de renom, franc-maçon, il fut député républicain de 1876 à 1893. Devenu anarchiste, il signa avec d'autres personnalités libertaires célèbres (Jean Grave, Kropotkine...) le *Manifeste des Seize* qui condamnait l'agression allemande et justifiait l'Union sacrée.

(11) **M. T. Laurin** : pseudonyme de Marius Tortillet, instituteur syndicaliste de l'Ain, collaborateur de *La Revue de l'enseignement primaire* et de *L'Ecole émancipée*, rallié à l'Union sacrée.

(12) **Georges Lapiere** : instituteur parisien, membre du conseil fédéral de la FNSI. Il devint après la guerre un des dirigeants du SNI et fonda *L'Ecole libératrice* en 1929.

(13) Venise Pellat-Finet : institutrice de l'Isère, membre du syndicat de ce département et de la commission permanente de la Fédération nationale des amicales d'instituteurs. Pacifiste dès le début de la guerre.

(14) Il s'agit de la lettre de démission de Pierre Monatte du comité confédéral de la CGT pour protester du refus de celle-ci de participer à une conférence socialiste internationale, projetée par les partis socialistes scandinaves.





## Qui fut Victor Griffuelhes ?

### Quelques rappels historiques...

**L**e 14 décembre 2014, dans la page entière relatant la probable démission du secrétaire général de la CGT, *Le Parisien* consacrait un petit article à « un précédent scandale en 1909 ». Il y était fait référence à la démission de Victor Griffuelhes, secrétaire général de la CGT de 1901 à 1909. L'article relatait que « selon un ancien de la CGT (qui ?), Victor Griffuelhes s'était également offert une voiture bien trop luxueuse pour coller à l'image d'un dirigeant syndical ».

### Qui est donc Victor Griffuelhes, que l'on veut salir plus de cent ans après ?

Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, sous l'autorité de Jean Maitron, trace le portrait du premier secrétaire général de la CGT : né dans une famille pauvre du Cantal, cordonnier

comme son père, il vient exercer son métier à Paris où il prend une part active à l'activité syndicale. Il devient secrétaire de la fédération nationale des cuirs et peaux.

Il est alors membre du parti blanquiste (l'Alliance communiste révolutionnaire). Il se présente comme candidat socialiste dans le quartier Saint-Vincent-de-Paul (X<sup>e</sup> arrondissement). Mais, « à cette époque, Victor Griffuelhes est déjà convaincu que l'action syndicale était le seul moyen efficace pour libérer intégralement la classe ouvrière (...) »

« (...) Vers 1900, Victor Griffuelhes apparaît comme l'un des militants syndicalistes de la nouvelle génération qui allait sortir le mouvement du marasme qui avait suivi la Commune, le mouvement syndical étant alors divisé sur le plan de l'idéologie et de l'organisation (...) » (*Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*).

La France de ce début de siècle est alors dirigée par le ministre Waldeck-Rousseau, « ministre de défense républicaine », mis en place pour faire face aux tentatives de la droite nationaliste de déstabiliser la République parlementaire à la suite des conséquences de l'affaire Dreyfus...

Dans ce cabinet se retrouvent des radicaux, et même un socialiste, Alexandre Millerand, qui siègera ainsi avec le général Galliffet, l'un des fusilleurs de la Commune... Le gouvernement va alterner la politique « de la carotte et du bâton » à l'égard du mouvement ouvrier.

La CGT est née dans le congrès de Limoges, en octobre 1895. Elle est conçue comme « *le lien de réconciliation. Que tous les partis s'y rendent pour travailler avec ardeur à l'émancipation de la France prolétarienne.* » Il faudra plusieurs congrès pour que la CGT sorte de son passé artisanal et unifie réellement le mouvement syndical. En septembre 1901, la notoriété de Griffuelhes est telle qu'il est élu secrétaire de la CGT, poste qu'il conserve jusqu'en 1909. Griffuelhes apporte à son nouveau poste une conception claire de la tactique et de la stratégie syndicale : celle de l'action directe. Avec son ami Pouget, il refuse toute collaboration avec l'Etat : « *Le syndicalisme ne vise pas à une simple modification du personnel gouvernemental, mais bien à la réduction de l'Etat à zéro en transportant dans les organismes syndicaux les quelques fonctions utiles qui font illusion sur sa valeur, et en supprimant les autres purement et simplement...* » (discours de Pouget).

Il est convaincu également de la nullité du parlementarisme pour l'émancipation de la classe ouvrière, et dans une conférence, le 27 juillet 1904, il définit ainsi sa pensée : « *C'est le travailleur qui accomplit lui-même son effort ; il l'exerce personnellement sur les puissances qui le diminuent pour obtenir d'elles les avantages réclamés. Par l'action directe l'ouvrier crée lui-même sa lutte, c'est lui qui la conduit, décidé à ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de se libérer.* »

Il devient un remarquable organisateur des luttes revendicatives, et pour cela, construire une CGT forte et surmontant l'émiettement des petits syndicats, est indispensable. Une première étape dans cette voie est réalisée avec le congrès de Montpellier, en 1902, qui voit l'entrée de la Fédération des Bourses du travail dans la CGT. La CGT prend sa forme définitive.

Il n'est pas qu'un théoricien ; il n'hésite pas à diriger en personne l'action gréviste, comme lors de la grève du textile à Armentières, en 1903, ou la grève des délainiers de Mazamet, en 1909. Pierre Monatte rappelle son efficacité et sa clairvoyance ; il démêlait en quelques heures la situation dans laquelle « *nous barbotions* »...

Arrive, en 1906, la catastrophe de Courrières et ce que Monatte appelle « *le complot de 1906* ». Le 10 mars 1906, *Le Temps* annonce la catastrophe : 1 200 mineurs sont morts dans le puits de Courrières. Après le choc, la colère ; rapidement, la grève se déclenche dans les bassins du Nord et le 16 mars, 40 000 mineurs refusent de descendre au fond... Clemenceau, ministre de l'Intérieur, après une tentative de médiation avec les mineurs, décide finalement l'envoi de la cavalerie contre les grévistes. En avril, une quarantaine de militants sont arrêtés, dont Monatte. A la veille du 1<sup>er</sup> Mai, on arrête aussi les dirigeants de la CGT, dont Victor Griffuelhes. Etre responsable de la CGT à cette époque entraînait fréquemment des mois de prison...

## Griffuelhes : le cofondateur de la Charte d'Amiens

Le congrès de Bourges (1904) avait décidé d'engager le combat pour la journée de 8 heures et le respect du repos hebdomadaire. L'approche du 1<sup>er</sup> Mai provoque une véritable panique dans les milieux bourgeois... Clemenceau, non seulement fait arrêter les dirigeants de la CGT, mais il concentre à Paris 60 000 hommes de troupe ; la capitale est assiégée...

Si les manifestations, dans ces conditions, n'eurent qu'un succès limité, elles permirent de poser dans tout le pays la question de la durée du temps de travail. Le 13 juillet 1906, une loi institue le repos hebdomadaire, loi applicable dès le mois de septembre... La lutte avait payé.

En octobre 1906, s'ouvre le congrès d'Amiens. A ce moment, Griffuelhes est devenu l'incarnation du syndicalisme ré-

volutionnaire. Pendant toute la durée de son mandat, il conserve la même orientation : il combat tout autant l'influence des réformistes que celle de ceux qu'il appelle « *les braillards* », hervéistes en particulier...

A Amiens, il rédige avec Pouget la motion qui deviendra la **Charte d'Amiens**. A la motion de Renard, guesdiste, qui proposait l'établissement de relations entre le comité confédéral de la CGT et le conseil national du Parti socialiste, il oppose l'indépendance du syndicalisme à l'égard des « *sectes et des partis* ». Son analyse ne repose pas sur une vision idéologique, mais sur la situation concrète que connaît le mouvement ouvrier : « *Le pouvoir s'efforce d'attirer à lui le mouvement syndical qui, surtout à Paris, a grandi. Le gouvernement espère arriver, par la mainmise sur les syndicats, à opposer la classe ouvrière groupée économiquement à la classe ouvrière groupée politiquement, et par la suite, devenir le maître absolu, grâce à une série de mesures législatives de l'action syndicale. Elle n'est pas au-dessus de l'esprit politique de Waldeck-Rousseau. Mais ces manœuvres et ces tentatives de subordination ne tardent pas à provoquer un mouvement de répulsion chez beaucoup de militants. Un bloc d'opposition ouvrière se constitue, et le développement syndical, le milieu et les circonstances aidant, il va infuser à l'organisme anémié le sang nouveau qui lui donnera la santé et la force.* »

A ses détracteurs, il dira plus tard : « *On dit que la motion d'Amiens était antisocialiste. Pardon ! Il faudrait s'entendre : elle était antisocialiste dans la mesure où le Parti socialiste sacrifiait à l'opportunisme électoral et au réformisme parlementaire* » (*L'Humanité*, 23 novembre 1920).

En 1908, la situation sociale est toujours très tendue ; grève du bâtiment de Draveil-Vigneux et grève à Villeneuve-Saint-Georges : trois ouvriers sont tués ; grève et mouvements des viticulteurs. La répression est menée de manière implacable par Clemenceau : à la suite de la grève de vingt-quatre heures pour protester contre le massacre de Villeneuve-

Saint-Georges, les membres du comité confédéral et le secrétaire de la CGT sont jetés en prison. Le congrès de Marseille s'ouvre sans qu'ils aient été libérés.

## Quel est donc le "scandale" dont parle la presse actuelle ?

En 1908 éclate le conflit latent qui, à l'intérieur du comité confédéral, opposait Griffuelhes au trésorier Lévy. C'est l'« affaire de la Maison des fédérations » qui mit le feu aux poudres. Sans en reprendre tous les détails, rappelons que le gouvernement avait décidé d'expulser la CGT des locaux de la Bourse du travail en novembre 1906... Après un passage difficile dans un petit local de la cité Riverin, il est décidé d'acheter un immeuble. Mais une difficulté se présente, car selon, la loi de 1884, la CGT ne peut être propriétaire...

Grâce aux capitaux investis par Robert Louzon, un immeuble est acheté et mis à la disposition de la CGT. Pour rentabiliser l'immeuble et pour avoir un certain nombre de services, Griffuelhes installe une imprimerie et un service médical, espérant ainsi amortir les frais afin de rembourser Louzon. En 1907, une société est créée, dont Griffuelhes est le gérant.

Pierre Monatte résume ainsi la situation : « *La lourdeur des dépenses et l'impatience des créanciers amènent Griffuelhes à faire des virements de la caisse de la CGT à celle de la société propriétaire sans toujours bien classer les pièces comptables.* »

Lors de l'emprisonnement de Lévy, Griffuelhes avait dû assurer la responsabilité de la trésorerie, et quand Lévy reprend sa fonction, il pousse des hauts cris devant une comptabilité si mal tenue. C'est au tour de Griffuelhes d'être emprisonné, et Lévy entreprend en son absence de miner l'autorité du secrétaire de la CGT. Beaucoup, comme Monatte, voient plus loin dans cette crise ; ils y voient une manœuvre habile de Briand

et de Viviani, avec qui Lévy aurait eu de bons rapports.

« *Furieux et ulcéré de la réélection de Lévy au poste de trésorier, Griffuelhes ne demande pas le renouvellement de son mandat au comité confédéral de juillet 1909* » « Pierre Monatte, *Une Autre Voix syndicaliste*, p. 51).

Au congrès de la CGT de 1910, Griffuelhes donne ces explications qui satisfont le congrès : « *Comment ! Je suis en prison, on me ravale à ce moment-là, on veut me traîner dans la boue, et lorsqu'on sait que sur mon travail d'organisation, il est difficile de trouver à redire, parce qu'on sait que dans les débats publics et sur des questions d'idées et de conceptions il est difficile aussi de me prendre, on veut procéder par des moyens détournés et on se dit : puisque la lutte en face n'est pas possible, on va jeter la suspicion, soulever les questions toujours délicates, comme les questions d'argent, et ainsi créer une atmosphère telle qu'il sera obligatoire pour Griffuelhes de déguerpir ! Je l'ai fait...* »

Le congrès lui renouvela sa confiance, mais Griffuelhes n'en persista pas moins dans sa décision d'abandonner le secrétariat général. On voit bien qu'il n'a jamais été « *contraint à la démission* »...

Après son retrait, il poursuivit son action syndicale en participant à des jour-

naux ; il soutint la révolution russe et devint ensuite l'animateur d'un noyau anarcho-syndicaliste. En juillet 1922, il meurt dans la pauvreté.

Mais ce n'est pas tout... dans un ouvrage paru en 2009 sur l'antisémitisme de gauche, Michel Dreyfus avançait un argument supplémentaire surprenant contre l'ancien secrétaire de la CGT : « *En fin de compte, l'antisémitisme semble avoir joué un rôle dans le conflit opposant Griffuelhes et Lévy.* »

Ni Monatte, ni Rosmer, ni Dolléans, ni Dumoulin ne font référence à un tel comportement ! Pourquoi cette suggestion ?

On peut légitimement se poser la question de la réécriture malhonnête de l'histoire...

**Qui vise-t-on ? Le rédacteur de la Charte d'Amiens, fervent défenseur de l'indépendance syndicale ?**

**Le combattant de la journée de travail de 8 heures et du repos dominical, au moment où la loi Macron veut porter le fer sur celui-ci ?**

**Incarnation du syndicalisme révolutionnaire, Victor Griffuelhes reste l'une des figures majeures du syndicalisme français, véritable fondateur de la CGT.**

Liliane Fraysse

**1915 :**  
**le réquisitoire**  
**de Rosa Luxemburg**  
**contre la trahison**  
**de la social-démocratie,**  
**“ce cadavre puant”**



# Le réquisitoire de Rosa Luxemburg contre la trahison de la social-démocratie

**E**mprisonnée pour son opposition à la guerre et au militarisme, Rosa Luxemburg rédige en février 1915, dans sa cellule, et parvient à le faire sortir, un réquisitoire implacable contre la social-démocratie allemande, qui a voté les crédits de guerre le 4 août 1914, au mépris de tous ses principes. Ses camarades trouvent un imprimeur pour la brochure et la diffusent rapidement, 9 000 exemplaires dont 5 000 à Berlin en une journée, avant que la police l'interdise et la traque systématiquement.

La brochure, signée Junius, du nom d'un révolutionnaire anglais, est republiée en 1916, en Suisse. Rosa Luxemburg choisit de ne pas en changer un mot car ce texte témoigne d'une prise de position immédiate, à chaud, et elle veut souligner qu'elle a été totalement confirmée par la marche des événements. Elle y ajoute en annexe la résolution adoptée par la conférence nationale des délégués de la ligue Spartacus, qui définit sa position pour une nouvelle Internationale.

Sa démonstration, rédigée avec passion et beaucoup de talent, sonne encore aujourd'hui comme une réponse précise aux mensonges auxquels les

travailleurs sont toujours confrontés et qui, lors du centenaire, sont ressortis de la naphthaline.

Tous les arguments avancés par la direction du parti social-démocrate (SPD) pour justifier son reniement en quelques heures, le 4 août 1914, sont démontés. L'Allemagne aurait été en position défensive, attaquée sur deux fronts, mensonge ! Depuis 1904, elle cherche à se tailler sa part du marché mondial et se heurte aux deux impérialismes dominants anglais et français. La course aux armements lancée par le programme de développement naval de Guillaume II renforce pour l'Angleterre la nécessité de rechercher des alliés pour rééquilibrer les rapports de force, et pousse l'Angleterre et la France à se rapprocher de la Russie du tsar. La lutte pour dépouiller la Turquie et prendre le contrôle de son empire oppose de plus en plus la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il n'y a aucun paradoxe à ce que les banques allemandes et anglaises s'épaulent pour piller la Turquie, et le fait que leurs gouvernements respectifs cherchent à prendre, chacun de leur côté, la direction de la politique du sultan. Par les crédits bancaires internationaux liés, et les fournitures d'armes, l'Allemagne se soumet la

Turquie comme la France républicaine finance le sanglant tsar de toutes les Russies. La bourgeoisie allemande préparait la guerre depuis longtemps, et cela avait été dénoncé pas à pas par les députés social-démocrates, qui avaient jurés de ne pas laisser faire et, en cas de guerre, de mettre à profit la crise provoquée par la guerre pour hâter la chute du capitalisme (motion du congrès de l'Internationale de Stuttgart, en 1907). Dans ce tableau très précis, Rosa Luxemburg se concentre sur les responsabilités de l'impérialisme allemand pour contrer les arguties de la social-démocratie allemande ralliée à la propagande mensongère de la guerre défensive fabriquée par la diplomatie allemande, mais elle souligne qu'il en est de même pour tous les belligérants et rappelle que Jaurès se trompait lourdement en déclarant au Bureau socialiste international (BSI), le 29 juillet 1914, que son gouvernement ne voulait pas la guerre. (On sait aujourd'hui que Poincaré a minuté le déclenchement de la guerre et s'est rendu en Russie pour s'assurer que le tsar et son état-major ne flancheraient pas au moment décisif.)

## **Prolétaires de tous les pays, embrassez-vous en temps de paix et égorguez-vous en temps de guerre**

Rosa Luxemburg donne de nombreuses citations de la presse social-démocrate pour montrer son avilissement par son ralliement à l'Union sacrée, car pour garantir la paix sociale nécessaire à la victoire il faut mentir et tromper. Dans ce cadre, la trahison du marxisme par la tête pensante du parti, Kautsky, joue un rôle particulier. Il prétend que la lutte de classe et l'internationalisme ne sont praticables qu'en temps de paix, justifiant la trahison tout en jouant la chanson de la fidélité au marxisme. Rosa Luxemburg ironise en disant qu'il remplace ainsi la conclusion de Marx : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », par la formule : « *Prolétaires de tous les pays, embrassez-vous en temps de paix et*

*égorguez-vous en temps de guerre.* » La guerre est, pour tous et chaque pays, une guerre de conquête impérialiste ; les diplomates de chaque camp la présentent comme défensive pour faire marcher leurs peuples. Ils ne font que répéter la manœuvre de la dépêche d'Ems de Bismarck, en 1870, qui avait pour but de faire déclarer la guerre par la France pour rassembler tous les Allemands derrière la Prusse, au nom de la défense de la patrie.

Rosa Luxemburg balaye les arguties hypocrites prétendant que la victoire rendra possible l'amélioration des conditions de vie des travailleurs qui, selon un député socialiste, pourront avoir la journée de 8 heures, alors qu'en cas de défaite, ce serait le malheur pour tous les Allemands, et en premier pour les travailleurs. Le tableau qu'elle esquisse du désastre qui résultera de la guerre, aussi bien pour les vainqueurs que pour les vaincus, s'est avéré très juste en 1919. Elle souligne que la seule chose qui a donné l'audace au régime en crise du Kaiser de se lancer dans la guerre est l'assurance qu'il a eue de la capitulation des dirigeants du SPD. Que cette collaboration du SPD, sous le slogan « *Tenir bon* », est la seule chose qui rend possible la prolongation du massacre. Que le tsar, confronté à une nouvelle montée révolutionnaire en juillet 1914, a utilisé la guerre pour refouler et briser cette montée.

Elle appelle au regroupement des forces qui, dans le parti et l'Internationale, refusent cette trahison, et donne en annexe la résolution pour une nouvelle Internationale adoptée lors d'une conférence des délégués tenue clandestinement à Berlin, en mars 1916, Internationale qui doit être centralisée, et dont les résolutions ne seront pas des chiffons de papier avec des consignes élastiques et opportunistes modulables au plan national, mais des engagements impératifs pour assurer la solidarité internationale du prolétariat.

## **Les remarques critiques de Lénine**

Lénine, qui ne prend connaissance de cette brochure qu'en 1916, en salue le

caractère authentiquement marxiste, qui tranche avec les discours hypocrites des marxistes officiels comme Kautsky ou Plekhanov.

Il fait deux remarques critiques en précisant qu'il pense que l'isolement de l'auteur n'a pas permis un échange qui aurait levé toute ambiguïté, et que la discussion future réglerait facilement ces différences.

Les guerres de défense nationale sont désormais exclues, dit la brochure *Junius*. Or, souligne Lénine, le soulèvement des colonies à l'avenir peut très bien déboucher sur de telles guerres. Rosa Luxemburg avait toujours combattu les socialistes qui prétendaient que la colonisation apportait la civilisation ; elle a soutenu toutes les résistances, les guerres des nations opprimées, et, dans *L'Accumulation du capital*, a montré l'extraordinaire résistance des Algériens, par exemple, à la colonisation française, ou celle des Noirs aux massacres perpétrés par les colonialistes anglais ou allemands. Sur ce point, Lénine savait que cette ambiguïté pouvait facilement être levée par la discussion. Il souligne d'autre part que la question nationale n'est pas dépassée par l'époque impérialiste, mais qu'elle est au contraire exacerbée par l'impossibilité de l'impérialisme d'y apporter une réponse, comme l'avait montré les guerres des Balkans. Des guerres défensives, qui paraissent impossibles compte tenu de l'écart technologique entre métropoles impérialistes et pays dominés, peuvent se développer du fait de l'affaiblissement d'une grande puissance engagée dans un conflit avec une autre grande puissance. Le soulèvement de l'Irlande allait rapidement apporter une illustration de cette question.

La deuxième remarque de Lénine porte sur le passage où Rosa Luxemburg dénonce l'adaptation de la social-démocratie à la défense de la patrie. Elle souligne que c'est le régime monarchiste qui se consolide par la censure et la répression, et que la patrie, ce sont les travailleurs, qui, eux, se font massacrer. Lénine pense que l'on ne doit laisser aucune place à une interprétation qui pourrait s'y glisser. Même menée par un gouvernement parlementaire faisant des

concessions aux travailleurs, la défense de la patrie est un slogan pour tromper les travailleurs. Lénine sera confronté à ce problème en 1917 : les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (SR) prétendront que la guerre a changé de nature après la chute du tsar, et qu'il faut la continuer en respectant les traités d'alliance avec la France et l'Angleterre car elle est devenue défense nationale. Dans ses « Thèses d'avril », il dénoncera cette supercherie, et se trouvera de ce fait en accord avec le mouvement des ouvriers, des soldats et des paysans qui veulent l'arrêt immédiat de la guerre pour la satisfaction de leurs revendications. Rosa Luxemburg appuiera la révolution d'octobre 1917 et rendra hommage aux bolcheviks pour leur audace.

## **La catastrophe économique et politique, mode d'existence normal de l'impérialisme**

La lecture de la brochure *Junius*, conçue comme un cri d'alarme, qu'elle aurait voulu signer de son nom en tentant une diffusion massive légale, doit être complétée par les articles de la revue *L'Internationale*, qui sera rapidement interdite en 1915.

Rosa Luxemburg publie également une réponse à ceux qui ont critiqué son livre *L'Accumulation du capital*, paru en 1912 : « *L'impérialisme n'est pas comme dans le schéma de Bauer le prélude à l'expansion capitaliste, mais la dernière étape de son processus historique d'expansion. Dans cette phase finale, la catastrophe économique et politique constitue l'élément vital, le mode normal d'existence du capital, autant qu'elle l'avait été dans sa phase initiale, celle de l'accumulation primitive.* » Elle montre le lien entre l'analyse des experts en marxisme qui se disent de gauche, et la soumission à l'impérialisme : pour ces braves gens, puisque le capitalisme a intérêt à un développement pacifique, le rôle de la social-démocratie est de soutenir l'aile pacifiste de la bourgeoisie. Cela ne peut que bercer d'illusions les travailleurs.

## Lénine démonte le sophisme de Kautsky

Lénine publie, en juin 1915, *La Faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*, texte court et sans doute un de ses plus concentrés. Kautsky prétend que si la classe ouvrière s'était soulevée partout en même temps (la fameuse grève générale contre la guerre), il aurait été possible de s'y opposer. Il conclut que puisque la révolution n'a pas eu lieu pour empêcher la guerre, il faut attendre des jours meilleurs. Ce discours dédouane les dirigeants et désigne les ouvriers comme responsables de la capitulation, la pire des hypocrisies. Lénine précise ce qu'est une situation révolutionnaire, les conditions pour qu'elle se transforme en révolution, le poids du facteur subjectif qui comprend les organisations et leurs directions. Ce texte est fameux et démonte le sophisme kautskyste. La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale n'est pas le fait de s'être avérée impuissante à empêcher la guerre, cela ne dépend pas que d'un seul facteur, mais d'avoir renoncé, la guerre engagée, à « montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, éveiller la conscience révolutionnaire du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire ». 1914 représente le moment où l'opportunisme de courants liquidateurs du mouvement ouvrier se transforme en couche sociale parasitaire, en social-chauvinisme, défendant la société bourgeoise en trompant les ouvriers. Dès septembre 1914, Lénine avait engagé la lutte pour la III<sup>e</sup> Internationale, considérant que la pire confusion était de ne pas vouloir rompre avec les partisans du social-impérialisme.

C'est aussi ce que Rosa Luxemburg a défendu en argumentant sur ce qu'aurait dû faire le groupe parlementaire socialiste en août 1914. Un simple vote contre les

crédits militaires posait le cadre de la résistance au militarisme et engageait le parti dans la voie définie par le congrès de Stuttgart, il mettait tout le parti sur une position de résistance au massacre et coupait avec la paix civile. Certes, la répression aurait été rude, mais l'expérience de la lutte du SPD lors des lois anti-socialistes de Bismarck montrait que l'avenir n'était pas en faveur de la bourgeoisie. De même, au plan international, cet exemple aurait suscité d'autres prises de position du même type des autres partis socialistes, ce qui aurait affaibli partout le militarisme et le jusqu'au-boutisme.

Cent ans plus tard, le jugement de Rosa Luxemburg sur la social-démocratie, qu'elle qualifie de « cadavre puant », a été confirmé par tous les grands événements de l'histoire. Lénine l'avait approuvé : « *Mehring, Rosa Luxemburg et leurs partisans ont pris le seul ton juste dans l'Internationale, en traitant Kautsky et consorts comme les individus les plus méprisables...* »

« *Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, dégoulinant de boue, voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est... Ce cauchemar infernal et sanglant ne finira que lorsque les ouvriers de France, d'Allemagne, de Russie, d'Angleterre, se tendront une main fraternelle...* » (brochure *Junius*).

Quand s'ouvre l'année 1915, Lénine salue les premières fraternisations sur le front, souligne l'impact qu'aurait eu un appel des dirigeants socialistes à développer ces fraternisations, au lieu de s'associer à la répression organisée immédiatement par les généraux. Les ouvriers ne sont en rien responsables de la trahison des dirigeants.

Cent ans plus tard, le « cadavre puant » sent de plus en plus fort.

**Christian Coudène**

# Natalia Sedova

## (1882-1962)



Le 23 janvier 1962 mourait à Corbeil Natalia Sedova, la compagne de Trotsky depuis février 1903. A partir de janvier 1937, elle est avec lui au Mexique où elle apprendra, en février 1938, l'assassinat de son fils aîné Léon, et où des mois durant, elle est rongée par l'angoisse sur le sort de son fils cadet Serge que Staline a fait fusiller en octobre 1937 sans que la décision soit rendue publique. Trotsky ne le saura jamais et Natalia ne l'apprendra que beaucoup plus tard. Après l'assassinat de ce dernier, le 20 août 1940, elle reste avec Sieva, le petit-fils de Trotsky et de sa première femme, Alexandra Sokolovskaïa, à Coyoacán, où Mercader a tué l'ancien dirigeant bolchevique.

De novembre 1954 à décembre 1955, elle fait un premier séjour à Paris où elle compte plusieurs amis. Au printemps 1957, elle part aux Etats-Unis pour lesquels elle a obtenu un visa. Elle peut y rencontrer des trotskystes américains qu'elle avait connus au Mexique en 1937-1940 et dont certains avaient servi de gardes du corps à Trotsky. Un membre de la commission des activités anti-américaines, fondée par le sénateur McCarthy — qui organisait la chasse aux communistes et à quiconque était soupçonné de l'être — la convoque. Elle refuse de répondre à ses questions. Le gouvernement américain annule aussitôt son visa. Elle repart au Mexique, revient à Paris en décembre 1960. Sa santé est déjà fragile. Un cancer la ronge. Elle est soignée par un médecin qu'elle a jadis rencontré, le docteur Zakine, qui vit à Corbeil.

Six mois après son arrivée, l'ancienne compagne de son fils aîné Léon, assassiné par le NKVD en février 1938, Jeanne Martin des Pallières, meurt. Elle décide alors de retourner au Mexique, mais sa santé se dégrade tant qu'elle doit renoncer à ce projet. Elle meurt le 23 janvier 1962. Ses obsèques sont célébrées au Père-Lachaise, le 29 janvier, puis ses cendres sont rapatriées au Mexique, comme elle le voulait. Le vieux camarade de Trotsky, Alfred Rosmer, qu'elle avait accueilli à Mexico en 1939-1940, ne peut prendre la parole à ses obsèques : sa femme

**Marguerite est morte le 20 janvier, trois jours avant Natalia. Le double choc est trop brutal pour le vieux Rosmer...**

**L'un des orateurs à ses obsèques, le trotskyste américain Joe Hansen, déclara par deux fois dans son discours : « Elle était une rebelle. »**

**Nous reproduisons ci-après le discours prononcé par André Breton, qui avait rencontré le couple Trotsky à Mexico au cours de l'été 1938.**



Ci-dessus :  
Natalia Sedova  
avec Frida Kahlo  
et Léon Trotsky.

Ci-contre :  
Diego Rivera,  
Léon Trotsky  
et André Breton.



## André Breton raconte...

**D**e sa silhouette si menue, fermés ses yeux où se livrèrent les plus dramatiques combats de l'ombre avec la lumière, le seul murmure de son nom retraçant en un éclair les plus saillants épisodes de l'histoire contemporaine, s'en va la très grande Dame que fut Natalia Sedova-Trotsky. Soixante ans d'une lutte qui se confond avec celle du prestigieux compagnon qu'elle s'était choisi — qu'il fût auprès d'elle ou que, victime d'un forfait inexpiable, il eût cessé de l'être —, ces soixante ans ont vu se poser pour la première fois en termes concrets le problème de l'émancipation humaine. Nul, de par sa position sur l'échiquier du sort, n'y a été mêlé d'aussi près que Natalia Sedova ; nul n'en a connu toutes les exaltations, toutes les ferveurs et aussi n'en a enduré à ce point toutes les affres.

Dans l'étudiante de vingt ans, membre de l'Iskra, qui, pour les délasser, mène Lénine et Trotsky à l'Opéra-Comique de Paris où l'on joue *Louise*, se dessine pour moi sa vocation, non seulement comme militante révolutionnaire mais encore comme personne humaine. Elle se profile déjà en fonction du tout exceptionnel sacrifice que la vie exigera d'elle. On sait que la femme tient par plus de fibres que l'homme au monde des instincts primordiaux : elle aspire, de par sa nature, à l'harmonie du foyer (sa stabilité, son plus grand confort possible tant matériel que moral), car c'est d'elle avant tout que dépendent la sécurité et l'équilibre de l'enfant. Quels assauts intérieurs, dans ce domaine, Natalia n'aura-t-elle pas dû subir ; que ne lui aura-t-il pas fallu prendre sur elle-même pour ne pas fléchir, et faire en sorte que Léon Trotsky garde autant que possible ses forces intactes, jusque devant le trop probable assassinat de leurs deux fils. Si près de nous encore ce matin, il n'y

a pas d'emphase à dire qu'elle se tient là à la hauteur des plus grandes figures de l'Antiquité.

C'était, il y aura bientôt vingt-quatre ans, au Mexique, où tous deux je les voyais chaque jour (Léon Trotsky avait encore deux ans à vivre). J'arrivais de Paris où leur fils aîné, Léon Sedov, que je connaissais bien, venait de succomber, de manière plus que suspecte, dans une clinique. Quelles que fussent les implications, politiques et autres, de ce drame, dont on eût pu sans doute remonter la filière, Trotsky objectait, de manière cassante, à ce qu'on l'abordât. Ainsi, tant bien que mal effacée du sol cette tragique ombre portée, il fallait voir de quelle sollicitude — sans se départir d'un tact suprême — sa femme aussitôt l'entourait, les yeux à peine voilés. Il y avait là, dans l'éperdu peut-être, une ouverture sur l'identité de cause, la seule qui consacre le couple à jamais.

La mort de ceux qui, d'un mot singulièrement trompeur, se disent matérialistes alors qu'ils n'ont vécu que par l'esprit et par le cœur, cette mort est encore la plus conjurable de toutes. Entre ces deux empires, celui de la vie et l'autre, nous avons vue sur un no man's land où germent les idées, les émotions et les conduites qui ont fait le plus honneur à la condition humaine. Sans qu'il soit besoin pour cela d'aucune prière, l'union des cendres de Natalia Sedova à celles de Léon Trotsky, dans l'enclos de ce qu'on nomme « la maison bleue » à Coyoacán, à la fois sous l'angle de la révolution et sous l'angle de l'amour, assure un nouvel déploiement du Phénix.

Léon Trotsky fut mieux placé que quiconque pour nous orienter un jour comme celui-ci. C'est lui-même qui nous dissuade, quelles que soient notre révolte et

notre peine, de nous appesantir sur le destin déchirant de quelque être que ce soit, pris en particulier. A la fin de l'essai autobiographique qu'il a intitulé *Ma Vie*, « *Je ne mesure pas, dit Trotsky, le processus historique avec le mètre de mon sort personnel. Au contraire, j'apprécie mon sort personnel non seulement objectivement mais subjectivement, en liaison indissoluble avec la marche de l'évolution sociale... J'ai lu plus d'une fois dans les journaux des considérations sur la "tragédie" qui m'a atteint. Je ne connais pas de tragédie personnelle.* » Qu'elle ait partagé cette façon de voir, c'est toute la vie de Natalia Sedova qui en répond.

De par ce qui nous lie à elle, il est apaisant, il est presque heureux malgré tout

qu'elle ait assez vécu pour voir dénoncer, par ceux-là mêmes qui en ont recueilli l'héritage, le banditisme stalinien qui a usé contre elle des pires raffinements de cruauté. Elle aura su qu'enfin le processus évolutif imposait une révision radicale de l'histoire révolutionnaire de ces quarante dernières années, histoire cyniquement contrefaite et qu'au terme de ce processus irréversible, non seulement toute justice serait rendue à Trotsky, mais encore seraient appelées à prendre toute vigueur et toute ampleur, les idées pour lesquelles il a donné sa vie.

C'est dans cette perspective, la seule qu'elle puisse admettre, que je salue Natalia Sedova. Gloire, indissolublement, au Vieux et à la Vieille.

**Petits fragments  
d'histoire  
contemporaine**



# Shlomo Sand, historien israélien, auteur de *L'Invention du peuple juif*

## “Je ne suis pas Charlie”

(mardi 13 janvier 2015)

**R**ien ne peut justifier un assassinat, a fortiori le meurtre de masse commis de sang-froid. Ce qui s'est passé à Paris, en ce début du mois de janvier, constitue un crime absolument inexcusable. Dire cela n'a rien d'original : des millions de personnes pensent et le ressentent ainsi, à juste titre. Cependant, au vu de cette épouvantable tragédie, l'une des premières questions qui m'est venue à l'esprit est la suivante : le profond dégoût éprouvé face au meurtre doit-il obligatoirement conduire à s'identifier avec l'action des victimes ? Dois-je être *Charlie* parce que les victimes étaient l'incarnation suprême de la liberté d'expression, comme l'a déclaré le président de la République ? Suis-je *Charlie*, non seulement parce que je suis un laïc athée, mais aussi du fait de mon antipathie fondamentale envers les bases oppressives des trois grandes religions monothéistes occidentales ?

Certaines caricatures publiées dans *Charlie Hebdo*, que j'avais vues bien antérieurement, m'étaient apparues de mauvais goût ; seule une minorité d'entre elles me faisaient rire. Mais, là n'est pas le problème ! Dans la majorité des caricatures sur l'islam publiées par l'hebdomadaire, au cours de la dernière décennie, j'ai relevé une haine manipulatrice destinée à séduire davantage de lecteurs, évidemment non-musulmans. La reproduction par *Charlie* des caricatures publiées dans le journal danois m'a semblé abominable. Déjà, en 2006, j'avais perçu comme une pure provocation, le

dessin de Mahomet coiffé d'un turban flanqué d'une grenade. Ce n'était pas tant une caricature contre les islamistes qu'une assimilation stupide de l'islam à la terreur ; c'est comme si l'on identifiait le judaïsme avec l'argent !

On fait valoir que *Charlie* s'en prend, indistinctement, à toutes les religions, mais c'est un mensonge. Certes, il s'est moqué des chrétiens, et, parfois, des juifs ; toutefois, ni le journal danois, ni *Charlie* ne se seraient permis, et c'est heureux, de publier une caricature présentant le prophète Moïse, avec une kippa et des franges rituelles, sous la forme d'un usurier à l'air roublard, installé au coin d'une rue. Il est bon, en effet, que dans la civilisation appelée, de nos jours, « judéo-chrétienne », il ne soit plus possible de diffuser publiquement la haine antijuive, comme ce fut le cas dans un passé pas très éloigné. Je suis pour la liberté d'expression, tout en étant opposé à l'incitation raciste. Je reconnais m'accommoder, bien volontiers, de l'interdiction faite à Dieudonné d'exprimer trop publiquement, sa « critique » et ses « plaisanteries » à l'encontre des juifs. Je suis, en revanche, formellement opposé à ce qu'il lui soit physiquement porté atteinte, et si, d'aventure, je ne sais quel idiot l'agressait, j'en serais très choqué... mais je n'irais pas jusqu'à brandir une pancarte avec l'inscription : « *Je suis Dieudonné* ».

En 1886, fut publiée à Paris *La France juive* d'Edouard Drumont, et en 2014, le jour des attentats commis par les trois idiots criminels, est parue, sous le titre : *Soumission*, « *La France musulmane* » de Michel Houellebecq. *La France juive* fut

un véritable « bestseller » de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; avant même sa parution en librairie, *Soumission* était déjà un best-seller ! Ces deux livres, chacun en son temps, ont bénéficié d'une large et chaleureuse réception journalistique. Quelle différence y a-t-il entre eux ? Houellebecq sait qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, il est interdit d'agiter une menace juive, mais qu'il est bien admis de vendre des livres faisant état de la menace musulmane. Alain Soral, moins futé, n'a pas encore compris cela, et de ce fait, il s'est marginalisé dans les médias... et c'est tant mieux ! Houellebecq, en revanche, a été invité, avec tous les honneurs, au journal de 20 heures sur la chaîne de télévision du service public, à la veille de la sortie de son livre qui participe à la diffusion de la haine et de la peur, tout autant que les écrits pervers de Soral.

Un vent mauvais, un vent fétide de racisme dangereux, flotte sur l'Europe : il existe une différence fondamentale entre le fait de s'en prendre à une religion ou à une croyance dominante dans une société, et celui d'attenter ou d'inciter contre la religion d'une minorité dominée. Si, du sein de la civilisation judéo-musulmane : en Arabie Saoudite, dans les Emirats du Golfe s'élevaient aujourd'hui des protestations et des mises en garde contre la religion dominante qui opprime des travailleurs par milliers, et des millions de femmes, nous aurions le devoir de soutenir les protestataires persécutés. Or, comme l'on sait, les dirigeants occidentaux, loin d'encourager les « voltairiens et les rousseauistes » au Moyen-Orient, apportent tout leur soutien aux régimes religieux les plus répressifs.

En revanche, en France ou au Danemark, en Allemagne ou en Espagne où vivent des millions de travailleurs musulmans, le plus souvent affectés aux tâches les plus pénibles, au bas de l'échelle sociale, il faut faire preuve de la plus grande prudence avant de critiquer l'islam, et surtout ne pas le ridiculiser grossièrement. Aujourd'hui, et tout particulièrement après ce terrible massacre, ma sympathie va aux musulmans qui vivent dans les ghettos adjacents aux métropoles, qui risquent fort de devenir les secondes victimes des

meurtres perpétrés à *Charlie Hebdo* et dans le supermarché *Hyper Casher*. Je continue de prendre pour modèle de référence le « Charlie » originel : le grand Charlie Chaplin qui ne s'est jamais moqué des pauvres et des non instruits.

De plus, et sachant que tout texte s'inscrit dans un contexte, comment ne pas s'interroger sur le fait que, depuis plus d'un an, tant de soldats français sont présents en Afrique pour « combattre contre les djihadistes », alors même qu'aucun débat public sérieux n'a eu lieu en France sur l'utilité où les dommages de ces interventions militaires ? Le gendarme colonialiste d'hier, qui porte une responsabilité incontestable dans l'héritage chaotique des frontières et des régimes, est aujourd'hui « rappelé » pour réinstaurer le « droit » à l'aide de sa force de gendarmerie néocoloniale. Avec le gendarme américain, responsable de l'énorme destruction en Irak, sans en avoir jamais émis le moindre regret, il participe aux bombardements des bases de « Daech ». Allié aux dirigeants saoudiens « éclairés », et à d'autres chauds partisans de la « liberté d'expression » au Moyen-Orient, il préserve les frontières du partage illogique qu'il a imposées, il y a un siècle, selon ses intérêts impérialistes. Il est appelé pour bombarder ceux qui menacent les précieux puits de pétrole dont il consomme le produit, sans comprendre que, ce faisant, il invite le risque de la terreur au sein de la métropole.

Mais au fond, il se peut qu'il ait bien compris ! L'Occident éclairé n'est peut-être pas la victime si naïve et innocente en laquelle il aime se présenter ! Bien sûr, il faut être un assassin cruel et pervers pour tuer de sang-froid des personnes innocentes et désarmées, mais il faut être hypocrite ou stupide pour fermer les yeux sur les données dans lesquelles s'inscrit cette tragédie.

C'est aussi faire preuve d'aveuglement que de ne pas comprendre que cette situation conflictuelle ira en s'aggravant si l'on ne s'emploie pas ensemble, athées et croyants, à œuvrer à de véritables perspectives du vivre ensemble sans la haine de l'autre.

**Shlomo Sand**

(traduit de l'hébreu par Michel Bilis)

# **Notes de lecture**

# Une histoire “incommode” ?

**Ben Shephard,**  
*Le long retour 1945-1952. L'histoire tragique des « déplacés » de l'après-guerre,*  
 traduit de l'anglais par John E. Jackson, Albin Michel, 590 pages, 28 euros

Parmi les catastrophes provoquées par la Seconde Guerre mondiale, la tragédie des millions de personnes déplacées a été depuis longtemps, sinon occultée, du moins largement sous-estimée. Elle a pourtant frappé plus de dix millions de personnes : d'abord les populations recrutées puis raflées par les nazis pour fournir une force de travail au rabais dans les camps et les usines (Polonais, Ukrainiens, etc.), les populations civiles victimes des combats qu'elles tentent de fuir (Baltes, Polonais encore), les juifs rescapés de l'extermination nazie, les Lettons, Estoniens, Lituaniens, Ukrainiens fuyant l'avance de l'Armée rouge, soit parce qu'ils avaient étroitement collaboré avec les nazis (surtout les nationalistes ukrainiens et lettons), soit parce qu'ils ne voulaient pas se retrouver sous « la botte soviétique », puis les populations allemandes chassées de leur territoire à la suite de l'effondrement du Reich (les Sudètes chassés par le très démocrate président Benès, les Allemands de Prusse orientale expulsés en masse par Staline, les habitants des territoires germaniques rattachés à la Pologne en 1945 et massivement chassés par le nouveau gouvernement.

Ben Shephard, dont l'ouvrage, très richement documenté, donne une vision panoramique de cette tragédie et de l'activité des divers organismes chargés au fil des mois du sort de ces « personnes déplacées » a, d'ailleurs, intitulé l'un des

chapitres de son remarquable livre : « *La moitié des nations européennes sur les routes* ». La majeure partie de ces fuyards et de ces rescapés converge sur l'Allemagne à moitié détruite et réduite à la famine. Ils sont entassés dans des camps, où, pendant des mois, les conditions d'alimentation et d'existence, en particulier d'hygiène, sèment des milliers de morts.

« *Les historiens ont jusqu'ici largement ignoré cette question, écrit Ben Shephard, qui se situa de manière incommode entre ces monstres historiques que sont la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide, la Shoah et la question israélo-palestinienne.* »

## “Incommode” pour qui et pourquoi ?

Incommode d'abord pour les autorités d'occupation qui se partagent l'Allemagne en quatre zones (anglaise, américaine, française et soviétique), mais n'ont pas prévu l'ampleur du phénomène et donc pris aucune mesure sérieuse pour y répondre sérieusement. Ben Shepard consacre une bonne moitié de son ouvrage à décrire de façon très vivante l'attitude des armées d'occupation et des divers organismes d'assistance aux personnes déplacées (les DP), les difficultés auxquelles elles se heurtent, les problèmes politiques soulevés par le sort à réserver à ces personnes déplacées, etc.

Ainsi, les Soviétiques exigent l'envoi en Union soviétique de tous ses citoyens, en considérant comme tels y compris tous ceux qui venaient de territoires annexés par l'URSS en 1939 et 1940 (la partie orientale de la Pologne, peuplée en partie

d'Ukrainiens, les pays baltes) et dont une bonne partie voulaient d'autant moins être renvoyés en Union soviétique qu'ils avaient appartenu à des unités militaires ou paramilitaires nazies et avaient très activement collaboré avec la Wehrmacht et les SS. Au début, les Alliés coopèrent, y compris brutalement, à leur renvoi ou envoi forcé en URSS, puis, au fil des mois, changent peu à peu de politique : après tout, ces anciens collaborateurs des nazis pourraient se révéler d'utiles instruments du combat contre « le communisme » qui guide leur politique à dater de 1947. Ils confirmeront souvent ce pronostic...

Incommode aussi pour la lumière qu'elle jette sur certaines réalités peu glorieuses du comportement des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, Ben Shepard, évoquant l'expulsion des Sudètes de leur territoire historique, écrit : « Des paramilitaires tchèques, des unités de l'armée, des membres de groupes locaux d'autodéfense chassèrent des centaines de milliers d'Allemands de leurs maisons et les repoussèrent de l'autre côté de la frontière. La violence de la réaction tchèque surprit même les Russes. A l'exception de leur tendance à violer les femmes, les Allemands trouvèrent les Russes beaucoup plus humains et responsables que les Tchèques de souche. » Or il ne s'agit pas là d'une simple réaction de victimes de l'occupation nazie mais d'une politique délibérée du très démocrate président tchécoslovaque, Edouard Benès.

Incommode encore parce que la condition de victime ne garantit de rien. La pénurie et la misère engendrant toujours les mêmes conséquences, ces camps deviennent vite en effet, dès que les autorités alliées parviennent à mettre en place une assistance alimentaire, le lieu d'un intense trafic de marché noir. « L'escroquerie-type, écrit Ben Shepard, était le racket des "âmes mortes" : les dirigeants de bloc demandaient des rations pour un nombre de personnes excédant l'effectif réel des camps puis se servaient des surplus pour leur négoce », qui pouvait déboucher sur un trafic d'appareils photo, de montres et même de diamants.

Incommode encore, parce que ces personnes déplacées, vrai fardeau sur l'économie allemande ruinée, deviennent assez vite une source de main-d'œuvre à bon marché voire à très bas prix pour des pays ou des entrepreneurs avisés. En même temps, le sort des Allemands expulsés de leurs territoires historiques en Tchécoslovaquie et en Pologne ne pouvait commencer à être réglé qu'une fois que les personnes déplacées auraient massivement trouvé asile ailleurs. On tente de les utiliser sur place tout en essayant de précipiter leur départ.

Lorsqu'au début de 1947 commence la guerre froide, les Etats-Unis décident d'aider à la reconstruction rapide de l'Allemagne. « Alors que le redressement économique allemand devenait une priorité, écrit Ben Shepard, on fit de plus grands efforts pour puiser dans ce réservoir de main-d'œuvre (les DP). La situation de certains camps de DP était très propice pour fournir des travailleurs aux entreprises allemandes. Dans la Ruhr, de nombreuses DP allèrent travailler dans les mines ; l'extraction de la tourbe requérait des bras entre Hambourg et Brême et de grands nombres de travailleurs furent employés à Hambourg pour réparer les docks et exécuter différents travaux de remise en état. Le plus grand employeur de DP fut sans doute l'usine Volkswagen à Braunschweig qui utilisa des Ukrainiens et des Baltes sur ses chaînes de production. » Ironie d'une histoire qui semble ainsi se répéter, sous d'autres formes certes, moins de trois ans après la chute du régime qui avait employé des travailleurs étrangers raflés ou « volontaires » dans les usines du pays.

Ce n'est là qu'un début... « Très vite, écrit Ben Shepard, des gouvernements et des individus (...) commençaient à voir les personnes déplacées d'Europe (...) non plus comme des "sangues oisives", mais comme un précieux réservoir de main-d'œuvre à exploiter. » Il en donne des exemples parfois croustillants comme celui de cet industriel et parlementaire canadien, Ludger Dionne, qui vient dans un camp recruter « cent jeunes filles moralement irréprochables pour travailler dans sa filature ». Ces jeunes

catholiques reçoivent le titre de « *vierges volantes* ». C'est là la version la plus pittoresque d'une politique générale.

L'auteur d'un ouvrage consacré aux DP, Danys, cité par Ben Shepard, souligne, à propos du Canada : « *Comme un acheteur aux soldes de Noël, la méfiance initiale eut tôt fait de disparaître sous le choc de tant de bonnes affaires. Le pays se précipitait désormais pour acheter les meilleurs articles à prix cassés.* »

Aux prix cassés s'ajoutent des contraintes diverses. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont besoin de main-d'œuvre, veulent bien accueillir des personnes déplacées à condition qu'elles « *signent un contrat ouvert sans savoir à quel type d'emploi elles seraient affect-*

*tées* ». On peut donc leur faire faire ce que l'on veut. Le Brésil veut des travailleurs agricoles sans enfant en bas âge, mais pas de juifs, le Luxembourg demande, lui, des « *travailleurs célibataires sans attache familiale avec une préférence pour les Baltes* », qui séduisent aussi les Britanniques. Pour répondre aux multiples exigences des États ou entrepreneurs, donc « *il fallait à nouveau diviser les familles pour satisfaire aux critères d'immigration* » souvent d'une très grande sévérité.

Ainsi, le travailleur « déplacé » d'hier, ballotté et meurtri par la guerre, annonçait le « travailleur détaché » d'aujourd'hui... Moins il est payé, meilleur il est. Le statut de victime n'y changeait rien.

**Jean-Jacques Marie**

## Deux livres sur la révolution espagnole

**Cipriano Mera**  
*Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste*  
Editions du Coquelicot, juillet 2012

Ces Mémoires ont été publiées en Espagne en 1976.

Le récit est sobre et précis, livrant les faits sans commentaires. Témoignage de première main sur des moments importants de la révolution et de la guerre civile 1936-1939.

Ouvrier maçon à Madrid, militant de l'UGT puis de la CNT, Cipriano Mera organise les grèves et se trouve mis en prison par le gouvernement de Front populaire au printemps de 1936. C'est la riposte ouvrière au coup d'État de Franco, qui le libère de prison le 19 juillet. Son récit commence à ce moment-là.

On suit pas à pas son parcours d'organisateur des milices de la CNT sur le front de Madrid, les difficultés multiples provoquées par le sabotage de la défense de Madrid par le gouvernement, les combats acharnés des milices de la CNT alors que le gouvernement s'est enfui, la propagande mensongère des staliniens. La mort de Durruti à laquelle Mera assiste douloureusement.

La situation politique gouvernementale n'est jamais l'objet d'un jugement. Ce n'est que lors de ses rencontres avec des généraux ou des ministres qu'il donne un aperçu des rapports politiques dans le camp républicain. Mera a accepté l'idée que la guerre doit d'abord être gagnée et après on verra, et tout en se rendant compte que les républicains bourgeois ne sont pas à la hauteur, que les officiers républicains ne sont pas sûrs, que les

staliniens sabotent tout ce qui n'est pas sous leur contrôle et utilisent la distribution des armes pour imposer leur hégémonie, il accepte l'unité sous l'égide du gouvernement de front populaire. Il tente de concilier sa façon d'organiser révolution et guerre, s'inspirant de son idéal anarcho-syndicaliste, et la soumission à une direction politique et militaire bourgeoise, de plus sous contrôle de la contre-révolution stalinienne. Il se prononce pour la militarisation des milices, essentiellement parce qu'il ressent le besoin d'une direction centralisée de la lutte militaire, mais ne voit pas au début que cette centralisation sous contrôle des bourgeois républicains et des staliniens, s'effectue contre la révolution et donc aussi contre l'efficacité militaire.

Ses succès et son courage, son sens de l'organisation et son coup d'œil stratégique le protègent un temps de la répression stalinienne, il devient même commandant de corps d'armée avec le grade de lieutenant colonel après sa victoire sur les troupes italiennes, mais il échappe de peu à un attentat lorsque les staliniens arrosent sa voiture à la mitrailleuse. Mera prend toutes ses décisions en consultant la direction de la CNT, qui elle-même s'est livrée, pieds et poings liés, au gouvernement Negrin-Staline.

Il rend compte minutieusement de l'épisode de la junte de Miaja-Casado, en 1939 : il est dans l'état-major et joue un rôle important dans ces événements. Après l'effondrement de la Catalogne provoqué par la répression stalinienne contre la CNT et le POUM, alors que les dirigeants staliniens organisent leur départ, la propagande continue son battage sur une victoire à portée de main, et l'état-major républicain sait très bien que les discours de Negrin jurant qu'une armada d'avions français va venir appuyer les troupes républicaines est un bluff lamentable. Face à cette mascarade, le général Casado décide, avec l'appui de tous les partis, sauf le Parti communiste, de prendre le pouvoir pour tenter de négocier un repli des troupes républicaines vers Valence. Mera fait le récit des conditions dans lesquelles il brise la

résistance d'un bataillon des staliniens avec une brigade de réserve. Le front de Madrid s'effondre à son tour, Mera est évacué vers Oran, mais atterri au Maroc et est aussitôt enfermé dans un camp de concentration par l'administration française. Il sera extradé par le gouvernement Pétain en 1942, qui le livrera à Franco. Condamné à mort en Espagne, il sera gracié en 1943, (Franco négocie alors avec l'ambassadeur américain son maintien au pouvoir à la sortie de la guerre). Il est libéré en 1947. Envoyé en France par la CNT, il reprendra son métier de maçon.

Si Mera ne fait aucun commentaire, tout son témoignage porte à la réflexion. Il espérait une discussion approfondie dans son organisation, la CNT, dans le cadre d'un congrès, sur tous ces événements particulièrement riches d'enseignements et tragiques quant à leurs conséquences.

La question de la centralisation politique et militaire est intimement liée à celle du gouvernement ouvrier et paysan pour vaincre Franco en s'appuyant sur la satisfaction des revendications et la démocratie ouvrière. L'idéologie anarchiste bloque toute réflexion de ce type et place les militants dans un profond désarroi face à la violence stalinienne, dont la nature contre-révolutionnaire n'est pas comprise par les anarchistes qui mettent un signe égal entre bolchevisme et stalinisme. La direction anarchiste se plaça à la remorque du Front populaire et réduisit à l'impuissance ses meilleurs militants. De même, l'espoir dans la France et l'Angleterre s'avère une cruelle illusion, les classes dominantes et les gouvernements de ces pays étaient plus favorables au général Franco qu'à l'ouvrier maçon Mera. Il n'y avait pas un camp des démocraties contre un camp fasciste (invention des staliniens), mais une lutte sans merci entre prolétaires et bourgeois.

Un autre livre apporte beaucoup de détails sur ce combat acharné entre révolution et contre-révolution.

\*\*

\*

**Burnett Bolloten**

*La guerre d'Espagne, révolution et contre-révolution (1934-1939)*

Editions Agone, 2014

Cet ouvrage est le fruit d'un long travail pour recenser les faits et comprendre ce qui s'est passé. Ce qui devrait être le cas de tout livre d'histoire, mais ce n'est pas si courant. L'auteur, correspondant du bureau de l'United Press en Espagne en 1936, a vécu les événements et accumula immédiatement des documents. Au Mexique, après 1938, il recueille de nombreux témoignages des réfugiés, dont les principaux acteurs de la lutte. Aux Etats-Unis ensuite, il continue ses recherches et accumule articles de journaux, fonds d'archives, livres de souvenirs, notes diplomatiques. Il publie un livre en 1961, qu'il complétera et augmentera deux fois, au fur et à mesure que les archives et les témoins livreront d'autres preuves. Sa dernière version, achevée juste avant sa mort en 1987, fut publiée en anglais et en espagnol. Plutôt influencé favorablement en 1936 par la politique stalinienne, il en décortiquera tous les aspects contre-révolutionnaires à la suite de ses recherches. Le livre n'avait pas été traduit encore en français.

Il raconte l'essor de la révolution en juillet 1936, la dislocation de l'Etat bourgeois et le combat du stalinisme et du gouvernement républicain de Front populaire pour faire refluer la révolution puis la détruire en reconstruisant l'Etat bourgeois. Le principal intérêt du livre est l'étude minutieuse qu'il fait des motivations de tous les acteurs de la lutte, à partir des documents diplomatiques, des articles de journaux, des témoignages souvent opposés, en donnant à chaque fois le détail des mythes fabriqués au fil des événements ou après-coup, et la réalité.

En effet, le combat contre-révolutionnaire était masqué par le discours très médiatisé sur « *no pasarán !* » et « *vaincre le fascisme d'abord* ». Les livraisons d'armes de l'URSS et la présentation de l'aide comme soutien à la démocratie contre le fascisme servant de puissant chantage. Le jeu de recherche d'alliance de Staline avec l'Angleterre, où

les deux diplomaties cherchent à se servir de Hitler, est bien reconstitué. Loin de déboucher sur un succès, la politique stalinienne va de fiasco en fiasco ; les accords de Munich marquant cet échec cinglant, puisque en ayant tout fait pour plaire au conservateur Chamberlain, Staline reçoit en retour, pour ses services, l'accord Chamberlain-Daladier-Hitler qui était recherché depuis longtemps par la diplomatie anglaise pour pousser Hitler à attaquer l'URSS.

Le livre donne aussi le détail des positions anarchistes et de la crise que suscite l'entrée des dirigeants de la CNT-FAI dans le gouvernement républicain bourgeois, qui implique la destruction des comités. Il montre comment les anarchistes aident la contre-révolution stalinienne, en étant manipulés certes, mais aussi par faiblesse politique sur la question de l'Etat, ce qui amènera certains à comprendre « *honteux et confus, mais un peu tard, qu'on ne les y prendrait plus* » ; mais d'autres justifieront y compris leur participation au deuxième gouvernement Negrin, où la torture et les assassinats de militants anarchistes deviendront massifs. Crise dont le mouvement anarchiste ne se remettra pas. Les manœuvres stalinienne roulent dans la farine les dirigeants anarchistes à de nombreuses reprises en les faisant collaborer à la dislocation de leur organisation, tandis que la base des militants résiste farouchement. Le tournant de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone est présenté avec beaucoup de détails.

En même temps qu'il relate les faits bien documentés, il rappelle les falsifications qui ont fleuri pour les masquer, et le maintien de ces falsifications sous la plume de nombreux historiens.

En présentant les personnalités, les masses et les organisations, le déroulement des événements, dans le camp républicain, Bolloten a cherché à comprendre l'origine de telle ou telle décision, et il part des principaux points où se déterminent les choix. Même s'il n'emploie pas ce terme, cette recherche méthodique des faits le conduit à repartir de la lutte des classes mondiale pour expliquer ce qui se noue en Espagne.

Un des points qui lui échappe visiblement est la nature du stalinisme. Il ne fait aucune référence aux procès de Moscou (sauf lorsqu'il parle du POUM), alors que tout ce qu'il dit de la partie diplomatique entre Londres et Moscou montre que Staline voulait par ces procès non seulement terroriser les travailleurs soviétiques mais aussi donner un signal fort à la bourgeoisie anglaise qui, à l'époque, est encore la bourgeoisie impérialiste dominante : l'extermination des dirigeants de la révolution russe honnis par le capital financier anglais était un véritable symbole fort pour les diplomates britanniques : Zinoviev, accusé, humilié et fusillé avait été le premier président de l'Internationale communiste.

De même, il fait l'erreur de confondre les positions de Lénine et de Staline sur l'Etat, alors qu'elles sont totalement opposées. Il cite Lénine (p. 129) : « *Le concept scientifique de dictature ne signifie ni plus ni moins qu'un pouvoir illimité reposant directement sur la force sans borne aucune, restreint par aucune loi ou règle absolue.* » Il en conclut que Lénine est le père du régime totalitaire. Il y aurait beaucoup à dire sur cette façon de citer Lénine en sortant une phrase de son contexte pour lui faire dire le contraire de ce qu'elle contient en totalité (art dont le grand spécialiste ne fut autre que Staline). Lénine, pendant la révolution, a cherché à donner par la centralisation démocratique des conseils ouvriers, de soldats et de paysans, les moyens d'unir la classe ouvrière et la paysannerie pour briser l'Etat bourgeois et la domination du capital. Staline, dans une période d'isolement et de réaction, reconstitue un appareil d'Etat policier contre la classe ouvrière, défenseur d'une bureaucratie, en brisant les cadres de la démocratie ouvrière dans le parti et les conseils. Lénine emportait l'adhésion par ses arguments et sa ténacité, Staline par ses mensonges et sa police. Une opposition totale. Cette question a une grande importance en Espagne, car les anarchistes, qui sont en position majoritaire, ne sont pas capables, par dogmatisme, de dresser la centralisation nécessaire contre Franco en développant la démocratie des comités et des organisations ouvrières,

c'est-à-dire la centralisation démocratique de l'Etat ouvrier, dont les fondements sont solides en juillet-août-septembre 1936. La refusant, ils tombent à la remorque de la centralisation de l'Etat bourgeois, que le stalinisme reconstitue pour les besoins de la contre-révolution, et participent, le cœur déchiré pour certains, à la dislocation des rangs ouvriers qui permet la victoire de Franco.

Autre exemple, quand il relate très minutieusement les retournements brusques de la propagande stalinienne : par exemple, le général Kléber est porté au pinacle pour son engagement à la tête des Brigades internationales à Madrid, puis tout à coup limogé, et finalement rappelé à Moscou et liquidé. Il cite tous les conseillers militaires et agents du NKVD dont la plupart sont liquidés en 1937-1938, en s'interrogeant sur ce qui a pu motiver tel ou tel choix de Staline, puisque tous l'avaient servi fidèlement. L'engagement des Brigades internationales fut l'utilisation du dévouement et du courage de tous les militants qui avaient subi dans toute l'Europe la terreur des régimes fascistes, tout en la soumettant à un encadrement policier féroce, pour freiner la progression des troupes de Franco, car il fallait aussi montrer à l'Angleterre qu'en cas de guerre, l'URSS serait un partenaire efficace. Mais point trop n'en fallait, car la bourgeoisie anglaise n'appréciait pas du tout cette démonstration de solidarité ouvrière. Par ailleurs, le succès des offensives de Franco affolent les gouvernements de Front populaire et donne plus de poids au chantage de l'appareil stalinien. Illustration des contradictions de la trahison de la révolution au nom de la révolution.

Entre le premier et le deuxième procès de Moscou, il y a une inflexion évidente : Staline a compris que malgré tous les services qu'il peut rendre en contenant la révolution en Espagne, le capital financier anglais préfère une alliance avec Hitler, et les diplomates britanniques se démènent pour pousser la hargne du chef nazi sur un déclenchement de la guerre à l'Est. Bollothen cite de nombreuses prises de position publiques ou privées de grands personnages plaçant pour faciliter une

attaque de l'Allemagne contre l'URSS de façon à épuiser les deux adversaires avant que la Grande-Bretagne ne se lance à son tour dans la guerre. Bollothen précise que l'historiographie anglaise a particulièrement effacé ce pan d'histoire et donne en détail ces efforts. (La Seconde Guerre mondiale et les horreurs nazies ont rendu assez honteuses ces démarches diplomatiques, d'où le silence des historiens.) Staline ne les ignorait pas et se prépare en liquidant un pan de sa bureaucratie qui aurait pu être réticente à un accord avec Hitler. Trotsky avait alerté le mouvement ouvrier sur cet aspect de la politique des « démocraties » impérialistes et des staliniens, d'où l'accentuation des calomnies et des assassinats des trotskystes.

Le double jeu de Staline et de son envoyé Togliatti pour faire porter le chapeau de la défaite aux autres forces du Front populaire est décrit minutieusement dans le livre, jusque dans les dernières minutes de la défaite militaire.

La force contre-révolutionnaire du stalinisme venait de ce que l'appareil discipliné par la terreur est dirigé par les traîtres qui apportent une connaissance de la façon dont il faut procéder pour démoraliser et briser la classe ouvrière. Alcibiade, banni d'Athènes, avait fourni à Sparte une stratégie décisive pour vaincre Athènes. On ne peut monter une manœuvre, décrite dans le livre, comme celle qui utilise les anarchistes contre Largo Caballero lorsque celui-ci freine la contre-révolution et tente de protéger les anarchistes et le POUM, qu'en étant des experts en contre-révolution parce qu'anciens révolutionnaires. Le chantage aux livraisons d'armes est particulièrement efficace sur des politiciens opportunistes affolés par l'avance des troupes de Franco, mais pèse lourd aussi

sur les dirigeants anarchistes qui sont pleins d'illusions sur la France et l'Angleterre.

Un ouvrage très fourni, très sérieux, donc très utile pour suivre la marche des événements et comprendre que toute révolution prolétarienne qui démarre dans le cadre national est immédiatement un enjeu mondial. Il est un élément pour comprendre.

D'autres éléments doivent le compléter. Par exemple : on n'y trouvera pas une explication des raisons qui ont conduit le POUM à l'impuissance.

Lorsque Trotsky discute avec Nin, dès 1934, il le met en garde sur le danger de ne pas se tourner vers les ouvriers organisés, dans le PS, les JS, l'UGT et la CNT, de construire une organisation de propagande. Puis il considère que la participation du POUM à l'accord de Front populaire marque un changement qualitatif : pour des raisons opportunistes, améliorer son score électoral, être reconnu comme un grand parti, le POUM se lie à un accord qui vise à endiguer la poussée révolutionnaire. Tout le déroulement des événements par la suite confirme à quel point Trotsky avait vu juste. Dans une lettre à Victor Serge, qui soutenait le POUM, Trotsky lui dit en substance : comment vous, qui avez fait un si bon ouvrage sur la révolution russe (*L'An I de la révolution russe*), ne comprenez-vous pas que Nin, c'est Martov ? Trotsky oublie que Serge n'a pas vécu les années 1917-1918 en Russie, il n'a pas en tête les éléments vivants du rôle des uns et des autres. L'expérience de la révolution russe ne put être transmise par le POUM, qui pourtant s'en réclamait.

**Christian Coudène**

# L'Europe de l'Est sous Staline

Anne Applebaum

*Rideau de fer, l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*

Editions Grasset, 28 euros

Ce livre traite de l'histoire de l'Europe de l'Est sous domination soviétique entre 1944 et 1956, période que l'auteur qualifie de période du *haut-stalinisme*. Elle s'intéresse plus particulièrement à trois pays, la Pologne, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est, trois pays choisis non pas « *qu'ils soient semblables mais au contraire, parce qu'ils sont très différents* ».

Quand on parcourt sur la quatrième de couverture la biographie de l'auteur, Anne Applebaum, on se dit qu'on n'aurait peut-être pas dû acheter son livre. En effet, Anne Applebaum a été correspondante de *The Economist*, chantre du libéralisme britannique, à Varsovie, et dans son introduction, elle écrit : « *Si difficile qu'il nous soit parfois de le comprendre, les communistes croyaient aussi à leur doctrine. Que l'idéologie communiste nous paraisse rétrospectivement bornée ne signifie pas qu'elle n'ait pas inspiré une croyance fervente à l'époque.* » Il est clair que pour elle, « communisme » et « stalinisme » sont une seule et même chose.

Mais on aurait tort de s'arrêter à cet aspect des choses, car son livre se révèle passionnant pour tous ceux que la période intéresse. D'abord parce que, connaissant le polonais et le russe, elle a eu accès aux archives ouvertes depuis 1989 et a pu interviewer des gens ayant vécu la période. Ajoutons qu'elle fait preuve d'une certaine honnêteté intellectuelle, ce qui ne l'empêche cependant pas de citer, page 136, Lénine appelant en 1922 à l'extermination du clergé... mais sans donner aucune référence !

L'ouvrage est organisé selon un plan thématique : l'économie, la jeunesse, les

ennemis intérieurs, l'*homo sovieticus*, le réalisme socialiste, les policiers, etc.

Le problème de Staline à partir de 1945, c'est comment continuer à contrôler des pays dans lesquels les partis communistes sont peu influents. En Pologne par exemple, où la résistance antinazie et anticommuniste menée par l'Armée intérieure a été largement majoritaire, Staline est conscient qu'il ne faut pas précipiter les choses, et consigne est donnée au petit Parti communiste polonais de ne pas « *afficher trop tôt ses couleurs* ».

En 1945, Staline est favorable à des gouvernements de « front national » incluant outre les communistes, les partis sociaux-démocrates et des partis paysans. Mais dans ces gouvernements, les staliens occupent systématiquement le ministère de l'Intérieur et l'URSS importe d'emblée un des éléments-clés du système stalinien : la police politique (l'UB polonaise, l'AVO hongroise et la Stasi est-allemande). Et si la police politique recrute parmi les membres des partis communistes, elle favorise les « *jeunes sans éducation plutôt que les communistes plus âgés qui avaient l'expérience de l'avant-guerre* ».

Comme les partis communistes sont, à l'exception de la Tchécoslovaquie, extrêmement minoritaires, Anne Applebaum avance l'hypothèse que pour s'assurer une certaine popularité, ceux-ci ne vont pas hésiter à jouer sur les sentiments antisémites d'une partie de la population. Déjà, pendant la guerre même, Rakosi, le futur petit Staline hongrois, reprocha à un certain Garasin, qui avait formé une unité militaire chargée de lutter contre les Allemands, d'avoir formé « *une compagnie purement juive* ». Ce qui était d'ailleurs faux et sidéra d'autant plus Garasin que Rakosi lui-même était juif !

Au début des années cinquante, quand les régimes élimineront dans un remake des procès de Moscou de 1936-1937 les dirigeants qui avaient eu le tort d'avoir eu une activité à l'Ouest, notamment en combattant dans les Brigades internationales en Espagne, les accusés seront pour beaucoup juifs. Rajk en Hongrie et Slansky en Tchécoslovaquie sont parmi les plus célèbres de ces condamnés. Et Anne Applebaum de noter que Staline et ses hommes de main « croyaient non sans raison que la persécution des communistes juifs serait bien vue de tous les autres ».

Sur le plan économique, les Soviétiques trouvèrent des usines sans propriétaires, car ceux-ci étaient morts ou avaient fui lors de l'avancée des troupes soviétiques. La nationalisation fut le moyen d'établir clairement la propriété. Elle se fit cependant progressivement, et elle ne changea guère la condition ouvrière mais transforma les conflits ordinaires du travail en conflits politiques, car « quand les ouvriers étaient mécontents de leur paye ou des conditions de travail dans leur entreprise, leurs protestations s'adressaient directement à l'Etat [...]. En 1947, quand des grèves éclatèrent à Csepel, quartier ouvrier de Budapest, les ouvriers détournèrent vingt camions et se dirigèrent vers le centre-ville pour demander au gouvernement de relever leurs salaires [...]. La sanction ne se fit pas attendre : la police politique investit l'usine en grève et arrêta 350 personnes [...]. A compter de 1949, le

*seul fait d'envisager une grève passait pour un crime "antidémocratique" contre l'Etat et les ouvriers pouvaient être exclus du parti pour la suggérer »* (p. 315).

Un chapitre particulièrement intéressant est celui consacré aux « collaborateurs réticents », à tous ceux qui firent semblant d'adhérer au régime pour continuer à vivre sans risquer les pires ennuis et pour qui il était « impossible d'éviter les infimes compromis, qu'il s'agisse de marmonner une chanson ou de signer une pétition pour la paix ». Anne Applebaum a interviewé un certain Morawski, bureaucrate polonais chargé de la propagande, qui lui déclara : « *Quelque chose en moi me disait toujours, ce n'est pas bien, esthétiquement, ce n'est pas séduisant [...], mais d'un autre côté, c'est comme ça que nous rallions les gens.* » Cela peut contribuer à expliquer pourquoi, quand ces régimes chancèleront, personne ne se lèvera pour les défendre ; et ils s'écrouleront comme des châteaux de cartes.

En bref, ce livre, qui comporte bien d'autres aspects encore, est instructif et agréable à lire, en dépit des partis pris idéologiques de l'auteur.

**Roger Revuz**  
20 janvier 2015

P. S. : à la page 99, il est question de la « société Aide rouge internationale ». Signalons au traducteur, qu'en fait de société, c'était une organisation militante, dont le nom en français est Secours rouge international.

# **CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS**



## Auschwitz : mensonge et... ridicule

A plusieurs reprises, un journaliste radio belge a rapporté l'opinion (polonaise) selon laquelle les derniers prisonniers d'Auschwitz auraient été libérés par « les Ukrainiens », présentés comme distincts de l'Armée rouge, dont le rôle serait ainsi minimisé.

C'est scandaleusement mensonger mais surtout ridicule : les armées soviétiques faisaient toutes partie de l'Armée rouge et rassemblaient les soldats russes, ukrainiens, biélorusses et autres de l'Union soviétique. Il n'y avait pas d'unité « ethniquement » distincte. Ce qui n'empêche qu'un général et des soldats ukrainiens aient fait partie des troupes soviétiques qui découvrirent « par hasard » le camp nazi.

Sept millions d'Ukrainiens soviétiques ont combattu au sein de l'Armée rouge, quatre millions sont morts. Quelque 200 000 ont servi au sein de la Wehrmacht et d'armées alliées à l'Allemagne.

Mais le mensonge précité a pour source le gouvernement polonais qui croit, par ce biais, encourager l'actuel pouvoir ukrainien et discréditer la Russie, dont le président n'a pas été « expressément » invité à Auschwitz, contrairement aux années précédentes.

C'est probablement le signe avant-coureur de la grande manœuvre idéologique qui, à l'occasion des soixante-dix ans de la « victoire sur le fascisme », parachèvera la disqualification de l'URSS contre laquelle étaient pourtant mobilisés les trois quarts de la machine militaire nazie, battue devant Moscou (octobre 1941-janvier 1942), à Stalingrad (juillet 1942-février 1943) et à Koursk (été 1943).

La propagande occidentale tend à mettre en valeur le débarquement en Nor-

mandie (6 juin 1944), et en général les seuls exploits des armées américaine et britannique, alliées de l'Armée rouge.

Le comble de la provocation vient d'être atteint par le Premier ministre de Kiev, Arseni Iatseniouk, qui a évoqué « *l'invasion de l'Allemagne et de l'Ukraine* » par les Soviétiques.

Quant au président Petro Porochenko, présent à Auschwitz en cet anniversaire du 27 février, il a récemment valorisé « *l'héroïsme* » des soldats de Stepan Bandera, l'une des armées pronazies des nationalistes ukrainiens. En février 1945, ils avaient été refoulés dans les Carpates.

Il est bon de rappeler qu'outre les juifs exterminés dans les camps, et, avant cela, dans les territoires, occupés en URSS, le génocide nazi a également frappé les Tsiganes, que plus de trois millions de prisonniers de guerre soviétiques ont été mis à mort (dont deux millions liquidés dans les six premiers mois de la guerre), que les pertes civiles soviétiques dans les territoires occupés par les nazis s'élèvent à plus de dix millions, s'ajoutant aux huit millions de combattants de l'Armée rouge tués sur les champs de bataille.

Au total, plus de 26 millions de Soviétiques ont perdu la vie au cours de la Seconde Guerre mondiale, toutes catégories de mortalité confondues. Sans parler des millions de blessés, estropiés, des dizaines de millions de sans-logis dans les villes et les villages détruits... Mais qui le sait, chez nous ?

Ce sont ces « *Untermenschen* » (sous-hommes dans le vocabulaire nazi) que certaine propagande occidentale et néofasciste entreprend d'injurier !

Jean-Marie Chauvier

## Une prise de position de Jacques Sapir, qui interpelle le président François Hollande

<http://fr.ria.ru>

### Auschwitz : rien ne justifie les mensonges

**R**ien ne justifie les mensonges du gouvernement polonais. Mais sa complicité avec le gouvernement de Kiev, au sein duquel on trouve, hélas, les descendants idéologiques des Ukrainiens qui se sont associés aux nazis, l'explique, écrit sur son blog l'économiste français Jacques Sapir.

Le ministre polonais des Affaires étrangères prétend qu'Auschwitz aurait été libéré par « *des troupes ukrainiennes* ». On ne sait ce qui doit le plus retenir l'attention : l'énormité du mensonge ou l'impudence avec laquelle il fut prononcé.

L'ensemble des dirigeants de l'Europe devrait le dire haut et fort et refuser de participer à ce qui n'est plus une commémoration mais une mascarade. Si François Hollande se rend à Auschwitz, dans ces conditions, qu'il sache qu'il salit alors son nom et celui de la France, estime Jacques Sapir.

Auschwitz (Osewiscim) fut libéré par des hommes de la 332<sup>e</sup> division d'infanterie de l'Armée rouge, appartenant au « Premier Front d'Ukraine ». Il faut savoir que dans l'organisation adoptée par l'Armée rouge, un « front » désigne un groupe d'armées chargées d'opérer sur une « direction stratégique ». Le Premier Front d'Ukraine était le nom du groupe d'armées qui avait combattu en Ukraine et qui, de là, remontait vers la Pologne. Ce n'était nullement une désignation « ethnique ». Cela, tout historien le sait.

Il sait aussi que les troupes du Premier Front d'Ukraine (deuxième armée de tanks, du général Bogdanov) avaient li-

béré, le 25 juillet 1944, le camp de Maïdanek, découvrant l'horreur de l'extermination systématique et industrielle qui caractérise le nazisme.

Les principaux correspondants de guerre soviétiques, Vassili Grossman (auteur de *Vie et destin*), Constantin Simonov (auteur de *Les Vivants et les morts*), Boris Gorbatov et Evgeni Kryler se rendirent les lieux. Leurs articles firent la une des quotidiens soviétiques. Mais il fallut attendre avril 1945, que les Anglo-Américains découvrent à leur tour Bergen-Belsen et les camps situés à l'ouest, pour qu'on leur accorde un quelconque crédit.

**Ma réaction aux déclarations polonaises (relayées chez nous) sur le fait que "des Ukrainiens", et non l'Armée rouge, auraient libéré Auschwitz — "mensonge et ridicule" ai-je précisé — a reçu une très large audience, approbatrice.**

Une objection également : l'information des médias français sur l'événement aurait été correcte.

Vérifications faites :

1. Nombre de médias francophones se sont bornés à évoquer « *une polémique russo-polonaise* », comme s'il ne s'agissait pas d'un mensonge officiel polonais, aisément démontable ! Quelques journaux ont procédé à une mise au point honnête.

2. Ce mensonge a effectivement disparu des médias, au cours de la journée anniversaire du 27 février, et un hommage officiel polonais a été rendu à l'Armée rouge. Dont acte.

Il est clair qu'on n'a pas affaire en l'occurrence à un « débat d'historiens » autour d'un fait secondaire, eu égard à l'immensité de la tragédie d'Auschwitz et à l'importance de sa commémoration, soixante-dix ans plus tard, mais à une tentative parmi d'autres — voir la déclaration du Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, sur « l'invasion » soviétique de 1945 en Allemagne — de falsifier l'histoire pour des besoins de géostratégie d'actualité.

On en verra d'autres. Les « anciens » et les connaisseurs ne s'y laissent pas prendre, mais beaucoup se taisent ; quant

aux jeunes, que retiendront-ils de cette histoire de la Seconde Guerre mondiale et du génocide nazi ? Certains s'en moquent, d'autres expriment un « ras-le-bol » de cette évocation du malheur juif. Réactions lamentables, face à une catastrophe de portée universelle, dont la mémoire appartient à l'humanité entière et non à une quelconque secte politique !

Que retient-on d'ailleurs — je me répète — du rôle majeur dans l'écrasement du nazisme et des souffrances sans nom des peuples soviétiques, très délibérément « effacés » de la « mémoire » officielle des pays occidentaux ?

## Perle, ignorance ou falsification ?

**L** *ibération* (23 janvier 2015) publie, sous la signature de Luc Le Vaillant, un article consacré à l'éditeur Léo Scheer. Rien a priori qui puisse intéresser les *Cahiers du mouvement ouvrier*...

Mais on tombe, dans la brève biographie de Léo Scheer, né, nous apprend le journaliste, en 1947, les lignes suivantes, assez surprenantes : « *Le jeune Léo (...) fait ses premières armes au Bund, mouvement des jeunesse trotskistes juives. Cette association repère les enfants de déportés et les forme pour en faire les dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale (...). Excellent élève, coquelet de pouvoir, Léo est en compétition avec son meilleur ami, futur dirigeant de l'Organisation communiste internationaliste (OCI).* »

Le Bund est une organisation ouvrière juive fondée en Russie en 1897, et non une organisation de jeunesse trotskyste. Le Bund, organisation d'orientation plutôt social-démocrate (de gauche d'accord) n'a évidemment jamais eu comme vocation de former les futurs dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le journaliste de *Libération* ne donne pas le nom du « meilleur ami » bundiste de ce Léo, qui serait devenu, on ne sait quand, un dirigeant de l'OCI...

Mais l'affirmation est certainement aussi fantaisiste que la transformation du Bund en organisation de jeunes trotskystes !

**Jean-Jacques Marie**

## Encore un héritage du stalinisme...

**L**e tableau publié ci-après figure sur un site en ligne (<http://anticons.wordpress.com/carte-des-neo-cons>) qui se donne comme but de « faire connaître au public francophone la nébuleuse française au service de l'idéologie néo-conservatrice », ce courant de « pensée » (si l'on peut dire) ultra-conservateur (la droite républicaine) qui a soutenu Reagan et Bush, bref le courant politique le plus réactionnaire et le plus agressif de l'impérialisme américain.

Qui anime ce site ? Je n'ai pas pu le trouver. La plupart des « documents » et articles publiés sur le site sont héroïquement anonymes. Cet anonymat est d'autant plus douteux que la présentation du site affirme la volonté de ses auteurs de dénoncer « les chiens de garde et experts » du néo-conservatisme, qu'il répartit en cinq catégories énumérées en vrac et sans rapport apparent entre elles : les directeurs de conscience, les islamophobes, les opportunistes, le Cercle de l'Oratoire et le business sécuritaire. Si, à ma connaissance, personne en France ne reprend ce tableau, on le trouve en revanche sur des sites... se réclamant du marxisme ou de l'anarchisme en Angleterre.

Il est à peine besoin de souligner que ce tableau est entièrement construit sur la pratique de l'amalgame le plus grossier, puisque l'administration Reagan et l'administration Bush sont présentées comme l'avatar ultime de la pensée de Léon Trotsky, et de la gauche antistalinienne. Trotsky serait ainsi l'inspirateur et le maître à penser de l'extrême droite

américaine, à la fois de ses pseudo-penseurs (comme Ayn Rand ou Wolfowitz) et de ses dirigeants politiques.... C'est la reprise adaptée à notre époque de la campagne stalinienne hystérique de l'époque des procès de Moscou présentant Trotsky et les trotskystes comme une variété et un détachement d'avant-garde du fascisme.

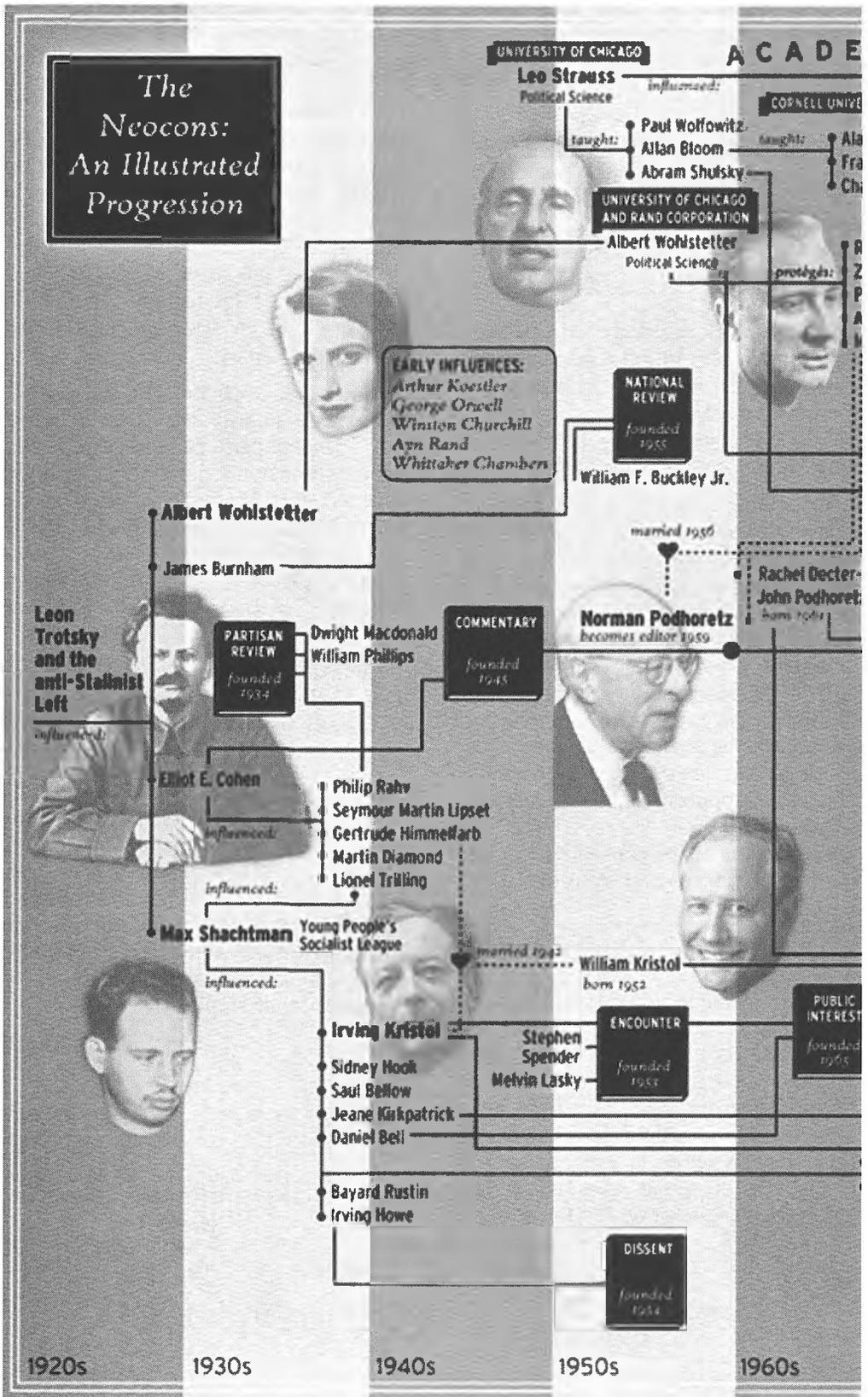
L'amalgame est partout dans ce tableau, jusqu'au grotesque. Ainsi on trouve dans le même carré George Orwell, Ayn Rand et Winston Churchill. Ce dernier, pourtant, manifestait une haine viscérale pour Trotsky, dont il disait en 1937 qu'il manifestait « la férocité de Jack l'éventreur (...). Comme le bacille du cancer, il torturait, il assassinait pour satisfaire sa nature » (1).

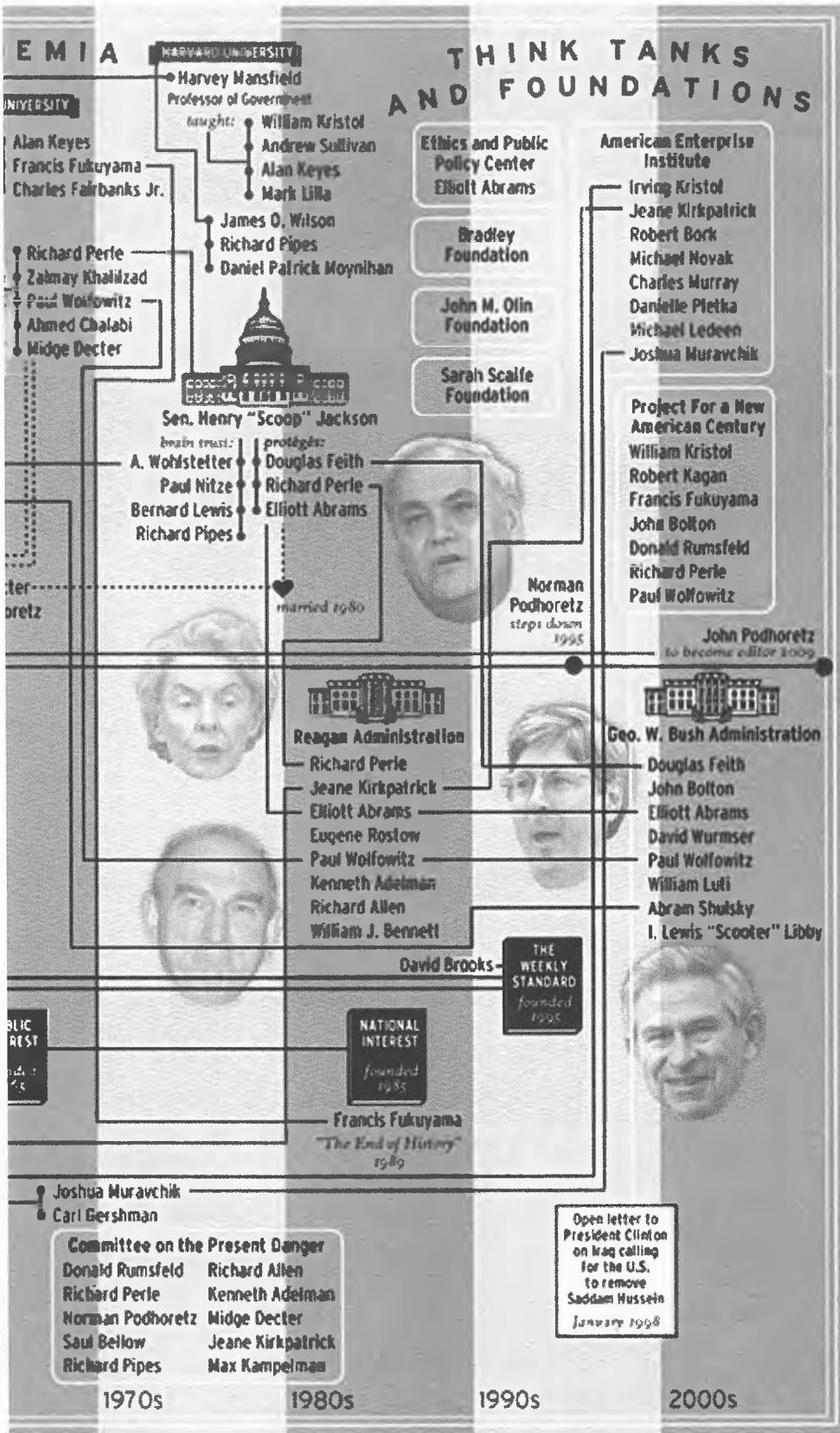
Ce tableau sort, paraît-il, de l'ouvrage d'un certain Jacob Heilbrunn : *They knew they were right. The rise of the neocons*, publié aux Etats-Unis en 2008.

Sa signification est claire. Il vise à affirmer : si vous ne soutenez pas le stalinisme, vous êtes les inspireurs ou les soutiens des va-t-en-guerre de l'impérialisme américain... On pourrait affirmer, en paraphrasant Goebbels, que plus un amalgame est grossier, plus il est efficace. Celui-ci néanmoins se réfute de lui-même vu son degré de stupidité.

**Jean-Jacques Marie**

(1) Guillaume Chérel. *Le Fils caché de Trotsky*, Paris, éditions Christine Dery, 2002, p. 94, et *Le Procès du centre antisoviétique trotskyste*, Moscou, 1937, Christophe Nick. *Les Trotskistes*, pp. 144-145. Winston Churchill, *Great Contemporaries*, Londres, Butterworth, 1937. p. 200.







# Perles

## Fables

**L**e journaliste Vincent Prémey, qui se présente comme un « *marxiste révolutionnaire* », a créé son blog, installé sur le site de Mediapart.

A propos des événements d'Ukraine, il y dénonce inlassablement « *l'impérialisme russe* ».

Pour conforter cette dénonciation il évoque « *cinq décennies de régime stalinien durant lesquels les Ukrainiens se sont fait traiter de nazis* ». Oui, « les Ukrainiens ».

Vincent Prémey se garde bien de citer ses sources et de fournir une preuve de cette affirmation quelque peu grotesque, contraire à la vérité, et qui aurait sapé stupidement tous les efforts de la propagande officielle pour exalter « l'amitié entre les

peuples » de l'URSS. Que cette « amitié » n'ait pas dépassé le stade de la propagande est une chose, mais elle interdisait l'affirmation inventée par Prémey.

Peut-être prend-il pour argent comptant la lourde plaisanterie de Nikita Khrouchtchev dans son rapport secret au XX<sup>e</sup> Congrès sur l'envie qu'aurait eue Staline de déporter les Ukrainiens s'ils avaient été moins nombreux. Mais Khrouchtchev, faisant éditer son discours secret pour les cadres du parti et même ses adhérents, a fait préciser après cette lourde plaisanterie : « *Rires...* »

Apparemment, Prémey, qui semble pourtant être un grand spécialiste de l'ex-URSS, de la Russie et de l'Ukraine, à en juger par la pluie d'articles qu'il pond sur ces sujets, n'a pas compris la plaisanterie.

## Vous avez dit “ironie cinglante” ?

**L**e *Nouvel Observateur* (13-19 novembre 2014) publie un dossier intitulé « *Hollande-Valls, ça va mal finir...* ». A priori, rien de bien intéressant. Mais on y trouve quelques phrases où l'on pourrait voir une parodie si le ton de l'article ne montrait bien que l'on nage là dans le plus grand sérieux, au moins apparent.

L'auteur de l'article, Serge Raffy, évoque la remise de l'ordre national du mérite par Hollande à Valls, le 22 octobre 2014, jour et cérémonies également mémorables dans la vie politique française. Et il écrit : « *L'accolade fut chaleureuse,*

*quasi fraternelle. Et puis, au détour d'une phrase, le venin. La pique qui tue.* » Diable... « la pique qui tue » ! On s'attend à trouver une formule assassine...

Raffy poursuit : « *François Hollande évoque le maître à penser (?) de Manuel Valls, Georges Clemenceau, grand homme qui n'accéda jamais aux plus hautes fonctions, en concluant sur un ton jovial et débonnaire : "On peut réussir sa vie sans être président de la République." Manuel Valls qui connaît l'ironie cinglante du locataire de l'Elysée sait que François Hollande a cherché à faire mal. Très mal. Il serre les dents. Encaisse sans broncher.*

*Il a vu le mouvement du bras du président, raide et nerveux, collé au corps, le doigt tendu vers lui comme une épée. »*

Si un élève de collège ou de lycée donnait comme exemple d'ironie cinglante cette phrase aussi banale que plate : « *On peut réussir sa vie sans être président de la République* », il est infiniment probable que son professeur l'inviterait à vérifier dans le dictionnaire le sens des mots « ironie » et « cinglant ».

Il est vrai que le même numéro du même hebdomadaire cite, dans sa rubrique *Les mots*, une autre phrase de Hollande qui mérite de passer à l'histoire mais ne semble pas relever, elle, de l'ironie cinglante : « *On me reproche même de manger des frites* » (le 6 novembre, sur TF1).

Jean-Jacques Marie

## Julien Dray, le “Lénine mal fagoté aux lunettes cerclées” selon *L’Obs*

Il n’y a certes aucune raison de parler dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* du citoyen Julien Dray dont la place aux frontières du mouvement ouvrier est plutôt modeste. Il faut néanmoins sortir de l’oubli éventuel une phrase d’un article de *L’Obs* (4-10 décembre 2014).

Dans cet article consacré à la « *génération SOS-Racisme* », l’auteur y qualifie Julien Dray de « *Lénine mal fagoté aux lunettes cerclées* ». Mal fagoté peut-être — mais c’est une question de goût ! —, aux lunettes cerclées peut-être aussi... mais Lénine ! L’auteur de l’article, admirant la

« *puissance médiatique* » (!) de son héros, lui attribue « *la capacité à mobiliser des centaines de milliers d’étudiants* », entre autres « *pour exiger le retrait de la loi Devaquet accusée d’instaurer la sélection à l’université* ». SOS Racisme a certes joué un certain rôle — par ailleurs loin d’être décisif — dans la mobilisation qui a mis en échec la loi Devaquet en 1986 ; lui attribuer le monopole de cette mobilisation est une façon d’écrire l’histoire assez stupéfiante, disons très « médiatique » ou plus exactement très journalistique.

Marc Teulin



**Cahier du Cermtri :**

**L'année 1917**

**dans quelques pays**

**d'Europe**

**Travail collectif :**

**Roland Corominas, Franck La Brasca, Michel Lefebvre,  
François de Massot, Evelyne Morel, Maurice Stobnicer**



# L'ANNÉE 1917 EN EUROPE

**L**e Cermtri a déjà consacré trois *Cahiers* (1) au mouvement ouvrier face à la guerre mondiale de 1914-1918, revenant — comme toujours, sur la base de documents — sur le ralliement de l'essentiel des sommets des organisations ouvrières (politiques et syndicales) à « l'effort de guerre » de leurs bourgeoisies et de leurs Etats ; et, à l'inverse, sur la constitution de « pôles de résistance » au sein de ces mêmes organisations, dénonçant la guerre impérialiste, se refusant à mettre « entre parenthèses » la lutte des classes, position résumée dans le fameux « *l'ennemi est dans notre propre pays* » de Karl Liebknecht. Pôles d'abord extrêmement minoritaires, puis qui se renforcent en liaison avec la montée de la classe ouvrière, agissant pour ses revendications les plus immédiates — généralement qualifiées « d'irréalistes » du fait de la guerre — qui débouchent sur la lutte contre la guerre et ses responsables.

Par elle-même, la publication de ces *Cahiers* n'était certes pas suffisante pour contrecarrer le flot de propagande officielle et organisée. Plus modestement, cet effort a contribué à donner des repères, des points d'appui pour en revenir aux leçons d'événements qui ont abouti à un immense massacre des peuples mais aussi à la révolution russe.

On peut, sans grand risque d'erreur, prévoir que le centenaire de l'année 1917, la commémoration des révolutions de Février et d'Octobre en Russie, seront marqués par un déferlement encore plus intense de « vérités officielles », dont le rapport à la réalité sera d'autant plus éloigné qu'elles seront proclamées avec force.

Ce dossier consacré à l'année 1917, du point de vue des développements de la lutte des classes dans plusieurs pays d'Europe — à l'exception de la Russie — est un premier jalon pour aider à rétablir les faits.

Certes, l'événement majeur de l'année 1917, c'est la révolution russe. Plus précisément, c'est le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, des peuples opprimés par l'Empire russe, qui se dressent contre la misère, la guerre et l'autocratie, mettent fin au régime impérial, constituent les organes de leur représentation (les soviets, les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats). Huit mois plus tard, alors que le Parti bolchevique a conquis la majorité au sein des soviets, ce sont ces soviets qui, en octobre 1917, vont concentrer le pouvoir entre leurs mains.

On sait que le premier acte du gouvernement révolutionnaire fut de lancer un appel à en finir avec la guerre : « *Le gouvernement ouvrier et paysan, créé par la révolution des 24 et 25 octobre et s'appuyant sur les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers pour une paix juste et démocratique.* »

La révolution, dès son déclenchement, sera un élément déterminant dans la montée des luttes ouvrières, la multiplication des mutineries, l'action contre la guerre dans tous les pays engagés dans le conflit, aux Etats-Unis comme en Europe.

C'est à la fois un point d'appui et un levier pour toutes les actions révolutionnaires de la classe ouvrière, par la

constitution d'organisations politiques qui lient le combat contre la guerre au combat pour le renversement de l'Etat bourgeois.

Mais ces actions révolutionnaires ne sont pas des « sous-produits » de la révolution russe, ni des développements complémentaires à celle-ci. Elles sont l'expression, dans chaque pays, de la marche de la classe ouvrière qui, en combattant contre la guerre, agit pour ses propres intérêts de classe, pose pratiquement la question de substituer à l'Etat des capitalistes et de la guerre son propre pouvoir.

En Europe, on peut sans exagération parler de la marche à la révolution sociale : c'est dans ce moment que s'inscrit la révolution russe, qui en constitue en même temps l'expression la plus élevée.

Ces mouvements révolutionnaires qui marquent l'année 1917 ancrent dans la réalité la perspective sur laquelle se fondait la politique des bolcheviks : la révolution russe ouvrira la voie à la révolution en Europe.

C'est pourquoi il nous a paru nécessaire de rassembler quelques éléments de cette réalité qui a fait de 1917 « l'année terrible », pour reprendre la formule de Poincaré. C'est bien évidemment un tableau bien partiel : par exemple, il serait nécessaire (et ce pourrait être l'objet d'un prochain dossier) de revenir sur la dislocation, sous les coups de la révolution montante, de l'Empire austro-hongrois.

Ici, on trouvera des documents portant sur cinq pays : la France, la Grande-

Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Il est particulièrement important qu'un chapitre soit consacré à ce dernier pays pour donner — encore une fois à travers des documents — une idée des événements révolutionnaires qui bouleverseront alors l'Espagne, événements largement ignorés et occultés, et qui, pourtant, auront des conséquences considérables sur les développements qui suivront.

L'Espagne était un pays neutre. L'impact direct du conflit mondial y était donc économique et commercial. Mais si l'Espagne se soustrayait à la guerre, elle ne pouvait échapper à la situation mondiale créée par cette dernière.

Chacun des chapitres de ce dossier est précédé d'une introduction substantielle. Il est donc inutile de répéter ou de paraphraser ici ces introductions.

Constatons simplement que les diverses formes que prennent les développements révolutionnaires dans chacun des pays concernés se combinent avec des caractères essentiels communs. Ils sont un démenti à tous ceux pour qui la phrase du *Manifeste communiste* qui suit n'est que rhétorique et ne relève que de l'histoire : « *La lutte des classes est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu.* »

(1) N° 151 : 1913-1914 : de la lutte contre la guerre à l'Union sacrée.

N° 153 : 1914-1916 : le mouvement ouvrier allemand face à la guerre : du vote des crédits de guerre à la constitution de Spartakus.

N° 154 : 1913-1915 : l'Italie : de la neutralité à l'entrée en guerre.

# L'année 1917 en France

L'année 1917 marque un tournant dans la guerre en France aussi. La situation militaire début 1917 est bloquée : cette guerre d'usure dure sur le sol français depuis plus de deux ans et demi. La guerre des tranchées n'a permis aucune victoire décisive pour aucun des deux camps, et les pertes humaines sont considérables. De plus, les conditions climatiques de l'hiver 1916-1917 sont particulièrement rudes : l'hiver durera jusqu'en avril, avec des températures inférieures de 2 à 4 degrés aux normales saisonnières.

Les combattants du front, épuisés, n'ayant que de rares permissions, ne voyant aucune issue à cette guerre, sont de plus en plus démoralisés. Et « l'offensive Nivelle » déclenchée le 16 avril au Chemin des Dames va provoquer 271 000 morts.

Malgré la censure (bien plus présente en France qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne) et les mensonges publiés dans la presse, les informations (parfois déformées) circulent à travers les lettres des combattants et de leurs familles et les nouvelles catastrophiques du front parviennent à l'arrière.

1917 en France est caractérisé par deux expressions de ce tournant dans la guerre : les mutineries et les grèves.

## Les mutineries

De toutes les armées belligérantes, l'armée française fut celle qui fut le plus touchée par les mutineries.

Les premières manifestations eurent lieu le 17 avril, au lendemain du début de l'offensive au Chemin des Dames : des soldats refusèrent de retourner au front, mais ce furent des actes individuels, les

mutineries proprement dites, c'est-à-dire des rebellions collectives, débutèrent fin avril, culminèrent entre le 20 mai et le 10 juin et durèrent jusqu'en juillet.

Ainsi, une série de mutineries disloquant les régiments de la VI<sup>e</sup> armée sur le front du nord-est. Les soldats refusent de se rendre aux tranchées. Certaines unités envisagent de marcher sur Paris. Les incidents les plus sérieux ont lieu à partir du 28 mai dans la « division Mangin » où des chasseurs menacent les officiers, lancent des cris comme : « *A bas la guerre ! Vive la révolution ! A bas la calotte ! Vive la Russie !* », gagnent le poste de police, libèrent les prisonniers. Le paroxysme de la crise est atteint au début du mois de juin lorsque 2 000 hommes de la 41<sup>e</sup> DI se révoltent au chant de *L'Internationale*. Les mutineries furent nombreuses, spontanées et concernèrent près de 40 000 mutins : les deux tiers de l'infanterie furent plus ou moins touchés, mais il n'y eut aucun mouvement d'ensemble.

Nous publions ci-après un extrait du livre de Jean-Louis Robert, *1917 en Europe, l'année impossible*, qui donne des exemples de ces mutineries, ainsi qu'un extrait des *Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier – 1914-1918*. La répression fut terrible : 3 427 condamnations furent prononcées, dont 554 à la peine de mort. En fait, il n'y eut « que » quarante-neuf exécutions.

Mais ce n'est pas la répression qui fit cesser les mutineries, c'est le changement dans l'action militaire. Le général Pétain est nommé le 15 mai commandant en chef des armées françaises, en remplacement du général Nivelle. Il était bien sûr partisan de la répression, mais il mit en même temps fin aux offensives inutiles, véri-

tables boucheries, et améliora les conditions de vie des combattants : davantage de repos et de permissions et meilleures conditions de transport en particulier.

### Le mouvement ouvrier

Sous l'influence des conséquences de la guerre et de la mobilisation de la classe ouvrière, les positions évoluent au sein du Parti socialiste : autour de Jean Longuet (petit-fils de Marx) se constitue une minorité, qui, sans rompre avec l'Union sacrée, est pour rechercher une solution dans une paix rapide ; mais cette minorité n'a pas de position révolutionnaire. Quant au Parti socialiste « officiel », il salua la révolution russe de février 1917 du bout des lèvres, soutint la position de Kerenski de poursuite de la guerre et vit de ce fait d'un œil inquiet l'arrivée des bolcheviks au pouvoir en octobre.

### Les révolutionnaires n'étaient qu'une petite minorité en France

En janvier 1916, les adversaires de l'Union sacrée s'étaient rassemblés dans le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI), animé par les militants de *La Vie ouvrière*, revue des syndicalistes révolutionnaires (avec Pierre Monatte et Alfred Rosmer), des révolutionnaires russes (dont Trotsky) autour de la revue *Nache Slovo*, et les minoritaires syndicalistes. Et durant l'été se constitua le Comité de défense syndicaliste (CDS), en particulier autour de la Fédération des métaux dirigée par Alphonse Merrheim, qui avait participé (avec Albert Bourderon de la Fédération du tonneau) l'année précédente à Zimmerwald. Leurs passeports leur ayant été refusés, ils ne purent participer à la conférence internationale de Kienthal contre la guerre, en avril 1916, où ce furent trois députés socialistes qui représentèrent la minorité française : Jean-Pierre Raffin-Dugens, Alexandre Blanc et Pierre Brizon ; ce dernier fut chargé de rédiger le manifeste de cette conférence : « *Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue !* », et tous les trois s'emploieront à le faire connaître.

Cette avant-garde servira de relais avec le mouvement révolutionnaire international et participera activement au sein des organisations syndicales aux mouvements de grèves de 1917.

Ainsi, lors d'une réunion organisée, le 18 février 1917, par les syndicats parisiens des métaux, Merrheim déclare : « *Ce qui m'intéresse moi, ce n'est pas la victoire du droit et de la civilisation, c'est la situation faite à nos camarades allemands qui sont brimés comme nous, et comme nous souffrent et meurent pour un idéal qui n'est pas le leur, pas plus qu'il n'est le nôtre (Applaudissements prolongés.) (...) Notre cri à nous n'est pas des canons ! des munitions ! mais des salaires ! des libertés ! Notre victoire, ce n'est pas celle des tranchées, c'est celle de la classe ouvrière et de L'Internationale (Applaudissements prolongés.)* »

Nous publions plusieurs documents qui manifestent de l'activité de cette minorité :

— Un communiqué de la Fédération des métaux paru dans *L'Humanité*, daté du 15 janvier 1917 (il y en eut beaucoup durant toutes les grèves), qui rend compte de la grève à l'usine Panhard.

— Un extrait du journal de cette même fédération, *L'Union des métaux*, de février-mai, qui s'adresse aux organisations et aux militants à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai.

— Et un extrait du « rapport du Comité de défense syndicaliste » de novembre qui montre la lutte du CDS contre la répression à l'encontre des grévistes et des pacifistes.

### Les grèves

Les grèves de 1917 ont un caractère particulier : le pays est en guerre ; la majorité des ouvriers sont au front ; de nombreux cadres et militants syndicalistes ont été mobilisés, et les femmes, moins organisées dans les syndicats, ont remplacé dans les usines la main-d'œuvre masculine. C'est ce qui explique en partie leur caractère spontané.

Ces grèves furent essentiellement parisiennes, même s'il y en eut aussi en province, en particulier à Toulouse.

La première vague se produisit en janvier et entraîna le décret du ministre « socialiste » de l'Armement et des Fabrications de guerre, Albert Thomas, sur l'arbitrage obligatoire dans les usines de guerre

(cf. l'article paru dans *L'Humanité*, daté du 19 janvier — que nous reproduisons —, où l'on voit que le rédacteur de l'article soutient le décret malgré la remise en cause du droit de grève qu'il contient).

La seconde vague fut la plus importante et s'étala sur tout le printemps, culminant les 29, 30 et 31 mai.

Les grèves débutent à chaque fois dans la couture (les « midinettes ») et gagnent ensuite les industries de guerre (les « munitionnettes ») et les autres secteurs.

Ces grèves furent le plus souvent spontanées, féminines, de courte durée, se répandant de proche en proche, sans qu'il y ait une organisation. Des comités de grève se mettent parfois en place, des délégués de ces comités se retrouvent à la Bourse du travail ou au local de la CGT (rue de la Grange-aux-Belles), mais il n'y a pas centralisation de ces grèves. Elles sont revendicatives, sur la question des salaires et des conditions de travail (semaine anglaise et journée de huit heures), et seront souvent victorieuses.

Les revendications pacifistes s'expriment le plus souvent sous la forme : « *Rendez-nous nos poilus !* », ce qui manifeste avant tout de la lassitude de cette guerre. Ce n'est qu'en mai que se développeront les cortèges où l'on criera des slogans pacifistes. Ainsi, les 5 000 participants au meeting organisé par le CDS le 1<sup>er</sup> mai défilent ensuite aux cris de « *A bas la guerre !* ».

Il nous a semblé intéressant de publier en parallèle des extraits de l'étude sur cette période de Jean-Louis Robert, *Les Ouvriers, la patrie et la révolution — Paris 1914-1918*, qui rend compte en particulier de ces journées de grèves fin mai, et l'article de *L'Humanité*, daté du 31 mai 1917, qui indique précisément toutes les grèves qui se sont achevées ce jour-là (le plus souvent par des victoires), qui se poursuivent ou bien qui s'annoncent.

Il n'est pas indifférent de constater que le journaliste a relégué en fin d'article, sous la rubrique « Divers », les mouvements de grève dans la chaussure et dans le jouet, où les ouvrières sortent en cortège dans la rue, et surtout, le mouvement des ouvrières de l'usine Salmson, à Boulogne, où 1 000 grévistes sortent pour se rendre en cortège à l'usine Renault, à Billancourt, où elles sont accueillies par les gardes et la police. Il s'agit du même épisode que celui décrit par Jean-Louis Robert, et la discrétion du journaliste de *L'Humanité* sur cet épisode est révélatrice de la position des socialistes français : la grève pour de « justes » revendications salariales, oui, mais pas de mobilisation contre la guerre. Cet article a cependant le mérite de rendre compte de l'étendue des grèves. Certes, il n'y a pas de grève générale, mais un mouvement général de grèves contre la vie chère et les conditions de travail.



Le 18 mai 1917, lors de la grève des «midinettes» à Paris.



# Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914-1918

(extraits)

Un soir, patriotes, voilez-vous la face, *L'Internationale* retentit, éclata en tempête. Cette fois nos chefs s'émurent. Notre connaissance, le capitaine-adjutant-major Cros-Mayrevieille, en ressentit une démangeaison si insupportable à son tympan qu'il dépêcha en toute hâte une patrouille de quatre hommes et de l'inévitable caporal pour rappeler à ces vils braillards que huit heures ayant sonné, il fallait laisser la rue, les estaminets, les femmes à Messieurs les Officiers et aller répondre aux sergents de jour, qui, le compte rendu d'appel à la main, attendaient à la porte de nos cantonnements vides.

La patrouille ayant jugé prudent de battre en retraite, notre capitaine-adjutant-major vint lui-même escorté par tout le poste de police. (...) Une foule de plusieurs centaines de soldats se moquant des appels s'était massée devant le poste de police où le capitaine Cros s'était réfugié ; pendant une heure on lui cria les pires injures, des menaces. Pour lui donner encore plus la frousse, un exalté tirait de temps en temps quelques coups de revolver en l'air.

Le 30 mai à midi, il y eut même une réunion en dehors du village pour constituer, à l'exemple des Russes, un « soviet », composé de trois hommes par compagnie, qui aurait pris la direction du régiment. A ma grande stupéfaction, on vint m'offrir la présidence de ce soviet, c'est-à-dire pour remplacer le colonel, rien que ça !

On voit ça d'ici, moi, obscur paysan qui lâchai ma pioche en août 1914, commander le 296<sup>e</sup> régiment : cela dépassait les bornes de l'in vraisemblance ! Bien entendu, je refusai, je n'avais pas envie de faire connaissance avec le poteau d'exécution pour l'enfantillage de singer les Russes.

Cependant je résolus de donner une apparence de légalité à ces manifestations révolutionnaires ; je rédigeai un manifeste à

transmettre à nos chefs de compagnie protestant contre le retard des permissions. Il débutait ainsi : « *La veille de l'offensive, le général Nivelle a fait lire aux troupes un ordre du jour disant que l'heure du sacrifice avait sonné... Nous avons offert notre vie en vue de ce sacrifice pour la patrie, mais qu'à notre tour nous disions que l'heure des permissions avait sonné depuis longtemps* », etc.

La révolte était placée ainsi sur le terrain du droit et de la justice. Ce manifeste fut lu par un poilu à la voix sonore qui s'était juché à califourchon sur une branche de chêne ; des applaudissements frénétiques soulignèrent les dernières lignes. (...)

(...) A trois heures du soir, par un brûlant soleil, on quitta Daucourt. A cinq heures, le régiment traversa Sainte-Menehould où des événements tragiques venaient de se dérouler. Deux régiments venaient de se mutiner et s'étaient emparés de la caserne en criant : « *Paix ou révolution !* »

Le général X étant allé essayer de les haranguer fut empoigné, collé au mur et allait être fusillé lorsqu'un commandant très aimé de ses hommes réussit à sauver le général et à obtenir que les révoltés se laissent conduire au camp de Chalons pour jouir d'un long repos.

Des coups de fusil ayant été tirés sur un groupe d'officiers qui essayaient de s'approcher de la caserne, des balles allèrent faire des victimes dans la ville. Il y eut, nous dit-on, deux tués. (...)

Le lendemain soir, à sept heures, on nous rassembla pour le départ aux tranchées. De bruyantes manifestations se produisirent, cris, chants, hurlements, coups de sifflets ; bien entendu, *L'Internationale* retentit ; si les officiers avaient fait un geste, dit un mot contre ce chahut, je crois qu'ils auraient été massacrés sans pitié tant l'exaltation était grande.

# Les mutineries

Jean-Jacques Becker

Elles [les mutineries] se produisirent toujours à l'arrière du front, alors que les soldats étaient au repos et qu'ils craignaient de remonter au front.

Ce fut, par exemple, le cas du 32<sup>e</sup> régiment d'infanterie (RI). Après avoir durement combattu du 2 au 13 mai, il est relevé, mais, dès le 17, il reçoit l'ordre de remonter en ligne. Une première protestation se produit. Cependant, les officiers parviennent à ce que les choses rentrent dans l'ordre. De nouveau mis en réserve, ce régiment reçoit bientôt l'ordre, le 21 mai, de se placer en soutien de troupes qui doivent attaquer. De nouveaux incidents ont lieu. Après quoi, ces soldats se retrouvent, malgré tout, encore en ligne dans les jours suivants. Paradoxalement, un caporal qui a joué un rôle actif dans la mutinerie fut arrêté, jugé et condamné, alors qu'il avait été évacué, gravement intoxiqué par les gaz.

Dans d'autres cas, les événements furent différents. Ainsi le 18<sup>e</sup> RI, qui appartenait à la 36<sup>e</sup> DI, s'est battu à Craonne, du 4 au 8 mai. Ses pertes ont été considérables : 20 officiers et 824 hommes. Il a été cité à l'Ordre de l'armée. Il a été complété par de nombreuses jeunes recrues. Or le 27 mai, jour de la Pentecôte, alors que les soldats au repos ont souvent beaucoup bu, un bruit court : le régiment va remonter en ligne. Dès le soir, des soldats se rassemblent pour manifester qu'ils refusent de monter en ligne. L'agitation est très forte, des coups de revolver sont tirés, des grenades lancées. On chante *L'Internationale*... Dans la nuit, un des bataillons qui n'avait pas participé aux manifestations est emmené en camion, un autre qui y avait participé accepte bientôt d'en faire autant. La résistance fut la plus forte dans le troisième bataillon, mais finalement, ses soldats acceptèrent aussi de remonter en ligne.

Les événements furent particulièrement graves à la 41<sup>e</sup> DI, les 1<sup>er</sup> et 2 juin. Sa première brigade connaît les mutineries les plus massives de 1917. Une manifestation rassemble deux mille soldats. Une colonne se forme, drapeau rouge en tête, chantant *L'Internationale*. Le général Bulot, commandant la brigade, se porte à la rencontre de la colonne, mais la manifestation reprend le soir, encore plus massive, plus violente, et les choses se passent mal. Des pierres sont lancées au général Bulot, il est insulté : « *Assassin ! Buveur de sang ! A mort ! Vive la révolution !* », on lui arrache ses étoiles.

Parmi les manifestants, toutes sortes de bruits circulent. La révolution a éclaté à Paris, le Louvre est en flammes. D'autres prétendent qu'on a employé les « Annamites » et les Noirs contre des manifestations de femmes. Cette rumeur concernant des Annamites violant les femmes à l'arrière a circulé à de nombreuses reprises parmi les troupes du front.

La vie du général Bulot a été clairement menacée, mais le commandant de la division, le général Mignot, parvient enfin à apaiser la sédition en promettant qu'il n'y aurait pas de remontée en ligne. En fait, la division était considérée comme une bonne unité, durement touchée lors des attaques d'avril : en quatre jours, du 16 au 20 avril, le 23<sup>e</sup> et le 133<sup>e</sup> RI avaient perdu respectivement 20 % et 39 % de leurs officiers, 26,5 % et 21,5 % de leurs simples soldats. Le général Mignot avait demandé à deux reprises la relève de sa division épuisée.

*1917 en Europe – L'année impossible*, Editions Complexe, 1997, pp. 77-79.

# La réglementation des conflits dans les usines de guerre

*L'Humanité* du 19 janvier 1917

**L**e nouveau barème établi par le citoyen Albert Thomas, après enquête et consultation des représentants ouvriers et patronaux, constitue un progrès indéniable sur l'ancien état de choses.

Il fixe le salaire de base dans les usines de guerre et protège le travail contre une exploitation trop rigoureuse.

Il est désormais impossible aux employeurs d'appliquer aux ouvriers et ouvrières employés aux fabrications de guerre un taux d'affutage qui ne leur assurerait pas le minimum nécessaire à l'existence.

Quant au barème proprement dit, de l'avis même des ouvriers qualifiés de la région parisienne, il marque une tendance nettement accusée à la consolidation et à la hausse des salaires moyens et ne menace en aucune façon les salaires supérieurs, pour lesquels aucune limitation n'est prévue.

Sur ce point, les travailleurs obtiennent des avantages et des garanties dont ils ne méconnaissent pas l'importance.

Par contre, ils se montrent plus réservés en ce qui concerne l'arbitrage obligatoire institué par le décret qui a paru hier, au *Journal officiel* et dont on trouvera le texte ci-dessous.

C'est que, sur la nécessité urgente de résoudre les conflits, nés ou à naître, dans les usines de guerre, plane ce principe de droit ouvrier qui consacre la liberté d'accepter ou de refuser le travail.

Le droit de grève, conquis après tant de souffrances et de luttes, est un droit que la classe ouvrière n'abandonnera jamais. Et toute réglementation ayant pour objet ou pour résultat d'en gêner ou d'en limiter l'exercice se heurtera toujours à la méfiance, à l'hostilité ou à la résistance des salariés.

Aussi bien n'est-ce pas, en l'occurrence, du principe même qu'il s'agit. C'est pour la durée de la guerre et seulement dans les fabrications de guerre que la procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire est instituée.

Et si, dans son application rigoureuse, elle aboutit à la réquisition de l'usine et de son personnel de direction, en cas de refus du patron de se soumettre à la sentence, ou à la réquisition du travail si c'est de ce dernier que vient la résistance, il faut reconnaître que le terrain réservé à la conciliation est tellement étendu que, bien rares, sans doute, seront les cas où il y aura lieu d'en venir à pareille extrémité.

Comme il est sage de prévoir le pire, il est de toute nécessité que des instructions formelles, précises, soient adressées aux contrôleurs de la main-d'œuvre, dont le rôle peut être bienfaisant, s'il est inspiré par le souci de prévenir les différends, d'apaiser les conflits, de concilier les parties en présence, mais qui peut être dangereux, voire néfaste, s'il est fait de partialité, de morgue ou d'indifférence.

Conciliation, et non coercition, tel doit être le mot d'ordre donné à ceux qui ont maintenant la mission d'assurer le fonctionnement des usines de guerre et la production régulière de munitions.

C'est à ce prix — et à ce prix seulement — qu'on arrivera à la fin du drame sans que surgissent des complications intérieures propres à nous affaiblir devant l'ennemi.

**Ch. Boutet**

*(Cet article présente le rapport d'Albert Thomas accompagné du texte du décret cosigné par Albert Thomas et Raymond Poincaré.)*

# Aux organisations ! Aux militants !

“L’Union des métaux” (n° 67 de février, mai 1917)  
(Document Cermtri)

C'est pour la troisième fois qu'au cours du carnage revient notre Premier mai. Trois années bientôt que la vie normale des peuples s'est évanouie, que leurs libertés sont suspendues, que les droits ouvriers sont foulés, que l'autorité pèse lourdement sur les travailleurs du monde entier.

Le sang des peuples qui coule à flots n'est compensé que par un mépris plus accentué et un cynisme plus révoltant pour les travailleurs.

Exploitant « l'Union sacrée », nos dirigeants, durant ces trois années, n'épargnèrent aux salariés aucune vexation, aucune atteinte à leur pensée et à leur conviction. Par un coup de force aussi illégal que cynique, par un acte de dictature, l'Etat, le 17 janvier dernier, arracha aux travailleurs le droit de grève, la seule arme concédée par le Second Empire et qui leur fournissait un maigre moyen de pression contre les appétits d'exploitation des employeurs.

Le bilan de ces trois années, c'est :

— les retraites ouvrières imposées aux travailleurs (1), ligotées par la servitude militaire ;

— l'arbitrage obligatoire appliqué sans garanties, sans sincérité et sans pouvoir de contrôle ;

— les décisions antérieures de nos congrès fédéraux et confédéraux bafouées, ignorées ;

— le droit syndical supprimé, en fait, sous le masque hypocrite d'une liberté l'antinihilant ;

— les militants traqués, déplacés, renvoyés au front pour délit d'opinion ;

— le droit de réunion contesté, supprimé pour ceux qui, luttant pour la vérité, refusent d'accepter et de répandre les mensonges et les excitations haineuses les plus viles et les plus basses qui, déshonorantes pour notre pays, servent les forces de réaction et légitiment toutes leurs espérances ;

— les organisations ouvrières humiliées avec leur existence hautainement tolérées par le pouvoir, insolument contestée par le patronat : ce dernier, encouragé par les gouvernants et leurs agents, libéré de tout contrôle, de toute inspection, exploite durement les enfants et les femmes, que le surmenage condamne à l'épuisement et à la tuberculose ; bénéficiant dans de nombreux cas d'une main-d'œuvre militarisée, soumise à une autorité aussi excessive qu'utiliment contestable, il donne libre cours à ses véritables sentiments de cupidité et de dédain pour la classe ouvrière. Grossissant démesurément ses profits, il augmente proportionnellement ses prétentions liberticides, se refusant à admettre les tarifs de salaires insuffisants qu'on nous impose, il ne les applique pas ou, en général, ne règle les salaires que sur le minimum de base dit d'affûtage, pour tous les travaux aux pièces. En un mot, fort de l'appui de nos gouvernants, le patronat impose toutes ses prétentions, ses exigences à la classe ouvrière.

## *Travailleurs de la métallurgie,*

Tel est le bilan de ces trois années de guerre, pour le prolétariat français. Et cette

(1) En 1910 fut mise en place une loi sur les retraites, qui fut appelée « la retraite des morts » parce qu'il s'agissait d'une retraite à partir de 65 ans alors que l'espérance de vie, à cette époque, était de 49 ans pour les hommes et de 52 ans pour les femmes.

guerre, longue, douloureuse, nous réserve encore, *et surtout après*, des jours bien sombres, de multiples privations, d'immenses sacrifices, qui exigeront tous vos efforts de solidarité si vous voulez tenir victorieusement tête à l'arrogante rapacité des employeurs.

Jamais l'union, la force organisée n'ont été d'un besoin aussi impérieux.

Le comprenez-vous ? Laisserons-nous nos droits ravés ou saurons-nous les reconquérir ? Nous courberons-nous sous le faix des événements, ou alors, puisant dans nos espoirs, dans notre volonté et dans l'indignation une nouvelle et féconde énergie, serons-nous capables de rester des hommes d'avenir, de progrès et d'affranchissement ?

Tel est le dilemme qui se pose en cette date du 1<sup>er</sup> Mai, rappelant par elle-même tant d'espoirs pour l'avenir et unissant — avant cette guerre, voulue par nos gouvernants — sur toute l'étendue de la Terre, le prolétariat agissant, en une même pensée de mieux-être et de fraternité internationale.

### ***Organisations et militants !***

En ce jour de 1<sup>er</sup> Mai, votre devoir est de réunir vos adhérents, de faire appel à tous les travailleurs de la métallurgie, pour les pénétrer de cette vérité.

Qu'en ce jour de 1<sup>er</sup> Mai votre solidarité s'exerce largement, le plus largement possible, en faveur de ceux qui sont dans les tranchées, de leurs compagnes, des veuves et des orphelins.

Mais, à l'heure où, « notre drapeau rouge » flotte sur le palais des tsars de toutes les Russies et que nos camarades d'Allemagne se soulèvent, vous avez un devoir bien plus grand à remplir.

Vous devez affirmer votre solidarité dans leurs efforts de libération avec les peuples révolutionnaires de Russie et d'Allemagne.

Pour cela, il faut qu'en ce jour de 1<sup>er</sup> Mai, votre pensée n'aille pas seulement vers les centaines de mille de cadavres pourrissant sur les champs de bataille de notre pays.

Il faut qu'elle s'élançe, dominant le fracas des canons et de tous les engins de guerre, par-dessus les champs de carnage,

pour rejoindre la pensée révolutionnaire de nos frères de Russie, libérés du tsarisme.

Qu'elle communie avec celle du Comité des ouvriers révolutionnaires de Petrograd qui, à l'ombre du drapeau rouge flottant sur le palais de Tauride, se prépare à de dures luttes pour résister à toutes les forces internationales de réaction voulant lui imposer la continuation de leur guerre d'annexions et de conquêtes.

Qu'elle rejoigne surtout la pensée de nos frères d'Allemagne, de nos camarades, les ouvriers métallurgistes allemands qui, en ce moment, sont en grève à Berlin et réclament :

1. Que leur gouvernement « *se déclare en faveur d'une paix immédiate sur la base de la renonciation à toute annexion franche ou déguisée* ».

2. L'abolition immédiate du service civil obligatoire.

3. La mise en liberté des personnes arrêtées pour crimes politiques.

4. La liberté politique intégrale, le suffrage universel égal, direct et secret pour toutes les corporations publiques de l'empire.

5. La création d'un Conseil du travail pour protéger les intérêts ouvriers (2).

N'oublions pas d'ailleurs que nos camarades allemands, qui se préparent à imposer cette paix et ces libertés par la grève et la révolte, si on les leur refuse, ont déjà obtenu que l'un des principaux militants de la métallurgie, envoyé sur le front pour fait de grève, soit rappelé à l'usine.

Que votre protestation dans toute la France soit donc telle, en ce jour de 1<sup>er</sup> Mai, que nos gouvernants comme le patronat comprennent, non seulement que l'arbitraire et l'injustice doivent cesser, mais que demain, s'il le faut, nous saurons nous dresser pour nous unir à nos camarades d'Allemagne et de Russie, dans une action internationale contre la guerre de conquêtes. Agissez, pour que les échos de vos manifestations et protestations apportent aux prolétariats d'Allemagne et de Russie l'as-

(2) *Le Temps*, 22 et 23 avril.

surance certaine que nous sommes avec eux dans leur œuvre révolutionnaire de libération et voulons, comme eux, la fin rapide de cette guerre, sans annexions ni conquêtes.

### **Ordre du jour**

Voici l'ordre du jour voté à l'unanimité par la commission exécutive :

« Paris, le 25 avril 1917

La commission exécutive de la Fédération des métaux réunie le 24 mars 1917, adresse son salut fraternel aux victimes qui sont tombées au cours des journées révolutionnaires.

Aux travailleurs russes et à tous ceux qui, par le sacrifice de leur existence ou de leur liberté, ont contribué à préparer — surtout depuis le début de la guerre — la période révolutionnaire qui vient de s'ouvrir en Russie et dont le premier acte a été d'imposer :

1. A la noblesse et aux classes dominantes, l'abdication du tsar, mettant ainsi fin à un régime d'autocratie, de corruption et d'arbitraire.

2. A la bourgeoisie libérale, la reconnaissance des droits ouvriers et l'application de la journée de huit heures, à laquelle aspirent les travailleurs du monde entier.

Elle envoie au Comité ouvrier révolutionnaire de Petrograd l'expression de sa fraternelle sympathie et ses vœux pour son prompt triomphe du régime républicain.

Elle l'engage à persévérer dans son action pour une paix générale et rapide, sans annexions ni conquêtes, que réclament tous les peuples.

Elle engage les organisations et les militants de la métallurgie à participer à toutes les démonstrations ou actions ayant pour but d'aider les prolétariats de Russie et d'Allemagne dans leurs efforts de libération. »

### **La commission exécutive de la Fédération des métaux (3)**

---

(3) Il est nécessaire d'indiquer ici que le gouvernement a interdit par la censure la publication de ce manifeste et de cet ordre du jour par la presse.

## Rapport du Comité de défense syndicaliste de France Novembre 1917 (extraits)

# La répression

**A**u cours du mois d'août 1917, nous écrivions dans la brochure « Maître et valets », nous adressant à la commission exécutive de l'Union des syndicats de la Seine :

*« Avez-vous protesté contre l'interdiction faire aux soldats de pénétrer à la Bourse du travail pendant les dernières grèves ? Avez-vous protesté contre la violation de la correspondance syndicale dans les bureaux mêmes des syndicats ? Avez-vous protesté contre le régime policier établi dans "l'immeuble municipal" » ?*

*Vous êtes-vous occupés des grévistes, hommes et femmes brutalisés par la police, puis jetés en prison au droit commun ? Avez-vous pris leur défense ? Avez-vous protesté contre les actes de brutalité envers les femmes, contre l'emploi des chiens policiers au cours des dernières grèves ? Avez-vous tenté une démarche, une seule, pour la mise au régime politique, pour faits de grève ? Avez-vous essayé de mettre un avocat à la disposition de ceux qui devaient passer en jugement ? Avez-vous secouru les détenus ? Avez-vous fait le nécessaire pour venir en aide aux familles des emprisonnés ? Avez-vous protesté contre l'accusation que les grèves étaient fomentées, organisées par l'or allemand ? Avez-vous protesté contre la campagne menée contre les étrangers participant aux mouvements de grève ?*

*Avez-vous protesté contre les arrêtés d'expulsion pris contre des Espagnols, des Italiens et autres grévistes de toutes nationalités, pour action syndicale ?*

*Qu'avez-vous fait contre la cherté de la vie ?*

*Qu'avez-vous fait le 1<sup>er</sup> Mai ?*

*Non ! Vous n'avez rien fait car votre action serait apparue sous un jour nouveau, vous auriez pris une attitude d'opposition. Alors ! Adieu les brevets de civisme. Ainsi que nous, vous auriez été considérés comme des perturbateurs de l'ordre public et peut-être traités comme tels. »*

Aujourd'hui, nous disons : la répression ne commence pas, elle continue.

Le Comité de défense syndicaliste s'est occupé depuis le mois de mai 1917 de plus de 180 arrestations, il y a eu ensemble à la prison de la Santé, plus de 50 camarades incarcérés pour faits de grève et propagande pacifiste ; à la même époque, il y avait 22 camarades femmes à la prison de Saint-Lazare. Nous avons signalé ces faits au comité confédéral, mais l'on restait sourd à nos appels à l'aide parce qu'il ne fallait pas nuire « aux camarades ministres ». Tant pis pour ceux qui s'égarèrent sur le terrain de la lutte des classes par leur obstination à ne pas suivre la grande route nationale des démarches ministérielles.

Aujourd'hui, Clemenceau, suivant en cela l'exemple des ministres socialistes, après Viviani, Briand, Malvy, continue la répression. Il n'y a de changé que la méthode ; hier nos maîtres ne s'attaquaient qu'au « menu fretin », aujourd'hui, Clemenceau y met moins de formes, il frappe au hasard. Peut-on savoir les noms des victimes de demain ? Nos camarades instituteurs François et Marie Mayoux, Hélène Brion, Suzanne Dufour, ainsi que Gaston Mouflard sont incarcérés ou poursuivis. Ils sont emprisonnés comme de nombreux inconnus, syndiqués ou non, l'ont été à travers la France depuis août 1914, comme nos camarades Le Petit, Ruff, Lecoïn, Content, etc. le sont depuis plusieurs mois déjà pour propagande pacifiste.

Les prisons sont pleines, les tribunaux fonctionnent et condamnent. C'est le système Taylor appliqué dans les jugements. On vient de créer deux conseils de guerre à Paris et un à Marseille. Les affaires marchent. Voilà où nous en sommes.

Le Comité de défense syndicaliste entend faire le maximum d'efforts pour empêcher cette répression ; voilà en quels termes il s'adressait aux organisations à la suite de l'arrestation de nos camarades instituteurs.

(Document Cermtri)

# Dans la métallurgie

*L'Humanité* du 15 janvier 1917

## Les grèves

### A la maison Panhard

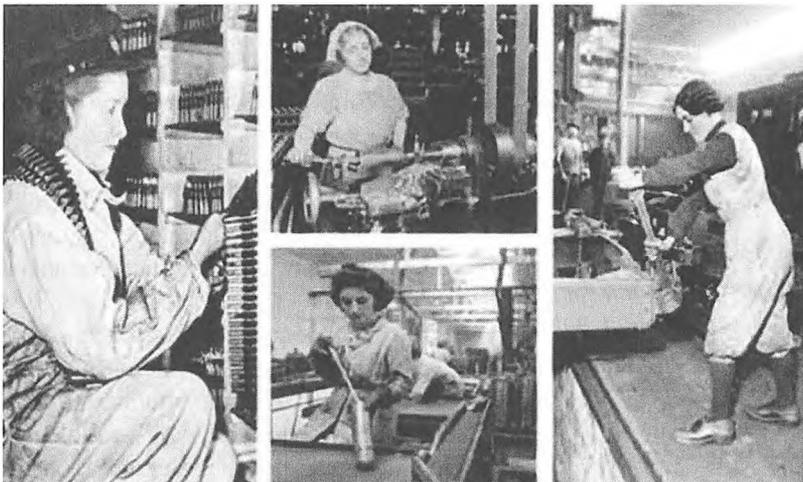
**C**omme il fallait s'y attendre, la direction de cette maison, après avoir fermé son usine aux non-mobilisés, tente de la rouvrir pour diviser son personnel. A cet effet, elle a envoyé à tous les grévistes une lettre, dans laquelle, après avoir dit : « *Qu'un certain nombre de malentendus subsistaient entre la maison et son personnel* », elle précise ce malentendu pour l'aggraver.

La direction reproduit dans sa lettre « *les conventions intervenues le 22 décembre 1916 entre elle et son personnel, en accord avec M. le ministre des Armements et des Fabrications de guerre* », que repoussent aujourd'hui les ouvrières et les ouvriers, estimant nulles des conventions que la maison Panhard a tenté d'appliquer seulement en les violant, dans ce qu'elles avaient d'essentiel comme garanties. Elle annonce en même temps que, dans le but de faciliter la reprise du travail, elle autorise les rentrées à toute heure de la journée du dimanche 14 janvier.

Une petite minorité de grévistes, les favorisés de la maison Panhard, ont répondu à cette invitation. La grosse majorité des grévistes, pour ne pas dire la presque unanimité, restent plus décidés que jamais à continuer la grève. Pour le prouver, ils ont apporté leur lettre personnelle au comité de grève, en déclarant qu'ils ne reprendraient le travail qu'avec des satisfactions et en tout cas pas avant de connaître les tarifs élaborés par le ministre de l'Armement.

En conséquence, si des incidents venaient à se produire à la rentrée ou à la sortie de ces ouvriers, le comité de grève déclare par avance qu'il en laisse l'entière responsabilité à la direction de la maison Panhard s'entêtant dans son intransigeance. En attendant, il est nécessaire qu'organisations, militants, tous les travailleurs de la métallurgie leur viennent en aide en adressant leurs souscriptions au comité de grève, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

**La Fédération des métaux**



Les munitionnettes.

# Le mouvement gréviste Il s'est encore étendu hier

*L'Humanité* du 31 mai 1917

**L**e nombre des grévistes s'est encore accru hier, de plusieurs milliers. Les longs cortèges qui, ces jours derniers, ne s'étaient guère éloignés du centre, ont gravi les hauteurs de Montmartre ; ils ont animé le boulevard Saint-Michel, privé, depuis la guerre, des monômes d'étudiants. La place de la République continue à être le point de concentration des corporations adhérentes au mouvement.

Une foule grouillante, de laquelle émergeaient les képis des agents et des gardes municipaux y séjourna jusqu'au soir.

Vers 5 heures, la circulation étant devenue impossible, tant pour les piétons que pour les véhicules, des renforts de police vinrent dégager les abords de la Bourse du travail, devant laquelle un imposant barrage fut établi.

Rue Grange-aux-Belles, l'animation ne fut pas moindre ; pour le plus grand profit des débitants avoisinants, qui se disent, sans doute : « *Pourvu que ça dure.* »

Les camelots, toujours à l'affût de l'actualité, n'ont pas perdu cette occasion unique de gagner quelque argent. Ils ont lancé l'insigne des grévistes. Et pour un sou, ils vendent un petit ruban et une églantine rouge, dont blouse et corsage sont rapidement ornés.

\*

\* \*

## Comité de grève de l'Union des syndicats :

Réunion du Comité, tous les matins, à 8 heures, bureau de l'Union des syndicats, 33, rue Grange-aux-Belles. Tous les comités de grève doivent y envoyer deux délégués.

A la réunion d'hier matin, on a décidé la nomination de délégués qui se chargeront

des grévistes des corporations où il n'existerait pas de syndicat constitué. Cette nomination se fera à la réunion de ce matin.

\*

\* \*

## Des victoires

**Dans l'équipement militaire**, les selliers de la maison Julien, passage Dubail, obtiennent pour le travail aux pièces, 1 fr. 50 dans la confection du licol, 1 fr. 10 dans la confection du bridon d'abreuvoir et la fourniture gratuite du fil. Une commission mixte règlera la question du travail à l'heure.

Les ouvrières de la maison Saint Frères obtiennent la semaine anglaise et l'indemnité de 1 franc. Celles qui travaillent à l'heure feront 60 heures par semaine, celles qui travaillent aux pièces toucheront 5 francs pour l'après-midi du samedi.

Les boutonniers de l'équipement militaire ont entière satisfaction.

**Les repasseuses de neuf** ont obtenu satisfaction complète. Les autres se réunissent, ce matin, à la Bourse du travail.

**Les Lithinés Gustin** : la grève s'est terminée par une victoire complète.

**Lampes Iris** : les grévistes ont triomphé. Le travail reprendra vendredi.

## Dans la confection pour hommes

La grève est finie.

On nous communique la note suivante :

« Hier mercredi, à 8 heures du soir, a été signée devant M. Léon Bourgeois, ministre du Travail, M. Roden, sous-secrétaire d'Etat du Travail, la convention qui met fin à la grève qui existait dans certaines maisons et chez un grand nombre d'entrepreneurs de la confection pour hommes.

Voici les principales conditions de cette convention :

— Indemnité de vie chère de 1 franc par journée de travail, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1917 pour les ouvrières, ouvriers et employés gagnant au plus trois cents francs par mois.

— Application de la semaine anglaise, pour les ouvrières proprement dites, à partir du 11 juin, et paiement de soixante heures pour cinquante heures de travail effectif. Pour les ouvrières aux pièces, majoration de dix pour cent.

— Fourniture gratuite du fil aux ouvrières en atelier.

Une stipulation importante porte que les ouvrières occupées chez les entrepreneurs ou entrepreneuses bénéficient de tous les avantages prévus ci-dessus.

M. Dury, président de la chambre syndicale patronale, a fait connaître que ses collègues avaient pris des dispositions pour que les entrepreneurs ou entrepreneuses soient indemnisés des charges résultant pour eux des avantages consentis à leurs ouvrières.

Le travail reprendra aujourd'hui jeudi, à une heure. »

### Les petits télégraphistes ont gain de cause

Une rectification : sur la foi de renseignements venus d'une source qui nous semblait sûre, nous avons donné lundi d'une entrevue entre une délégation des petits facteurs télégraphistes en grève et M. Pasquet, directeur du personnel, une physionomie tout à fait inexacte. Loin d'avoir parlé le langage d'autorité et de défi qu'on nous fit lui prêter, M. Pasquet fit aux jeunes délégués un accueil digne de lui et de ses jeunes interlocuteurs. Ceux-ci se retirèrent avec la certitude non seulement qu'aucun renvoi ne menaçait les grévistes, mais encore que l'indemnité de vie chère leur était acquise et que les règles de l'avancement et des augmentations de traitement seraient sensiblement améliorées.

D'ailleurs, l'ordre du jour ci-dessous voté hier par l'unanimité des petits grévistes confirme pleinement ce que plus sûrement informés nous disons plus haut :

« Les jeunes facteurs des télégraphes, réunis à la Maison des syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, après avoir entendu les représentants du syndicat des sous-agents et pris connaissance de la circulaire directoriale du 20 mai, qui accorde :

— l'indemnité de vie chère aux jeunes facteurs,

— des conditions d'avancement meilleures, et la promesse qu'aucune sanction disciplinaire n'interviendra,

décident la reprise du service.

Ils prennent en outre l'engagement d'adhérer à l'organisation syndicale. »

\*

\* \*

### Les grèves en cours

**Les ouvriers et ouvrières de la chaussure**, réunis au nombre de cinq mille rue Grange-aux-Belles, ont arrêté leurs revendications. Ils demandent : 1 franc par jour d'indemnité de vie chère ; 0 fr. 50 pour les jeunes gens au-dessous de seize ans ; la semaine anglaise et une augmentation de salaire de 10 francs pour les ouvriers et ouvrières aux pièces.

**Les ouvriers de la réparation** tiendront ce soir à huit heures une réunion rue Grange-aux-Belles, pour discuter leurs intérêts.

### Courtiers de la compagnie Singer

On nous écrit : « Comme vous l'avez annoncé hier, les courtiers de la compagnie Singer ont établi leurs revendications. Ces employées, qui ne gagnent — salaire fixe et commission — qu'une moyenne de 18 à 20 francs par semaine, estiment avec raison que ce salaire ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins. Elles réclament leur droit à la vie. La puissante compagnie, qui réalise des bénéfices énormes sur sa clientèle, composée principalement d'éléments ouvriers, doit les payer normalement.

Une délégation du Syndicat des voyageurs, représentants et courtiers, est allée présenter les modestes revendications des courtiers à leur directeur, M. Ersham, qui s'est montré d'une intransigeance brutale et a déclaré ne pas vouloir discuter la si-

*tuation de son personnel avec l'organisation syndicale. Il a démontré qu'il n'était pas disposé à apporter d'amélioration à leur situation. Les courtières ne s'arrêteront pas là, et l'intransigeance de M. Ersham ne vaincra pas la résistance qu'elles sauront lui opposer par leur cohésion et l'appui du Syndicat des voyageurs et représentants. Il faut que la classe ouvrière connaisse les procédés de la compagnie Singer à l'égard de ses employés.*

*Les courtières iront jusqu'à la grève s'il le faut.*

*Rendez-vous, tous les jours, à 15 heures, Bourse du travail, bureau 13, 1<sup>er</sup> étage. »*

### **Employés d'assurances**

Les employés de la Compagnie le « Soleil » sécurité générale, 23, rue de Mogador, se sont mis en grève, au nombre d'une cinquantaine environ.

Leurs revendications sont les suivantes :

1°) Augmentation d'appointements de 1 franc par jour.

2°) Indemnité de vie chère portée à 20 %.

3°) Rappel de ces deux augmentations depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1917.

4°) Aucun renvoi pour faits de grève. Réintégration des trois employés révoqués antérieurement au mouvement. Journées de grève payées.

Réunion aujourd'hui, à 8 h 30 du matin, au « Soleil ».

\*

\* \*

### **Nouvelles grèves**

#### **Dans l'alimentation**

Le personnel de la maison de biscuits Plouvier réclame une indemnité de vie chère de 1 fr. 50 et la semaine anglaise.

Celui de la maison Cahun, impasse Beaubourg, demande aussi la semaine anglaise, et dans le travail aux pièces, un tarif minimum de 0 fr. 65 pour les femmes, et de 0 fr. 75 pour les hommes. Réunion des grévistes ce matin, à 10 h 30 à la Bourse du travail.

Grève des 250 ouvrières chocolatières de la maison Salavin et Suchard. Réunion, ce matin à 9 heures, salle Bondy, à la Bourse du travail.

**Les tanneurs** : les 600 grévistes de la tannerie de la Glacière demandent une augmentation de 1 fr. 50 pour les hommes, de 1 fr. pour les femmes.

**Dans la bijouterie** : il y a quarante-cinq maisons en grève dans la bijouterie en or, argent et doré. Revendication : une augmentation de 25 %, un minimum de 5 francs pour les femmes. Ces revendications sont modestes, puisque les prix de vente ont augmenté de 50 %.

**Gantières en tissu** : les grévistes réclament 30 % d'augmentation, la semaine anglaise, une indemnité de vie chère de 1 franc.

**La confection militaire** : la grève de la confection militaire a repris hier matin ; en rentrant dans les ateliers, les ouvrières ont été informées par les patrons que le contrat passé avec l'Intendance ne pouvait être appliqué.

Une réunion aura lieu ce matin à la suite de laquelle le camarade Dumas retournera au sous-secrétariat d'Etat de l'Intendance.

**Dans la sellerie** : réunion de toutes les spécialités en grève, aujourd'hui après-midi à 2 h 15, Bourse du travail, salle Ferrer.

**Dans la broserie** : la maison Lecas et Thion offre une augmentation de 5 %. Le personnel réclame six fois plus. On est loin du compte. La grève est générale.

\*

\* \*

### **Grèves en perspective**

#### **Dans les grands magasins**

Une vive effervescence se produit parmi le personnel des grands magasins dont la chambre syndicale des employés de la région parisienne appuie les revendications.

Le syndicat organise une grande réunion corporative, ce soir, rue de la Grange-aux-Belles, à la Confédération du travail.

### **Commis d'agents de change**

On se plaint beaucoup dans cette catégorie d'employés. Ils manient les fonds à la pelle, mais il ne leur en reste guère entre les doigts. Cependant leur travail est de plus en plus considérable. Les affaires, depuis la réouverture du marché au comptant, n'ont fait qu'augmenter chaque jour. (...) On ne parle pas encore de grève, mais on parle d'indemnité de vie chère, et on le comprend aisément.

### **Dans les chemins de fer**

Au Paris-Orléans, les femmes auxiliaires et temporaires du service des titres demandent une augmentation de 1 fr. 50 par jour et la semaine anglaise.

Au PLM, le personnel du service de la direction demande 1 fr. 25 d'augmentation et la semaine anglaise. Il organise aujourd'hui une réunion de protestation contre les manœuvres dilatoires de la direction.

### **Briqueteurs et fumistes industriels**

Le syndicat de la corporation, réuni en assemblée générale, a adopté une résolution selon laquelle, « *après avoir épuisé tous les moyens de conciliation auprès des entrepreneurs et du ministère de l'Armement, il*

*décide d'inviter tous les camarades syndiqués et non mobilisés à se réunir, dimanche prochain, 3 juin, salle Ferrer à 8 h 30, pour envisager les moyens propres à faire aboutir les revendications corporatives.* »

### **Divers**

Les ouvrières de deux importantes maisons de chaussures de la rue de la Chapelle et du Faubourg-Saint-Denis se sont mises en grève ce matin et, au nombre d'environ 600, se sont rendues en cortège à la Bourse du travail. La police n'a pas eu à intervenir.

Deux cents ouvrières d'une maison de jouets du XX<sup>e</sup> arrondissement se sont rendues en cortège à une succursale de la maison, rue Picpus ; elles ont été dispersées sans incident.

Le personnel de l'usine Salmson, fabrique d'aéroplanes, à Boulogne-sur-Seine, s'est mis en grève. Au nombre d'un millier, les grévistes se sont rendus à l'usine Renault, à Billancourt. M. Ducrocq, directeur adjoint de la police judiciaire, est sur les lieux.

Les ouvriers et ouvrières de la fabrique d'encre Antoine, n'ayant pas obtenu satisfaction, ont quitté le travail.

# “Les Ouvriers, la patrie et la révolution, Paris 1914-1918”

(extraits)

Jean-Louis Robert

## Grèves des usines de guerre

Jusqu'en décembre 1916, les grèves des usines de guerre restent restreintes et ponctuelles : grève de De Dion en juin, grève de Clément-Bayard en juillet, grève d'ouvrières de Citroën en août. Mais à compter du 19 décembre 1916, et jusqu'à la fin de janvier 1917, le rythme va s'accéléralant : grève de Panhard, de Coutinsouza, de Vedovelli, de Malicet et Blin, de Panhard à nouveau, sans compter plusieurs grèves de plus petits établissements. Toutes ces grèves sont caractérisées par la présence des femmes comme élément prépondérant et parfois entraîneur, comme à Panhard où les ouvriers mobilisés ne font que suivre le mouvement. Elles sont enfin étroitement suivies par les syndicats parisiens des métaux et la fédération, qui publie régulièrement un communiqué sur la situation.

Notons, aussi, les premiers mouvements de couturières dans les maisons Agnès et Malemotte. Si l'on ajoute à cela la grève des briqueteurs-fumistes de Renault du 26 décembre 1916 au 20 janvier 1917, nous concevons bien que l'entrée dans l'hiver 1917 s'accompagne de la première vraie secousse sociale à Paris pendant la guerre, touchant par ailleurs des secteurs névralgiques de l'activité de guerre. Ces grèves des ouvrières des usines de guerre sont motivées par le seul salaire, mais elles sont aussi implicitement grèves contre le surmenage et pour la dignité. En effet, à la fin de 1916, les salaires courants des femmes des usines de guerre, le plus fréquemment payées aux pièces, sont de 50 à 60 % supérieurs à ceux d'avant-guerre, alors que

les prix n'ont augmenté que de 40 à 45 %. Mais les salaires minima de ces ouvrières n'ont, eux, augmenté que de 30 %. Ainsi, ce n'est qu'au prix d'un effort excessif de production et une fatigue extrême que les femmes arrivent à des salaires satisfaisants.

Ces chiffres reflètent bien comment, jusqu'à janvier 1917, la politique du ministère de l'Armement est prioritairement productive : de très bas salaires de base et des primes de production élevées. Tout cela supposant une discipline de travail rigoureuse.

Les quelques grèves de 1916 étaient marquées par des luttes sur le niveau des primes, celles de l'hiver 1917 sont marquées par la volonté de relever les salaires minima, voire, dans quelques cas, de supprimer le travail aux pièces. Ainsi, à Vedovelli, les ouvrières demandent une augmentation de 25 % du salaire de base, la suppression de la prime à l'exactitude, la réglementation des « boni » et « *plus de correction de la part des contremaîtres et des chefs d'équipes* ».

Ces grèves vont entraîner une entremise d'Albert Thomas et la mise en place d'une politique d'intervention plus directe encore de l'Etat dans les rapports sociaux avec le décret du 12 janvier 1917 sur l'arbitrage obligatoire, et les premières décisions ministérielles du 16 janvier 1917 fixant les salaires minima dans les usines de guerre. Mais elles contribuent aussi à renforcer l'inquiétude de certains secteurs de l'appareil d'Etat soucieux devant cette montée des conflits sociaux et préconisant une plus grande fermeté. Des ouvrières

d'Ivry sont alors arrêtées, ce qui suscite la solidarité de leurs camarades. Ainsi vont se mettre en place les premiers éléments d'une contradiction que nous rencontrons dans certaines attitudes à l'encontre du mouvement ouvrier.

L'annonce de la révolution en Russie constitue le deuxième événement qui contribue à transformer profondément la situation dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier parisien. (...) Il nous faut d'abord apprécier l'impact de l'événement qui apparaît comme considérable, comme une flamme surgie au milieu d'une chape de froidure. L'écho est attesté d'abord par les ordres du jour des réunions socialistes qui font à l'événement une place rare dans les organisations de base socialistes.

Les votes de félicitations à la « classe ouvrière » russe, les demandes d'orateurs sur la révolution russe aux dirigeants de la Fédération l'attestent également. Les réunions syndicales voient aussi se multiplier les références passionnées à la Russie. Mais la révolution russe, comme les grèves de janvier 1917, a aussi des effets certains sur la politique gouvernementale. Le spectacle de ces femmes de Petrograd manifestant pour le pain dans la neige de l'hiver russe et rejointes par les métallurgistes de la banlieue avait de quoi inquiéter ceux qui percevaient le mécontentement profond régnant parmi certaines couches populaires. (...)

## Les spécificités de mai-juin 1917

(...) Mai-juin 1917 a aussi certains caractères d'une vague de grèves. (...) Aux 41 000 grévistes de l'habillement, du textile, des cuirs, il faut ajouter près de 43 000 grévistes des métaux, 18 000 de la chimie et du papier, près de 10 000 des industries alimentaires, 7 000 du secteur du bois-bâtiment...

La grève entraîne même des milieux rétifs comme le secteur bancaire et des commerces (plus de 7 000 grévistes). Comme secteurs les plus réticents, notons les transports et les chemins de fer (seulement un millier de grévistes dans des emplois marginaux du type laveuses

de wagons...), les services publics ou concédés : seulement 50 grévistes dans l'électricité et le gaz, 178 dans les postes... (en tout 2 000 grévistes seulement). Dernier secteur de résistance, le livre : 288 grévistes, une misère ! Dans aucune branche cependant, à l'exception de l'habillement, la grève ne prend une extension générale (...).

## Les deux vagues et les trois temps de la grève

(...)

### a. Du 11 au 28 mai 1917

Les trente-trois grèves déclenchées du 11 au 28 mai 1917 sont marquées par la dominance des grévistes de l'habillement-cuir-textile qui fournissent la moitié des grèves, alors que l'on ne compte que trois grèves concernant les fabrications pour la guerre. Ces grèves, féminines bien sûr, sont rarement courtes (seulement trois durent une journée) et ont des motivations revendicatives bien établies : l'indemnité de vie chère et la semaine anglaise (dans seulement trois grèves nous ne connaissons pas la cause du conflit). Autres spécificités de ces grèves précoces, importance des grèves où participent les syndicats (dix-huit, soit plus de la moitié) et où interviennent les pouvoirs publics (seize, soit près de la moitié). Enfin quinze de ces grèves s'achèvent par un contrat collectif, ce qui constitue un taux extraordinairement élevé. (...)

La première vague de grèves apparaît ainsi bien comme une grève contre la misère, contre le travail trop dur, contre les privations excessives qu'avait amenés l'hiver 1917 dans les segments ouvriers les plus défavorisés. (...)

Certes, les midinettes, les modistes, les employées... peuvent occuper la rue, mais leurs chants restent exclusivement corporatifs : « *On s'en fout/on aura la semaine anglaise/on s'en fout/on aura nos vingt sous.* » Les employées défilent au cri de « *Nos vingt sous* ». (...)

Cette absence nette de tout cri contre la guerre ou pour la paix est d'autant plus notable que parmi les syndicalistes les plus associés à l'organisation des grèves figurent naturellement les dirigeants minoritaires du syndicat général de l'habillement (et notamment Martschouk, le secrétaire de la section des couturières et tailleurs pour dames qui travaille chez Jenny, la maison-mère de la grève). Mais les dirigeants du CDS doivent reconnaître leur peu d'influence « dans le milieu relativement raffiné de la mode et de la couture ». (...) C'est dans le même sens que va enfin le déroulement de ces grèves. Plus longues que la norme des grèves féminines, leur durée même atteste la volonté d'obtenir satisfaction, ce qui sera d'ailleurs le plus souvent le cas. L'intervention fréquente des syndicats, des pouvoirs publics et la conclusion de conventions confirment notre conclusion d'une première vague de grève presque exclusivement revendicative, très peu caractérisée par l'aspiration pacifiste et largement marquée par des procédures de régulation sociale. Ces caractères ne disparaissent pas d'un seul coup à la fin du mois de mai qui voit cependant, avec le sommet du mouvement, se développer d'autres aspirations et d'autres pratiques.

#### **b. Les trois glorieuses : 29-30-31 mai 1917**

Sommet de la grève par le nombre de grévistes, les trois derniers jours de mai le sont aussi par le nombre de grèves déclenchées : cinquante-quatre grèves en trois jours avec une pointe de vingt-quatre nouveaux mouvements pour la seule journée du 30 mai. (...)

Les renseignements concordent pour témoigner d'une présence abondante dans les cortèges, dans les réunions, de la symbolique révolutionnaire et d'un certain pacifisme. Le chiffon rouge, les rubans rouges, le port du drapeau rouge ou du drapeau tricolore roulé de telle sorte que seul le rouge apparaisse, le chant de refrains sur l'air de *L'Internationale*, les incidents multiples avec les policiers donnent au conflit une tout autre allure. Mais aussi les cris deviennent nombreux à propos de la guerre.

Un partage doit être fait toutefois entre ceux(elle)s qui crient « *Vive la paix* » ou « *A bas la guerre* » et ceux(elles) qui se contentent de slogans comme : « *Les embusqués au front et nos maris reviendront, vivent les poilus* » ou « *Nos poilus* », ou encore « *Tous les flics sur le front, nos poilus reviendront* », « *Les patrons au front, nos poilus reviendront* », « *Nous voulons nos poilus/nous voulons la semaine anglaise* ». Toutes affirmations, dont le pacifisme.

(...) Le lundi 28 mai, aux usines Salmson, trente-huit ouvrières sont absentes (sur mille femmes), malgré le refus de la direction d'accorder le lundi de Pentecôte. Le lendemain 29 mai, cinq d'entre elles sont congédiées et reviennent l'après-midi avec leurs camarades des lampes Iris pour tenter de débaucher les ouvrières, sans grand succès.

Le 30 mai, à 7 heures, elles sont un millier de femmes, dont une porte un drapeau rouge à l'entrée de l'usine et réussissent à provoquer la grève totale de l'usine. Puis les milliers d'ouvrières parcourent les rues d'Issy et de Boulogne, débauchant au passage les usines Hanriot, Thomson, Farman, mais échouant à Renault devant un peloton de soixante gardes renforcés par une vingtaine de cavaliers. Les ouvrières expliquent que « *la guerre cesserait d'elle-même du jour où on ne fabriquerait plus de matériel ni de munitions* », Les bruits se répandent de « *révoltes d'annamites* », d'« *empoisonnement de viandes* », et toute la matinée, les femmes stationnent au voisinage de Renault. On crie « *Vive la paix* » et on lance des pierres aux gardes.

Au début de l'après-midi, plusieurs milliers de femmes vont à l'usine Gévelot, une porte de l'usine est enfoncée, la loge du gardien saccagée. Puis commence une véritable traversée de Paris.

A 15 h 30, 3 500 grévistes sont signalées à la porte de Versailles avec un drapeau rouge, des pancartes criant « *A bas la guerre, vive la grève, rendez-vous nos maris* ».

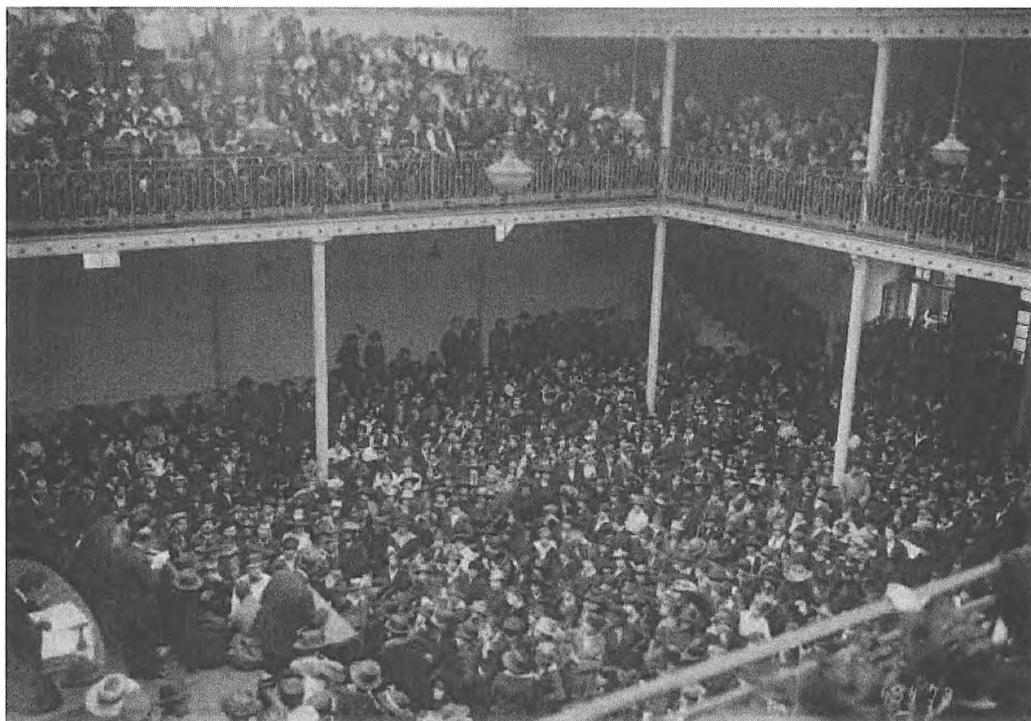
Elles s'engouffrent dans le métro, mais une colonne de manifestants, tou-

jours précédée d'un drapeau rouge, parcourt la rue de Rennes, vers 16 heures ; elles sont encore plusieurs centaines à descendre du métro à la Madeleine, à 17 heures, pour remonter les Grands Boulevards jusqu'à la rue de Richelieu, où elles se dispersent. Beaucoup se retrouvent enfin à la Bourse du travail en fin de journée, où les mêmes cris pacifistes sont répétés.

Certes, cette mobilisation pacifiste ne concerne que quelques milliers d'ouvrières, auxquelles s'associent les militants du CDS, et il ne me semble pas qu'elle soit le fait caractéristique du mai-juin 1917. Mais son existence, reliée à ce

phénomène de grèves nombreuses et courtes, sans cause précise, sans encadrement, et qui s'accompagnent pour le moins de l'aspiration au retour ou au remplacement des combattants, témoigne que pendant trois jours, des couches importantes de la classe ouvrière parisienne ont voulu marquer une lassitude d'une situation créée par la guerre. Mais il ne s'agissait alors nullement des *midinettes*, des modistes ou des ouvrières qui avaient les premières déclenchées le mouvement. Ce sont alors les ouvrières des usines ou fabrications de guerre.

**Jean-Louis Robert,**  
*op. cité*, pp.108-133



Meeting des "midinettes" en grève, rue de la Grange-aux-Belles, Paris, mai 1917.

NETÉ GÉNÉRALE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

E DE BERGERAC

CABINET

MISSAIRE DE POLICE

N° 1817



Bergerac le 12 JUN 1917  
ARRIVÉE 12 JUN 1917  
COMMISSION DE LA GIRONDE

Le Commissaire de Police de Bergerac  
à Monsieur Le Sous-Prefet de Bergerac.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que ce soir, vers deux heures, une centaine de femmes, employées à la Poudrerie, ont refusé de reprendre leur travail, réclamant notamment, une augmentation de salaire, une amélioration de l'ordinaire et une meilleure organisation dans les cantonnements.

Vers trois heures, elles se sont rendues en groupe en ville où elles ont parcouru les principales rues en chantant l'Internationale. L'une d'elles portait un drapeau tricolore et une autre une pancarte avec l'inscription: "Vive la Grève"

J'ai surveillé les agissements des manifestantes qui ne se sont livrés à aucun acte répréhensible ce qui fait que je n'ai pas eu besoin d'intervenir.

Le

RAPPORT DE POLICE SUR UNE GREVE DES OUVRIERES DE LA POUDRERIE DE BERGERAC (juin 1917)



Manifestation de l'USPD à Berlin en 1917.

# L'année 1917 en Allemagne

**E**n Allemagne, comme dans nombre d'autres pays d'Europe, 1917 est une année cruciale dans la marche à la révolution, qui y éclatera en novembre 1918. C'est en 1917 que se précisent, sous l'influence de plusieurs facteurs, les violentes contradictions qui traversent la société impériale, en même temps qu'au sein du mouvement ouvrier se dessinent les grandes lignes de l'affrontement à venir. L'élément déterminant est la terrible **saignée de la guerre** : 240 000 soldats allemands sont tombés en quelques mois devant Verdun, sans amener d'avancée notable sur le front, et cela devient de plus en plus intolérable, au front comme à l'arrière.

De plus est promulguée une loi obligeant tout homme de moins de 60 ans non incorporé à l'armée à travailler dans les usines d'armement. Cette mesure provoque un rejet très profond.

A l'armée, c'est parmi les marins, le plus souvent des ouvriers qualifiés, qu'ont lieu, dès l'hiver 1916-1917, des mouvements opposés à la guerre. Des comités clandestins se forment sur les navires, notamment le *Friedrich-der-Grosse* et le *Prinz-Regent-Luitpold*. Le principal dirigeant de ce mouvement, le marin Max Reichpietsch, utilise les « comités de cambuse », créés par la hiérarchie militaire, organise des grèves de la faim parfois couronnées de succès, cherche à entrer en contact avec le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) nouvellement formée et ne cache pas sa sympathie pour la révolution russe : « *Nous devons rendre*

*parfaitement clair aux yeux de tous que les comités de cambuse sont le premier pas vers la construction de conseils de marins sur le modèle russe* » (1).

A cela s'ajoute la tension de plus en plus grande au sein des travailleurs, en raison notamment des **difficultés de ravitaillement**. La récolte de pommes de terre de 1916 a été très mauvaise, ce qui provoque une disette, donc un mécontentement généralisé.

C'est dans cette situation que surviennent les nouvelles de la **révolution russe** de février. Le tsarisme, présenté par le gouvernement allemand comme l'ennemi n° 1, est enterré, et avec lui disparaît donc l'une des principales raisons invoquées comme source de la guerre. De plus, la révolution russe a un retentissement énorme, car elle montre la possibilité de mettre fin au despotisme par l'action de masse. Elle renforce encore le caractère explosif de la situation allemande, de sorte que le sous-secrétaire d'Etat Helfferich déclare, à l'issue de ses entretiens avec la direction syndicale nationale, favorable à la guerre : « *L'agitation publique que suscitent les difficultés de ravitaillement et le mouvement révolutionnaire en Russie risquent de provoquer une tempête telle que le gouvernement ne pourrait s'en rendre maître* » (2).

Déjà, de premières grèves avaient éclaté en juin 1916, en solidarité avec Karl Liebknecht. Dans les usines des grandes villes, et notamment à Berlin,

(1) Cité par Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 107.

(2) *Ibidem*, p. 99.

les militants ouvriers antiguerre et hostiles à la position des dirigeants syndicaux favorables à l'Union sacrée se sont organisés en un réseau de **délégués révolutionnaires d'usines**, dont l'organisateur berlinois est Richard Müller, auteur de l'un des textes présentés ci-après.

Le rapport de police que nous publions est fort lucide sur l'état d'esprit dans les usines de Berlin, de Leipzig et des grandes villes industrielles, majoritairement favorables aux spartakistes et aux délégués révolutionnaires. Pour en venir à bout, le gouvernement s'appuie avant tout sur les dirigeants syndicaux officiels, favorables à l'Union sacrée.

A Berlin, il s'agit avant tout de Cohen et Siering, les deux principaux dirigeants du syndicat régional de la métallurgie. Ils parviendront par leurs manœuvres à faire refluer le puissant mouvement de grève d'avril 1917, qui a entraîné des centaines de milliers d'ouvriers, notamment à Berlin et Leipzig.

Ironie de l'histoire, le général Groener, chef de la section des armements, quelques jours après le reflux de la grève de masse, fait placarder dans toutes les usines une affiche qui, retournant le fameux mot d'ordre spartakiste « *L'ennemi est dans notre propre pays* », affirme à l'adresse des ouvriers : « *Vos pires ennemis ne sont pas là-bas, près d'Arras, sur l'Aisne, en Champagne, ils ne sont pas à Londres (...). Nos pires ennemis sont au milieu de nous (...): les agitateurs grévistes. (...) Quiconque se met en grève alors que nos armées sont face à l'ennemi est un chien* » (3).

Arrêté préventivement puis incorporé à l'armée, Richard Müller ne participe pas personnellement à la grande grève de masse d'avril 1917, mais il y joue tout de même un rôle central et en donne ci-après une description très vivante, s'attachant notamment à démontrer comment les dirigeants syndicaux officiels sont parvenus à prendre le contrôle de cette grève qui leur a été imposée, et finalement à la faire refluer. Mais les leçons de cette grève auront marqué une grande partie de la classe ouvrière, qui voit bien que le problème principal réside

dans la constitution d'une direction politique du prolétariat allemand.

**C'est dans ces conditions de marche à la grève de masse et de refus de la guerre que l'échiquier politique de la gauche allemande connaît, en 1917, de profonds bouleversements.**

Le 3 août 1914, quatorze députés, autour de Karl Liebknecht, s'étaient déjà prononcés, en réunion interne du groupe parlementaire SPD, contre le vote des crédits de guerre, mais s'étaient pliés à la discipline de parti. En décembre 1914, Karl Liebknecht est le seul à voter au Reichstag contre les crédits de guerre, ce qui ouvre de facto la scission avec l'appareil central des sociaux-démocrates bellicistes, mais aussi avec les partisans d'une position intermédiaire, favorables à la paix mais acceptant de se soumettre à la discipline de parti. Ce courant, autour de Haase, ancien président du SPD, Ledebour et même Hilferding, est entré dans l'histoire sous l'appellation de « centristes ». Ceux-ci se disent opposés à la guerre, favorables à une paix sans annexions, mais considèrent que la position de Liebknecht est sectaire et qu'il faut rester dans le SPD et en respecter les statuts. Mais la pression antiguerre est telle que la direction du SPD doit annoncer, en février 1915, qu'elle autorise les députés hostiles aux crédits de guerre à s'absenter au moment du scrutin, ce que font, en mars, Haase et ses partisans, alors que Liebknecht vote contre, rejoint par Otto Rühle. Quelques mois plus tard, en décembre 1915, ils seront vingt à voter contre les crédits de guerre et vingt-deux à quitter la séance pour ne pas prendre part au vote. Les centristes viennent d'accomplir un premier pas vers la rupture avec la direction du SPD.

(3) Peter Friedemann, *Materialien zum politischen Richtungsstreit in der deutschen Sozialdemokratie 1890-1917*, volume 2, Frankfurt/Main 1978, pp. 904-908. Texte traduit dans les *Cahiers du Cermtri*, n° 153, juin 1914, Paris.

## Des dissensions dans le SPD à la création de l'USPD

Mais l'opposition sociale-démocrate reste profondément divisée. Le désaccord entre les internationalistes autour de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht — qui considèrent que seule l'action révolutionnaire des masses conduira à la fin de la guerre, et qui vont constituer, en janvier 1916, le groupe « Die Internationale » — et les « centristes » est patent. Ces derniers se prononcent pour une paix honorable, sans annexions, et pour les libertés démocratiques. En juin 1915, ils publient, sous la plume de Haase, Bernstein et Kautsky, un manifeste intitulé « *Les tâches de l'heure* » (4), qui réaffirme leur position d'opposition loyale à la direction du SPD, et ne dit mot de la lutte des classes. Les spartakistes ne se privent pas de les critiquer vertement.

Ce sont les mesures de répression prises par l'appareil du SPD qui vont rapprocher révolutionnaires et centristes et précipiter la scission d'avec la direction. Haase et ses amis ayant voté au Reichstag, en mars 1916, contre le renouvellement de l'état de siège, les trente-trois députés centristes sont exclus du groupe parlementaire SPD et fondent un collectif (« *Sozialdemokratische-Arbeitsgemeinschaft* »). C'est un pas décisif. Il n'y a toujours qu'un seul parti, mais deux groupes parlementaires.

Fin octobre, les militaires confisquent le *Vorwärts*, organe central du SPD, jusqu'à aux mains des responsables centristes, et le remettent à la direction du parti.

Le 7 janvier 1917, Haase et Ledebour organisent à Berlin une conférence nationale des oppositions pour examiner les mesures à prendre face à la politique de rétorsion de l'exécutif du parti. Tous les courants y sont représentés, et personne ne se prononce pour une scission. La résolution, votée par cent onze voix, se prononce pour des « *contacts permanents* » « *dans le cadre des statuts* » du SPD, contre trente-quatre voix à une résolution des spartakistes.

Quelques jours plus tard, l'exécutif du SPD annonce que l'opposition « *s'est mise elle-même hors du parti* » et demande que dans toutes les instances, à tous les niveaux, soient exclus « *les saboteurs* ».

La purge exigée par l'exécutif est très profonde. Les minoritaires sont exclus, et, lorsqu'ils sont majoritaires, comme à Berlin, Leipzig, Brême..., c'est toute l'organisation locale qui est exclue.

C'est dans cette situation que, sans qu'aucune de ses composantes ne l'ait vraiment souhaité, se réunit, en avril 1917 à Gotha, le congrès constitutif du **nouveau parti social-démocrate indépendant USPD**, qui revendique 120 000 militants, contre 170 000 au SPD. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg se retrouvent dirigeants d'un parti, en commun avec les Haase, Ledebour, Bernstein, qu'ils ont politiquement combattus.

Ce qui a entraîné cette décision étonnante des spartakistes, c'est avant tout qu'ils craignent la répression, ne veulent pas constituer un petit groupe isolé, et souhaitent se mettre à l'abri dans un parti légal. Cette décision ne fera pas l'unanimité chez les internationalistes, dont une minorité refusera d'adhérer à l'USPD et fondera un peu plus tard un regroupement révolutionnaire indépendant, l'Internationale Sozialistische Partei (Parti socialiste international).

(4) Dans une lettre de Karl Kautsky à Victor Adler, austro-marxiste centriste autrichien, Kautsky écrit, en août 1916, quelques mois avant la constitution de l'USPD : « *Le danger qui nous menace du côté de Spartakus est grand. Leur extrémisme correspond aux besoins actuels des larges masses non éduquées. Liebknecht est aujourd'hui, dans les tranchées, l'homme le plus populaire (...). Aussi bizarre que cela puisse te paraître, le groupe de travail* (il s'agit de l'Arbeitsgemeinschaft regroupant les députés SPD exclus du groupe parlementaire — NdT) *est, face aux deux extrêmes, le lien qui maintient encore le parti. S'il ne s'était pas constitué, Berlin aurait été conquis par les Spartakistes... »*

Victor Adler, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, Vienne 1954.

En français dans les *Cahiers du Cermtri*, n° 153, juin 2014. Paris.

Quant aux dirigeants centristes, leur accord pour cohabiter avec les spartakistes est surtout dicté par leur volonté de faire contrepoids aux révolutionnaires afin d'empêcher qu'ils ne deviennent majoritaires parmi les masses (4).

Dans ces conditions, le manifeste du congrès de fondation de l'USPD, que nous présentons ci-après, reflète pour l'essentiel la position des centristes : critique de la collaboration du SPD avec l'empereur, exigence de la paix sans annexions, rétablissement des libertés démocratiques, proclamation du combat international de la classe ouvrière... dont l'essentiel est renvoyé après la guerre. Les positions des spartakistes (combat révolutionnaire de masse pour mettre fin à la guerre et au capitalisme par la grève générale insurrectionnelle...) n'y apparaissent pas. C'est le reflet du rapport de force d'avril 1917. Mais les grèves puissantes qui se développent au même moment vont commencer à modifier vers la gauche ce rapport de force. Dix-huit mois plus tard, la révolution prolétarienne éclate dans le pays.

Les spartakistes rescapés de la sanglante répression, à laquelle la direction du SPD s'est pleinement associée, constitueront, non sans tiraillements, le Parti communiste allemand (KPD). L'USPD se scinde alors, et la majorité des leaders centristes (à l'exception de Haase, assassiné) s'opposent à la constitution du KPD et rejoignent leur vieille maison du SPD.

**Nous nous sommes appuyés notamment sur les ouvrages suivants :**

Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, 1971 ; ouvrage capital pour cette période.

Richard Müller, *Eine Geschichte der Novemberrevolution*, Berlin 1924.

*Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, volume 1, (1914-1917) Berlin-Est 1958.

Gilbert Badia, *Les Spartakistes*, Paris, 1967.



File d'attente devant les magasins d'alimentation en Allemagne en 1917.

## Richard Müller (1)

# La deuxième grève politique de masse (2)

“**E**n janvier 1917, dans plusieurs villes, la ration de pommes de terre de dix livres dut être réduite à trois livres. (...)

L'amertume dans les entreprises était énorme. L'action que la faim n'avait pu réaliser, les patrons la favorisèrent par leurs mesures brutales concernant les salaires et les conditions de travail, d'autant plus que la nouvelle loi sur le service auxiliaire du travail leur assurait mains libres et protection.

Le 15 février, le gouvernement dut annoncer par voie de presse un nouvel abaissement d'un quart de la ration de pain à compter du 16 avril.

(...) Les masses ouvrières étaient si tendues, qu'il suffisait de la moindre étincelle pour déclencher l'action. Déjà, ici ou là dans les quartiers ouvriers de Berlin, des boulangeries et des boucheries avaient été pillées.

A la situation économique s'ajoutaient les événements politiques, qui eurent un puissant effet sur les masses ouvrières. Le Reichstag avait approuvé la guerre sous-marine. (...) Les ouvriers voulaient la paix. Ils pensaient que cette façon de mener la guerre ne ferait qu'augmenter le nombre des ennemis de l'Allemagne et prolonger la guerre.

Les nouvelles de Russie étaient également suivies très attentivement. Lorsqu'en mars parvinrent les premiers récits des combats de rues à Saint-Pétersbourg, et que peu après on annonça la chute du tsar de Russie, les ouvriers furent remplis d'un nouvel espoir. Dans de très larges cercles on prit conscience que cela était

également la seule issue en Allemagne pour la classe ouvrière.

La direction berlinoise des délégués d'usines révolutionnaires (3) observait avec une grande tension le mouvement dans les entreprises. La direction était assaillie de demandes pour qu'elle donne le signal de la grève. Mais elle avait conscience que dans les conditions actuelles, on ne pourrait pas se contenter d'une grève de protestation d'une journée, que la grève allait aussi déchaîner toutes les forces hostiles, qu'elle ne se terminerait pas par une victoire, mais ne pouvait être qu'une étape vers d'autres combats plus importants. (...)

Dans ce combat, il fallait aussi neutraliser le contre-feu de la direction syndicale. Celle-ci avait certes considérablement perdu en influence sur les masses et les cadres syndicaux, mais des années de pratique de combats syndicaux de masse lui avaient également enseigné comment venir à bout de situations critiques. (...)

Les dirigeants syndicaux voyaient bien qu'on ne pouvait plus longtemps

---

(1) Richard Müller, dirigeant syndicaliste de la métallurgie berlinoise, opposé à la guerre, à l'Union sacrée et à l'orientation belliciste de la direction syndicale officielle. Très populaire, il est l'organisateur du réseau des « délégués révolutionnaires » dans les usines, et l'un des dirigeants influents des grèves de juin 1916, avril 1917 et janvier 1918.

A publié, en 1924-1925, un ouvrage d'histoire de la révolution de novembre 1918, *Eine Geschichte der Novemberrevolution*. Le texte ci-dessus est tiré du chapitre 14 de cet ouvrage.

(2) La première grève politique de masse avait eu lieu en juin 1916, en solidarité avec Karl Liebknecht et pour la paix.

(3) Richard Müller était le principal dirigeant de ce réseau de centaines de délégués d'usine, influents parmi les ouvriers des grandes usines berlinoises notamment.

entraver le mouvement. Il fallait offrir une soupape à cette tension inouïe. Ils décidèrent d'appeler à des conférences et des assemblées, au cours desquelles les ouvriers pourraient laisser libre cours à leur colère. Mais ce moyen qui leur avait souvent réussi dans le passé ne suffisait plus. Ils n'ignoraient pas non plus l'activité des délégués révolutionnaires dans les usines, et durent faire contre mauvaise fortune bon cœur.

La direction des délégués révolutionnaires avait bien compris les intentions des dirigeants syndicaux. Si l'on voulait faire prendre au mouvement une dimension politique et réduire à néant le jeu de la direction syndicale, il fallait, avant même la grève, contraindre les dirigeants syndicaux à s'expliquer dans un débat ouvert, afin que les masses voient clairement quel devait être le but de la grève.

Une occasion très favorable s'ouvrit lors de l'assemblée générale des métallurgistes de Berlin, qui tombait le 15 avril. Toutes les entreprises étaient représentées.

Il y avait bien, à l'origine, d'autres points à l'ordre du jour, mais il fut aisé d'obtenir une modification. Il s'agissait de replacer la situation économique dans son contexte politique, d'émettre certaines revendications politiques et de parvenir à une décision de grève. Une grève politique de masse, décidée par la plus haute instance du plus important syndicat de la région, ne pouvait manquer de prendre une dimension considérable, produisant un effet très important, non seulement sur le gouvernement et la bourgeoisie, mais aussi sur tout le mouvement ouvrier.

Deux jours avant l'assemblée générale, Richard Müller fut arrêté et emmené dans un camp militaire à Jüterborg.

Les dirigeants syndicaux savaient que Richard Müller dirigeait le mouvement et ils craignaient son influence. Maintenant qu'il était neutralisé, Adolf Cohen, le dirigeant syndical régional, put pousser tout le mouvement vers le seul aspect « économique ». Il ne put empêcher le déclenchement de la grève, car cela avait déjà été décidé auparavant par les délégués révolutionnaires. Mais il manquait à la grève le contenu politique,

et c'est ce qui pesa le plus. Les grévistes ne comprenaient pas bien l'arrière-plan politique de leur action, et ne posèrent pas de revendications politiques. Ils acceptèrent les propositions de Cohen, notamment l'élection d'une conférence de délégués, chargée de négocier avec les autorités un meilleur ravitaillement des ouvriers.

Lorsque l'assemblée générale apprit l'arrestation de Richard Müller, elle exigea sa libération et voulut poursuivre la grève jusqu'à obtention de cette revendication. C'est en vain que Cohen tenta d'émousser cette revendication. Mais il parvint à détourner le danger en utilisant tous les rouages de sa longue expérience pour faire voter à la fin de l'assemblée une résolution par laquelle l'assemblée générale se dessaisissait de la direction de la grève et transmettait ses pouvoirs de décisions à une commission de délégués proposée par Cohen. Adolf Cohen avait gagné la partie.

La grève prit une ampleur inattendue. D'après le syndicat de la métallurgie, 300 entreprises y participèrent, et plus de 200 000 grévistes furent recensés. Mais l'expérience enseigne qu'une partie des grévistes ne se fait pas recenser, il n'est donc pas exagéré de parler de 300 000 grévistes. Des manifestations de rue se formèrent, et la police se comporta avec beaucoup de retenue, de sorte qu'il n'y eut pas d'incidents sérieux.

L'après-midi du premier jour de grève, la commission de délégués fit le compte rendu des négociations avec le commissaire au ravitaillement du gouvernement. Le commissaire avait déclaré que le ravitaillement était assuré, et que dans les prochaines semaines, il y aurait à nouveau plus de viande, de pain et de pommes de terre. Il se déclara également d'accord pour que la commission de délégués désigne une commission permanente chargée d'assister le maire de Berlin, qui lui-même se déclarait prêt à l'écouter et à la tenir informée.

La commission des délégués fut tout d'abord très indignée des maigres résultats de la négociation, mais Cohen parvint à les présenter sous un meilleur jour,

et la commission finit par donner son accord. Comme le réclamait Cohen, il aurait alors fallu mettre fin à la grève, mais l'assemblée générale avait exigé la libération de Richard Müller. La commission des délégués ne pouvait ignorer cette revendication ; malgré tous les efforts de Cohen, elle décida donc la poursuite de la grève.

Le lendemain, la commission rendit compte des négociations avec le quartier général. Il lui avait été indiqué que l'incorporation de Müller était réexaminée, et si « *du point de vue des intérêts de l'armée, sa libération pouvait apparaître possible* », elle aurait lieu pour peu qu'une entreprise travaillant pour la guerre le réclame. Le quartier général avait par ailleurs ajouté que s'il était mis fin immédiatement à la grève, personne ne serait appelé sous les drapeaux pour fait de grève.

La commission présenta le résultat des négociations avec le quartier général sous un jour beaucoup plus favorable qu'il ne l'était en réalité. Malgré tout, une forte opposition s'éleva au sein de la commission pour réclamer la poursuite de la grève.

Dans les entreprises, le rapport concernant les promesses de ravitaillement avait déclenché une forte indignation. En outre, des dirigeants de l'USPD et de la ligue Spartakus avaient fait connaître dans toute une série d'entreprises les revendications politiques des ouvriers de Leipzig (4). Malgré tout, Cohen parvint à faire voter à une courte majorité une décision d'interruption de la grève.

Dans la plupart des entreprises, le travail reprit le lendemain. Plusieurs grandes usines, dont celles de la Deutsche Waffen-und-Munitionsfabrik, poursuivirent la grève, voulant imposer les revendications politiques des ouvriers de Leipzig. Le mouvement y prit un caractère révolutionnaire, et engloba environ 50 000 ouvriers. Même dans les entreprises qui avaient accepté la décision de la commission des délégués, le nombre des grévistes mécontents de l'arrêt de la grève était considérable. Si le mouvement s'arrêta à mi-chemin, c'est seulement

parce qu'Adolf Cohen avait réussi à dessaisir l'assemblée générale de la direction du mouvement, et parce qu'il était parvenu à neutraliser l'assemblée générale. La colère des ouvriers se tourna donc également contre les dirigeants syndicaux, ce qui s'exprima très fermement dans les réunions et dans les tracts (5). Quelques jours plus tard, les entreprises encore en grève durent reprendre le travail. Les usines de la Deutsche Waffen-und-Munitionsfabrik furent placées sous direction militaire.

(4) Les revendications des grévistes de Leipzig avaient pris un tour nettement plus politique. Richard Müller les cite :

« 1- Ravitaillement suffisant de la population en subsistances bon marché et en charbon.

2- Déclaration du gouvernement affirmant sa disponibilité immédiate à la paix, sans annexions ouvertes ou dissimulées.

3- Levée de l'état de siège et de la censure.

4- Levée immédiate de toutes les limitations aux droits de coalition, de réunion et d'organisation.

5- Abrogation immédiate de la honteuse loi sur le travail forcé.

6- Libération immédiate des condamnés et emprisonnés politiques. Arrêt de toutes les poursuites pour raisons politiques.

7- Liberté politique totale, suffrage universel, égalitaire secret et direct pour toutes les élections aux niveaux national, régional et communal. »

(5) Richard Müller cite le tract suivant :

« Nous avons été trahis !

Camarades,

Les dirigeants syndicaux nous ont joué un tour criminel. Les Cohen et Siering ont depuis le début mené les choses de façon telle qu'ils se sont approprié notre mouvement pour le pousser sur une voie de garage. Le camarade Müller, dont les magouilleux craignaient l'influence, a été dénoncé à l'autorité militaire, afin qu'elle le neutralise en l'incorporant à l'armée. C'est ainsi qu'il a été possible d'étouffer notre imposant mouvement de grève. Que nous ont-ils rapporté de ces négociations, qui n'étaient qu'une comédie préparée d'avance ? Rien que de vaines promesses concernant le ravitaillement, et au lieu de la libération du camarade Müller, la promesse tout aussi vaine d'examiner son cas. C'est quand notre puissance a commencé à se faire sentir qu'ils sont parvenus à briser notre force.

Honte aux traîtres ! Camarades, tirens-en les leçons ! Ne nous laissons plus imposer des dirigeants qui en prennent si honteusement à leur aise avec nous et nos intérêts. Il nous faut des camarades qui s'engagent pour nous sans crainte. C'est alors seulement que nous serons en mesure d'imposer nos revendications, comme y sont parvenus nos frères ouvriers de Brunswick, de Kiel et d'ailleurs.

Maintenons fermement nos revendications.

Nous voulons le pain, la liberté, la paix. »

# Courrier du 23 février 1917 du préfet de police de Berlin au quartier général et au ministère de la Guerre sur les grèves dans les usines d'armement de Berlin

Le préfet de police de Berlin

Au commandement général de la région,  
Au ministère de la Guerre,

Berlin, le 23 février 1917

Veillez trouver ci-joint un rapport de mes services extérieurs sur les raisons des arrêts de travail de plus en plus nombreux ces derniers temps dans les entreprises travaillant pour l'armée ainsi que l'expertise à ce sujet du conseiller Schmidt, de mes services. Si celui-ci attribue le mécontentement réellement existant des travailleurs aux conditions de vie actuelles, des constatations récentes amènent à penser que cela n'explique pas totalement ces arrêts de travail. Il semble que des raisons politiques aient joué un rôle non négligeable dans ces mouvements. Les ouvriers du Grand Berlin se situent politiquement aux côtés de la social-démocratie radicale. Ils sont pour une bonne part adhérents du groupe Spartakus, dont le guide idéologique est Karl Liebknecht. Ce groupe tend de toutes ses forces à mettre fin à la guerre par des troubles intérieurs, et particulièrement par la grève générale. Son influence est particulièrement sensible au sein des ouvriers métallurgistes, et il est donc permis de penser que les mouvements actuels des ouvriers sont aussi dus à ce

travail d'agitation. Compte tenu des bons résultats obtenus par l'appel sous les drapeaux des ouvriers fauteurs de trouble avant la promulgation de la loi sur le service patriotique d'entraide, je me demande si, pour étouffer ces mouvements hautement nuisibles au bien public, il ne faudrait pas avoir recours aujourd'hui au même procédé.

Von Oppen

Section VII services extérieurs  
5<sup>e</sup> Bureau

Berlin, le 19 février 1917

## **Travail de sape dans les usines de munitions du Grand Berlin**

Dans le cours de la guerre, en raison du travail de sape intensif de certains éléments sans conscience, l'état d'esprit des ouvriers métallurgistes organisés syndicalement dans les usines de munitions du Grand Berlin a connu une radicalisation dangereuse. Etant donné les nombreux arrêts de travail intervenus ces derniers temps, et étant donné également que dans presque toutes les grandes entreprises le personnel, majoritairement radical, s'est fixé pour but la réduction de plus en plus grande du temps de travail, il existe le

danger qu'à l'avenir, les usines de munitions locales ne puissent plus assurer les livraisons du matériel de guerre indispensable en quantité suffisante et dans les délais.

A la suite de contacts confidentiels avec différents ouvriers syndicalistes des usines d'armement, et de contacts officiels avec plusieurs chefs de grandes entreprises locales, le soussigné a pu établir ce qui suit :

A l'heure actuelle, presque tous les responsables du syndicat allemand des métallurgistes (délégués du personnel et délégués d'atelier), qui ont l'oreille de l'ensemble du personnel des usines, sont des partisans politiques de l'opposition et, pour une grande part, sont membres du groupe appelé Spartakus, dont le mot d'ordre est de mettre fin à la guerre en refusant de travailler. Au cours de l'année dernière, à l'initiative de ces syndicalistes, un grand nombre d'assemblées d'usine ont eu lieu dans le Grand Berlin, au cours desquelles ont été formulées des revendications les plus éhontées les unes que les autres, et ces revendications ont été en partie obtenues par les grèves. Ce mode d'action a fait grimper les salaires à l'infini. Les ouvriers qualifiés, ajusteurs, tourneurs, mouleurs, servants de machines, etc., parviennent déjà à un salaire journalier de 15 à 22 marks pour une journée de travail de neuf heures en moyenne. Malgré tout, les revendications continuent. C'est ainsi que dans l'usine Berliner Maschinenbau-Aktiengesellschaft (ex-L. Schwartzkopf), située au 13-28 Scheringstrasse, environ 700 ajusteurs et tourneurs avancent une nouvelle revendication salariale. Ils exigent une augmentation du salaire horaire allant jusqu'à 30 pfennigs, alors qu'ils touchent déjà 18 à 22 marks par jour pour neuf heures de travail. Comme l'entreprise a rejeté cette revendication insensée, les 700 ouvriers sont en grève depuis samedi le 10 de ce mois, de sorte que la fabrication des torpilles dans cette usine importante est paralysée depuis cette date. Dans cette même entreprise, le 3 de ce mois, à l'initiative des éléments radicaux, environ 2 900 ouvriers ont mené une grève, soi-disant en raison des difficultés d'appro-

visionnement, avec manifestation en direction des instances de l'Etat, de sorte que la production de torpilles a été réduite de trois unités. Cette même agitation radicale a mené à une situation semblable dans les usines Deutsche Waffen-und-Munitionsfabrik Charlottenburg et Wittmann. Ces mêmes actions sont également suivies dans d'autres grandes usines de matériel de guerre.

Il est établi que toutes ces revendications sont actuellement absolument infondées, puisque, comme indiqué précédemment, les ouvriers gagnent suffisamment, et que dans presque toutes les usines, ils ont accès à un ravitaillement privilégié, de sorte qu'ils sont nettement mieux nourris que le reste de la population du Grand Berlin. Tous les ouvriers qui se maintiennent courageusement sur le terrain politique de la majorité social-démocrate et qui ne s'associent pas à ces menées sont l'objet de mesures de terreur impitoyables ; dans certains cas, des ouvriers du syndicat de la métallurgie ayant refusé de suivre ces mots d'ordre injustifiés d'arrêt de travail ont été exclus du syndicat sous le prétexte de comportement non solidaire. Un cas flagrant de cette sorte a eu lieu à l'usine Deutsche Waffen-und-Munitionsfabrik Charlottenburg.

L'ajusteur Max Janick, demeurant Pankstrasse 44, est membre depuis quinze ans du syndicat de la métallurgie et membre de longue date du Parti social-démocrate. Il a osé, lors d'une assemblée d'usine, s'opposer publiquement, par une résolution qu'il avait lui-même rédigée, aux menées des éléments radicaux, ce qui lui a valu des représailles de ces derniers.

Je joins, pour information, une copie de son courrier de justification adressé à la direction berlinoise du syndicat de la métallurgie.

Devant la puissance dont font preuve ces « syndicalistes radicaux » — même les dirigeants syndicalistes berlinois Cohen et Siering sont impuissants et doivent se soumettre à ce pouvoir, car ils doivent leur mandat à ces cadres syndicaux, et il y a donc de leur réélection. De sorte que le secrétaire adjoint Siering agit maintenant tout à fait dans l'esprit de ces militants

radicaux, et dans les différentes assemblées d'usine, il se prononce également pour la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires, gagnant ainsi la sympathie des éléments radicaux. Il est hors de doute que l'industrie de guerre est entravée par ces agissements inconsidérés, et que l'ordre ne reviendra pas dans les usines d'armement tant que les éléments radicaux n'auront pas été empêchés de nuire, tout d'abord peut-être par l'incorporation des meneurs dans l'armée. Avec la collaboration des directions d'entreprise et en faisant appel à des aides confidentiels, il sera possible de mettre fin peu à peu à cette agitation. Une dernière remarque : lorsqu'à l'époque des manifestations en faveur de Liebknecht,

nous avons eu affaire à une campagne incessante de tracts haineux, les agitateurs ont été en partie incorporés dans l'armée, en partie arrêtés ; nous avons procédé à une action préventive dans les usines, et ces mesures ont fait l'effet d'un choc électrique sur les ouvriers, de sorte qu'une longue période de calme s'ensuivit dans les entreprises. Mais dès que ces mesures ont été levées et que notre action fut oubliée, le travail de sape a repris jusqu'à atteindre aujourd'hui un dangereux point culminant.

**Meier, brigade criminelle**

Reproduit dans *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*. Band 1, pp. 554-557.

# Manifeste du congrès de fondation du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) (6 au 8 avril 1917)

Camarades,

Ce à quoi aspiraient des milliers de militants dans les rangs du prolétariat s'est réalisé. Les organisations locales et les groupes de la social-démocratie se situant sur le terrain de l'opposition se sont constitués en une organisation unifiée à Gotha à Pâques 1917, afin de ne pas disperser leurs forces mais au contraire de les rassembler en une force puissante au service du combat d'émancipation prolétarienne.

De graves atteintes ont été portées à ce combat par la politique des socialistes gouvernementaux, de la commission générale des syndicats et du groupe parlementaire social-démocrate au Reichstag.

Dès avant la guerre, de profondes contradictions s'étaient fait jour dans notre parti entre les camarades attachés aux anciens principes de la social-démocratie et des éléments nouvellement apparus, opposant à l'idée de la solidarité internationale du prolétariat des buts sociaux nationaux et tentant de défendre, face à la tactique d'opposition irréductible, une tactique de national-libéralisme. La guerre mondiale a terriblement aiguisé ces antagonismes et a mené à la prédominance de ces visées social-nationales et national-libérales dans les instances et organes de la social-démocratie allemande.

En contrepartie de l'abandon de la politique social-démocrate, on a fait miroiter aux masses de grandes conquêtes matérielles ; tous ces espoirs faussement

invoqués aboutissent à une cruelle désillusion.

La nouvelle politique devait mener à une influence plus grande de la social-démocratie sur le gouvernement, ce qui aurait conduit à abréger la guerre. En réalité, elle n'a amené aucun changement de la politique étrangère, et n'a pas empêché une aggravation de la politique intérieure.

La nouvelle ère est caractérisée par un fardeau fiscal des plus terribles et des plus injustes, pesant le plus lourdement sur les larges masses, par des restrictions de droits politiques et des persécutions, dont les travailleurs conscients et leurs représentants ont le plus à souffrir.

Les droits élémentaires, tels le droit de libre circulation et le droit de choix de sa profession, ont été abandonnés par les socialistes de gouvernement et leur flanc-garde de la commission générale des syndicats, qui ont donné leur accord à la loi de service patriotique d'entraide (1) et qui n'ont pas ménagé leur soutien pour la faire appliquer.

Ils ont trompé les masses, en leur faisant croire, après la nomination de leurs hommes de confiance au gouvernement, que le ravitaillement serait dorénavant mieux organisé. Mais nous avons appris à nos propres dépens ce qu'il en a été en réalité.

A la clameur réclamant un droit de vote égalitaire en Prusse, le chancelier Bethmann Hollweg a répondu qu'il refusait toute mesure de démocratisation

en Allemagne, et particulièrement en Prusse, avant la fin de la guerre.

Telle est la récompense de l'insurmontable zèle servile de la direction du parti et de la commission générale des syndicats.

Mais le prolétariat ne peut attendre. La guerre conduit à une concentration du capital à vive allure, à la diminution rapide des couches moyennes, à une croissance formidable du prolétariat, qui devra mener après la guerre un combat des plus énergiques contre la vie chère et le chômage, contre les associations patronales surpuissantes et contre le poids écrasant de l'impôt. Ce combat a déjà commencé dès maintenant.

Il s'agit de s'armer pour les grands combats de l'avenir, de gagner en puissance, afin de mettre fin à la misère d'aujourd'hui. Cela exige un changement fondamental du système de gouvernement en vigueur. C'est aux masses qu'il revient de ne pas céder, tant que cela n'aura pas été atteint.

La volonté du peuple doit devenir la loi suprême.

L'urgence est à l'amnistie pour tous ceux qui sont incarcérés ou condamnés pour des raisons politiques. Sont indispensables la levée de la censure, la liberté illimitée d'association, de réunion, de la presse, la garantie du droit de coalition, l'abrogation de toutes les lois d'exception, en particulier celles dirigées contre les travailleurs agricoles, les fonctionnaires d'Etat et les domestiques, une protection générale des travailleurs, notamment la journée de huit heures. De plus, on ne peut plus repousser l'introduction du suffrage universel, égalitaire, secret et direct pour tous les adultes de plus de vingt ans, pour les élections au Reichstag, aux parlements régionaux, aux élections communales et pour tous les autres organes d'autonomie administrative.

Nous exigeons le droit de vote pour les femmes tout comme pour les hommes. La guerre a fait peser sur les femmes le fardeau principal de la production ; la misère des temps pousse les femmes à prendre place aux premiers

rangs du combat politique, du combat pour des mesures de protection, mais aussi pour les droits politiques et pour la réorganisation de l'Etat et de la société. Ce sont les femmes du prolétariat, dont les cœurs sont doublement dévastés par la misère des masses, comme épouses et comme mères, ce sont ces femmes socialistes aussi qui, reconnaissant clairement les nécessités de l'heure, se sont jetées avec passion dans la lutte pour le droit, la liberté, le pain et la paix.

Pour les femmes, au même titre que pour les hommes, il est plus vrai que jamais que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être conquise que par les travailleurs eux-mêmes.

Camarades hommes et femmes, au travail ! Vous avez des tâches grandioses à accomplir !

Les députés oppositionnels dans les parlements, notamment ceux de la Communauté de travail social-démocrate au Reichstag, ont mené, d'abord au sein de leur groupe parlementaire puis de façon publique au Parlement, une politique social-démocrate indépendante.

Même si le compte rendu de leur activité n'a été rendu public que de façon amputée et déformée, vous aurez certainement senti que c'est dans ces rangs que vit l'esprit ancien dont vous étiez fiers, l'esprit du socialisme international, qui seul peut amener votre libération des chaînes de l'exploitation économique et de l'oppression politique.

Vos députés oppositionnels continueront à accomplir leur devoir social-démocrate. Mais ils ne pourront développer toute leur puissance que s'ils peuvent s'appuyer sur les masses sociales-démocrates. Il vous revient de redoubler d'efforts face aux difficultés accrues de l'état de siège.

De la part des socialistes de gouvernement, il n'y a rien de décisif à attendre.

(1) Cette loi (Hilfsdienstgesetz) entra en vigueur en décembre 1916 : tous les hommes de 16 à 60 ans qui n'étaient pas incorporés à l'armée devaient obligatoirement occuper un emploi dans l'industrie d'armement ou dans une entreprise travaillant pour la guerre.

Alors qu'en Russie, aujourd'hui, même la bourgeoisie se déclare favorable à la république démocratique, c'est justement le moment que le *Vorwärts*, organe de la direction du parti, considère comme opportun pour publier un acte de foi monarchiste.

Les conséquences de cette politique, qui va d'échec en échec, n'aboutissent pas au renforcement et à l'encouragement du prolétariat, mais au contraire affaiblissent son action et réduisent son influence.

Les travailleurs de Russie viennent de livrer un exemple lumineux d'une politique opposée à celle-ci.

Les travailleurs socialistes de Russie, piliers de la révolution la plus puissante qu'ait connue la Russie, ont, pénétrés de leur grande mission historique, mené une politique socialiste et démocratique indépendante. C'est à eux que nous devons l'effondrement du tsarisme, le bastion le plus puissant de la réaction. Leur action puissante ne peut qu'insuffler à chacun d'entre nous fierté et confiance. Nous leur rendons un hommage enthousiaste.

Les prolétaires de Russie ont combattu pour la démocratie, pour ouvrir la voie au socialisme, mais aussi pour la paix, pour que soit mis fin au plus vite à la plus horrible de toutes les guerres, par la conclusion d'une paix sur la base de nos principes communs social-démocrates.

Sans aucun doute, les ouvriers de Russie accompliront leur devoir dans ce domaine également. Mais le succès de leurs efforts de paix ne dépend pas uniquement d'eux. Sa condition première est le travail commun, dans ce même sens, des ouvriers de tous les pays, la revitalisation de l'Internationale et l'activité des travailleurs dans ce cadre.

Pour les social-démocrates oppositionnels d'Allemagne, la collaboration en vue de la paix avec les social-démocrates des autres pays n'est pas une difficulté insurmontable. En témoignent les conférences de Zimmerwald et Kienthal, au cours desquelles des représentants de l'opposition allemande ont

agi de concert avec des social-démocrates français et russes.

Nous ne pouvons pas nous contenter, comme le fait la direction du parti, de ce que le gouvernement proclame sa disponibilité à parler de paix, mais sans nommer les conditions auxquelles il est prêt à conclure la paix. Nous exigeons une paix basée sur l'entente des peuples, sans annexions directes ou masquées, sur la base du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, avec limitation internationale des armements et tribunaux d'arbitrage obligatoires. Nous ne voyons nullement dans ces mesures le moyen magique d'assurer la paix éternelle, mais bien plutôt des moyens puissants d'aide au combat prolétarien pour le maintien de la paix, ce qui sera notre tâche la plus cruciale après la guerre. Nous ne comptons pas sur les gouvernements, ni pour mener à la paix ni pour la maintenir. Là aussi nous n'avons confiance qu'en la force du prolétariat, qui n'est jamais aussi fort que lorsqu'il est uni au niveau international.

A la solidarité nationale des différentes classes nous opposons la solidarité internationale du prolétariat, le combat international de la classe ouvrière.

C'est sur la base de ces principes qu'il nous faut poursuivre le combat. Sans trêve ni repos, il nous faut opposer aux persécutions accrues nos efforts redoublés, jusqu'à ce que nous ayons atteint notre but.

Pain et savoir pour tous !

Paix et liberté pour tous les peuples !

Compte rendu des travaux du congrès de fondation de l'USPD, à Gotha, du 6 au 8 avril 1917.

Reproduit dans *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, volume 1, Berlin 1958.



# L'année 1917 en Grande-Bretagne

**E**n Grande-Bretagne, les années précédant la guerre furent marquées par une montée du combat de la classe ouvrière, en particulier après 1910. Les vagues de grève se succédaient dans les principaux secteurs industriels (mines, docks, marins, travailleurs du rail, métallurgistes), atteignant leur plus grande ampleur en 1913 alors que les effectifs des organisations syndicales augmentaient à un rythme rapide. Rappelons que 1913 est aussi l'année où Dublin, capital de l'Irlande placée alors dans sa totalité sous domination britannique, fut paralysée par la grève générale. Ces puissantes actions de la classe ouvrière se combinaient avec l'affirmation de plus en plus assurée de l'expression politique spécifique de la classe ouvrière par le Labour Party (1) et du renforcement au sein de celui-ci d'une aile se réclamant explicitement de la lutte des classes, du socialisme et du marxisme.

Aussi n'est-il pas étonnant que face à la guerre imminente, le mouvement ouvrier ait réagi avec force, dans un premier temps de la base au sommet.

Le 1<sup>er</sup> août, immédiatement après la déclaration de guerre à la Serbie par l'Autriche, les représentants britanniques au Bureau de l'Internationale socialiste publiaient un manifeste qui, en conclusion, proclamait :

*« Travailleurs, défendez la paix ensemble. Unissez-vous pour vaincre l'ennemi militaire et les impérialismes*

*égoïstes... A bas la domination d'une classe ! A bas la domination par la force brutale ! A bas la guerre ! Vive le pouvoir pacifique du peuple ! » (2).*

Le lendemain avait lieu, avec la participation des principaux dirigeants des syndicats et du Labour Party, un grand rassemblement contre la guerre à Trafalgar Square.

Le 4 août, la Grande-Bretagne entrait en guerre. Du coup, la grande majorité des dirigeants du Labour Party et des syndicats modifiaient radicalement leur position. Dès le lendemain, une conférence d'urgence des organisations ouvrières se limitait à mettre en place le « *War Emergency Workers' National Committee* », dans le but de « *soulager les misères provoquées par la guerre* ». La voie était ouverte à la subordination totale à « *l'effort de guerre* ».

Le congrès du Trades Union Congress (TUC) qui devait avoir lieu fut d'abord reporté puis repoussé *sine die*. La commission exécutive du Labour Party et l'appareil dirigeant du TUC décrétèrent une « *trêve industrielle* » pendant la durée du conflit et le Labour Party se rallia à la campagne commune de tous les partis (donc avec le parti conser-

(1) C'est le congrès des Trade Unions de 1909 qui posa la question d'une représentation indépendante des travailleurs au Parlement. Cette décision se concrétisa dans la constitution du Labour Representation Committee, constitué en 1900, qui se transforma en Labour Party en 1906.

(2) Cité par Allen Hutt dans *This Final Crisis*.

vateur et le parti libéral) pour le recrutement.

En effet, au début de la guerre mondiale, les autorités britanniques comptaient sur l'engagement volontaire, et en particulier sur le soutien apporté à la campagne de recrutement « *pour la grande guerre patriotique* » par les dirigeants du mouvement ouvrier. Mais le fossé entre les masses travailleuses et ceux qui prétendent parler en leur nom se révèle d'emblée si rapidement que le gouvernement doit renoncer au volontariat et édicter une loi sur la conscription, loi qui entraînera de nouveaux alignements au sein du mouvement ouvrier : nombre de responsables qui ne se sont pas opposés à la guerre rejettent cette loi...

La « *trêve revendicative* » proclamée par les dirigeants des syndicats ne suffit pas à interdire les luttes revendicatives. Dès 1914, des conflits relatifs aux salaires ou aux conditions de travail éclataient. Ces grèves étaient souvent limitées, locales, mais malgré la répression et la politique des sommets des Trade Unions et du Labour Party, elles tendaient à s'amplifier et à se généraliser.

D'autant plus que l'Etat et le patronat prenaient appui sur l'état de guerre pour mettre en cause l'ensemble des conquêtes et des droits syndicaux que les travailleurs avaient arrachés par leurs luttes dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle.

En mars 1915, le libéral Lloyd George (qui allait devenir Premier ministre) signait un accord connu comme le Treasury Agreement, qui signifiait en fait l'acceptation d'une « *conscription industrielle* ». Les travailleurs étaient mobilisés à leur poste de travail. Les dirigeants syndicaux s'engageaient à ne pas organiser de grèves pour la durée de la guerre. La journée de travail pouvait être allongée, les mesures de sécurité au travail réduites. Enfin — et en un sens surtout, car c'était contraire à la base même sur laquelle les syndicats s'étaient constitués — le respect des qualifications dans l'attribution des tâches était de fait abandonné, dans un premier

temps dans les usines d'armement. La bonne volonté des dirigeants ne suffisait pas. Cette même année, l'accord fut transformé en loi, le « *Munitions of War Act* », par lequel des poursuites pouvaient être engagées, visant à assurer, comme le déclarait Lloyd George, « *une plus étroite subordination du mouvement ouvrier au contrôle de l'Etat* ». Mais la loi fut immédiatement défiée par les mineurs des Galles du Sud (l'un des grands bassins miniers du Royaume-Uni) : 200 000 mineurs, malgré les menaces de poursuites, déclenchèrent une grève, contraignant les patrons à céder sur l'essentiel de leurs revendications. Comme l'écrit un historien du mouvement ouvrier britannique, James Horton, « *le Munitions Act et la loi sur la défense du pays d'août 1914, qui permettaient au gouvernement de criminaliser tout ce qui était présenté comme une menace contre l'Etat, furent utilisés pour condamner des milliers de travailleurs. Agents provocateurs et dénonciateurs sur les lieux de travail furent largement employés. La répression fut sévère à l'égard de tous ceux qui se réclamaient du pacifisme et du socialisme. Des livres et des brochures furent saisis, des journaux interdits. Cependant, il demeure qu'en dehors de la Russie, la Grande-Bretagne est de tous les pays belligérants celui qui compte le plus grand nombre de grèves. En 1915, on compte trois millions de jours de grève, et deux millions cinq cent mille en 1916, frappant les principales industries, les mines, les chantiers navals, la métallurgie.* »

En 1917, alors que se cumulent les effets d'une hostilité grandissante aux massacres qui n'en finissent pas, mécontentement provoqué par la hausse des prix alimentaires et des loyers, que s'intensifie l'opposition à la conscription et que les conséquences de la révolution russe marquent tout le pays, on évalue à six millions et demi le nombre de journées de travail perdues pour faits de grève.

Deux développements distincts mais étroitement liés l'un à l'autre vont procéder de cette vitalité de la lutte des classes pendant la guerre.

Tout d'abord, le combat mené par des secteurs importants de la classe ouvrière pour ses revendications — combat qui a de fait une nature politique, puisqu'il est contradictoire avec l'ensemble de la législation de guerre, et que dans les faits, il signifie la « rupture » avec « l'union nationale » — requiert et implique l'organisation des travailleurs. Cette organisation, c'est celle qu'ils ont forgée : leur syndicat. Mais la direction des syndicats est pleinement inféodée à la politique d'Union sacrée. Et cela ne vaut pas que pour les sommets : non sans contradictions, la direction transmet ses consignes à tout l'appareil. Ce ne sont pas seulement les directions nationales, mais celles des régions ou des branches, qui vont condamner les travailleurs lorsqu'ils déclenchent une grève.

Dans plusieurs cas — puis le phénomène prendra une dimension nationale —, les travailleurs, vont, au sein même de leurs organisations syndicales, constituer leur propre représentation. Les principes fondateurs du syndicalisme, celui du délégué, celui du mandat, vont s'incarner dans le mouvement des délégués d'atelier (shop stewards), dans sa centralisation, formant une structure parallèle à celle des directions officielles, tout en étant parfaitement intégrées à l'organisation syndicale comme telle.

Laissons la parole à l'historien du mouvement ouvrier anglais G. D. H. Cole : « *Ce nouveau mouvement commença d'abord dans la Clyde et se manifesta d'abord par une rapide augmentation du nombre de shop stewards officiels nommés par les syndicats (3) (...). Mais ce développement se combina avec un autre : dans bien des cas, les ouvriers choisirent eux-mêmes leur délégué sans référence aux comités de district du syndicat (...). Les shop stewards s'organisèrent en comités à l'échelle de l'entreprise et élirent des présidents, des secrétaires, etc. (...). Ces comités ressentirent le besoin d'un lien entre eux et d'une plus large organisation.*

*La grève de la Clyde de février 1915 fut le terrain sur lequel se développa une*

*telle organisation non officielle. Le comité de grève se constitua en comité des travailleurs de la Clyde, représentatif de toutes les entreprises de la région. »*

Sans prétendre traiter — même sommairement — du déroulement de la lutte des classes en Grande-Bretagne pendant la guerre, notons simplement que le mouvement des shop stewards recula temporairement à Glasgow fin 1916, sous les coups de la répression (avant de rebondir en 1919, où il fut au centre d'une vague de grèves qui prirent dans la région un caractère insurrectionnel), et se développe en 1917 dans la région industrielle de Sheffield, se combinant avec l'enthousiasme et l'espoir suscités par la révolution russe. Le Labour Party avait vu le jour au début du siècle comme représentation politique du mouvement syndical. C'était une large fédération d'organisations syndicales, coopératives, politiques. Les sommets de celle-ci s'étaient tous rangés du côté de l'Union sacrée. Mais dans chacune de ces organisations s'affirma de plus en plus fortement l'opposition à la guerre. Parfois sous la forme du pacifisme, de « l'objection de conscience », souvent d'abord par l'affirmation qu'il fallait trouver une solution, aboutir à une « paix négociée ». Et parmi les militants formés dans une perspective révolutionnaire, se réclamant du marxisme ou du syndicalisme révolutionnaire, la lutte contre la guerre ne pouvait être efficace que comme lutte contre ses causes, contre l'Etat et le système d'exploitation en tant que tels.

Parmi ces militants, beaucoup en 1917 allaient se tourner vers le bolchevisme.

Des organisations politiques minoritaires s'étaient formées, comme le British Socialist Party, leur action étant souvent entravée par le sectarisme. Mais elles cherchaient la voie d'une action réelle contre la guerre impérialiste. Nombreux étaient les militants de ces

(3) Officiellement, ces shop stewards avaient comme fonction de collecter les cotisations syndicales. Ils se transformèrent en représentants des travailleurs au niveau de l'atelier sur toutes les questions.

organisations qui étaient également des shop stewards. Ils ont été à l'origine de profonds changements dans le mouvement ouvrier britannique, qui allaient non seulement aboutir à la création du Parti communiste de Grande-Bretagne, mais au fait qu'en 1918, la direction du Labour Party allait accepter que le programme du parti soit celui de la « *collectivisation des grands moyens de production et d'échanges* ». Lénine défendit alors, au travers d'âpres discussions, la nécessité pour le Parti communiste d'adhérer au Labour Party, d'agir comme l'une de ses composantes.

Nous publions trois extraits de documents :

— Des extraits du procès-verbal de la conférence tenue à Leeds en juin 1917.

L'ampleur de cette conférence témoigne de la profondeur du mouvement suscité par la révolution russe, et en particulier par la constitution des comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, les soviets. La conférence est marquée par la convergence de délégués issus du mouvement syndical, et du combat des shop stewards — et de délégués mandatés par des organisations politiques.

— Un rappel, au travers de divers documents, de la mobilisation ouvrière dans la région de la Clyde et de la constitution du Clyde Workers Committee.

— Enfin, de larges extraits d'un récit des grèves et de l'action des shop stewards à Sheffield.

# La conférence de Leeds

## Présentation

**L**e 3 juin 1917 se tint à Leeds, ville industrielle du nord de l'Angleterre, une conférence rassemblant 1 150 délégués d'organisations syndicales et de groupements politiques, des parlementaires, des personnalités. Cette conférence avait été convoquée « *pour féliciter et encourager nos camarades russes* » et pour « *travailler pour une paix internationale solide et réelle, fondée sur la solidarité de la classe ouvrière* ».

Cette conférence fut à la fois le résultat des luttes accumulées depuis le début de la guerre et du combat politique des opposants à la guerre impérialiste. Et ce fut aussi un tournant avant tout déterminé par la révolution russe, tournant qui allait entraîner, dans tout le pays, une nouvelle période de luttes revendicatives et donner une autre dimension au combat contre la guerre — ce qui n'était certes pas le souhait d'un certain nombre de participants...

La conférence de Leeds frappe par son ampleur et sa diversité. C'est de centaines d'équivalents de nos unions départementales et de sections syndicales que viennent des délégués et aussi des diverses organisations politiques liées au Labour Party, ainsi que de nombreux dirigeants nationaux et des parlementaires. Parmi eux, des militants qui ont été aux premiers rangs des combats menés contre les consignes des dirigeants, comme William Gallacher, l'un des animateurs des comités de la Clyde, l'un des premiers militants à avoir dénoncé le caractère impérialiste de la guerre, et dont l'intervention est saluée par d'enthousiastes applaudissements. Mais aussi des responsables — parfois à l'échelon le plus élevé — qui l'ont combattu, lui et ses camarades, et toute une série de militants qui se situent sur des positions intermédiaires (« centristes ») : certains qui ne condamnent

pas la guerre, mais se sont opposés à la conscription, d'autres qui se réclament du pacifisme, certains qui se prononcent pour une paix négociée...

C'est le mouvement profond qui a mûri au sein de la classe ouvrière qui explique leur présence. Pour une fraction d'entre eux, il s'agit d'un véritable déplacement vers la gauche, d'une rupture partielle avec la politique gouvernementale et l'Union sacrée. Pour d'autres, ne pouvant empêcher la conférence de se tenir, il s'agit de s'assurer qu'elle n'aura pas de suites immédiates, en se plaçant à sa tête et en employant une rhétorique révolutionnaire tout en ne rompant pas sur l'essentiel avec la politique du gouvernement. D'où le caractère contradictoire de la conférence de Leeds et des résolutions qui y sont adoptées. Ainsi, la résolution sur la création de « conseils ouvriers » restera lettre morte, même si le contenu révolutionnaire qu'elle a eu pour de nombreux délégués se retrouvera dans les luttes des travailleurs en 1917 et dans les années suivantes.

Robert Smillie, qui préside, la séance, est un vétéran des luttes de la classe ouvrière britannique. Pionnier de l'organisation syndicale dans les mines, il fut l'un des fondateurs de l'Independent Labour Party en 1893. Il s'opposa vigoureusement à la loi sur la conscription.

Ramsay MacDonald, qui présente la résolution « Salut à la Russie », se réclamait alors du pacifisme. Il restera dans l'histoire comme le Premier ministre du gouvernement formé par le Labour Party et le parti libéral en 1921 et comme celui qui tenta de former un gouvernement d'union nationale avec les conservateurs, ce qui provoqua son exclusion du Labour.

Tom Mann était aussi un vétéran du combat pour la construction des syn-

dicats, l'un des organisateurs de la grande grève des docks de Londres en 1889, et un opposant résolu à la guerre.

Bertrand Russell n'appartenait pas à strictement parler au mouvement ouvrier. Ecrivain et philosophe, pacifiste, il défendait tous ceux qui étaient emprisonnés pour leur combat contre la guerre. C'est à ce titre qu'il intervient dans les débats de la conférence.

Sylvia Pankhurst avait été l'une des principales organisatrices du combat des femmes pour obtenir le droit de vote. Elle était l'une des plus radicales porte-parole des militants qui s'opposaient à la guerre.

Elle se tourna vers le bolchevisme. Lénine polémique avec elle à cause de son rejet des élections dans *La Maladie infantile du communisme*.

Dora Montefiore, qui soutient la motion présentée par Ramsay MacDonald, est une camarade de combat de Sylvia Pankhurst. Elle sera l'une des fondatrices du Parti communiste britannique en 1920.

Il nous a semblé intéressant de publier en annexe de cette partie la lettre qu'elle adressa à Lénine en 1918, lettre témoignant de l'évolution de toute une partie des délégués participant à la conférence de Leeds.

# Ce qui s'est passé à Leeds

Première publication le 3 juin 1917 par le conseil des délégués d'ouvriers et de soldats, 4, Duke St. Adelphi London W. C.

Transcription : Ted Crawford

1 150 délégués d'organisations démocratiques participèrent au congrès du 3 juin à Leeds.

Composition des délégations :

- Les conseils syndicaux et sections locales du Labour Party : 209 délégués
- Les organisations syndicales : 371 délégués
- L'Independent Labour Party : 294 délégués
- British Socialist Party : 88 délégués
- Autres organisations socialistes : 16 délégués
- Organisations de femmes (y compris la Ligue des femmes du Labour), autres organisations (y compris les associations d'enseignement pour les adultes, les sociétés coopératives, l'Union pour le contrôle démocratique, le Conseil national pour les libertés civiles, les sociétés pacifistes et les Comités pour l'organisation du 1<sup>er</sup> Mai) : 118 délégués.

## DISCOURS

**Robert Smillie** (président de séance) :

Nous nous réunissons aujourd'hui après une série de réunions qui se sont tenues dans différentes parties du pays au cours desquelles nous avons salué la révolution russe. Je pense que les organisateurs de la grande conférence qui s'est tenue à l'Albert Hall à Londres méritent les remerciements de tous les démocrates de notre pays. (*Applaudissements.*) Ils ont saisi le moment psychologique. Maintenant, il nous a paru juste de concentrer tout l'enthousiasme qui s'est dégagé de toutes les parties du pays dans cette grande conférence centrale, représentative de la démocratie et du mouvement ouvrier organisé de ce pays. Je ne crois pas que cela aurait été possible de tenir des réunions comme celles de Londres, Manchester, Glasgow ni celles des autres grandes métropoles ni cette grande conférence représentative sans l'avènement de la révolution russe. Dans notre pays, nous avons atteint un stade

où nous n'étions plus capables de nous reconnaître nous-mêmes. Les droits que nous avons sur notre propre existence nous ont été retirés il y a bien longtemps. S'il est juste que le peuple russe soit félicité pour avoir gagné sa liberté, assurément, il est également juste que le peuple de Grande-Bretagne désire aussi sa liberté. Maintenant, nous ne sommes pas réunis ici pour parler de trahison. Nous sommes réunis pour parler raison. (*Applaudissements.*) Je me réjouis d'apprendre que toutes les oppositions ont été levées concernant les trois premières résolutions. Assurément, personne ici dans cette salle ni dans cette ville, ni en Grande-Bretagne ne peut refuser d'envoyer ses félicitations à nos camarades de Russie. Je ne vois pas comment on pourrait raisonnablement s'opposer à une révision de la politique étrangère et des objectifs de la guerre. Quant à la troisième résolution, les libertés civiles sont à mes yeux ce qui est le plus important au monde. Sans liberté civile, la vie ne vaut pas d'être vécue. A l'heure actuelle, dans ce pays,

nous n'avons pas de libertés civiles. (*Bravo !*) J'en arrive à la dernière résolution. Nos soldats n'ont pas la parole. Ils n'ont pas d'organisations qui puissent faire valoir leurs réclamations ni attirer l'attention sur leurs revendications. Y a-t-il quelqu'un ici qui pense qu'une telle organisation est inutile ? Les familles et les proches de ceux qui sont actuellement au front ont-ils été si bien traités qu'il n'y aurait pas besoin de faire quelque chose de plus ? Et quant aux soldats qui sont au front eux-mêmes, ou ceux qui ont été blessés ou ceux qui ont quitté l'armée, ont-ils été traités de façon qui les satisfait pleinement ? Il faut établir des liens plus étroits entre la population civile et ceux qui sont sous les armes.

Nous voulons essayer d'agir pour que le peuple de ce pays se concentre sur la paix. (*Applaudissements prolongés.*) Je pense qu'il est désormais bien établi que les puissances centrales sont incapables d'en finir avec les Alliés et que les Alliés ne peuvent en finir avec les puissances centrales. Quand nous serons en paix — même si c'est dans 40, 50 ou 60 ans — la paix sera le résultat de négociations. (*Applaudissements.*) Est-il nécessaire de massacrer davantage de millions de fils du peuple ? (*Non.*) Nous voulons une paix durable, et ce ne sont ni les rois ni les négociateurs qui nous apporteront une paix durable. Cette paix, c'est seulement le peuple qui peut la faire exister. (*Applaudissements.*) A l'heure actuelle, je n'ai nullement envie de voir la Russie faire la paix séparément. Mais le peuple russe a parfaitement le droit de nous dire qu'il a clairement établi son objectif. Il a parfaitement le droit de nous demander d'établir nos positions tout aussi clairement. Si nous, la France et l'Italie joignons nos forces à l'Amérique et la Russie pour dénoncer l'impérialisme et les annexions, je suis persuadé que le gouvernement allemand sera forcé par son opinion publique de négocier en des termes similaires, ou alors le peuple allemand suivra la voie tracée par le peuple russe. (*Applaudissements.*)

## PREMIÈRE RÉOLUTION

### Salut à la Russie !

Cette conférence des organisations syndicales, socialistes et démocratiques de Grande-Bretagne envoie son salut à la révolution russe. C'est avec gratitude et admiration que nous félicitons le peuple russe pour une révolution qui vient de renverser un gouvernement tyrannique qui s'est opposé au développement intellectuel et social de la Russie, une révolution qui a fait disparaître la menace latente d'un impérialisme belliqueux en Europe de l'Est et qui a libéré le peuple de la Russie pour qu'il puisse accomplir la grande tâche d'édification de sa propre liberté politique et économique sur des bases solides, et pour se placer au premier rang du mouvement international de l'émancipation ouvrière de toutes les formes d'oppression et d'exploitation politique, économique et impérialiste.

**Présentée par J. Ramsay MacDonald,**  
**membre du Parlement,**  
**assisté de Mrs Montefiore**

## DEUXIÈME RÉOLUTION

### Politique étrangère

Cette conférence des organisations syndicales, socialistes et démocratiques de Grande-Bretagne se réjouit de la déclaration sur la politique étrangère et les objectifs de la guerre du gouvernement provisoire de Russie. Elle partage la ferme conviction que la chute du régime tsariste et la consolidation des principes démocratiques de la politique intérieure et extérieure de la Russie fera naître dans les démocraties d'autres nations de nouvelles aspirations vers une paix stable et vers la fraternité des nations. Armés de cette conviction, nous nous engageons à œuvrer pour un accord avec les démocraties au plan international, pour le rétablissement d'une paix généralisée qui ne voudra pas aboutir à la domination d'une nation sur les autres, ni à l'accaparement de leurs possessions nationales, ni à l'usurpation violente de leurs territoires — une paix

sans annexion ni indemnités, une paix basée sur le droit des nations de décider de leurs propre destinées. Comme première étape dans cette voie, nous demandons au gouvernement britannique d'annoncer immédiatement son accord avec la déclaration de politique étrangère et des objectifs de la guerre du gouvernement démocratique de Russie.

**Motion présentée par Philip Snowden, membre du Parlement, assisté de E. C. Fairchild**

**Motions adoptées avec deux ou trois voix contre.**

### **Tom Mann**

Du fond du cœur, je tiens à féliciter tous ceux qui ont permis la tenue de ce rassemblement. Je suis convaincu qu'il était absolument essentiel pour l'intérêt véritable du mouvement ouvrier organisé et pour celui de l'ensemble du pays que ces opinions puissent s'exprimer à ce moment. D'après ce que je sais, je suis bien certain que s'est opéré un changement d'opinion radical dans le mouvement ouvrier organisé et dans ce que l'on a jusqu'à présent présenté à la nation comme son opinion. Même si, à un moment, cela a pu être vrai, ce n'est certainement plus le cas. Il ne peut exister aucune ambiguïté sur ce que demande la Russie. Pour ma part, il n'y a aucun mot dans la résolution qui aille à l'encontre de mes convictions. De fait, nous nous sommes des milliers de fois réclamés de l'internationalisme, et de tous les autres principes contenus dans la résolution. Et s'il se trouvait quelqu'un pour exprimer des doutes quant à la volonté de la Russie de se conduire de façon juste à l'égard des petites nations — par exemple la Belgique ou la Serbie, la Roumanie, la Pologne ou d'autres — se trouve-t-il qui que ce soit de sensé pour remettre en question leurs aspirations et leur volonté profondément manifeste ? Déclarons maintenant que nous sommes pour ces grands principes mis en avant dans le Manifeste russe publié en 1917, des principes fort bien exprimés dans cette résolution. Demandons à la France de

faire de même et, avant d'en appeler à la France, mettons-le en application nous-mêmes. (*Applaudissements.*)

## **TROISIÈME RÉOLUTION**

### **Libertés civiles**

Cette conférence demande au gouvernement de Grande-Bretagne de se mettre en accord avec la démocratie russe en proclamant qu'il adopte une charte des libertés instaurant la totalité des droits politiques pour tous les hommes et toutes les femmes et qu'il est déterminé à la mettre en œuvre immédiatement. Cette charte doit porter sur la liberté d'expression, liberté absolue de la presse, l'amnistie générale pour tous ceux qui ont été emprisonnés pour leurs opinions politiques ou religieuses, droit plein et entier d'association politique et syndicale et droit du travail libéré de toutes formes de contrainte et de restrictions.

**Motion présentée par C. G. Ammon, assisté de Mrs Despard**

### **Bertrand Russell**

Je veux dire ici quelques mots sur le millier d'hommes actuellement en prison dans ce pays parce qu'ils ont cru à la fraternité entre les hommes. (*Bravo !*) Plus que de plaider leur cause auprès de vous, je veux surtout, en leur nom, vous faire part de la joie profonde qu'ils ressentent devant l'aide inestimable que vous leur apportez dans ces durs moments qu'ils traversent, lorsqu'ils se rendent compte que la liberté qu'ils ont essayé d'esquisser est maintenant en train de prendre forme. Eux qui ont entamé la lutte au cœur des ténèbres, ils savent que désormais, le monde sort de la nuit, et au fond de leur prison, eux aussi ressentent la félicité qui nous envahit. Clifford Allen, que j'ai pu voir l'autre jour durant sa brève libération, retourne dans sa prison en sachant que le monde avance. Devant la cour martiale, il a déclaré qu'il se bat pour la liberté — (*applaudissements*) — autant que pour la paix. Et nous qui sommes libres, nous

qui, par le hasard de l'âge, n'avons pas le privilège d'être aux côtés de ces hommes, nous leur devons de garder en mémoire combien il est difficile, pour un homme qui veut faire tout son possible pour son pays et pour le monde, de se retrouver entre les quatre murs d'une cellule, impuissant, incapable de donner ses conseils, de partager son enthousiasme, et sa vie — réduit à rester confiné dans sa cellule dans l'incapacité d'agir. C'est cela qui leur pèse le plus, mais, tout comme nous, ils doivent savoir qu'ils ont fait beaucoup pour faire exister ce nouvel état d'esprit dans l'opinion publique, dans notre pays et dans le monde. C'est par leur refus de porter les armes qu'ils ont montré au monde qu'il est possible pour un homme seul de tenir tête à toute la puissance organisée de l'Etat. C'est quelque chose de très nouveau et de très important. C'est un fait qui renforce la dignité de l'homme, qui donne davantage de liberté à chacun d'entre nous lorsque nous portons nos regards sur le monde. (*Applaudissements.*)

**A cette étape, Robert Smillie prend la parole pour dire qu'il souhaite rappeler à la conférence la mémoire de leur camarade décédé Keir Hardie (1).**

**Tous se lèvent pour une minute de silence.**

## QUATRIÈME RÉOLUTION

### Les conseils d'ouvriers et de soldats

La conférence demande aux corps constitués d'instaurer immédiatement dans chaque ville, chaque secteur urbain ou village, des conseils de délégués ouvriers et de soldats pour organiser et coordonner l'activité ouvrière de soutien à l'orientation élaborée dans la résolution, et de déployer tous les efforts pour aboutir à la paix établie par les peuples des différents pays et pour l'émancipation totale politique et économique de la classe ouvrière mondiale. Ces conseils devront se montrer vigilants pour repérer et combattre toute atteinte aux libertés

syndicales et civiles ; devront tout spécialement veiller à la situation des femmes travailleuses et, de manière générale, apporter leur concours aux syndicats ; prendront des mesures actives pour empêcher la spéculation sur les prix de la nourriture et des produits de base et s'attacheront plus particulièrement aux questions des pensions des blessés et mutilés de guerre, des pensions dues aux personnes à charge des soldats dans l'armée de terre et la marine, à la mise en place de dispositions adéquates pour la formation professionnelle des mutilés et pour que les vétérans revenus à la vie civile soient embauchés dans des emplois adaptés offrant une rémunération correcte. De plus, ils s'assureront que les organisateurs de cette conférence se constituent en un comité provisoire qui devra veiller à aider à la constitution de conseils locaux de soldats et d'ouvriers et, plus généralement de veiller à la mise en œuvre des décisions prises par la présente conférence.

**Motion présentée par W. C. Anderson, membre du Parlement, assisté de Robert Williams**

**Sylvia Pankhurst**

Je suis sûre que tous, vous apporterez votre soutien à cette résolution, car je pense qu'elle représente une tentative pour aller directement vers le régime socialiste dont nous voulons tous voir l'avènement. Je pense que ce comité provisoire sera un jour le gouvernement provisoire, tout comme le gouvernement socialiste russe, et je me réjouis de voir que nous sortirons enfin de ce marasme du désespoir et que les travailleurs seront unis dans l'action commune. Nous avons, dans certaines résolutions, parlé d'« *atteintes à la liberté* », mais, dans ce pays, avons-nous jamais été libres ? Ce que nous voulons, c'est que la liberté s'étende de plus en plus. La

(1) Keir Hardie, organisateur des syndicats et de grandes batailles de classe, fut le premier parlementaire élu comme candidat ouvrier indépendant, dans les années de constitution du Labour Party.

révolution en Russie n'est pas que politique, elle est aussi industrielle. J'espère que vous ferez en sorte que certaines des femmes que vous choisirez feront partie de ces femmes surexploitées dans les ateliers, de ces mères

qui vivent dans des baraques et des taudis. J'espère que vous ne les mettrez pas de côté lorsque vous mettrez en place vos comités et votre gouvernement central. (*Applaudissements.*)

## ANNEXE

## Dora B Montefiore, 1918

### Lettre ouverte à Lénine

**C**amarade, un grand nombre d'entre nous dans le Parti socialiste britannique voulons vous faire parvenir un message d'encouragement et de félicitation pour la façon dont vous, et tous ceux qui vous entourent, mettez en place de façon ferme et scientifique les fondements du régime social-démocrate en Russie.

Au travers du fracas assourdissant et des hurlements qui emplissent les champs de bataille en Europe, il n'est pas aisé d'entendre la voix des travailleurs des différents pays qui plaident pour la raison et une véritable reconstruction, eux qui, au milieu des terrifiants massacres, ont bien du mal à se faire entendre. Et nous sommes trop bien conscients de la manière dont les quelques nouvelles qui vous parviennent vous révèlent la perte graduelle de nos libertés en Angleterre, sans que les dirigeants du peuple n'élèvent de protestation officielle alors que ce pays se vante d'être celui des libertés. Tout cela doit parfois vous donner l'impression que vous, en Russie, êtes seuls dans votre combat contre le capitalisme et son expression sinistre, le militarisme moderne. Mais, cher camarade, ceux d'entre nous qui partagent votre interprétation économique des conditions sociales existant actuellement, basées sur l'exploitation des travailleurs, suivons avec la plus grande attention et le soutien le plus fraternel les coups que vous et ceux qui sont autour de vous assénez sans pitié aux privilèges, à la compétition et à l'exploitation commerciale. Notre volonté est de nous dissocier de ces pseudo-socialistes qui, lorsqu'ils vous

dénoncent comme « *le dirigeant en Russie d'un parti composé d'anarchistes irresponsables dépourvus de ligne politique définie* », font le jeu des Northcliffe et des Lloyd George. Nous nous félicitons que vous fassiez passer les faits constructifs avant les paroles destructrices, que vous donniez au peuple immédiatement l'accès aux moyens de se nourrir, de se vêtir, de se loger, aux moyens de subsistance élémentaires ; et que vous liquidiez rapidement les inégalités qui empêchent les masses d'accéder aux moyens d'existence et à la connaissance des secrets diplomatiques qui les oppriment.

C'est à cause des attaques que nous subissons de la part des pseudo-socialistes et des « Northcliffe » que nous avons su que vous, les bolcheviks, accomplissiez en Russie l'œuvre que nous, social-démocrates, attendons de mener en Angleterre à la première occasion — gouverner les affaires du pays dans l'intérêt des travailleurs, au lieu de permettre aux bandits qui sont actuellement à la tête du pays de gouverner et d'exploiter les travailleurs dans l'intérêt d'un Etat capitaliste.

Camarade, avec beaucoup d'autres ici, nous vous assurons de nos sentiments de camaraderie ; nos vœux vous accompagnent, vous et tous ceux qui sont avec vous. La paix, le pain et l'égalité des chances pour le peuple. Que le flambeau de l'amitié internationale soit allumé par l'étincelle ardente de la fraternité humaine allumée par les travailleurs de Russie.

Salutations solidaires  
**Dora B Montefiore**

# Le mouvement des “shop stewards” dans la région de la Clyde

Même si c'est un peu briser avec le cadre chronologique fixé — l'année 1917 —, il est nécessaire de revenir brièvement sur les événements qui ont marqué, en 1915 et 1916, la région de Glasgow (la Clyde), car c'est là que sont d'abord apparus les comités de délégués d'atelier élus (les « shop stewards committees »).

Clydeside est une vaste région industrielle très concentrée, qui s'étend sur les bords de la rivière Clyde et dont Glasgow est le centre. Cette région avait été le théâtre d'âpres luttes de classe et les organisations syndicales s'y étaient développées dans le feu de l'action. De plus, depuis des années, des militants se réclamant du marxisme dans le mouvement ouvrier intervenaient inlassablement, comme John McLean, qui fut l'un des premiers à dénoncer la guerre impérialiste.

*« John McLean, dont la vie entière était consacrée à la lutte pour le socialisme révolutionnaire, passait ses nuits dans les rues ou les salles de réunion (...). Il parcourut toute l'Ecosse, incitant les travailleurs à lutter contre le capitalisme. (...) Quand la guerre fut déclarée, son énergie et son activité surpassèrent tout ce que nous avons vu jusqu'alors. Il respirait la haine de la société capitaliste et de la destruction dont elle menaçait l'humanité ; il allait par les rues de Glasgow, exhortant les travailleurs à une colère furieuse contre la guerre et les faiseurs de guerre.*

*La région de la Clyde devint un foyer d'agitation et de controverses : débats soutenus, vente de brochures dans les usines, classes d'études, réunions et*

*manifestations. La première réunion publique contre la guerre se tint à Glasgow Green le 9 août 1914. »*

Ce passage sur l'activité de John McLean est tiré d'un livre de William Gallacher — l'un des fondateurs du PC britannique —, intitulé : *Revolt on the Clyde*, et cité dans *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, de A. L. Morton et Georges Tate (traduction française éditée par François Maspero, *Cahiers Libres*, n° 3940). C'est de cet ouvrage que sont tirés les extraits qui suivent sur les luttes dans la région de la Clyde en 1915 et 1916.

Sur le terrain de la lutte de classe directe, une brèche s'ouvrit dans le mur de « l'Union sacrée » dès 1915.

## Extraits

« Le premier incident grave fut déclenché avant le début de la guerre par une demande d'augmentation de 2 pence l'heure, décidée par les ouvriers mécaniciens. Les patrons, se fiant à la complaisance expressée des directions syndicales officielles, purent retarder l'augmentation plusieurs fois jusqu'au jour où ce fut l'explosion, en février 1915, déclenchée par un fait nouveau — l'emploi d'ouvriers américains chez G. and J. Weir à des tarifs plus élevés. Les délégués syndicaux d'atelier décidèrent la grève immédiate, qui s'étendit rapidement et dans un enthousiasme extraordinaire à tous les ateliers de mécanique de la Clyde, touchant finalement environ 9 000 hommes dans les huit firmes les plus importantes.

Pour diriger le mouvement, les délégués des ateliers constituèrent un “Central Withdrawal of Labour Committee”. Le

rejet, par 8 927 voix contre 829, de l'ordre de l'exécutif de l'ASE (*le syndicat qui enjoignait d'accepter l'offre patronale* – NDR) (...) montra l'emprise de ce comité. Sous la pression combinée des directions syndicales, du gouvernement et de l'hystérie militariste déchaînée contre eux, les grévistes durent céder. Leur moral et leur solidarité ne furent cependant pas atteints, et ce fut en corps constitué qu'ils reprirent le travail, trois jours après l'expiration d'un ultimatum du gouvernement les menaçant d'arbitrage obligatoire. (...)

Dans la région de la Clyde, le Comité central de retrait de la main-d'œuvre, que la conclusion de la grève de février avait laissé très vivace, était devenu une organisation permanente sous le nom de *Clyde Workers' Committee*, avec pour président William Gallacher et pour secrétaire J. M. Messer. (...) Le comité exprimait la profonde colère des travailleurs de la Clyde lorsqu'il décrivait le soutien accordé au gouvernement, à propos de la loi sur les munitions, par les dirigeants des syndicats, comme "*la plus grande trahison à l'égard de la classe ouvrière*". Il proclamait ouvertement son défi absolu, non seulement à la loi sur les munitions, mais au capitalisme lui-même : le comité visait à "*obtenir un contrôle de plus en plus grand sur les conditions de travail dans les ateliers, régler les termes selon lesquels les ouvriers seront employés, organiser les ouvriers sur une base de classe et poursuivre la lutte des classes jusqu'à ce que soient atteints le renversement du système des salaires, la liberté des travailleurs et l'établissement de la démocratie industrielle*." Les travailleurs s'opposaient notamment au certificat de congé, grâce auquel un patron pouvait discréditer un ouvrier, mais sans lequel l'ouvrier ne pouvait quitter son emploi. En août 1915, deux ouvriers furent renvoyés du chantier naval de Fairfield avec, sur leurs certificats, la mention "*Renvoyés pour mollesse*" : les ouvriers du chantier se mirent en grève, et toute la Clyde en colère fut au bord de la grève.

L'autre point de la loi auquel s'opposaient les ouvriers était la clause concer-

nant la diminution du recours à la main-d'œuvre spécialisée. Le comité reconnaissait qu'elle constituait un "*pas en avant dans la ligne de l'évolution industrielle*", et qu'elle rendait la main-d'œuvre plus mobile et tendait à augmenter la production. Mais, disait-il, "*ce projet doit être mis en application sous le contrôle des ouvriers... Si cette demande était repoussée, ce serait la lutte à mort contre le nouveau système*."

En même temps, le comité soutint activement le mouvement contre l'augmentation des loyers qui suscitait dans les masses populaires une activité enthousiaste. (...) Quand dix-huit ouvriers aux munitions furent cités en justice pour n'avoir pas payé l'augmentation de loyer, près de 10 000 ouvriers mécaniciens et ouvriers de chantiers navals quittèrent leur poste et marchèrent sur le tribunal, envoyant en même temps un télégramme au gouvernement pour informer que la grève continuerait tant qu'aucune mesure ne serait prise. L'affaire fut classée : la *Rent Restriction Act* (loi de restriction sur les loyers) fut rapidement adoptée.

Forts de cette victoire appréciable, les travailleurs de la Clyde ne relâchèrent pas leurs efforts dans la lutte contre la menace encore plus grande de la loi sur les munitions. Quand Lloyd George visita les chantiers de la Clyde avec Arthur Henderson, principal représentant du Labour Party au Cabinet, et tenta d'expérimenter son éloquence sur les délégués syndicaux, il fut accueilli par des railleries et des sifflets, des provocations et le chant du *Drapeau rouge*. La réunion se termina dans le désordre.

Le gouvernement abandonna sa tentative de persuasion pacifique et les deux camps passèrent à la lutte violente. Le journal de Glasgow, *Forward*, fut interdit pour avoir publié un compte rendu circonstancié de l'humiliation subie par Lloyd Georges devant les délégués syndicaux : mais l'interdiction fut reportée sous la menace de la grève. Une demande d'augmentation de 2 pence l'heure fut rejetée par la commission sur la production.

McLean, continuellement engagé dans une campagne-ouragan contre la nouvelle menace de conscription militaire qui soulevait des protestations de tout le pays, même parmi les secteurs du mouvement qui jusque-là s'étaient montrés complaisants, fut arrêté pour sédition. Il assura sa propre défense avec énergie et agressivité mais fut condamné à trois ans de prison. (...)

Le coup suivant porté par le patronat provoqua une nouvelle tempête. Kirkwood, président des délégués syndicaux d'atelier à Parkhead Forge, se vit interdire de se rendre dans d'autres services que le sien dans l'exercice de ses fonctions ; l'incident déclencha, une fois de plus, sous la direction du comité

des travailleurs, une grève générale des ouvriers mécaniciens de la Clyde. Arrêtés dans leurs lits, huit délégués syndicaux importants, dont McManus, Messer et Kirkwood, furent interdits de séjour dans la région. Le mouvement fut ainsi décapité, et les travailleurs, mécontents mais privés de direction, furent convaincus de la nécessité de reprendre le travail. Le coup porté au mouvement de la Clyde était grave ; mais à mesure que le mécontentement provoqué par les nouvelles mesures gouvernementales grandissait, l'agitation ouvrière prenait des dimensions nationales, et d'autres grands centres industriels tels que Londres et Sheffield suivirent l'exemple de la Clyde en constituant des comités de travailleurs. »



Rent strike on Clydeside

# Le mouvement des “shop stewards” à Sheffield

**S**heffield est un centre industriel du nord de l'Angleterre. C'était, avant la Première Guerre mondiale, l'une des bases du syndicat des ouvriers mécaniciens, l'ASE. C'est parmi ces travailleurs que devait se développer, à la fin de 1916 puis en 1917, un fort mouvement d'organisation contre les agressions des employeurs et de l'Etat, qui utilisaient la guerre comme moyen de détruire les droits que les travailleurs avaient gagnés de haute lutte. Ce mouvement s'exprima à travers la constitution de comités des « shop stewards » (délégués d'ateliers), de la liaison entre eux, et de leur regroupement.

On peut dire que ce qui s'est alors développé à Sheffield est la reprise, mais aussi la continuation, de ce qui s'était développé l'année précédente à Glasgow et dans toute la région de la Clyde.

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la brochure de Bill Moore « Sheffield Shops Stewards in the First World War » publiée par l'Institut d'histoire du mouvement ouvrier du Parti communiste britannique. Cette étude étant trop longue pour être publiée en entier, nous en avons résumé la première partie et publié de larges extraits de la seconde partie consacrée en particulier à la grève des métallurgistes de Sheffield en 1917.

## Dans son introduction, Bill Moore constate :

« L'histoire des délégués ouvriers de Sheffield est celle de leur compréhension de plus en plus précise de ce qu'était la guerre. Leur lutte a com-

mencé sur un terrain strictement revendicatif, les travailleurs ne s'opposant pas effectivement à la guerre, pour se développer en un mouvement d'ensemble dont ils étaient les dirigeants (du fait de la défection officielle des dirigeants des Trade Unions) contre la conscription et la « dilution » (c'est-à-dire la mise en cause des qualifications), pour aboutir finalement à un mouvement politique de masse contre la poursuite de la guerre elle-même. (...)

Un élément important des luttes menées à Sheffield, c'est qu'elles n'ont pas seulement repris les choses au point où les travailleurs de la Clyde les avaient laissées, mais qu'au contraire :

— une fois lancées, leurs luttes ne subirent aucune défaite majeure et leur organisation ne fut pas brisée,

— l'organisation des “shop stewards” de Sheffield ne fut pas que la copie de celle de la Clyde, mais constitua un niveau supérieur. Le mouvement fut plus organisé, systématique, démocratique dans la mesure où il était ouvert à tout travailleur (qualifié comme non qualifié, femme comme homme, déjà adhérent au syndicat ou non). (...)

## “Les développements jusqu'en octobre 1916”

L'accord dénommé “Treasury Agreement” de mars 1915 stipulait que les syndicats renonçaient à l'exercice du droit de grève et abandonnaient toutes les pratiques qui pouvaient limiter la production d'armement, et autorisait la “dilution” (c'est-à-dire l'accomplissement de tâches réservées aux travail-

leurs qualifiés par des travailleurs non qualifiés). En retour, le gouvernement assurait que la “dilution” était restreinte à la production de guerre, que les salaires ne seraient pas baissés et que toutes les mesures exceptionnelles n’étaient autorisées que pour la durée de la guerre. En fait, toutes ces promesses gouvernementales furent brisées. (...)

Au milieu de l’année 1915, le gouvernement prit des mesures qui entraînent le violent mécontentement des travailleurs. Il s’agit du “Munitions of War Act”, qui donnait force de loi aux accords du Treasury Agreement mais qui incluait une nouvelle clause interdisant aux travailleurs de quitter leur emploi (s’il était lié à la production de guerre) sans un certificat d’autorisation de leur employeur.

Le 1<sup>er</sup> juin 1915, le comité régional de l’ASE condamna cette loi et publia une résolution disant : *“Si les adhérents de notre syndicat veulent changer d’emploi (pour un emploi plus avantageux), ils doivent ignorer toute notification leur interdisant de le faire.”* »

**C’est ce même comité régional qui, à la fin de l’année 1915, appela à la généralisation de l’élection de délégués d’atelier. Dans nombre d’entreprises, des menaces de renvoi et d’incorporation dans les forces armées furent adressées aux « shop stewards ». Bill Moore poursuit sur ce point :**

« Néanmoins, en dépit de cela, un réseau serré de “shop stewards” s’étendit à toutes les usines. Il ne fallut pas attendre longtemps pour que leur détermination soit testée. Leonard Hargreaves fut appelé sous les drapeaux en octobre 1916 en dépit du fait qu’il était ajusteur qualifié. Le gouvernement avait assuré que les travailleurs qui se portaient volontaires pour la production d’armement ou de munitions ne seraient pas mobilisés. »

**Avant d’en venir à la mobilisation des travailleurs qui fit céder le gouvernement sur le cas de Leonard Hargreaves, Bill Moore évoque plusieurs incidents, notamment la suspension d’un travailleur accusé d’avoir « quitté son**

**travail sans autorisation », qui provoqua une menace de grève de la part des travailleurs à l’appel des comités de « shop stewards ».**

## Le cas de Leonard Hargreaves

**Leonard Hargreaves écrivit à sa section syndicale une lettre contestant son incorporation dans l’armée. Bill Moore écrit :**

« Une négociation fut d’abord tentée par les moyens légaux habituels du syndicat, mais sans résultat. Le sentiment grandit parmi les travailleurs qu’on ne pouvait en rester là. (...)

Le 8 novembre, à l’appel du comité régional du syndicat, un meeting de protestation fut organisé, meeting auquel furent invités des représentants d’autres branches, ce qui marquait un pas en avant considérable. Respectant les consignes de la direction nationale de l’ASE, le comité régional en tant que tel se retira, mais nombre des membres de ce comité étaient des “shop stewards”. Le meeting décida qu’il accordait une semaine de délai au gouvernement pour libérer Hargreaves de ses obligations militaires. S’il n’était pas de retour à son poste de travail le 15 novembre, ce serait la grève totale. (...)

Le 15 novembre, 200 “shop stewards” se rassemblèrent, prêts à transmettre l’ordre de grève aux différentes entreprises et à élargir la mobilisation à des usines plus éloignées au moyen de courriers transportés par motos et bicyclettes. Comme, à 16 heures, il n’y avait aucune réponse de la part des autorités, l’ordre de grève fut lancé. Tard dans la soirée, la direction de l’ASE faisait savoir qu’Hargreaves allait être rendu à la vie civile. Mais l’intéressé lui-même déclara n’avoir aucune nouvelle des autorités. C’est seulement le 17 novembre que les officiels accompagnèrent Hargreaves jusqu’à son usine. (...)

L’effet de la grève fut considérable et manifesta la force de la solidarité. De plus, elle donna un prestige considérable

aux "shop stewards" et à leur mouvement. Elle permit à la direction de l'ASE de confirmer que tout travailleur qualifié opérant dans une usine de munitions ou d'armement ne pouvait être mobilisé. (...)

Enfin, et plus fondamentalement, ce fut la première expression d'une mobilisation de masse contre la guerre elle-même.

## Organisation des "shop stewards"

L'affaire Hargreaves fut rapidement suivie par l'organisation du mouvement des "shop stewards" (délégués d'ateliers). En janvier 1917, les délégués appelèrent à un autre meeting de masse pour envisager les prochaines mesures à prendre et, à ce meeting, furent invités tous les ouvriers qualifiés et certains ouvriers semi-qualifiés — ce qui représentait un nouveau pas en avant. L'unanimité se fit sur la décision d'étendre l'organisation à tous les ouvriers des usines : qualifiés, semi-qualifiés, non qualifiés, hommes et femmes. L'organisation devait se structurer en quatre niveaux :

1. Dans chaque établissement, il devait y avoir un comité des délégués composé des délégués élus par tous les ouvriers de l'établissement. Si possible, les délégués devaient être proposés par leur syndicat, mais même des non syndiqués pouvaient être acceptés s'ils avaient la confiance des ouvriers (dans les faits, cela aboutit à une syndicalisation de masse).

2. Il devait y avoir un comité d'usine ou de manufacture composé des représentants de chaque comité d'établissement.

3. Un comité d'industrie de Sheffield comprenant des représentants de toutes les usines de la ville.

4. Une organisation au plan national — le comité des ouvriers de Sheffield était conçu comme faisant partie d'un mouvement national et, en fait, le Mouvement national des délégués et des comités ouvriers fut très rapidement construit.

Dans toutes les usines, on se battit pour faire adopter ces principes d'organisation. Ils furent également mis en forme dans une brochure écrite par J. T. Murphy : *"Le comité d'ouvriers : éléments de principes et d'organisation"*. Cette brochure bénéficia d'un "succès sans précédent" (à l'époque, mars 1918, 25 000 exemplaires avaient été vendus).

*"Les commandes affluaient de toutes les régions du Royaume-Uni et même de France, d'Afrique du Sud et de Nouvelle-Zélande. Les responsables gouvernementaux, les organisations patronales et des étudiants de toutes les classes posaient des questions sur cette brochure, et cela atteste du grand intérêt qu'elle suscitait dans toutes les classes. Dans son premier discours sur le sujet à Huddersfield, le D<sup>r</sup> Addison, ministre de la Reconstruction, en parlait, disant que cela indiquait que les ouvriers étaient en train de mettre en place un mécanisme qui serait suffisamment puissant pour leur permettre d'avoir leur mot à dire dans toutes les propositions qui seraient faites. C'est désormais un classique de la littérature du syndicalisme dans l'industrie..."*

Un incident qui ne manque pas d'intérêt survenu en mars 1917 montre à l'évidence qu'il était nécessaire de se battre, pas seulement pour cette organisation, mais aussi pour les bases économiques et politiques sur lesquelles elle se fondait. Le 21 mars, les conducteurs de machines de Barrow se mirent en grève à cause de la prime. Le camarade Ibbotson raconte :

*"Nous avons tenu une assemblée générale des délégués et nous avons décidé de soutenir Barrow sur le problème de la grève pour la prime, mais la base n'a pas suivi. On a tenu un meeting de masse à Bold Street qui a décidé de ne pas soutenir Barrow. Dix jours plus tard, un autre meeting de masse au Coliseum a décidé d'apporter son soutien."*

Le système de primes n'existait pas à Sheffield et, par conséquent, la base ne s'y intéressait pas. Cela a pris dix jours de discussions pour que les délégués

parviennent à convaincre les ouvriers de changer d'avis. Quelques semaines plus tard cependant, un nouveau problème posa la question de l'unité des travailleurs : la grande grève de mai 1917 au sujet de la "dilution" (l'emploi hors qualification).

## La grande grève sur la "dilution" (emploi hors qualification)

Le "Treasury Agreement" de 1915 avait spécifiquement limité l'emploi hors qualification à l'effort de guerre. En mars 1917, chez Tweedale and Smalley's à Rochdale, on avait essayé d'étendre cette mesure à la production normale : l'usinage de pièces pour les filatures de coton. Les ouvriers qui devaient former les ouvriers non qualifiés avaient refusé et avaient été licenciés : 400 syndicalistes descendirent dans la rue pour protester. S'ensuivit un mois de négociations syndicales qui n'aboutirent pas. Entre-temps, le gouvernement avait déposé devant le Parlement un projet de loi portant sur la "dilution", qui étendait l'emploi hors qualification à la production normale et qui, par la même occasion, supprimait l'exemption de mobilisation (effective seulement après la grève sur le cas Hargreaves), et, coup de grâce, qui aurait laissé les seuls tribunaux militaires habilités à décider, en collaboration avec les patrons, de l'exemption de mobilisation pour les ouvriers. Ce fut la goutte d'eau. Deux résolutions adoptées par la section n° 12 montrent l'état d'esprit qui régnait alors.

— "Nous, membres de la section n° 12 de l'ASE de Sheffield réunis, exprimons les plus vives inquiétudes concernant les propositions faites par le Premier ministre de rompre les promesses claires et sans équivoques faites au mouvement syndical par les ministres en charge de la question contre la mobilisation des ouvriers de l'industrie et son intention déclarée d'introduire une mesure permettant

*d'obliger les ouvriers de l'industrie à aller sous les drapeaux, ce qui aboutit à la militarisation généralisée de la nation" (9 mars 1917).*

— "Nous décidons que notre secrétaire doit écrire au Lord Maire pour lui faire part de notre opposition radicale à la mobilisation des ouvriers et nous pensons que nous en faisons déjà bien assez" (23 mars 1917).

Infliger une défaite au gouvernement signifiait lui imposer un recul à Rochdale, où il avait tenté d'étendre la "dilution" à des secteurs ne relevant pas de la production d'armes et de munitions. Le 3 mai, tout Rochdale sortit dans la rue. Le 5 mai, 60 000 ouvriers avaient cessé le travail dans le Lancashire et, le même jour, le comité de district de Sheffield adoptait une résolution pour la grève de solidarité. Le 6 mai, il y eut des meetings de masse dans tout le pays, y compris à Sheffield. A 16 h 30 le 7 mai, ce télégramme parvint au local central de l'ASE, adressé à Gavigan, président du district :

*"Sommes informés que les ouvriers menacent cesser travail ce soir. (...) Rapport complet sera fait lors de la réunion des délégués dans un jour ou deux."*

Moins de deux heures plus tard, le camarade Gavigan recevait le télégramme suivant à son adresse personnelle :

*"Commission exécutive désapprouve résolutions adoptées à la réunion du comité de district du cinq. Le CD reçoit instruction informer adhérents que le syndicat ne peut en aucun cas être associé à politique de cessation de travail. Informez adhérents qu'ils doivent continuer le travail."*

Le comité régional refusa de se laisser intimider et la grève commença. (...)

Le journal local, le *Sheffield Telegraph*, publiait un article sur la grève qui, au-delà du ton particulièrement sarcastique, rend compte de l'enthousiasme, de la confiance et de la conscience politique qui désormais habitaient les ouvriers. Il parle des coursiers motocyclistes.

*“Nous avons vu ces motocyclistes dans notre propre quartier la semaine dernière qui apportaient les nouvelles de la progression de la grève vers d'autres lieux de travail. Certains de “ces jeunots” du mouvement s'imaginaient vraiment que le grand soir avait commencé et que maintenant les capitalistes haïs et le gouvernement Lloyd George encore plus détesté allaient être balayés par la révolution qui frappait à la porte. Pour le moment, la révolution russe a tourné la tête de certains de ces jeunes qui veulent reconstruire la société et l'industrie...”*

Il y eut sans aucun doute une montée rapide de la propagande antimilitariste. La grève ne pouvait qu'accroître la déception qu'éprouvaient les travailleurs devant les objectifs et les résultats de la guerre. Surtout alors que les autorités, y compris la direction de la confédération syndicale, agissaient de manière la plus autoritaire. Le 12 mai, une réunion nationale des “shop stewards” se tint à Derby, en préparation de la tentative de rencontre avec le gouvernement le 15 mai. Le D<sup>r</sup> Addison, ministre des Armements, refusa de rencontrer les délégués, et la CE du syndicat refusa d'intercéder en leur faveur. La CE fit plus : le 12 mai, le camarade Harbinson reçut un télégramme qui disait :

*“Commission a décidé suspendre comité district Sheffield et ne reconnaît que camarade Gavigan comme secrétaire de district ; commission exécutive vous demande cesser immédiatement intervenir comme soi-disant secrétaire de district.” (...)*

La réponse ne fut pas celle qu'attendait la CE. La section n° 12 se réunissait le vendredi suivant, le 18 mai, et adopta la résolution suivante :

*“Nous, section n° 12 de Sheffield, réunis, sommes outrés par la mesure de suspension prise à l'encontre de la commission de district de Sheffield et nous exigeons sa réintégration. Nous voulons également exprimer notre désaccord avec la CE, qui utilise la presse capitaliste pour aller à l'encontre des aspirations de ceux qui sont sur le terrain.”*

Deux autres résolutions furent adoptées car, le même jour, le gouvernement essayait d'avoir recours à des manœuvres d'intimidation et arrêta huit dirigeants “shop stewards” participant à la conférence de Derby, y compris Burgess et Hill de Sheffield.

*“Nous, section n° 12 de Sheffield, de l'ASE, prenons ici l'engagement de ne pas reprendre le travail tant que nos camarades Burgess et Hill ainsi que nos camarades dans d'autres districts ne seront pas libérés” (...).*

Il y eut une telle pression dans tout le pays que la CE fut de fait obligée d'agir. Un entretien fut demandé au D<sup>r</sup> Addison. Le résultat fut que le gouvernement promit qu'il n'y aurait pas de poursuites et que les hommes arrêtés seraient libérés à condition que les délégués demandent aux ouvriers de reprendre le travail immédiatement. Le 23 mai, toutes les inculpations contre les huit dirigeants étaient levées et le projet de loi sur l'emploi hors qualification était retiré. Le 24 mai, les conducteurs de machines de Sheffield reprenaient le travail.

## Les travailleurs contre la guerre

La révolution russe de février 1917, le congrès de Leeds de juin 1917 qui mettait en place des conseils d'ouvriers et de soldats (la section n° 12 envoya deux délégués) et la révolution russe d'octobre 1917, tous ces événements renforcèrent le sentiment antiguerre qui gagnait tout le pays. En témoigne cet exemple donné par le camarade Bill Ward :

*“Les propriétaires des salles Jungle et Olympia, les salles les plus grandes pour accueillir des meetings, ont refusé de louer leur salle. Nous sommes allés voir le chef de la police, le major Hall-Dallwood, et nous lui avons demandé d'intercéder pour nous en lui expliquant qu'il y aurait des milliers de gens dans la rue s'ils ne pouvaient pas entrer dans la salle où se tenait le meeting. Le chef de la police a dit : “Vous allez pouvoir tenir votre meeting”, et ça s'est fait !”*

Le sentiment croissant contre la guerre est visible dans les journaux ouvriers, *Solidarity*, *Scottish Worker* et surtout *Firth Worker*, qui commença à être publié en juin 1917. (...)

En juillet 1918, le *Firth Worker* fut interdit, ce qui amena la section n° 12 à voter une nouvelle résolution (12 juillet 1918) :

*“Notre section élève la plus vive protestation contre l’interdiction du Firth Worker et contre la politique de répression adoptée par le gouvernement contre la liberté de parole et contre la presse.”*

Quelques mois plus tard, une autre résolution était adoptée (18 octobre 1918) :

*“La résolution suivante doit être portée à la connaissance du ministre de l’Intérieur : “La section 12 de Sheffield de l’ASE proteste contre l’interdiction de*

*The Socialist Labour Press* et d’autres publications et demande au gouvernement de reconsidérer immédiatement sa décision concernant cette affaire.” (...)

L’exigence d’une paix immédiate et d’établissement de relations d’amitié et de soutien à la Russie se généralisait. Lors de la conférence nationale des “shop stewards” de Manchester, en décembre 1917, la discussion porta sur “*la paix, maintenant*”. La conférence commune des “shop stewards” et des comités syndicaux, début janvier 1918, exprima sa solidarité avec la révolution russe et enregistra l’exigence que les propositions de paix de la Russie soient acceptées.

En mars 1918, lors d’une conférence à Sheffield, le conseil national des “shop stewards” discuta sur le thème : “*La paix sans annexions ni indemnités*”, reprenant les propositions de paix faites par le gouvernement des soviets. »

# L'année 1917 en Italie

**S**i l'historien français Jean Jacques Becker a pu intituler un de ces ouvrages *1917 en Europe. L'année impossible*, on peut dire à bon droit que pour l'Italie, cette même année mérite sans aucun doute la qualification d'« année terrible ». Qu'on en juge.

## Sur le front : une situation catastrophique

Sur le front nord-est, à la frontière italo-autrichienne, une guerre de position épuisante et très meurtrière se prolonge depuis plus d'un an, sans résultat tangible sur le plan militaire et dans des conditions de plus en plus atroces. Si au 1<sup>er</sup> janvier les autorités gouvernementales italiennes font état de la détention de 78 013 sous-officiers et simples soldats et de 1 965 officiers austro-hongrois, lors de la seule offensive (la onzième depuis l'entrée de l'Italie en guerre en mai 1915 !) lancée sur le fleuve Isonzo entre le 17 août et le 15 septembre, la III<sup>e</sup> Armée italienne compte 165 000 victimes (morts et blessés confondus).

Le découragement de la troupe est à son comble, et personne ne croit évidemment plus en une issue rapide des hostilités.

L'état-major, dirigé par le général Luigi Cadorna, de plus en plus critiqué par ses subalternes et par les politiques que, de son côté, il n'épargne pas, s'entête à échafauder

des stratégies qui se révèlent toutes plus aléatoires les unes que les autres et qui aboutiront, le 24 octobre, au désastre absolu de Caporetto, sans aucun doute la pire débâcle militaire que connut le pays pourtant accoutumé à ce genre de déroute depuis le désastre d'Adoua en 1896 essuyé en terre d'Afrique.

Le 6 juin, une très âpre bataille, qui s'était déroulée autour de la localité de Flondar, dans le cours inférieur de l'Isonzo, prend fin dans des conditions effroyables, les derniers affrontements s'achevant au corps à corps à la baïonnette. Les Italiens ont perdu 22 000 hommes, dont 10 000 prisonniers.

Le général Cadorna écrit alors au président du Conseil, Paolo Boselli, en parlant de trahison et de désertion de régiments entiers : « *D'après les informations que j'ai reçues jusqu'ici du commandement de la III<sup>e</sup> Armée, il apparaîtrait que la majorité des prisonniers appartient aux trois régiments d'infanterie composés en majorité de Siciliens* », et ajoute que le gouvernement « *doit briser l'action des agitateurs les plus dangereux par des mesures énergiques et immédiates aux sources mêmes d'où elle surgit* ».

## Des dissensions au sein de l'Entente

Au plan diplomatique, la situation est, elle aussi, loin d'être au beau fixe en raison des capacités de résistance démontrées par les Empires centraux, de

l'effondrement de l'armée russe en partie dû à la révolution de Février et à ses prolongements, des succès remportés par la marine allemande qui vont provoquer l'entrée en guerre des États-Unis en avril.

Le 15 février, les Italiens font les frais de cette redoutable efficacité de la marine allemande dans la guerre sous-marine : un de leur navire, le *Minas*, qui transportait des troupes italiennes et françaises vers Salonique, est coulé en Méditerranée. Le bilan est très lourd : 870 victimes au total, dont 315 soldats italiens ainsi que les onze membres d'équipage.

Lors de la conférence interalliée qui se tient à Rome le 5 janvier, et à laquelle assistent les différents chefs de gouvernement, le libéral David Lloyd George pour le Royaume-Uni, Aristide Briand pour la France, Paolo Boselli pour l'Italie, en présence des deux chefs des états-majors respectifs français et italien, les généraux Robert Georges Nivelles et Luigi Cadorna, le Premier ministre anglais suggère que le front italien devienne l'objectif stratégique principal de l'effort de guerre de l'Entente, ce qui n'est pas sans inquiéter les représentants italiens, bien informés du moral très bas de la troupe et des agitations nombreuses qui commencent à secouer le pays.

Les nombreux non-dits sur lesquels s'achève la conférence masquent mal les dissensions qui subsistent sur des questions de très grande importance (qui se révéleront d'ailleurs, dès la fin du conflit, en 1918, des foyers d'agitation et de tension annonciateurs de nouveaux affrontements et, en dernière instance, d'une nouvelle conflagration mondiale encore plus terrible que la première) :

— sort à réserver aux divers membres de l'Empire multinational austro-hongrois, et notamment aux Slaves du sud de la péninsule des Balkans,

— question de la nouvelle répartition des zones d'influence au Moyen-Orient dans l'éventualité probable d'un nouveau démembrement de l'Empire turc (un équilibre qui s'établira dans les

conditions que l'on sait, et qui influent encore grandement sur les conflits en cours et tout aussi menaçants qui marquent ce début d'année 2015).

Quelques mois plus tard, le 20 avril, s'ouvre à Saint-Jean-de-Maurienne une autre conférence à l'initiative du prince Sixte de Bourbon, beau-frère de l'empereur d'Autriche, qui lui avait expressément demandé de sonder les deux principaux membres de l'Entente (David Lloyd George et le nouveau président du Conseil français, Alexandre Ribot), à l'exclusion de l'Italie, sur les possibilités d'une paix séparée. Alexandre Ribot demande que le ministre italien des Affaires étrangères, Sidney Sonnino, soit rigoureusement tenu à l'écart de ces tractations. Ce dernier tient à réaffirmer l'exigence de s'en tenir à ce qui avait été promis à l'Italie lors du traité de Londres de 1915 : à savoir le Trentin, Trieste, la Dalmatie et les îles de l'Adriatique, ainsi que des têtes de pont sur la côte méditerranéenne de la Turquie.

Comme on le voit, les alliances impérialistes, en dépit des solennelles démonstrations d'amitié éternelle et de fraternité indéfectible qui les accompagnent en général, ne sont jamais exemptes de calculs, de double jeu et de coups bas, et toujours propices au surgissement de futurs conflits basés sur des renversements d'alliances. C'est précisément cette vénéneuse pratique de la diplomatie secrète que les bolcheviks aboliront en octobre, en dénonçant tous les traités secrets passés par le tsarisme.

Un exemple bien significatif du manque de coordination entre les armées de l'Entente est précisément celui du front balkanique, où, le 10 mai, le général français Maurice Sarrail donne l'ordre d'annuler une offensive des troupes italiennes dans la région du fleuve Erigon, en Macédoine ; mais le message n'est pas transmis au bataillon italien qui attaque et subit de lourdes pertes.

## Révolte spontanée des masses et débâcle militaire

La situation sur le front est, on l'a dit catastrophique et marquée par des mutineries et des désobéissances dont Cadorna se servira pour s'exonérer de ses lourdes responsabilités dans la conduite désastreuse des opérations. Au cours de la guerre, il y eut, d'après les chiffres officiels, environ 300 soldats fusillés sur le champ de bataille à titre personnel ou par décimation (un pris au hasard sur dix), 750 condamnations à mort exécutées après un procès en bonne et due forme sur 4 000 prononcées (dont 3 000 par contumace et 311 non suivies d'effet).

Les 23 et 24 août éclate à Turin la « révolte du pain » qui se transforme très vite en protestation contre la guerre. Les affrontements sont très violents, l'armée mobilisée tire à l'arme lourde sur la foule ; on compte une soixantaine de morts, 200 blessés, et un millier de manifestants sont arrêtés, dont plusieurs dirigeants du Parti socialiste (*voir le texte de Diego Novelli*).

Un mois avant ces événements, une délégation du gouvernement provisoire de Russie, composée de deux mencheviks, Goldenberg et Smirnov, avait été accueillie triomphalement par une foule de travailleurs, à Turin et dans les principales villes d'Italie, et bien que ces deux représentants fussent venus pour assurer que leur gouvernement entendait poursuivre la guerre aux côtés de leurs alliés de l'Entente, la foule les noya sous les cris de « *Vive Lénine !* », témoignant ainsi d'une très forte volonté chez les masses de mettre fin au conflit (*voir le texte Maria Montagnana*).

Tandis que les chefs militaires italiens (Luigi Cadorna, le chef d'état-major, Luigi Capello, qui commande la II<sup>e</sup> Armée et qui doit s'absenter du front pour des raisons de santé, le général Pietro Badoglio, à la tête du XXVII<sup>e</sup> Corps d'armée de la 19<sup>e</sup> Division, et qui n'est autre que le futur signataire de l'armistice du 8 septembre 1943 avec les Alliés qui désengagera la monarchie italienne de la guerre

et succéda momentanément à Mussolini à la tête de l'Etat), hésitent sur la conduite à tenir et se préoccupent trop peu de coordonner leurs efforts, les troupes austro-allemandes de la XIV<sup>e</sup> Armée (comprenant sept divisions allemandes et six divisions autrichiennes) préparent, à partir du 23 octobre, une offensive mobile (guerre de mouvement) qui va complètement bousculer les lignes de défense italiennes.

Parmi les chefs militaires qui se distinguent du côté austro-allemand, on trouve notamment, à la tête des quatre compagnies du bataillon Würtemberg, le jeune Erwin Rommel, destiné lui aussi à se distinguer un peu plus de deux décennies plus tard lors de la Seconde Guerre mondiale.

Le 24 octobre, après un bombardement intensif des positions italiennes, les troupes austro-allemandes enfoncent le front italien entre les localités de Tolmino et Caporetto.

La débâcle est totale, soldats italiens et populations civiles s'amassent sur les routes dans le plus grand désordre, de nombreux actes de violences, de pillages, de viols sont commis.

Dans la seule journée du 24, l'armée italienne perd 40 000 hommes (dont 35 000 capturés par l'ennemi).

Le général Cadorna ordonne le repli des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Armées sur le fleuve Tagliamento, et de la IV<sup>e</sup> sur le Piave. En quelques heures, un million et demi de soldats doivent abandonner à l'ennemi une portion de territoire sur laquelle ils ont combattu pendant deux ans et demi, en laissant 300 000 morts sur le terrain et en voyant 740 000 de leurs camarades blessés ou horriblement mutilés.

## Naissance d'une avant-garde ouvrière et socialiste

Dans le pays, le choc est total, le gouvernement de Paolo Boselli, mis en minorité à la Chambre, démissionne, un nouveau gouvernement sera bientôt

formé par Vittorio Emanuele Orlando, qui destituera le général Cadorna et le remplacera par le général Armando Diaz.

Les socialistes réformistes (Filippo Turati et Claudio Treves), qui s'étaient jusque-là tenus, à leur corps défendant, sur la ligne de la majorité maximaliste du parti (Constantino Lazzari-Giacinto Menotti Serrati), résumée dans le mot d'ordre confus « *ni adhérer à la guerre ni la saboter* », passent, maintenant que la « patrie est en danger » et une partie importante du territoire national occupé, ouvertement sur la ligne de soutien à l'effort de guerre.

La petite minorité des « intransigeants », surtout constituée de dirigeants des jeunesses socialistes, (Abigaille Zanetta, Antonio Gramsci, Giovanni Germanetto, Mario Montagnana, Amadeo Bordiga, Bruno Fortichiari) s'organisent pour lutter non seulement contre les dirigeants réformistes du parti et du syndicat (le secrétaire de la fédération de la métallurgie [FIOM] de la confédération CGdL, Bruno Buozzi, participe alors avec enthousiasme avec les patrons de l'industrie, qui sont les principaux bénéficiaires du conflit, à l'organisation militarisée de la production, sous prétexte d'obtenir quelques avantages pour les ouvriers non mobilisés sur le front [1]), mais aussi contre la majorité « de gauche » qui ne se prononce pas ouvertement pour le défaitisme révolutionnaire (*voir le texte de Bruno Fortichiari*).

Ces jeunes gens courageux (beaucoup seront emprisonnés et lourdement condamnés pour avoir participé direc-

tement ou indirectement à la révolte turinoise d'août, et pour avoir diffusé les manifestes de Zimmerwald et Kienthal) sentent qu'un vent nouveau souffle sur le monde ; ils ignorent évidemment dans le détail ce que vont être leurs prochaines années de luttes et les bouleversements dont ils vont être les acteurs, mais leur esprit d'initiative et leur détermination témoignent qu'ils ont compris que rien ne pourrait plus être comme avant.

De fait, à des milliers de kilomètres de là, le monde est en train de « changer de base ». Le 6 novembre, à Saint-Pétersbourg, le chef du gouvernement provisoire, Kerenski, fait interdire la presse du Parti bolchevique. Le soir même, les bolcheviks occupent les gares, les ponts sur la Neva, la banque centrale et les centraux téléphoniques de la capitale.

Le lendemain, 7 novembre (25 octobre selon le calendrier julien), les forces révolutionnaires cernent le palais d'Hiver, et le soir, vers 22 heures, le croiseur *Aurore* tire quelques salves sur le siège du gouvernement provisoire. Les bolcheviks prennent d'assaut le palais d'Hiver. Le premier des « dix jours qui ébranlèrent le monde » s'achève sur l'arrestation des membres du gouvernement provisoire.

(1) Ce parfait exemple de cogestion et de collaboration de classe était supervisé par un organisme nouveau, spécialement créé à cet effet, la « Mobilizzazione Industriale » (Mobilisation industrielle, aussi désignée par le sigle MI), dont le siège était à Rome et qui était présidé (le détail, on en conviendra, a son importance) par un haut gradé, le général Alfredo Dallolio.

# Mario Montagnana (1)

## Les échos des événements de Russie dans la classe ouvrière italienne de 1917

**L**es nouvelles de Russie nous parvenaient confuses, déformées, contradictoires. A l'exception d'un petit parti politique extrémiste, qui s'appelait, personne ne savait pourquoi, « bolchevik », dirigé par un certain Lénine, l'ensemble du peuple russe — d'après les journaux — était en faveur de la guerre à outrance. Les soldats russes — toujours selon la presse — combattaient avec enthousiasme et partaient au front en entonnant les hymnes révolutionnaires et en déployant des drapeaux rouges à la tête de leurs régiments.

Malgré tout, nous autres socialistes, étions presque tous, ainsi que la grande majorité des ouvriers, partisans de Lénine et des bolcheviks.

Nous ignorions tout de leurs idées, de leur idéologie. Nous avons vu leurs noms évoqués lors des conférences de Zimmerwald et de Kienthal et nous savions qu'ils avaient pris alors une position d'extrême gauche, mais nous ne savions rien de plus.

Pourtant, nous nous sentions de leur côté, parce qu'ils étaient contre la poursuite de la guerre et, sans doute, encore davantage parce qu'ils étaient attaqués, insultés par tous les va-t-en-guerre, par tous les bourgeois d'Italie. Si nos ennemis se déchaînaient contre eux avec une telle violence, cela ne pouvait que signifier que Lénine et les bolcheviks avaient raison, qu'ils défendaient la classe ouvrière et le socialisme.

Au mois de juillet arriva en Italie une délégation envoyée par le gouvernement provisoire de Petrograd et composée de deux mencheviks : Goldenberg et Smirnov.

La première ville dans laquelle ils firent halte fut Turin.

Un meeting fut organisé dans la plus grande des salles de la Bourse du travail, où ils devaient prendre la parole : c'était une salle qui pouvait contenir un peu plus de deux mille personnes.

La préfecture de police avait décidé de fermer les yeux et de permettre que la réunion soit, de fait, ouverte au public.

Mais le soir, sur l'avenue Galileo-Ferraris, devant la maison du Peuple, vinrent s'entasser plus de quarante mille personnes impatientes de manifester leur solidarité avec le peuple russe.

Il était impossible de faire tenir toute cette foule dans les locaux de la Bourse du travail, et la disperser violemment aurait été difficile et dangereux pour les autorités.

Je pus encore une fois constater — comme cela avait déjà été le cas à l'occasion de la manifestation organisée à l'intérieur de l'usine lors des funérailles des victimes de l'explosion de la poudrière (2) — que ce qu'on appelle la

---

(1) Mario Montagnana (1897-1960) : issu d'une famille de commerçants juifs de Turin, il fit des études techniques qui l'amènèrent à exercer très jeune le métier d'ajusteur. A 16 ans, il adhéra aux Jeunesses socialistes et devint très vite un des principaux dirigeants de la fraction intransigeante du parti. Proche de Gramsci et de Togliatti, dont il fut le beau-frère, il devint un des dirigeants du PCI et suivit la dégénérescence stalinienne de ce parti jusqu'à sa mort. Ce texte, traduit de l'italien, est un extrait du livre de ses souvenirs intitulé *Ricordi di un operaio torinese* [Souvenirs d'un ouvrier turinois] qu'il publia après la guerre aux éditions du PCI (Roma, Edizioni Rinascita, [1959] 1952, pp. 64-66.

(2) Quelques jours auparavant, une poudrière avait explosé, faisant de nombreuses victimes parmi les travailleurs.

« légalité » ne consiste pas tant dans ce qui est écrit dans la loi, les décrets et les règlements, mais plutôt dans ce que le peuple parvient à conquérir par sa force, sa combativité et sa ténacité.

Malgré les lois spéciales s'appliquant en temps de guerre, le meeting se tint en plein air. Les orateurs prirent la parole du haut du balcon de la Bourse du travail.

Smirnov et Goldenberg furent accueillis au cri presque unanime de « *Vive Lénine !* », qui se répétait, issu de milliers de bouches, à chaque fois qu'ils évoquaient la nécessité de poursuivre la guerre.

« *Vive Lénine ! Vive Lénine ! Vive Lénine !* »

Les deux malheureux mencheviks étaient atterrés.

L'un était livide, l'autre rouge de colère, ils ne savaient plus quoi dire ni à quel saint se vouer.

Ils achevèrent tant bien que mal leurs discours et s'en allèrent.

A Milan, à Bologne, dans toutes les grandes villes d'Italie où ils s'adressèrent aux ouvriers, ils reçurent le même genre d'accueil...



Photographie prise durant la révolte du pain à Turin (23-30 août 1917).

# Diego Novelli (1)

## Le pain et la guerre : le jour où Turin se révolta

**N**ous sommes le 24 août 1917. En ce jour dont quatre-vingt-dix ans nous séparent, Turin est une véritable poudrière. La ville est parcourue par une vague de profonde colère provoquée par la pénurie des produits alimentaires de base, et tout particulièrement du pain. Dès le début de la semaine de longues files silencieuses s'étaient formées devant les boulangeries, et elles devenaient d'heure en heure plus bruyantes, des signes de protestation manifestes apparurent dès la soirée du mardi. *La Stampa* du 22 écrivait : « *Le manque de pain a également provoqué des incidents dans l'après-midi. (...) Cette pénurie est apparue particulièrement scandaleuse après douze heures, et les autorités municipales ont cru pouvoir enrayer les demandes et les plaintes en prenant une mesure, qui s'est révélée au contraire comme un palliatif inutile et propre à semer encore davantage de confusion. Elles ont en effet distribué des milliers de bons censés permettre d'aller prendre dans les boulangeries le pain frais qui aurait dû être mis en vente ce matin même. La conséquence fut qu'en quelques minutes, les magasins furent vidés des approvisionnements destinés à la journée d'aujourd'hui.* » A 16 heures, toujours de ce même mercredi 22, débuta la réunion extraordinaire du conseil municipal. A l'ordre du jour figuraient quatre questions urgentes sur le problème du pain ; Le maire indiqua : « *Entre hier après-midi et cette nuit ont été distribués par chariots et camions 2 100 quintaux de blé, à raison de dix quintaux par boulangerie. 1 500 quintaux supplémentaires seront distribués*

*au cours de la journée. Grâce à ces mesures, aucune boulangerie ne devrait être fermée à partir de demain.* » Il ajouta qu'il avait obtenu du président du Conseil des ministres, Paolo Boselli, des garanties semblables pour les jours suivants : « *Il faut espérer qu'aucun dysfonctionnement ne se produise plus si le gouvernement vient à notre secours comme il nous l'a promis.* » Au cours du débat, intervint, entre autres, le conseiller socialiste Garizio, qui souligne le fait que si la farine manque pour fabriquer du pain, celle qui sert à faire les gâteaux semble couler à flot. « *Quiconque se promène dans les rues de Turin peut constater que toutes les boulangeries ont ajouté à présent dans leur vitrine la mention "et pâtisserie", et cela constitue une véritable provocation à la révolte pour les estomacs vides qui n'ont même pas un quignon de pain et voient ces gâteaux peut-être destinés au petit toutou de quelque cocotte. Le pain ne coûte que 55 centimes le kilo, les boulangers préfèrent faire des gâteaux qui coûtent huit lires le kilo. Or il n'est pas de pire conseiller que la faim, et la faim peut non seulement expliquer, mais justifier n'importe quelle révolte.* » Cette intervention aux accents quelque peu populistes provoqua une réponse du libéral-conservateur Zaccone, qui se lança dans une péroraison contre les méridionaux. Ce singulier précurseur des

(1) Diego Novelli (1931) a été l'un des dirigeants du PCI et maire de Turin de 1975 à 1985. Il est aujourd'hui proche du groupe Sinistra e Libertà (SEL), lui-même scission du Partito di Rifondazione Comunista, formé de militants qui n'acceptèrent pas l'autodissolution du PCI (devenu aujourd'hui le Partito Democratico) en 1991. Ce texte est la traduction d'un article paru le 27 août 2007 dans le quotidien L'Unità.

démagogues de la Ligue du Nord soutint en effet : « *Notre malheur vient de ce que nous vivons en Italie du Nord, et pas au sud où l'on mange encore du pain blanc... car là-bas, on craint trop que le sang chaud de ces populations ne puisse déboucher sur ce qui s'est passé à Turin, avec tout le calme qui nous est propre, à nous autres, Piémontais.* » Il concluait enfin en proposant une mesure énergique dirigée contre le gouvernement, « *la démission en masse du conseil municipal de Turin si la situation l'exigeait* ». Dans un opuscule imprimé à Paris en 1928, un groupe de femmes exilées politiques rappellent un épisode qui aurait été l'étincelle d'un des premiers foyers de la révolte du pain et qui eut lieu via Milano, à quelques mètres de la mairie. « *Une automobile de luxe se trouva soudain bloquée par la foule et dans l'impossibilité de poursuivre sa route. Les occupants du véhicule commencèrent donc à protester et à demander des explications. Il semble que le conducteur se soit alors exclamé : "Tout ce bordel pour du pain ? Mais s'il n'y a plus de pain, ils n'ont qu'à manger des gâteaux."* Cette phrase fit l'effet d'une étincelle embrasant un baril de poudre. De la foule fusèrent des cris : "D'accord, on va en manger des gâteaux." La première pâtisserie des environs, la confiserie Viola via Milano, se trouva aussitôt envahie et mise à sac par une foule en fureur. » Si on reconstitue heure par heure la chronique des faits qui se produisirent entre le 22 et le 25 août 1917 à Turin, on ne peut séparer la protestation contre la pénurie (qui eut comme protagonistes les femmes) des manifestations et des grèves sauvages des ouvriers contre la guerre, ayant pour revendication essentielle l'exigence de l'arrêt immédiat du conflit en cours. Même si le front était loin, la ville était pratiquement militarisée et les travailleurs des usines où l'on produisait exclusivement pour l'armée, étaient soumis à la juridiction militaire. Depuis 1914, la population avait augmenté en quelques années d'environ cent mille habitants et plus de 30 % étaient des « salariés » recensés à la mairie comme « ouvriers d'usine ». Les hommes,

exemptés du service militaire en raison de leur activité dans la production de guerre sont considérés en tous points comme des soldats et donc soumis aux lois en vigueur en temps de guerre et passibles du tribunal militaire. L'abandon de son poste de travail, c'est-à-dire la grève, est assimilé à la désertion, à l'insubordination, à la mutinerie. Turin s'était ouvertement prononcée contre l'entrée de l'Italie en guerre, pas seulement dans les couches prolétariennes, mais aussi dans de vastes secteurs de la bourgeoisie, fortement influencée par Giolitti, qui s'étaient déclarés favorables à la neutralité. Le maire libéral, Teofilo Rossi, peu de temps avant les « radieuses journées de mai » 1915, avait écrit : « *La guerre qui se déchaîne aujourd'hui est un retour à la barbarie et aux atrocités de l'Antiquité. Personne ne peut désirer la guerre.* » Les organisations syndicales turinoises, sous la pression des dirigeants locaux du Parti socialiste, avaient proclamé, et ce fut un cas unique dans toute l'Italie, une grève générale contre l'intervention dans cette guerre qui sera définie par le pape Benoît XV comme « *une boucherie inutile* ». Le 13 août 1917, le Parti socialiste avait organisé une manifestation en l'honneur de quatre représentants du premier soviet de Petrograd, élu après la révolution de Février. La Russie, avec la chute du tsar, était sortie du conflit. Plus de quarante mille Turinois avaient accueilli les hôtes russes et transformé cette rencontre en une grande manifestation pour la paix. Ce n'est pas un hasard si tous les organisateurs de cette initiative seront par la suite traduits en justice sous le chef d'inculpation d'avoir été les instigateurs de la révolte qui avait explosé une dizaine de jours après l'événement. Dès la matinée du 22 août, le préfet de Turin Verdinois avait alerté le ministre de l'Intérieur, Vittorio Emanuele Orlando, sur le danger que représentait une éventuelle jonction entre la protestation contre la pénurie de pain et la position pacifiste des masses populaires. Même si le groupe dirigeant national des socialistes est divisé entre « intransigeants » et « réformistes », la population de Turin remet au goût du

jour l'éloquente revendication exprimée par Claudio Treves à la Chambre des députés : « *L'hiver prochain, plus un seul soldat dans les tranchées.* » La journée du vendredi 24 août connut les épisodes les plus dramatiques de ces émeutes. Deux historiens éminents comme Alberto Monticone et Paolo Spriano, même si leurs analyses sur le caractère spontané de la révolte ne coïncident pas parfaitement, nous brossent un tableau très fidèle du déroulement de cet épisode. Un des documents fondamentaux, riche en détails, nous est fourni par un exemplaire de l'hebdomadaire *Il grido del popolo*, qui fut saisi dès sa sortie des presses et joint comme preuve à charge au dossier du procès organisé au tribunal militaire contre soixante-six dirigeants syndicaux et dirigeants du Parti socialiste, accusés d'avoir été les organisateurs de la révolte. La mèche fut allumée aux ateliers Diatto de Borgo San Paolo (2), selon le témoignage écrit de Mario Montagnana. Après la pause-déjeuner, les ouvriers de cette entreprise de carrosserie historique refusèrent de reprendre le travail, et décidèrent de se former en cortège et de défiler avec des pancartes improvisées, célébrant la paix, dans les rues du quartier. Dans la via Villafranca, qui s'appelle aujourd'hui via Di Nanni, ils croisèrent un groupe nombreux de soldats avec lesquels ils essayèrent de fraterniser, en les invitant à déposer leur armes et à se joindre à la protestation contre la guerre. Il s'agissait de faux chasseurs alpins (comme le dira dans sa déposition au procès Antonio Oberti), c'est-à-dire de policiers qui n'hésitèrent pas, sans sommation, à tirer sur la foule. Il s'ensuivit une fuite éperdue pour chercher refuge dans les entrées des immeubles, tandis qu'à la fin du cortège les manifestants s'organisèrent pour monter une barricade avec des planches de bois prises dans les chantiers avoisinant, des camionnettes de la maison Gondrand et même quelques wagons de tramway. Au centre du quartier se trouve la vaste place Peschiera (après la guerre, elle sera débaptisée pour prendre le nom de Monte Sabotino), aussitôt investie par les forces de police qui placent une

mitrailleuse sur un tank posté dans une rue latérale. Il se trouvait là depuis la nuit précédente, comme d'autres qui avaient été disséminés dans différents endroits de la ville pour quadriller le territoire. Les crépitements des tirs en rafales de la mitrailleuse fauchent leurs premiers morts ainsi que de nombreux blessés. Toute la population du quartier se répand dans les rues en se joignant aux ouvriers : San Paolo est un Borgo « rouge », et même pendant la période fasciste, il continuera à être considéré comme tel. Borgo San Paolo a été le quartier des Montagnana (de Rita, la sœur de Mario, qui épousera Palmiro Togliatti), des frères Aquilino, de Celeste et Osvaldo Negarville, de Battista Santhià, de l'institutrice Elvira Pajetta mère des trois frères Giancarlo, Giuliano et Gaspare [qui tombera au cours de la guerre des Partisans], des héros de la Résistance Dante Di Nanni, Eusebio Giambone, Luigi Capriolo. Le cercle socialiste de la via Virle est fréquenté par Antonio Gramsci et par un groupe de journalistes de *l'Avanti !* et du *Grido del popolo*, avant la naissance de *L'Ordine Nuovo*. Tandis que les combats font rage, un petit groupe de manifestants se dirige au pas de course au bout de la via Villafranca, où s'élève l'église de San Bernardino. Depuis quelques mois, il existe un contentieux avec les moines de la paroisse. *Avanti !* en avait parlé le 9 septembre 1916 dans un commentaire non signé mais qu'on attribue à Gramsci. « *Le traitement de faveur que les forces de l'ordre réserve aux moines de San Bernardino a dépassé la mesure. Ces sales pharisiens font arrêter des jeunes gens pour vol de fruits, mais ils ne les remettent à la police qu'après les avoir torturés à coups de martinet et leur avoir honteusement souillé la tête en leur dessinant sur le crâne le signe de la croix.* » L'église est incendiée. Le même sort est réservé à la paroisse Nostra Signora della Pace, aux fortifications de Milano, dans la périphérie nord de la ville. Car la révolte de ce vendredi après-midi du 24 août s'est étendue depuis le

(2) Aujourd'hui encore quartier ouvrier et populaire de Turin.

Borgo San Paolo jusqu'au centre-ville et à certains quartiers périphériques. Le bilan précis des morts et des blessés n'a jamais été établi avec certitude. D'après une recherche menée soixante ans après par Giancarlo Carcano (qui fut chroniqueur pour l'édition turinoise de *L'Unità*) dans les archives de l'état civil municipal, pour la seule journée du 24, le nombre des morts aurait été de quarante et un, tandis que les blessés qui se sont fait soigner dans les hôpitaux s'élèvent à plus de deux cents. Beaucoup des victimes sont très jeunes, 16, 17 ans, et les femmes figurent en grand nombre. La réaction à cette protestation ne sera pas seulement ferme, mais féroce : 822 personnes sont arrêtées et transférées en chaînes au fort militaire d'Exilles, dans le Val di Susa, où elles seront rouées de coups (selon la méthode Bolzaneto, mais avec quatre-vingt-dix ans d'avance). Le ministre chargé des Munitions, le général Giardino, exige une « répression de fer » et considère comme trop indulgent le comportement de son collègue de l'Intérieur Orlando, soutenu par le président du Conseil Bosetti. Le commandant général de la place de Turin, le général Sartirana, « obéit », « même s'il est absurde de massacrer des gens qui ont faim », comme il le dira en privé au maire. Parmi les partisans les plus ardents de cette « répression de fer » figure le général Luigi Cadorna, qui de l'été 1916 jusqu'au mois d'octobre 1917, c'est-à-dire jusqu'à la débâcle de Caporetto, avait été au centre de l'hypothèse envisagée d'un coup de force des militaires visant à renverser le gouvernement légitime par un coup d'État. Au cours de la séance du 17 décembre 1917 de la Chambre des députés, le député libéral Marcello Soleri n'hésita pas à mettre les points sur les « i » : « *Le Commandement suprême poursuivait des rêves chimériques de dictature, il tissait des réseaux politiques, lançait des offensives, mais pas contre l'Autrichien :*

*il y eut même une tentative pour mettre à la tête du gouvernement un excellent général, mais manipulé par Cadorna, le ministre Giardino.* »

Dans sa très complète *Storia della Grande Guerra* (Histoire de la Grande Guerre) publiée chez l'éditeur Laterza, l'historien Piero Melograni rappelle qu'« *au cours de l'été 1917 Mussolini lui aussi — qui était en convalescence en raison d'une blessure subie au front — aurait été au courant de ces projets de coup d'Etat, et qu'il devait même jouer un rôle de tout premier plan dans leur réalisation* ». Avant même que la révolte de ces journées d'août s'éteigne définitivement, le questeur de Turin adresse au procureur du roi des inculpations pour « *insurrection contre les pouvoirs de l'Etat* » dirigées contre les membres du comité exécutif de la section socialiste de Turin, les membres du comité exécutif de la Bourse du travail, les représentants de la « *fraction rigide d'intransigeance absolue contre la guerre* » (sic !) et les orateurs qui ont pris la parole lors de la rencontre avec les délégués du soviet de Russie.

Les arrestations furent suivies par au moins sept procès : devant le tribunal civil, devant la cour d'assises et au tribunal militaire. Il y eut des dizaines de condamnations et des centaines d'années de peine de prison prononcées. Deux ans après les événements, Gramsci écrira dans *Avanti !* : « *Quand la mesure fut comble et que le spectre de la famine vint frapper métaphoriquement à la porte des travailleurs, le soulèvement éclata... et on trouva immédiatement la réponse : la mitraille sauvagement déchaînée dans les places, les rues, les cours d'immeubles, contre tout le monde sans distinction, femmes, vieillards, enfants.* »

## Bruno Fortichiari (1)

### La résistance ouvrière dans la gauche et chez les jeunes du PS en 1917

Les éléments de droite dans les partis socialistes et dans les syndicats ont presque tous trahi l'engagement pris au congrès de Bâle dans tous les pays impliqués dans le conflit qui s'annonçait, et ils l'ont trahi avant même le début de la boucherie. C'est leur nature de petit-bourgeois qui les y a conduits. D'un côté comme de l'autre ils se sont rangés derrière les forces impérialistes de la démocratie bourgeoise, de la patrie bourgeoise, de la liberté bourgeoise.

La seule résistance qui a été opposée avec quelque force est celle de la masse ouvrière. Si cette résistance était condamnée dès le départ à échouer en raison des conditions objectives de la période et de la trahison de dirigeants indignes, il est d'autant plus significatif qu'elle se soit manifestée presque partout.

Il n'est pas dans mon tempérament de me contenter d'assister en pur observateur et analyste d'éléments qui mettent en mouvement des masses combattives, et en cette occasion, cela n'a pas été non plus mon attitude. Mes responsabilités consistaient en des tâches d'organisation, de propagande, de direction, et en l'occurrence, le mot n'est pas exagéré : Milan est un chaudron infernal, à l'époque, dans lequel se déchaînent toutes les forces en présence. Comme il advient toujours dans cette ville, qu'on le veuille ou non, que même de braves camarades finissent par l'admettre ou qu'ils le nient sous l'effet d'une étrange réserve provinciale, l'écho des événements qui s'y passent, la répercussion de ce qui s'y produit, les vibrations engendrées par ses agitations, se propagent

avec rapidité et provoquent de puissantes ondes de choc dans un sens comme dans l'autre.

Heureux ceux qui ont le loisir d'observer les faits de loin, de les étudier, de les analyser à la lumière d'une solide culture marxiste, et d'en tirer des conclusions et d'échafauder des thèses intéressantes. En ce qui me concerne, j'ai à peine le temps de lire *Avanti !*, où Serrati se bat comme un lion et où Bordiga, depuis Naples, développe une perspective internationaliste avant même que la censure ne puisse intervenir. Moi, mon emploi du temps est chamboulé à chaque instant par mille sollicitations. Je suis sollicité à chaque instant. « *Bruno, il faut envoyer d'urgence un groupe de camarades, ça chauffe à l'Avanti ! — Bruno, il y a des prises de parole sauvages qui s'improvisent à tel ou tel endroit — Bruno, un tract, une réunion, un affrontement qui se prépare place du Dôme, il faut intercepter un chargement de bâtons — on a besoin d'une équipe pour protéger la Bourse du*

---

(1) Bruno Fortichiari (1892-1981). Militant de la première heure des Jeunesses et du Parti socialistes. Il fut l'un des dirigeants de la fraction « intransigeante » et parmi les dirigeants du Parti communiste d'Italie en 1921. Il appartient à la fraction de gauche de ce parti et fut donc mis à l'écart lors de la normalisation stalinienne. Malgré la défiance dont il fut l'objet, il décida de réadhérer au PCI, mais fut exclu à nouveau en 1956 en raison de son opposition à la direction. Tenu en haute estime dans le mouvement ouvrier, il fédéra un moment autour de lui dans le « Movimento della sinistra comunista », militants se réclamant du trotskysme (notamment le groupe dirigé par Livio Maitan), du bordiguisme et de l'anarchisme. S'étant retiré de la politique active pour raisons de santé, il collabora pourtant à la fin de sa vie avec le groupe « Lotta Comunista » dirigé par Arrigo Cervetto. Ce texte traduit de l'italien est tiré de ses mémoires publiés en ligne sur le site MIA en langue italienne (Bruno Fortichiari, *Memorie dal 1896 al 1943* [Mémoires de 1896 à 1943], pp. 201-203.

*travail ...* » Le manifeste de Zimmerwald est imprimé à Milan — *l'Avanti !* ne peut s'en charger à cause de la censure — avec l'aide d'un jeune typographe compositeur, Rossinelli, qui deviendra par la suite un collaborateur précieux.

Pour notre activité clandestine, nous utilisons une petite imprimerie en plein centre de Milan. Ce local deviendra une officine de propagande de premier plan et ne sera jamais détecté.

C'est ainsi que le manifeste de Zimmerwald circulera dans toutes les rues de Milan, puis, par la suite, dans de nombreuses villes d'Italie. A vrai dire, moi-même et les camarades de la gauche ne sommes pas très enthousiastes de ce manifeste. Cependant, il s'agit tout de même d'une prise de position internationale, ce qui fait que nous le diffusons. Par la suite, nous recevons le manifeste de Kienthal et nous saurons que Lénine a participé à ces deux initiatives.

Le manifeste de Zimmerwald eut, aussitôt après sa parution à Milan, un premier effet direct sur la préfecture de police de la ville. L'échec infligé à la censure par sa parution amena les autorités policières à me dénoncer, ainsi que le comité directeur de la section du PS (qui n'y était pour rien), pour incitation à la haine entre les classes. A l'époque, c'était un chef d'accusation relevant de la cour d'assises. Le procès eut lieu après. L'avocat socialiste Gonzales y prononça un vibrant plaidoyer. Nous fûmes acquittés. Le feu de la guerre n'avait pas encore consumé tous les esprits. Mais le département des affaires politiques de la préfecture multiplia alors les interventions, tantôt insidieuses, tantôt provocatrices. Au cours des manifestations que nous organisons, les arrestations de masse étaient fréquentes. Serrati lui-même en avait fait les frais.

La guerre qui faisait rage avait petit à petit suffoqué les dernières réactions aussi véhémentes qu'inutiles. Il ne nous restait plus qu'à renouer les fils, à changer nos méthodes de lutte, à nous limiter à la prudence et à la clandestinité.

Dans les premières semaines de l'hiver, la préfecture de Milan tint à m'admi-

nistrer une leçon. Elle créa de toutes pièces une dénonciation pour incitation à la désertion et inculpa tout un groupe hétérogène de subversifs. Les carabinieri perquisitionnent mon appartement. Je venais d'épouser, quelques semaines auparavant, une jeune femme de mon village, Gina, un véritable ange. Elle dut faire à cette occasion sa première expérience d'une dure et pénible vie de sacrifices. On ne trouva aucun motif pour m'inculper, même après avoir éventré une poupée de chiffon, qui ne contenait rien. Je passai l'hiver à San Vittore (2), dans une cellule d'isolement, sans chauffage ni rien. Ensuite, après des mois de froidure, les carabinieri me renvoyèrent chez moi, et je m'entendis dire, non sans une certaine satisfaction, que la police avait pris des vessies pour des lanternes.

Au cours de mon absence forcée, la section et la fédération socialistes de la province de Milan avaient poursuivi leur activité, dans les limites imposées par les circonstances, mais suffisante pour signifier sa présence aux travailleurs de la région. Les camarades Repossi, Interlenghi, Zanetta et Moro Landoni (3) maintenaient en état de fonctionnement ce qui restait des organisations et assistaient du mieux qu'ils pouvaient les camarades emprisonnés. Repossi, qui était membre de la direction du parti, n'était pas avare en critiques contre le centre, se faisant ainsi le porte-parole du groupe milanais de la gauche du parti. Lazzari (4) et compagnie n'avaient pas su exprimer à la tête du Parti socialiste la nette et puissante aversion de la quasi-totalité de la base pour la guerre. Serrati n'avait pas été suivi, et ce fut seulement

(2) Encore aujourd'hui, il s'agit de l'une des principales prisons de Milan.

(3) Luigi Repossi (1882-1957), naît dans une famille ouvrière. Il adhéra au PS et devint membre de la fraction intransigeante. Il fut élu comme membre du comité exécutif du Parti communiste d'Italie au congrès fondateur de Livourne de 1921. Soupçonné d'être proche de la gauche internationaliste, sa demande d'adhésion au PCI après la Seconde Guerre mondiale ne fut pas acceptée ; il adhéra donc au PSI. Abigaille Zanetta (1875-1945), institutrice et figure féminine de la gauche du PSI.

(4) Costantino Lazzari (1857-1927), alors secrétaire national du parti et partisan de la ligne majoritaire « ni adhérer ni saboter ».

par souci de préserver l'unité du parti qu'il ne rejoignit pas les groupes formant la gauche (Bordiga à Naples, nous à Milan, les dirigeants de la section de Turin) pour combattre la direction. La faiblesse du parti, causée par l'incertitude et la mollesse de Lazzari et des camarades de la direction, par les tergiversations de Serrati, par les remous suscités, avec raison, par les groupes de la gauche non encore organisés au plan national, mais forts dans leurs régions respectives (surtout à Milan et à Turin) du soutien spontané et actif des masses ouvrières, bref, la faiblesse du centre favorisait les manœuvres de conciliation, voire les initiatives de collaboration de classe. L'interprétation qui était donnée publiquement par la direction, y compris des actions internationales, marquées par l'aversion contre la guerre sans distinction de nation, était orientée dans le sens d'une solution pacifiste qui était pour nous inadmissible : la gauche socialiste ne se résignait pas à un règlement à l'amiable qui aurait été trop commode pour la bourgeoisie.

Après la défaite de Caporetto et les graves difficultés économiques qui en résultèrent, après l'aggravation de la situation de la classe ouvrière, à la suite des conflits sanglants de Turin et de Milan, la direction du Parti socialiste s'aperçut que les événements se précipitaient.

La révolution russe apportait chaque jour son lot d'enseignements, et les avant-gardes ouvrières découvraient Lénine. Des congrès réunissant des organisations de base furent convoqués dans différentes villes. L'un des plus importants se déroula à Florence, en novembre 1917. La gauche milanaise y fut représentée par la camarade Abigail Zanetta et moi-même. Si ce congrès fut un rendez-vous important, sur le plan organisationnel, il fut franchement fantaisiste.

Il devait se tenir clandestinement, en pleine nuit, au domicile de... Armando Aspettati, correspondant très connu de l'*Avanti* !. De vaillants camarades vinrent nous chercher dans nos logements respectifs et nous conduisirent, à

pied et en silence, par des voies de traverse, jusqu'au lieu de la réunion. L'arrivée de Gramsci, dont le physique était reconnaissable et qui était accompagné de Germanetto (5), boitant et fourni d'une barbe en cuivre dont le caractère postiche était évident, provoqua un commentaire en napolitain de la part de Bordiga suivi d'un éclat de rire peu charitable de ma part. Tu parles d'une clandestinité !

On a écrit sur ce congrès, et j'en ai également parlé. Je me limiterai ici à quelques observations. Indubitablement, cette rencontre, même si elle n'aboutit pas à obtenir l'engagement immédiat de la direction du parti, représentée par Lazzari, permit toutefois de définir — et c'est surtout à Bordiga qu'en revient le mérite — quelle était la tâche que devait se fixer un parti révolutionnaire. La gauche du parti s'y était nettement délimitée, même si les circonstances ne lui permettaient malheureusement pas de constituer une organisation effective. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ma confiance en Bordiga en sortit renforcée ainsi que mon espoir de voir surmontées quelques réserves que je considérais comme secondaires. La rencontre avec Gramsci me laissa perplexe. J'avais déjà eu l'occasion de faire sa connaissance à Turin. J'étais au courant de ses errements au moment de l'intervention. J'éprouvais pour lui une sympathie personnelle spontanée, mais je ne voyais pas clairement quelle était son orientation. Durant le discours d'Amadeo, qui fut comme à l'ordinaire véhément et incisif, il s'était contenté d'écouter. Ses yeux,

(5) Giovanni Germanetto (1885-1959). Garçon coiffeur, Giovanni Germanetto s'engagea très tôt dans les rangs des Jeunesses puis du Parti socialistes, dont il devint l'un des membres de la fraction « intransigeante ». Il adhéra au PCI dès sa fondation en 1921 et fut le représentant de la CGL auprès de l'Internationale rouge à Moscou. Il resta toute sa vie fidèle à la direction stalinienne du PCI et fut l'auteur, en 1931, d'un livre de souvenirs, *Memorie di un barbiere*, qui fut publié simultanément en italien et français (*Mémoires d'un perruquier*) et traduit en vingt-trois langues. Dans la 8e réédition italienne de 1962, Togliatti veilla à en faire expurger les passages où Germanetto montrait encore trop d'enthousiasme envers la stature de dirigeant communiste de Bordiga. Germanetto mourut à Moscou, où il résidait à la fin de sa vie.

très beaux, reflétaient sa stupeur. Quant à Costantino Lazzari il m'apparut comme seulement décontenancé.

En ce qui me concerne, les suites immédiates de cette rencontre furent mon arrestation, deux mois passés à San Vittore, puis mon placement en résidence surveillée. Abigail Zanetta connut le même sort. On peut dire que simultanément des camarades des deux sexes, de nombreux syndicalistes, et anarchistes, y compris Armando Borghi, durent quitter leurs villes ou leurs villages de résidence pour rejoindre le séjour que leur avaient assigné les autorités, le plus loin possible des zones de guerre. Le gouvernement de l'époque, bien évidemment libéral, présidé par Vittorio Emanuele Orlando, espérait ainsi faire oublier, au nom de la démocratie, la débâcle de Caporetto.

Mon épouse me rejoignit à San Demetrio dei Vestini. Elle se doutait que mon séjour à San Vittore, marqué par l'isolement, une nourriture abominable, l'absence de toute assistance médicale, m'a mis dans des conditions plutôt pitoyables. Le village se trouve dans une région pauvre, bien que pittoresque. Quelques rares oliviers, quelques amandiers, des touffes bien agréables de safran, mais des rochers, beaucoup trop de rochers. De très rares ânes, les jeunes gens tous au front, femmes et vieillards ployant sous le fardeau de la culture de petits lopins des plus minables, mais pourtant si accueillants et généreux envers notre colonie de réprouvés, dans les limites imposées par la misère générale !

Nous n'avons même pas le temps de nous installer dans les logements que

nous avons pu trouver (moi, par exemple, je n'avais pas encore fini de creuser le trou destiné à nous servir de cabinet de fortune), que les carabiniers vinrent me chercher ainsi que la camarade Zanetta. Les zélotes de la préfecture de Milan nous avaient réclamés. Nous revoilà à San Vittore. Pour moi, il s'agissait de répondre devant la cour d'assises du manifeste de Kienthal contre la guerre. La diffusion de celui de Kienthal contre la guerre n'avait pas suffi. La camarade Zanetta avait été dénoncée par des collègues pour propagande défaitiste. Elle aura la chance de pouvoir poursuivre sa propagande dans la section féminine de la prison. Pour ma part, je suis encore placé en isolement et je goûte à nouveau aux joies de la saleté repoussante de San Vittore, en attente de mon procès devant la cour d'assises. Quelques semaines plus tard, je me retrouve enfin dans la cage des inculpés du tribunal, en butte aux féroces interpellations du président Raimondi. Celui-ci n'a cure de l'absence de mon avocat, désigné par le parti, mais suffisamment prudent pour s'être fait porter pâle juste au bon moment. La guerre fait rage et les principes juridiques ne sont plus de mise. Le président déclare d'un air réjoui à l'assistance (deux camarades masculins, Repossi et Interlenghi, et deux camarades femmes, notre infirmière de la Croix-Rouge Giuseppina Moro Landoni accompagnée d'une jeune ouvrière) que les assises ne sont pas la juridiction adaptée à la gravité de ma faute et qu'il transmet mon dossier au tribunal militaire. A Kienthal, déclare-t-il, on a trahi l'Italie. J'apprendrai par la suite que parmi ces traîtres figure aussi Lénine.

# L'année 1917 en Espagne

## LES JOURNÉES RÉVOLUTIONNAIRES DU MOIS D'AÔÛT 1917

### I. Un état de l'Espagne en ce début de XX<sup>e</sup> siècle

**A**lphonse XIII a été couronné en 1902. Les tentatives « régénérationnistes (1) » visant à moderniser l'Espagne vont se heurter aux forces sociales de l'oligarchie terrienne (Andalousie, Estrémadure et Castille) étroitement associées au pouvoir à travers l'alternance entre leurs deux formes de domination, « libéraux » et « conservateurs » reposant sur le même appareil des « caciques » (2). Lors du premier conflit mondial, tiraillé entre partisans des Alliés et partisans des Empires centraux, le gouvernement se prononce pour la neutralité qui, malgré la perte de bâtiments navigants (assurés à hauteur de 80 % par la monarchie pour l'ensemble des pertes), va être source de profits considérables.

L'oligarchie financière, qui tirait de juteux bénéfices du commerce avec les colonies, a vu avec horreur la perte de Cuba en 1898, son dernier bastion colonial. Au cours de la première décennie, l'Espagne connaîtra un développement industriel fortement protégé et impulsé par les grandes banques d'affaires, avec une participation importante du capital étranger : ainsi sera établie la domination de cette oligarchie sur la production sidérur-

gique et minière, la flotte marchande, ainsi que sur la production de papier et l'industrie de l'énergie électrique, sans oublier les exportations de toutes sortes de produits, depuis les matières premières jusqu'à certains produits manufacturés de l'industrialisation commençante, ainsi que sur les activités tertiaires (fret maritime et services bancaires).

#### La vie chère

Selon les statistiques élaborées par l'Institut des réformes sociales, la hausse du coût de la vie atteignait en moyenne pour toute l'Espagne 37,5 % ; au contraire, les salaires ne suivaient évidemment pas cette hausse.

Tous les biens de consommation, tout ce qui pouvait être exporté vers les deux camps en guerre, l'était en priorité : la viande, le lait, le riz, le blé, les farines, le sucre, les lentilles et les pois cassés, les charbons de chauffage, tout était dans ce but drastiquement rationné ; et inaccessible, d'abord par leur coût prohibitif, tout particulièrement pour les travailleurs journaliers de l'agriculture poussés vers l'industrie naissante.

---

Les notes sont renvoyées en fin de chapitre

Les 23 et 24 mars, le journal *ABC* fait le compte rendu de la réunion de la Commission nationale centrale consacrée à cette question, au cours de laquelle sont longuement débattues les conditions de pénurie des biens de subsistance, et notamment le blé, dont les stocks, à prix taxé, pour la consommation nationale, ne sont pas institués à cause de la hausse des prix du blé exporté. Pour bon nombre des intervenants, il était clair que l'autorisation de l'exportation provoquerait immédiatement une hausse des prix, et qu'il fallait maintenant revenir à la proposition qui avait été rejetée afin que les exportateurs constituent en Espagne un stock de toutes les marchandises avec obligation de les vendre au prix taxé.

Et ainsi de suite, jusqu'à la prochaine réunion.

*« Le président demande alors au comité de parler de la taxation du pain à Madrid ; le représentant du gouvernement s'étendit en considérations sur le besoin, en ces moments où s'organise le mouvement ouvrier pour demander des comptes au gouvernement de ce qu'il a fait pour faire baisser les prix des denrées, et que soit donnée l'impression que la commission nationale a pris des résolutions énergiques. »*

Le 2 août, une « brève » fait état de ce que, malgré la loi, la fraude et l'exploitation illégale prospèrent, par exemple sur

l'huile d'olive, le riz et le blé, puisqu'une taxe supplémentaire à l'exportation est censée frapper les exportateurs.

Et de toute façon, *« il y a un énorme retard dans les exportations puisqu'il manque les matériaux pour fabriquer les conserves et que les wagons et les trains sont bloqués aux frontières parce que les exportateurs souhaitent d'abord transporter le charbon et autre produits vers la France et l'Angleterre »*, beaucoup plus lucratifs pour eux.

**Le prolétariat industriel**, numériquement réduit (entre 1,2 million et 1,4 million de personnes, selon les estimations, sur une population active, en 1920, de 7,5 millions de personnes), était concentré dans quelques bastions ouvriers qui représentaient le poumon industriel du pays — Asturies, Pays basque, Catalogne, outre des mines très importantes en Andalousie comme Peñarroya et Riotinto, secteurs qui coexistaient avec une micro-industrie composée de milliers de petites entreprises de produits chimiques, céramique, cristallerie, chaudronnerie, menuiserie, etc. Par exemple, en 1919 à Barcelone, le secteur ouvrier et des services représentait 205 000 personnes, sur une population de 710 000 habitants. Ainsi, à Peñarroya (mine et ville), travaillaient et vivaient neuf à dix mille ouvriers avec leur famille, une des concentrations ouvrières parmi les plus combattives.

## II. Les craquements dans un régime monarchique épuisé

### Les Juntas de défense des officiers et sous-officiers

L'armée, enfant chéri du régime monarchique, fait sentir son poids accablant sur l'Etat et la société tout entière.

A l'occasion d'un événement mineur (des épreuves d'aptitude), les officiers en poste à Barcelone constituèrent des *Juntas de Defensa* (Juntas de défense, sorte de syndicat militaire) qui, en janvier 1917, couvraient tout le pays, à l'exception de Madrid. Devant leurs revendications adressées au monarque, ce dernier voulut les dissoudre, ce que refusèrent les Juntas, dont les chefs furent emprisonnés. Leurs remplaçants, prenant fait et cause pour les « insurgés », les Juntas, soutenues par Alejandro Lerroux (3) et les républicains radicaux, firent rapidement plier le roi. Ces Juntas de défense des officiers furent regardées par quelques hommes politiques, y compris des anarcho-syndicalistes comme pouvant être positives. Pablo Iglesias (le fondateur du PSOE) lui-même pensa un moment que l'armée n'allait plus soutenir le régime, ce que la réalité s'empressa de contredire.

A Madrid, la presse fait état de mouvements d'humeur et d'indiscipline dans les compagnies de sécurité. Il s'agit d'une sorte de police municipale armée dépendant du ministère de l'Intérieur dans laquelle ont éclaté de vraies grèves contre lesquelles ont été appelées aussitôt des unités de la Garde civile. Les autorités consentent à répondre à leurs revendications, ce qui n'empêche pas que certaines unités ont quand même refusé d'aller assurer leur service et sont restées dans leurs locaux. D'ailleurs, le lendemain, on apprend que l'une des revendications (accès au régime hospitalier des officiers) a été satisfaite.

### L'assemblée des parlementaires de Catalogne

La bourgeoisie catalane essayait, à travers Francesc Cambó (4), de réorganiser la bourgeoisie espagnole avec son Assemblée des parlementaires du 19 juillet. Les conservateurs et les militaires ne veulent rien entendre des propositions des bourgeois catalans. Seuls les « réformistes » du régime et les dirigeants républicains acceptent de tenter de réformer le régime, avec, derrière eux, la direction socialiste, convaincue que la direction de la révolution revient à la bourgeoisie progressiste, qui accepte de jouer le jeu. Le résultat de ce travail fut une motion de compromis entre tous les participants qui demandaient des Cortes constituantes, mais avec la monarchie.

Ce sera la dernière tentative de la bourgeoisie catalane pour « régénérer » le régime : les demandes polies et très mesurées — loin de tout séparatisme ou indépendance — adressées au régime d'avoir à se régénérer vont se heurter à un refus absolu.

Réunis dans les salons du *Consell de Cent* (5), les soixante-seize élus signataires constatent les graves infractions commises par le pouvoir contre les libertés et les droits de la municipalité en s'imposant dans les locaux municipaux sans autorisation du maire. Les présents signent une protestation adressée au gouverneur civil de la province comportant la demande de la libération de leurs camarades d'Assemblée arrêtés par les forces de l'ordre. En signe de protestation, le maire décide de démissionner de ses fonctions.

A la fin de la « brève » du journal *ABC* qui rend compte de ces événements, le lecteur est informé de ce que la publication de *La Solidaridad obrera* (journal de la CNT) est suspendue.

### III. L'actualité de la révolution

#### Vers la grève générale : les syndicats et la lutte du prolétariat contre la vie chère

La situation d'extrême pénurie des couches laborieuses provoqua des mouvements de colère populaire avec des manifestations de femmes contre la vie chère dans les principales villes d'Espagne. En janvier, la grève du bâtiment s'est transformée en grève générale, de même à Valence en février. Seront dès lors en grève les maçons de Bilbao, les métallurgistes de Belasaín, dans le Guipúzcoa, les ouvriers de l'arsenal de Carthagène, les maçons et les tailleurs de pierre de Saint-Sébastien, et les premières grèves agricoles apparaissent à Huelva. Pendant l'été, les cheminots annoncent leur grande grève pour des augmentations de salaire et la reconnaissance de leur organisation syndicale ; le gouvernement répond par la militarisation des cheminots et la déclaration de l'état de guerre.

A ce moment-là, les mineurs asturiens annoncent leur grève de solidarité avec les cheminots et la fédération socialiste des Asturies propose la grève générale contre la vie chère, position que refuseront la plupart des dirigeants socialistes, dont Pablo Iglesias, Julián Besteiro et Largo Caballero. Malgré tout, pris de peur, le gouvernement cède le 9 août sur un point essentiel en imposant aux compagnies ferroviaires la reconnaissance des associations et des syndicats. La grève est cependant maintenue pour la réintégration des « meneurs » particulièrement pourchassés par l'entreprise et les forces de l'ordre.

La CNT défendait la possibilité d'appeler à une grève générale pour faire face à la détérioration croissante des conditions de vie des classes laborieuses. En 1916, cet objectif s'était concrétisé dans l'Assemblée de Valence et au Congrès fédéral de Barcelone, où avait été approuvée une résolution en faveur du rapprochement avec l'UGT. Ensemble, CNT et UGT cou-

vraient l'essentiel du territoire et des forces ouvrières et populaires.

Le résultat fut l'historique « pacte de Saragosse » signé le 17 juillet 1916 par les deux organisations, d'où sortit un comité conjoint qui devait organiser la grève de protestation. Le gouvernement du comte de Romanones ordonna l'arrestation des signataires du pacte. Finalement, le 26 novembre, CNT et UGT appelèrent à la grève générale de vingt-quatre heures pour le 18 décembre 1916. La grève fut un succès complet qui accéléra le mouvement gréviste

*(Voir document n° 1.)*

#### Grève revendicative, grève politique : manifeste UGT-CNT

Le succès de la grève générale de vingt-quatre heures décidée par l'UGT et la CNT avait ouvert des perspectives au PSOE qui était plutôt intéressé par une grève politique pour renverser le gouvernement, mais sans lien direct avec le mouvement des masses ouvrières pour arracher les revendications pressantes ; il s'agissait plutôt d'une sorte de forte pression utilisée dans leurs discussions en coulisse avec les forces républicaines et « réformistes » pour transformer la grève générale en grève illimitée afin d'obtenir le départ du roi et la formation d'un gouvernement provisoire. Cette position satisfaisait aussi la CNT par l'appel inclus dans le document à la grève générale. Lors de la réunion des instances nationales de l'UGT et de la CNT, présidée par Largo Caballero, celles-ci adoptent, le 27 mars 1917, un manifeste en forme de programme dont la rédaction est habituellement attribuée à l'universitaire J. Besteiro.

Le gouvernement « libéral » au pouvoir considéra cette déclaration comme séditieuse, suspendit les garanties constitutionnelles et fit emprisonner les signataires du manifeste.

*(Voir document n° 2 :  
extrait du manifeste.)*

## IV. La classe ouvrière prend au sérieux l'appel à renverser le régime

### La grève des cheminots de Valence et de Madrid

Et finalement, en juillet 1917, la grève des cheminots de Valence a lieu. La Société des chemins de fer du Nord, l'entreprise propriétaire, procède à de nombreux licenciements, annulés ensuite sur plainte des victimes. L'entreprise, sommée par la justice de réintégrer les cheminots, s'y refuse pour trente-deux d'entre eux considérés comme « meneurs ». Un bras de fer s'engage entre le syndicat UGT des cheminots et l'entreprise. La direction de l'UGT et Pablo Iglesias conseillent d'éviter le conflit. L'intransigeance patronale trouve cependant devant elle l'intransigeance des cheminots avec leur syndicat.

Le 2 août 1917, la section du Nord fait savoir à la Fédération nationale des cheminots et à la commission exécutive de l'UGT qu'elle était prête à aller à la grève générale le 10 si l'entreprise ne réintégrait pas les ouvriers licenciés. La monarchie va organiser contre la grève une mobilisation d'Etat en guerre, faisant donner toute la presse.

Le comité de grève de l'UGT et du PSOE, constitué fin juillet, selon Tuñón de Lara, s'était réuni à Barcelone avec le dirigeant de la CNT, Salvador Seguí, d'où il résulta que cette organisation se joignit au mouvement de grève, même s'il ne fut pas créé d'organisme commun pour la diriger.

Cette situation oblige les dirigeants de l'UGT et du PSOE à proposer la grève générale pour toute l'Espagne le 13 août, malgré l'opposition de Pablo Iglesias qui voulait limiter la grève à la solidarité avec les licenciés. Les autres dirigeants, qui avaient voté des motions pour une grève « insurrectionnelle » illimitée afin de changer le régime, continuèrent dans cette voie. Et puis vint le contrordre : la grève devait être pacifique.

Le journal *ABC* fait état de la fièvre qui s'est emparée des ouvriers à la veille de la grève générale des chemins de fer dans tous les cercles de cheminots.

La CNT, qui avait laissé la direction du mouvement aux socialistes et aux politiques, se lance dans l'action dans la perspective d'une insurrection pour laquelle elle s'armait ; l'UGT suivait les manœuvres politiques de la direction du PSOE, qui espérait plus ou moins mettre à bas le régime, avec l'aide de la *Lliga regionalista* (que la CNT regardait non sans raison comme un ennemi potentiel) et d'Alejandro Lerroux, en qui, avec autant de raison, elle n'avait guère confiance.

Les débuts furent chaotiques. Cependant, même ainsi, dans les zones industrielles, la grève fut totale le 13 août.

*« A 8 heures du soir, la grève commence. Toutes les gares sont mises sous autorité militaire. Une anecdote qui passe à travers la censure donne la mesure des événements : le premier train qui devait quitter Madrid après 20 heures démarre sous les yeux déçus d'une masse d'ouvriers. Quelque vingt à trente secondes après, le train s'arrête devant le signal rouge actionné par le chef de train lui-même sous les acclamations de la foule. Interrogé sur l'identité du responsable de cet arrêt, le chef de train se désigne. "Et pourquoi cela ?", demande le représentant de l'autorité. "Parce que je suis les consignes du comité de grève qui est à mes yeux bien plus respectable que la compagnie." Il est aussitôt arrêté, et avec lui quatre autres ouvriers, pendant que les femmes des grévistes massées sur le quai sont expulsées sans ménagement parce qu'elles s'informaient de l'identité des jaunes. »*

La grève des chemins de fer est totale dans le pays avec, en de nombreuses villes, de profonds mouvements qui s'appuyaient sur la grève des secteurs névralgiques (métallurgie, mines). C'est ainsi, par exemple, que les 30 000 métal-

lurgistes de Bilbao, qui étaient en grève depuis un mois, demandaient la journée de neuf heures et une modeste augmentation salariale ; ils se heurtaient à des entreprises qui refusaient violemment leurs revendications alors qu'elles distribuaient des dividendes de 15 % en cette année 1917. Cette intransigeance ne faisait pas pour autant plier les grévistes.

(Document n° 3 :  
« Au jour le jour... »)

### **La réalité concrète de la mobilisation : l'exemple de la grève à Madrid**

*ABC*, journal profondément hostile au mouvement ouvrier, est obligé de dire qu'à Valence par exemple, 50 % des ouvriers sont en grève. Dans une tonalité très nettement favorable au gouvernement, le quotidien relate par le menu la formidable mobilisation des forces armées (armée, Garde civile, tous les corps particuliers de surveillance...) pour tenter d'étouffer la grève, en particulier dans les grands nœuds ferroviaires (Saragosse, Valladolid, Santander, Séville, Avila, Ségovie...).

Au milieu de ces informations, on apprend que l'autorité gouvernementale a suspendu le journal *El Socialista* (journal du PSOE).

Les métallurgistes de Saragosse et de Vitoria entraient dans la grève, rejoints par les mineurs de Murcie. Les mineurs de Peñarroya reprenaient le travail début août sur une victoire salariale importante et la réintégration des mineurs licenciés pour faits de grève.

Mais la grève était totale à Madrid, avec des affrontements qui durèrent jusqu'au 15 août et au cours desquels l'armée tira à la mitrailleuse.

Aux Asturies, les ouvriers étaient maîtres de la situation, tout comme dans le bassin de León. A Bilbao, le mouvement, solidement appuyé sur les ouvriers de la métallurgie, fut maître de la rue. Trois jours après le début du mouvement, Bilbao était militairement occupée et l'armée appela deux régiments et un bataillon de la Garde civile en renfort

pour reprendre la ville, ce qui fut fait au prix de la vie de nombreux ouvriers.

L'armée, encensée par toutes les forces dominantes, omniprésente, affirmait son rôle prédominant dans la vie du pays à travers les Juntas de défense des officiers qui réclamèrent que les ouvriers jugés pour faits de grève soient jugés par l'autorité militaire.

(Voir document n° 4 :  
« La grève chez les métallurgistes et les sidérurgistes ».)

### **La CNT s'accroche au PSOE, qui s'accroche aux républicains bourgeois qui s'enfuient**

L'ingénuité des chefs de cette grève, racontée par Manuel Buenacasa lui-même, était telle qu'ils pensaient que les ardents tribuns bourgeois disposaient d'armes que les ouvriers vinrent demander pour réaliser les objectifs supposés de la grève, ce que voyant, le radical Lerroux s'enfuit rapidement en France, grâce à une complicité policière, ou cléricale selon d'autres sources.

### **Une grève générale menée dans l'impasse de la "révolution démocratique"**

Cette grève dura jusqu'au 18 août, vaincue, non par la répression, mais plutôt par manque absolu de direction et par défection des chefs politiques du PSOE, entêtés à rechercher l'appui des chefs politiques républicains qui se défilèrent dès qu'ils virent les ouvriers prendre au sérieux les mots d'ordre de changement de société.

Le comité de grève, qui avait été surpris chez un militant au deuxième jour de la grève lors d'une inspection de routine de la police, avait été remplacé par un autre comité qui fut lui aussi arrêté.

De plus, il manqua cruellement l'appel aux ouvriers agricoles, superbement ignorés par les dirigeants du mouvement alors que les ouvriers des latifundia commençaient à montrer aux côtés du prolétariat industriel cette maturité politique révolutionnaire qui devait prendre toute son ampleur à peine quelques mois plus tard.

Indalecio Prieto, député du PSOE de Bilbao, devant le forcing des forces conservatrices, aurait eu au Parlement une phrase rapportée par M. Buenacasa qui semble bien correspondre aux espoirs déçus du PSOE : « *Il est vrai que nous avons donné des armes au peuple et que dans cette lutte nous aurions pu vaincre, mais nous ne lui avons pas donné de munitions. De quoi vous plaignez-vous donc ?* »

Besteiro, l'homme de confiance de Pablo Iglesias, aurait ces mots révélateurs aux Cortes plus tard : « *Nous avons été contraints de faire la grève générale, bien que nous la considérions insuffisamment préparée, pour deux raisons : la classe ouvrière avait évolué mais non les personnes qui devaient se charger de former le gouvernement provisoire.* »

### La répression

L'état de guerre a été déclaré le 16 août aux termes duquel ce sont les capitaines généraux (commandants de région) qui sont en charge de la totalité de la vie publique. Un décret est publié dans *La Gaceta* (le Journal officiel du gouvernement — NDA), décret de guerre autorisant le ministre à rappeler et mobiliser tout ou partie des individus mobilisables en deuxième position et tous ceux qui font partie de la réserve active.

A Barcelone, dès le premier jour de grève, l'armée tira sur les piquets de grève soutenus par la population ; dans les banlieues ouvrières, des barricades furent édifiées. A Sabadell, les ouvriers s'emparèrent de pièces d'artillerie, et là, la répression fut particulièrement sévère, avec trente-deux morts officiellement reconnus, trente à Bilbao ; dans la zone minière des Asturies où la grève dura encore deux mois, on ne put parvenir à les décompter. Les cheminots restèrent en grève trente-sept jours durant. Des ouvriers emprisonnés furent exécutés dans une prison de Barcelone ; plus de 2 000 ouvriers se retrouvèrent en prison et plus de 6 000 cheminots furent l'objet de représailles de la part de la compagnie propriétaire ; précisons tout de même que ces chiffres correspondent à des estimations plausibles, mais que le chiffre « exact » n'a pas été fait.

Le 4 octobre, les membres du comité de grève étaient condamnés à la réclusion à perpétuité, et dans tout le pays, de lourdes peines furent prononcées contre les dirigeants du mouvement. Une puissante campagne pour l'amnistie leur permit d'être élus députés en février 1918, grâce en partie aux anarchistes qui, pour les sortir de prison, avaient oublié leur habituelle consigne d'abstention. Le voyage de Carthagène, où ils étaient enfermés, à Madrid fut triomphal. Ainsi que le signale Tuñón de Lara : « *La grève, malgré son échec, fut malgré tout une démonstration de force des organisations ouvrières qui, de plus, ne furent pas désarticulées par la répression qui s'ensuivit.* »

(Voir document n° 5 :  
« *Le roi sur l'ordre public* ».)

### Était-ce vraiment un comité de grève ?

Le « comité de grève » était plutôt la réunion des têtes pensantes de la direction UGT et PSOE, qui donnaient des consignes avec l'accord de la CNT. Et pourtant, des comités locaux, régionaux, par secteurs d'activité existaient. Il semble bien, d'après Buenacasa, que personne ne se soit posé cette question de rassembler cette force au plan national. Bien évidemment, cette absence peut s'expliquer par les objectifs fixés quasiment en termes insurrectionnels pour la CNT et en termes de révolution démocratique bourgeoise pour le PSOE et l'UGT, avec l'accord de la CNT, pour laquelle, une représentation nationale et centralisée des « masses en lutte » devenait dangereuse.

Le prolétariat de l'Etat espagnol tout entier, en se dressant contre les conséquences de la guerre de 14-18, s'était porté aux premières lignes du mouvement révolutionnaire des travailleurs qui, deux mois après, obtenait la plus grande victoire historique lors de la prise du pouvoir à Petrograd.

(Voir document n° 6 :  
« *La haine de classe contre les ouvriers révolutionnaires* ».)

## Documents

**Malgré la censure préalable — la suspension des garanties constitutionnelles allant jusqu'à l'état de guerre dans le pays — quelques nouvelles filtrent dans les journaux qui, en dépit et à cause de leur état fragmentaire, suffisent à donner une idée de la force et de l'extension du mouvement gréviste que le gouvernement de la monarchie prétend cadenasser (6).**

### DOCUMENT N° 1

## Le succès de la grève de décembre favorise l'action gréviste

Le 23 à 14 heures à Barcelone, environ 200 cheminots se sont réunis avec l'objectif d'élire une commission (...) composée d'un représentant par service et chargée des négociations.

Les camarades élus s'obligent à mener à bien les tâches qui leur sont confiées.

Il est procédé ensuite à l'élection de la commission.

Chemins de fer des Asturies : avis officiel au gouverneur. Si le gouvernement décrète la réquisition des employés des chemins de fer, les mineurs ne chargeront pas les wagons.

A Valence, à propos de la grève des cheminots, la Compagnie du Nord propose de ne pas prendre de représailles et de reprendre tous les grévistes, « *sauf les quarante-trois meneurs* », sans perte de droits ni de salaire ». Les consuls de France et d'Angleterre adressent une note aux journaux locaux protestant avec la dernière énergie contre la publication de tracts clandestins appelant les ouvriers à une grève révolutionnaire.

Le 23, un meeting s'est tenu à Las Palmas des îles Canaries pour demander au gouvernement une aide dans l'angoissante situation que connaît la région Nord de la Grande Canarie. De nombreuses familles subissent des privations énormes, raison pour laquelle a été installé un restaurant populaire et ont été proposés quelques travaux publics.

Le 23 est annoncée une grève générale des artisans du bâtiment pour le 7 avril pro-

chain, protestant contre le manque de ferraille, de charbon et autres matières premières nécessaires à leur travail, tous matériaux accaparés par les exportateurs et seulement accessibles à des prix prohibitifs.

Dans la région de Murcie, les ouvriers des chapelleries et de l'importante industrie des peaux sont également en grève. Le 23, les artisans du bâtiment annoncent une grève pour le 7 avril à cause de la hausse des prix des matériaux.

Les secrétaires des tribunaux municipaux (greffiers des tribunaux de première instance) annoncent également une grève si leurs salaires ne rejoignent pas ceux des greffiers des autres instances.

Le 25, selon le journal, tout va très bien à Barcelone. Mais dans un manifeste, dix-sept directeurs de journaux de Madrid se voient dans l'obligation d'élever une protestation énergique à l'égard du gouvernement pour l'exercice de la censure préalable.

### DOCUMENT N° 2

## Manifeste conjoint de l'UGT et de la CNT, 27 mars 1917 (extrait)

## "Aux travailleurs espagnols et au pays en général"

(...) Les luttes provoquées par la concurrence entre les divers groupes d'exploiteurs de la vie de la nation peuvent dispenser le prolétariat de faire la critique du régime honteux que subit l'Espagne. Les dénonciations quotidiennes dans la presse, les abus que révèle les âpres discussions publiques dans les assemblées, le travail des Cortes lui-même, aussi stérile pour le bien que révélateur

de tant d'impureté croissante sont les pages d'un long et compliqué processus dont la sentence devra être dictée et accomplie par le peuple, à la manière d'un juge, sans appel.

Tous les jours, la presse offre le témoignage des inquiétudes des gouvernants face aux complexités des problèmes présents. A quoi occupent-ils leur activité si leurs résultats bénéfiques ne parviennent jamais au peuple travailleur ? Tous ces efforts des gouvernants, le peuple sait bien qu'ils sont dilapidés dans une tentative impossible d'harmoniser des intérêts privés opposés, qui trouvent dans les moments les plus angoissants de la vie nationale l'occasion la plus propice pour augmenter leurs gains.

Les entreprises de chemin de fer, les compagnies de navigation, minières et de fabriques, les éleveurs, les céréaliers, les multiples accapareurs et intermédiaires, les trusts qui monopolisent les affaires dans les grandes localités, les corporations dégradées et dégradantes, tous représentent des intérêts particuliers, qui trouvent soutien et protection dans les pouvoirs publics pendant que le peuple émigre ou périt.

Et il n'est pas possible de continuer à tromper le pays avec des discours plus ou moins brillants, ni avec des préambules de loi dont l'articulation dément les idées elles-mêmes proclamées par les ministres dans *La Gaceta* (a). Dans la situation critique présente, le peuple a déjà vu ce qu'il est resté des promesses de réformes de l'économie nationale. Les éternels camouflages de richesse continuent, car ceux qui sont le plus appelés à soutenir les charges de l'Etat continuent de s'abstraire de l'accomplissement de ce devoir de citoyenneté ; les bénéficiaires des bonnes affaires de la guerre n'utilisent pas leur gains pour alimenter la richesse nationale et ne consentent pas non plus à livrer une partie de leurs bénéfices à l'Etat, et le gouvernement, faible avec les puissants et arrogant avec les humbles, lance la Garde civile tous les jours contre les ouvriers, tandis qu'il prépare des emprunts de transformation de la dette publique, offrant aux capita-

listes un placement lucratif à leurs fonds inactifs, sous prétexte de promouvoir des travaux publics qui ne se réalisent jamais.

Et si de ces offres pompeusement claironnées de réformes économiques et de promotion de travaux publics il ne reste que la rumeur de paroles vaines, de quoi a servi la loi sur le ravitaillement, si ce n'est pas pour révéler la dépendance honteuse dans laquelle se trouve le gouvernement à l'égard des regroupements corporatifs les plus connus et les plus haïs par les consommateurs ? De quoi nous sert de formuler jour après jour nos plaintes, et de quoi nous sert la reconnaissance de la justice de nos demandes par ces mêmes hommes qui sont au pouvoir, si nous ne parvenons jamais à distinguer le remède à nos maux ?

L'impuissance des pouvoirs publics à résoudre les problèmes vitaux de la nation était proclamée par l'action militaire au Maroc, sanglante et honteuse ruine de l'Espagne, condamnée par tous les gouvernants mais aussi poursuivie par tous. Après les discussions prolixes auxquelles l'action de l'Espagne au Maroc a donné lieu, chacun peut voir que cette récurrence des pouvoirs publics dans les anciens errements bellicistes, militaristes et dynastiques suffirait à elle seule à provoquer de la part de la nation la plus violente des actions contre ceux qui ont provoqué son malheur.

Ces maux, perçus quotidiennement par le prolétariat, ont nourri en lui, après une longue et douloureuse expérience, la conviction que les luttes partielles de chaque association contre les patrons, soutenues par la solidarité des compagnons d'infortune, ne suffisent pas à conjurer les graves dangers qui menacent les travailleurs. Le prolétariat organisé est ainsi parvenu à la conviction du besoin d'unifier ses forces dans une lutte commune contre les défenseurs de l'exploitation, érigée en système de gouvernement. Et répondant à cette conviction, les représentants de l'Union générale des travailleurs et de ceux de la Confédération nationale du travail ont décidé à l'unanimité :

(a) La « Gaceta » est le nom du Journal officiel.

1- Que, vu l'examen attentif et serein que les signataires de ce document ont fait de la situation actuelle et de l'action des gouvernants et du Parlement, sans trouver, malgré leur bonne volonté, que soient satisfaites les demandes formulées par le dernier congrès de l'Union générale des travailleurs et l'Assemblée de Valence, et dans le but d'obliger les classes dominantes à tous ces changements fondamentaux de système qui garantissent au peuple au moins d'honorables conditions de vie et d'essor de ses activités émancipatrices, il s'impose que le prolétariat espagnol emploie la grève générale, sans en fixer le terme, comme étant l'arme la plus puissante qu'il possède pour revendiquer ses droits.

2- Qu'à partir de ce moment, sans interrompre leur action constante de revendications sociales, les organismes prolétaires, en accord avec leurs éléments de direction, procéderont à l'approbation de toutes les mesures qu'ils considéreront adaptées au succès de la grève générale, préparés qu'ils seront pour le moment où devra commencer ce mouvement.

3- Que les soussignés, dûment autorisés par les organismes ouvriers qu'ils représentent, et en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par la classe laborieuse, se considèrent dans le devoir de réaliser, en relation avec les diverses sections, tout les travaux conduisant à organiser et diriger dûment le mouvement, ainsi qu'à déterminer également la date où il doit être mis en pratique, en considération des conditions les plus favorables au triomphe de nos buts.

**Pour la Confédération nationale du travail,**

Salvador Seguí et Ángel Pestaña.

Suivent les noms des responsables de chacune des régions de la CNT.

**Pour le comité national de l'Union générale des travailleurs,**

Francisco Largo Caballero,  
Vicente Barrio, Daniel Anguiano,  
Julián Besteiro, Andrés Saborit...

Madrid, 27 mars 1917



DOCUMENT N°3

## Au jour le jour, vers la grève générale

Le 2 juillet, ABC informe sur l'agitation qui a perturbé profondément la ville de Valence et qui a duré jusqu'à la tombée de la nuit, provoquée par des cheminots qui veulent que la grève soit maintenue. Quarante-six d'entre eux ont été arrêtés, moments pendant lesquels des coups de feu ont été tirés, depuis les balcons et les terrasses, sur la Garde civile. La loi martiale a été imposée et les personnalités les plus importantes de la politique, de l'industrie et du commerce viennent à la caserne du capitaine général présenter leur approbation.

Le 15 juillet, le journal informe d'un « mouvement local » des mineurs de Riotinto, sans autre explication.

Le 19, dans une note officieuse du ministère de l'Encouragement à propos d'un différend entre les cheminots de la Compagnie du Nord et cette dernière, le ministère informe qu'il a tranché en faveur des cheminots en ces termes : « La Compagnie doit procéder au paiement de la gratification de 8,50 % décidée par

*son assemblée générale d'actionnaires sans procéder à des réductions en raison de l'augmentation d'un réal quotidien (un réal = 25 centimes de peseta = un euro en pouvoir d'achat actuel [7]) que les employés, dont le salaire est inférieur à 1 500 pesetas annuelles (environ 500 euros mensuels), perçoivent depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1916 »* (information communiquée par le ministre de l'Intérieur).

Le 22, le journal publie une impressionnante photographie des couturières de Santander en grève, rassemblées devant l'édifice du gouverneur civil pour demander la libération d'une de leurs camarades arrêtée.

Le même jour, une autre information sur une grève dans les ateliers militaires de Séville nous apprend que les ouvriers, considérés comme ouvriers militaires et à ce titre soumis aux lois de l'armée, ont présenté une revendication d'augmentation de salaire de 40 %. Le ministère de la Guerre déclare qu'il a déjà fait beaucoup pour ces ouvriers (paiement de vingt-six journées mensuelles, une augmentation en début de mois de 50 centimes (2 euros), la suppression des fouilles en fin de journée, l'augmentation du nombre de journées de travail au forfait (*mieux payées* — NDA). Par ailleurs, il rappelle que les demandes devront être présentées par la voie réglementaire et non directement.

### **Fin juillet-début août :**

Le 28 juillet se tient une réunion mixte à Barcelone, patrons et ouvriers, sur la grève des employés des Eaux de Barcelone, longue grève extrêmement importante car cette gestion de l'eau est décisive pour l'industrie textile. La commission avait été rejetée par les ouvriers, et avec elle, les bases patronales de solution au conflit qui prévoyaient, certes, une augmentation des salaires, mais incluaient le refus de reprendre soixante ouvriers accusés de sabotage et dénoncés par les patrons au gouverneur. Les patrons se réservent également le droit de licencier les ouvriers qui ne leur conviennent pas. Cependant, ce même jour à Barcelone, quarante-six délégués ouvriers seront libérés parmi ceux qui avaient été arrêtés.

A Ségovie, les tailleurs de pierre sont en grève ; à Lorca (Andalousie), ce sont les tanneurs. A Saragosse, une grève des maçons a pour l'instant été « réglée ».

En Catalogne : à Gérone, au détour d'une phrase, on apprend que dans la région, les ouvriers agricoles sont en grève et que, toujours dans la province de Gérone, à Ripoll, la grève du textile continue, et que 300 ouvriers du textile de la ville de Poblet sont aussi en grève.

Le 4, à Salamanque, les ouvriers meuniers se sont mis en grève contre le licenciement d'un de leurs camarades qui avait adhéré à une société de résistance (*sorte de mutuelle spécifique à leur branche de métier*). Et le 5, ce sont les boulangers de Saint-Sébastien qui menacent de se mettre en grève si est maintenue l'interprétation restrictive que font les patrons de leur récent contrat collectif d'embauche ; les deux parties réunies sous la houlette du gouverneur civil finissent par se mettre d'accord après une très longue séance de discussion favorable aux ouvriers boulangers.

Personnels navigants : un conflit éclate chez les personnels navigants des bateaux de la ville de Valence à propos d'une prime de travail. Ces personnels s'adressent à la puissante Association des gens de mer de la Méditerranée pour arrêter une position commune afin de faire prévaloir leurs demandes.

Le 27, selon une information publiée par ABC le 28, la grève des cheminots de Valence « a trouvé une solution ; les ouvriers ne veulent plus faire grève ; après le lock-out, tous ceux qui le demandent seront repris, sauf les quarante-six agitateurs connus. Le tribunal spécial mis en place poursuit les soixante-dix-huit qui ont été arrêtés pour participation aux événements. Il a déjà instruit le cas de trente-cinq ouvriers pour les événements qui se sont déroulés ces derniers jours. Ce même tribunal a également libéré quarante-cinq hommes et une femme contre lesquels il n'avait pas retenu de charge. »

Le 28, le gouverneur de la province de Murcie informe le ministre de l'Intérieur que les grèves qui s'étaient déclarées dans la province continuent. La police et

la Garde civile ont procédé à l'arrestation de cinq ouvriers pour « coaction » (*forte pression*).

Les grèves de Bilbao : dans les salons du gouvernement civil ont été signées les bases d'un accord entre ouvriers et patron de la branche du ciment armé ; le travail a repris sur les chantiers. Les ouvriers métallurgistes continuent leur grève. Les patrons de la branche ont mis par écrit les propositions qu'ils peuvent faire aux ouvriers, lesquels réservent leur réponse pour consultation de leurs mandants. Le conflit minier de Ollargan n'est toujours pas résolu.

Réunion des bouchers de Madrid sur le prix de la viande. Ils exigent des autorités qu'elles leur accordent de vendre la viande au prix considéré par eux comme convenable, faute de quoi ce sera la grève. La raison ? Ils ont acheté très cher la viande aux revendeurs en gros.

Le 29, dit le journal, « *le calme régnait chez les cheminots de Valence* », ce qui n'empêche pas que des renforts militaires ont dû intervenir pour qu'enfin deux trains puissent partir !

Le 2 août, la Société des ouvriers des chemins de fer demandent aux dix-sept patrons propriétaires de la compagnie une réduction de la journée de travail, une augmentation de 50 centimes (*environ 2 euros*) par journée de travail, plus 25 centimes pour la journée de travail des apprentis. A défaut, ils seront en grève le lendemain.

A Barcelone, les cheminots de la Compagnie du Nord ont fait savoir de manière définitive qu'ils seraient en grève par solidarité avec ceux de Valence ; on croit savoir — dit le journal — que tous les cheminots de Barcelone ne suivront pas la grève.

A Oviedo, l'exigence est clairement formulée que tous les travailleurs soient réintégrés sans représailles. Même chose à Saragosse, où le gouverneur a interdit que se tiennent des réunions dans les centres de chemin de fer, et si on en vient à la grève, il déploiera la plus grande énergie pour garantir la circulation des trains.

Le conflit ferroviaire se résout peu à peu, dit *ABC* ; les trains roulent puisque le

gouvernement a demandé à l'armée d'envoyer les soldats du régiment des chemins de fer servir les trains de la compagnie !

Le 3, pratiquement partout, les sections de cheminots de la Compagnie du Nord ont annoncé la grève pour le 10. A Barcelone, les cheminots de la Compagnie du Nord entament officiellement une grève en solidarité avec ceux de Bilbao. Et le 4, par la grève, les cheminots de Barcelone exigent le non-lieu dans tous les procès contre les collègues de Valence, avec réemploi de tous les cheminots licenciés depuis un an. On apprend qu'il en va de même à Burgos, Castellón, Valence...

Le 5, à Valence, l'Etat (le gouverneur) se propose, sans succès, d'intervenir comme intermédiaire entre les ouvriers et la Compagnie des Chemins de fer du Nord. Le 7, la grève des cheminots est suspendue à la rencontre nationale des délégués du comité unique central des grèves, ce dont profite visiblement le journal pour tenir comme un fait acquis que les cheminots de Barcelone ne participeront pas à la grève ; même chose dans la province de León ; mais les sections de la Compagnie du Nord, de Madrid et de Salamanque maintiennent leur appel.

A Bilbao, le 8 au soir, les cheminots de la ligne propriété de la mairie se sont également déclarés en grève, en solidarité avec leurs camarades de la Compagnie du Nord et les métallos de Valence.

## DOCUMENT N°4

## La grève chez les métallurgistes et les sidérurgistes

Le 29 juillet, les sidérurgistes de la Biscaye continuent leur grève ; ils avaient menacé de laisser s'éteindre les hauts-fourneaux, ce qui avait suffi pour obtenir satisfaction sur certaines revendications. Des ouvriers d'autres villes ont été envoyés en renfort, ce dont se félicitent les patrons, qui félicitent à leur tour le gouvernement.

Le 31, le ministre a rappelé sa préoccupation à propos de la grève des ouvriers métallurgistes des hauts-fourneaux de Bilbao (4 000, selon les chiffres officiels) contre lesquels il a envoyé une compagnie de soldats, avec, pour l'instant, quelques grévistes pour continuer d'alimenter ces hauts-fourneaux car leur extinction serait extrêmement préjudiciable. (*Au début du XX<sup>e</sup> siècle, une fois les hauts-fourneaux éteints, ceux-ci courent de grands risques car ils tardent très longtemps à être à nouveau fonctionnels, jusqu'à un an à l'époque — NDA.*)

A Vitoria les ouvriers métallurgistes sont également en grève ; le ministre explique leur absence « *par la peur des pressions sur eux* ».

La situation des grévistes s'aggrave de jour en jour. L'aide des autres syndicats a été demandée, mais les grévistes ne veulent pas céder et organisent des piquets pour dissuader les jaunes de venir travailler.

Le comité de grève a décidé décrire au Comité international des métallurgistes pour lui demander de l'aide.

Le ministre d'Etat a fait savoir aux journalistes que le président (*le chef du gouvernement*) qu'il avait rencontré un peu auparavant lui avait assuré que le calme régnait dans toute l'Espagne et qu'il n'y avait pas du nouveau sur la grève de Bilbao.

Mais le 1<sup>er</sup> août, la grève des sidérurgistes se poursuit dans les hauts-four-

neaux, alimentés par les soldats dirigés par des contremaîtres sous la protection de la Garde civile et avec couvre-feu total dans la ville. Le 2, à Oviedo, les mineurs de la mine Vanguardia (*Avant-Garde*) de Mieres (*berceau du bassin minier asturien combattif — NDA*) se sont mis en grève en exigeant la réadmission de l'un de leurs camarades licencié. Le 4, à Vitoria (Pays basque), la grève des métallos continue.

Le 5 a lieu un conseil de guerre contre sept civils inculpés et condamnés à six mois et un jour d'emprisonnement pour distribution de pamphlets séditionnels à des soldats.

Le 6, la grève des métallos de Bilbao se poursuit, et le journal publie une photographie montrant les soldats alimentant les hauts-fourneaux de l'usine « La Vizcaya ». Ils décidaient la grève pour le 10, grève à laquelle se joindrait en signe de solidarité la Fédération nationale de la métallurgie. Une brève nous informe que le capitaine de la Garde civile de Barakaldo (Bilbao) se plaint d'agressions avec armes à feu contre la compagnie qui patrouillait dans la ville.

Le 7, de Cordoue, on apprend que la veille, les mineurs de Peñarroya, un des plus importants centres miniers d'Espagne, ont déposé un préavis de grève pour le 11, rejoints par les cheminots de la même ville. Le 9, une délégation massive de mineurs de Peñarroya, accompagnée des habitants de la ville de « Pueblo Nuevo el Terrible » (*La Ville nouvelle, La Terrible*) et de son maire, se rend à Cordoue pour rencontrer le gouverneur. Le premier moment de la rencontre se termine sur un accord verbal des délégués, après satisfaction partielle obtenue mais à la condition que les responsables locaux des syndicats qui les ont mandatés acceptent le compromis. Après échanges télégraphiques délégation-mandants, le gouverneur fait quelques concessions supplémentaires. Le comité demande un délai pour consultation. Nouvelle réunion et nouvelles concessions du gouverneur civil. Accord final : « *La grève a été évitée à Peñarroya* », soupire le rédacteur de l'article.

## DOCUMENT N°5

**Le roi sur l'ordre public**

**Déclaration du roi Alphonse XIII  
aux journalistes, le 15 juillet 1917,  
à propos des événements  
que connaît l'Espagne**

« L'Espagne souffre de ce que nous pourrions appeler une indigestion financière. Une partie du peuple s'est considérablement enrichie à cause de la guerre ; une autre partie en a souffert terriblement, toujours à cause de la guerre et de cela il est résulté un certain malaise industriel.

La situation a été compliquée par le mouvement patriotique de l'armée qui désire que l'argent voté au Parlement soit employé le mieux possible. Elle demande également à être modernisée ; mais il est totalement faux que dans ce mouvement il y ait quoi que ce soit qui puisse affecter la discipline.

Une autre complication est le mouvement de la Catalogne. Certains Catalans demandent une sorte d'indépendance, et veulent que leurs affaires, leurs intérêts locaux soient gouvernés à Barcelone. Mon gouvernement est disposé à discuter de manière amicale toutes les demandes formulées d'une manière légale (...). Mais la crise ne pourra pas être totalement résolue avant la fin de la guerre. »

**Disposition-circulaire royale :**

Le ministère de la Guerre publie dans *La Gaceta (le Journal officiel espagnol — NDA)* une disposition-circulaire royale qui dit ainsi :

*« Aux fins que le service du personnel du régiment des chemins de fer sur les différentes lignes de voies ferrées soit dûment garanti et que soient investis les individus qui le rendent de l'autorité nécessaire, Le roi (q. D. g.) (que Dios garde, que Dieu le garde — NdA) (...) (a tenu à rappeler que ce service) doit être considéré comme un service actif armé, pourvu que, par leur uniforme ou un quelconque distinctif utilisé, il soit notoire qu'ils appartiennent aux unités de ce régiment, et qu'il soient porteurs*

*d'une arme réglementaire, raison pour laquelle doivent être considérées comme une attaque contre une force armée, avec tous les effets du Code de justice militaire, celles [les attaques] qui contre lui pourraient être réalisées. »*

Les articles auxquels il est fait référence sont l'article 253 aux termes duquel est passible de la peine de mort :

— Quiconque en campagne maltraite par voie de faits une sentinelle ou un gardien.

— Quiconque commette ce même délit contre une sentinelle, un gardien ou une force armée qui ne serait pas en campagne, si elle cause la mort ou des lésions irrémédiables.

Les articles suivants, 254 à 256, exposent les sanctions que peuvent encourir les contrevenants (depuis la réclusion perpétuelle jusqu'à la prison correctionnelle pour des menaces ou des apparences de menaces). Cette circulaire royale, publiée le jour de la grève des cheminots, le 10 août, sera reprise dans toute la presse, tous les jours, jusqu'à la fin de la grève.

## DOCUMENT N°6

## La haine de classe contre les ouvriers révolutionnaires

Sous le titre : « *Danger national. La prochaine grève* », le journal *ABC* publie cet article non signé, à la mesure de la crainte qu'inspirent à ses maîtres le prolétariat espagnol qui a entamé un formidable mouvement, entraînant avec lui toutes les couches opprimées du pays.

« La répétition générale réalisée en décembre dernier dans l'intention de paralyser la vie nationale, semble, selon tous les symptômes, devoir connaître maintenant, si le pays et le gouvernement ne l'empêchent pas, un bis qu'il faut craindre.

Les éléments dirigeants des sociétés ouvrières, prenant comme prétexte le prix élevé des subsistances et se drapant de la représentation de la totalité de l'Espagne, se proposent de parvenir à la révolution tant espérée qui pourrait faire d'eux les maîtres et seigneurs du pays. Et il est tout à fait naturel qu'ils pensent pouvoir y arriver, puisqu'en définitive, ce qui, dans cette question des grèves générales se produit sous nos yeux, est le résultat logique et fatal de l'indifférence suicide à laquelle sont parvenues les classes sociales désignées péjorativement par les syndicalistes du distinctif général de "bourgeois".

(...) Ils ("les éléments dirigeants") savent parfaitement que le problème des subsistances qui touche le monde entier, parce qu'il est une conséquence inévitable de la guerre, ne peut être résolu ni par celui-ci ni par aucun autre gouvernement, du moins autant qu'ils l'exigent. Ils n'ignorent pas que dans le moment présent, une grève qui paralysera les transports et le travail ne pourrait servir qu'à aggraver la situation de l'Espagne ; mais comme ils ne recherchent pas le bien-être de la nation mais leur seul profit qu'ils espèrent obtenir par ces procédés révolutionnaires, ils n'hésitent pas à appliquer à la situation qu'a créée la

guerre et que nous subissons tous cette médecine contre-productive. Ils procèdent comme ce médecin qui pour guérir l'anémie d'un malade lui administre une saignée afin que disparaissent de ses veines le peu de sang qui lui reste.

C'est là le problème que les directeurs des sociétés révolutionnaires espagnoles veulent poser à nouveau au pays.

Sans préjuger de ce que le gouvernement fera pour accomplir son devoir — c'est ce que nous espérons —, nous pensons qu'est arrivé le moment que se défendent toutes les classes sociales contre cette nouvelle tyrannie qui veut les écraser et les affamer. Il faut que les architectes se refusent à diriger des travaux dans lesquels interviennent ces éléments révolutionnaires, et que les médecins n'aillent pas les soigner, que les chefs d'industrie ne les admettent pas dans leurs ateliers, qu'aucune entreprise, de quelque nature qu'elle soit, ne leur donne de travail.

Puisque c'est ce qu'ils veulent, qu'à la guerre il soit répondu par la guerre, et si au nom de la liberté on essaye d'écraser les commerçants en brisant leurs étalages, les industriels en prenant d'assaut leurs ateliers et en faisant appel à la brutalité et à l'agression contre les ouvriers qui veulent travailler, que l'agression soit repoussée à coups de feu, car il est toujours préférable de mourir comme des hommes plutôt que de se laisser effrayer comme des femmes.

Que soient protégés les vrais ouvriers ; rien de plus juste, de plus louable ni de plus plausible. Qu'il soit fait en leur faveur tout ce qui sera nécessaire et que soient modifiées et élargies de la manière la plus généreuse les lois actuelles, mais que l'on réprime d'une main de fer l'œuvre de ces éléments qui, parce qu'ils veulent vivre sans travailler, s'abritent derrière le bouclier des classes laborieuses pour désorganiser et saigner l'Espagne.

La bourgeoisie, cette bourgeoisie hâissable et vitupérée, sait maintenant ce qu'elle doit faire pour que ses droits soient respectés. »

## SOURCES

**Manuel Cuso et Josep Antoni Pozo González** : articles sur la période 1914-1918 in *Combate socialista*, n° 23, septembre 2014.

**Hémérothèques** : *ABC* de Madrid et *La Vanguardia* de Barcelone.

**Manuel Tuñón de Lara** : *La España del siglo XX*, 1966.

**Manuel Buenacasa** : *El Movimiento obrero español 1886-1926*, édité à Barcelone, en 1928.

**Carlos Serrano et Serge Salaün** : *Temps de crise et « années folles » ; les années 20 en Espagne*, 2002.

**Mikel de Urquijo y Goitia** : *La Huelga de agosto de 1917 en Vizcaya* (la grève d'août 1917 en Biscaye).

**Balcells, A.**, *España : la crisis de 1917* », *Historia* 16, Extras. XX *Historia Universal*, n° 6, 1983, pp. 115-128.

**Francisco Santos Escribano** : *La Huelga general de 1917 en Navarra a través de la prensa*.

**Maria Dolores Ramos** : *Crisis de subsistencias y conflictividad social en Málaga : los sucesos de enero de 1918* (la crise du ravitaillement et la conflictualité sociale à Malaga : les événements de janvier 1918).

**Ana I. Alonso Ibañez**, Université Complutense de Madrid : *Las Juntas de defensa de las clases de tropa* (Les Juntas de défense des sous-officiers, 1917- 1918).

## NOTES

(1) Mouvement d'intellectuels qui critiquent la décadence de l'Espagne à laquelle a conduit l'alternance des partis au pouvoir, dont ils considèrent qu'elle a fait son temps comme système politique, un système qu'ils voudraient « régénérer » progressivement.

(2) Le « caciquisme » désigne une organisation de la vie politique du pays, surtout en zone rurale, mais pas seulement, qui, partant de chaque village, conflue vers l'Etat à travers le paternalisme, la corruption et toutes les formes d'intimidation — particulière-

ment contre les organisations ouvrières et même républicaines, faisant et défaisant les élus désignés par le pouvoir.

(3) Commence sa vie politique par le radicalisme et l'anticléricalisme, ce qui lui vaut d'être élu, mais dès 1910, quelques scandales minent son crédit. Dès lors, il sera de plusieurs tentatives pour trouver une solution pour replâtrer un système à l'agonie, jusqu'à l'année 1917 où il fera front commun avec les catalanistes de l'Assemblée des parlementaires. Lorsque les choses deviendront sérieuses, comme en juillet-août 1917, et dangereuses pour lui, il trouvera vite l'occasion de s'enfuir en France.

(4) Avocat catalaniste conservateur, cofondateur du parti bourgeois catalan La Lliga regionalista, ministre dans plusieurs gouvernements de la monarchie ; il était partisan d'une autonomie, même limitée, pour la Catalogne, tout à fait compatible, pour lui, avec la monarchie. S'écartera de la vie politique lors de la dictature de Primo de Rivera en 1923, sera élu à nouveau en 1933 aux élections qui vont marquer le début du très conservateur Bienio Negro, pendant la II<sup>e</sup> République. Aux élections constituintes de 1936, il ne pourra pas être élu et participera peu après au financement du coup d'Etat de Franco.

(5) Le *Consell de Cent*, en catalan, était l'institution traditionnelle représentant l'autonomie municipale de Barcelone, composée de cent conseillers, d'où son nom. Ils avaient comme fonction de « conseiller » les magistrats municipaux. Sa valeur emblématique lui vient de ce qu'il fut dissous le 15 septembre 1714, après le fameux 11 septembre qui a été immortalisé par la Diada et ses puissantes manifestations populaires.

(6) Ont été utilisées essentiellement les collections du quotidien *ABC*, après avoir constaté que les journaux alimentés par une source unique (gouvernementale) — y compris *La Vanguardia* de Barcelone — disaient pratiquement la même chose, ceux d'*ABC* présentant une grande facilité d'accès et une qualité rédactionnelle perceptible, même après traduction.

(7) Tous les équivalents en euros proposés dans l'article sont calculés par les spécialistes bancaires selon des techniques qui leur permettent de définir ces équivalents en termes de correspondances de pouvoir d'achat.



**ISSN 1287-25-98**  
**Commission paritaire 0913 G 78360**